

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE RELATIONS
INTERNATIONALES**

**L'ADJARIE DANS LA GEORGIE POST-
SOVIETIQUE ; LA PERIODE D'ASLAN
ABACHIDZE (1991-2004)**

Ahmet BAĞÇECİ

Directeur de recherche: Yrd. Doç. Dr. Ali Faik DEMİR

Memoire pour l'obtention du DEA "Relations Internationales"

SEPTEMBRE 2004

| | |
|--|---------------|
| TABLE DES MATIERES | i-ii |
| LES ABREVIATIONS | iii-iv |
| INTRODUCTION | 1-2 |
| PREMIERE PARTIE- LA BASE HISTORIQUE ET JURIDIQUE DE L'AUTONOMIE | |
| Chapitre I- L'IDENTITE ADJARE | 3 |
| Section I- La composition démographique de la Géorgie | 3-4 |
| Section II- Qui sont les Adjars ? | 4-6 |
| Chapitre II- LA FORMATION DES BASES DE L'AUTONOMIE | |
| Section I- L'Islamisation de la région | 6-8 |
| Section II- L'Adjarie comme une province de l'Empire russe | 8-14 |
| Section III- Le développement du mouvement national géorgien | 14-17 |
| Chapitre III- LA NAISSANCE DE L'AUTONOMIE | |
| Section I- La Première guerre mondiale et le traité de Kars | 17-23 |
| Section II- Le statut autonome pendant l'époque soviétique | 24-29 |
| DEUXIEME PARTIE – L'ADJARIE APRES L'INDEPENDANCE POST-SOVIETIQUE | |
| Chapitre I - LA PERCEPTION DES AUTONOMIES EN GEORGIE | 30 |
| Section I - Le caractère du nationalisme post-soviétique | 30 |
| Section II - Les conflits ethniques dans les premières années de l'indépendance | 31 |
| Sous - Section I - L'Abkhazie | 31-37 |
| Sous - Section II - L'Ossétie du Sud | 37-40 |
| Section III- L'Adjarie pendant les temps de trouble | 40-44 |
| Section IV- Les relations parmi les républiques autonomes | 45-47 |
| Chapitre II - L'ADJARIE SOUS LE REGIME D'ABACHIDZE | 47 |
| Section I - La consolidation du régime d'Abachidzé | 47-50 |
| Section II- Abachidzé comme une figure politique | 50-56 |
| Section III- La chute d'Abachidzé | 56-65 |
| Section IV- Le facteur de l'Islam en Adjarie et Abachidzé | 65-69 |

TROISIEME PARTIE - LES PROBLEMES ENTRE TBILISSI ET BATOUMI**Chapitre I - LA SOURCE DES PROBLEMES: LA TRADITION**

| | |
|--|----------------|
| CONSTITUTIONNELLE | 70 |
| Section I - La première Constitution de la Géorgie de 1921 | 70-73 |
| Section II - Les constitutions pendant l'époque soviétique | 73 |
| Section III- La manque d'une base législative après la chute du communisme | 73-74 |
| Section IV- La Constitution de la Géorgie contemporaine de 1995 | 74-78 |
| Chapitre II - LE PROBLEME INTERIEUR ENTRE LE GOUVERNEMENT CENTRAL ET AUTONOME | 77 |
| Section I - Les problèmes économiques | 77-85 |
| Section II- Les problèmes sécuritaires | 85-88 |
| Chapitre III - LES REVENDICATIONS DIFFERENTES DANS LA POLITIQUE ETRANGERE | 89 |
| Section I - Les relations bilatérales de la Géorgie | 89 |
| Sous - Section I – La Russie | 89-93 |
| Sous - Section II - Les Etats-Unis | 94-98 |
| Sous - Section III - L'Union européenne | 98-102 |
| Sous - Section IV – La Turquie | 101-104 |
| Sous - Section V – L'Arménie | 104-109 |
| Sous - Section VI – L'Azerbaïdjan | 109-111 |
| Section II- Les relations bilatérales de l'Adjarie | 111 |
| Sous - Section I – La Russie | 111 |
| Sous - Section II - Les Etats-Unis | 112-113 |
| Sous - Section III - L'Union européenne | 113 |
| Sous - Section IV – La Turquie | 113-114 |
| Sous - Section V – L'Arménie | 114-115 |
| Sous - Section VI – L'Azerbaïdjan | 115 |
| CONCLUSION | 116-119 |
| BIBLIOGRAPHIE | 120-130 |
| ANNEXES | 131-144 |

LES ABREVIATIONS

| | |
|----------------|--|
| APC | Accord de partenariat et de coopération |
| ATDP | Agence turque de développement et de partenariat |
| BERD | Banque européenne pour la reconstruction et le développement |
| BTC | Projet d'oléoduc de Baku-Tbilissi-Ceyhan |
| CEI | Communauté des Etats Indépendantes |
| CES | Commission aux élections suprêmes |
| CEE | Communauté Economique Eurasiatique |
| CSCE | Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe |
| ELT | Equipements conventionnels limités par le Traité |
| ECHO | Office humanitaire de la Communauté européenne |
| FCE | Forces armées conventionnelles en Europe |
| GUAM | Alliance entre Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie |
| GRVZ | Centre des forces russes en Transcaucasie |
| GTEP | Programme de «Train and equip» pour la Géorgie |
| INOGATE | Réseau de transport de pétrole et de gaz de la région Caspienne vers l'Europe de l'Ouest |
| KFOR | Kosovo Force |
| MONUG | Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie |
| ONG | Organisation non-gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| OSCE | Organisation pour la sécurité et coopération en Europe |
| OTAN | Organisation du traité de l'Atlantique nord |
| PCG | Parti communiste géorgien |
| PCUS | Parti communiste de l'Union soviétique |
| PESC | Politique étrangère et de sécurité commune |
| PMN | Parti de mouvement nationaliste |
| TACIS | Programme assistance technique à la Communauté des Etats Indépendantes |
| TBMM | Grande Assemblée Nationale Turque |
| TRACECA | Corridor du transport Europe-Caucase-Asie Centrale |
| UCG | Union des citoyens géorgiens |
| URDG | Union pour la Renaissance démocratique de la Géorgie |
| URSS | Union des républiques socialistes soviétiques |

| | |
|--------------|--|
| TVA | Taxe valeur à l'ajouté |
| UE | Union européenne |
| ZavKO | Espace militaire soviétique en Transcaucasie |
| ZCEMN | Zone de coopération économique de la mer Noire |



INTRODUCTION

L'Adjarie est une région située dans le sud-ouest de la Géorgie à la frontière de la Turquie au sud et face à la mer Noire. Elle est bordée par la province de Gouria au nord et à l'est par Djavakhétie. La longueur totale des frontières est 270 kilomètres et elle occupe 2900 km², soit le 4,2% du territoire de la Géorgie. Le territoire de la République autonome de l'Adjarie qui est l'une des provinces historiques de la Géorgie, est actuellement l'un des douze régions administratives du pays. Aujourd'hui, l'Adjarie se constitue de cinq districts administratifs ; Batoumi, la capitale actuelle, Khoulo, Keda, Chouakhevi et Khelvatchaouri.

Située à la limite de l'Orient et de l'Occident, l'Adjarie a toujours exercé une forte attirance sur le monde extérieur. De fait, l'Adjarie est sur la grande ligne de fracture qui sépare les mondes musulman et chrétien, la zone d'influence russe et de celle de l'OTAN et sur un axe censé devenir la "route de la soie du XX^e siècle" comme se définit le projet TRACECA.

Cette région, annexée en 1878 par les Russes après trois siècles de domination ottomane et peuplée de Géorgiens islamisés, est conservée par les Soviétiques qui ont signé avec la Turquie le traité de Kars en octobre 1921, prévoyant un statut autonome pour l'Adjarie.

La place de l'Adjarie contemporaine dans la Géorgie post-soviétique est la question de départ dans ce travail.

La Géorgie a historiquement une structure démographique et administrative complexe. Après l'effondrement de l'URSS, cette structure complexe a causé les conflits ethniques en Abkhazie et en Ossétie du Sud. A cette époque-là, les conditions de l'Adjarie étaient comparées avec celles de la Bosnie-Herzégovine sous l'aspect du caractère semblable du nationalisme caucasien et balkanique. Mais les conflits entre les Slaves musulmans et chrétiens ne se sont pas répétés entre les Géorgiens musulmans et chrétiens. L'absence des conflits chauds est due aux conditions différentes de cette république autonome atypique. Les effets du nationalisme géorgien au début de XX^e siècle et la conceptualisation de l'Etat athée des administrations soviétiques ont affaibli l'identité adjare bien que l'Adjarie soit le seul exemple d'une entité étatique spécifique qui s'appuyait sur le facteur religieux dans l'Union soviétique.

L'Adjarie n'a pas déclaré l'indépendance et ne s'est pas mis en guerre contre la Géorgie au contraire de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Contrairement à cette stabilité relative, l'Adjarie n'a jamais établi des bonnes relations avec l'administration centrale à cause des ambitions politiques et économiques de son ancien leader, Aslan Abachidzé.

Les politiques d'Abachidzé ont toujours vivifié les soucis sur ses revendications sécessionnistes. Dans ce travail, on essayera de répondre cette question : "L'Adjarie sous le régime d'Abachidzé, était-elle une menace contre l'intégrité territoriale de la Géorgie ?".

La réponse à cette problématique est dévoilée en trois parties. La première partie présente les bases historiques et juridiques du statut autonome de l'Adjarie. Dans cette partie, on étudie successivement l'identité adjare dans la structure démographique de la Géorgie, l'Islamisation de la région, l'annexion à la Russie, le nationalisme géorgien, le traité de Kars et la naissance de l'autonomie. Au dernier plan de cette partie, on examine à quel point l'autonomie était proprement exécutée à l'époque soviétique.

La seconde partie est consacrée à l'Adjarie sous le régime d'Abachidzé. Dans cette partie, on fait une analyse comparative des développements en Adjarie et en Géorgie post-soviétique. D'abord le caractère du nationalisme géorgien et la perception des autonomies par l'administration centrale sont examinés. Puis, on étale la situation en Adjarie pendant les premières années de l'indépendance du pays et les conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud. On observe également les relations entre les entités autonomes. La consolidation du régime d'Abachidzé et son évolution à une figure nationale dans la vie politique géorgienne sont examinées. On essaye de présenter les développements récents en Géorgie, la Révolution de Velours et la chute d'Abachidzé. A la fin de la deuxième partie, on prête attention au regard d'Abachidzé au facteur de l'Islam qui est la base essentielle de l'autonomie de sa république.

La troisième et la dernière partie de l'ouvrage discute les problèmes entre l'administration centrale et autonome dans les affaires internes et externes. Les problèmes économiques et sécuritaires que s'affrontent Tbilissi et Batoumi sont étudiés dans le cadre des affaires internes. Les revendications différentes des parties sur la politique étrangère sont relatées au point de vue des relations bilatérales de Tbilissi et Batoumi avec les acteurs globaux et régionaux.

PREMIERE PARTIE - LA BASE HISTORIQUE ET JURIDIQUE DE L'AUTONOMIE

CHAPITRE I - L'IDENTITE ADJARE

Section I - La composition démographique de la Géorgie

Avant de répondre la question de “qui sont les Adjars?”, il faut examiner le sens du mot de “Géorgien”. La structure démographique la plus compliquée de la Transcaucasie est celle de la Géorgie. A la fin de l'époque soviétique, la population du pays était 5.400.842 d'habitants. Les Géorgiens représentaient le 70% de la population. D'après les chiffres du recensement de 1989, on comptait cette année-là en Géorgie, 437.211 Arméniens (8,1%), 341.720 Russes (6,3%), 307.556 Azerbaïdjanais (5,7%), 164.055 Ossètes (3%), 95.853 Abkhazes (1,8%), 100.342 Grecs (1,9%), 33.333 Kurdes (0,6%), 24.795 Juifs (0,5%), etc. Des représentants de 94 ethnies vivent aujourd'hui en Géorgie.¹ Actuellement, on peut parler d'une population Tchétchène en voie d'augmenter au bord de la frontière de Tchétchénie.²

Au-delà de cette diversité ethnique, même les Georgiens ont une structure hétérogène. Ils se divisent entre eux en trois parties. La majorité est les Kartvels qui habitent surtout aux régions de l'est comme Kakhétie, Shida Kartélie et Kvémo Kartélie. En outre, il y a des groupes considérés Kartvels comme des Imérétiens, des Gouriens, des Khevsours, des Pchavs etc.³

Le deuxième groupe majoritaire géorgien est les Mingréliens. Ils habitent à la région de Mingrélie, au bord de la mer Noire, dont le nom originel est *Samegrelo*. Selon le recensement de 1926, 242.990 personnes se reconnaissaient Mingrélien.⁴ Il est estimé qu'environ le 20% de la population est Mingrélien.⁵ Les Lazes sont évalués dans cette population mingrélienne. Il y a une cohésion linguistique entre les langues des Mingréls et des Lazes.⁶

Le dernier groupe est les Svanes qui habitent aux vallées sud de la montagne d'Elbrouz. Ce sont des peuples montagnards qui se divisent en quatre parties. Les

¹ George Hewitt, Abkhazia, “Georgia and the Circassians (NW Caucasus)”, *Central Asian Survey*, No: 18(4), 1999, p.463

² Jonathan Aves, *Georgia : From Chaos to Stability ?*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1996, p.45

³ Otar Mimosvili, *Gürcistan'da Etnik Yolculuk*, trad: Hacer Özkan, Istanbul, Çiviyazıları, 1999, p.10

⁴ Ronald Wixman, *The Peoples of The USSR: An Ethnographic Handbook*, New York, Macmillan, 1984, p.6

⁵ Çhutha Noxlams, “Güneybatı Kafkasyalı Kardeş Halklar”, *Özgür Üniversite Forumu*, No: 10, janvier-mars 2000, p.160

⁶ Fahrettin Çiloğlu, *Gürcülerin Tarihi*, Istanbul, Ant, 1993, p.12

Svanes dont la population est 25.000 d'habitants, (13.218 en 1926) se trouvent principalement dans la région de Svaneti.⁷

Relativement aux diversités ethniques, il y a plusieurs langues en Géorgie. La langue officielle est le géorgien. La langue géorgienne ainsi que les langues des sous-groupes ethniques géorgiens ; le mingrélien, le svane et le laz appartiennent au groupe de langues kartvèles. Le nom originel de la langue géorgienne est '*kartuli ena*'. Le géorgien est aussi parlé en dehors de la Géorgie comme dans la Turquie, l'Iran (surtout à Ispahan), la Russie (surtout à la région de Krasnodar), l'Azerbaïdjan et Daghestan. Le nom originel de la langue mingrélie est '*mangaluri nine*' et elle est appelée '*megruli ena*' en la langue géorgienne. Le laz peut être considéré comme un dialecte de la langue mingrélie qui est nommé originellement '*lazuri nena*' et '*çanuri ena*' en géorgien. La langue des Svanes dont l'appellation originelle est '*luşnu*', est subdivisée en quatre dialectes. L'appellation géorgienne de cette langue est '*svanuri ena*'. La langue géorgienne possède neuf dialectes hormis le mingréli, le svan et le laz.⁸

La grande variété de peuples habitant à la Géorgie a développé un choix également riche de religions actives. La plupart de la population géorgienne appartient à l'Église orthodoxe autocéphale géorgienne. La conversion des Géorgiens dans les années 330, les a classé parmi les premiers peuples pour recevoir le christianisme. En 506, l'église orthodoxe géorgienne est devenue une église indépendante.⁹ La composition religieuse actuelle de la Géorgie s'est formée ainsi ; 65% orthodoxes géorgiens, 10% orthodoxes russes, 8% orthodoxes arméniens, 11% musulmans et 0,5% juifs.¹⁰

Section II - Qui sont les Adjars ?

D'après toutes les études politiques contemporaines, les Adjars sont des Géorgiens convertis à l'Islam sous la domination ottomane. On peut citer beaucoup d'arguments qui justifient ce point de vue. Par exemple, ils parlent un dialecte de la langue géorgienne, dit *gourien*, celui qui ressemble le plus à la langue kartvèle.¹¹ Mais certains historiens et ethnographes affirment qu'ils se distinguent des Kartvels.

⁷ David Marshall Lang, *Gürçüler*, trad: Neşenur Domaniç, Istanbul, Ceylan, 1997, p.20

⁸ Le géorgien possède son propre alphabet dit *mkhedruli*, qui comporte 33 lettres dont le nombre de consonnes est 28 et celui de voyelles est 5. Il n'y a pas de lettre majuscule en la langue géorgienne. Fahrettin Çiloğlu, op.cit. p.15

⁹ *Grand Larousse*, Vol:III, Paris, Larousse, 1992, p.1379

¹⁰ Droits civils et politiques, notamment la question de l'intolérance religieuse, le rapport de la commission des droits de l'homme des Nations-Unies sous la direction d'Abdelfattah Amor, le 16 décembre 2003, p.19

¹¹ Monica Duffy Toft, *The Geography of Ethnic Violence: Identity, Interests and the Indivisibility of Territory*, Princeton, Princeton University Press, 2003, p.109

La région était une partie du royaume de Colchide (partie occidentale de la Géorgie actuelle) entre le VII^e et III^e siècle avant JC. Mais les Kartvels vivaient en Ibérie (partie orientale de la Géorgie). Les Géorgiens nomment leur territoire *Sakartvelo*, c'est-à-dire le pays des Kartvels. Pour les Géorgiens, ces appellations remontent au héros mythique *Karthlos* auquel la légende trouve une origine biblique. Selon la légende de *Karthlis Tskhovréba*, le peuple de Colchide est nommé les *Egers*. Dans les sources arméniennes, le mot *d'Eker* définit ce peuple. A Artvin, à la frontière de l'Adjarie, la région est encore appelée *Ecere*. Il est estimé que le nom 'Adjar' a été dérivé par ces trois appellations. Selon les ressources de l'histoire, la Kartvelisation de la région a commencé après l'immigration de beaucoup de Kartvels à l'ouest de la Géorgie, fuant la pression des Arabes pendant le VII^e siècle.¹²

Selon un autre point de vue, les Adjars sont un peuple turcophone. Le nom Adjar provient d'une tribu turkmène, '*Acarlu*'. Cette thèse affirme que les Adjars sont les descendants des *Kipchaks* qui sont placés sur la frontière pour se protéger des attaques arabes et mongoles.¹³ A l'époque ottomane, le nom Géorgien symbolisait le christianisme pour les Adjars. En contrepartie, ils étaient des *Tatars* pour les Géorgiens. Après la naissance du nationalisme géorgien, les élites adjares ont commencé à discuter sur la définition de son identité. Depuis cette période, l'identité adjare n'a jamais été concrètement définie.

Pendant l'époque soviétique, les Adjars ont été considérés seulement pour une fois comme une ethnie différente. Au recensement de 1926, 71.426 personnes (environ le 3% de la population) se reconnaissaient Adjars. Dans les années suivantes, les Adjars ont été dénombrés comme les Géorgiens. Selon le dernier recensement de 1989, il y avait 324.806 Géorgiens en Adjarie.

| | 1979 | 1989 | 1979 | 1989 |
|------------|---------|---------|-------|-------|
| Population | 354,224 | 392.432 | 100% | 100% |
| Géorgiens | 283.872 | 324.806 | 80.2% | 82.8% |
| Russes | 34.544 | 30.042 | 9.75% | 7.7% |
| Arméniens | 16.101 | 15.849 | 4.5% | 4% |
| Greco | 7072 | 7329 | 2% | 1.9% |
| Autres | 12635 | 14406 | 3.65% | 3.6% |

Tableau I : Les résultats des recensements¹⁴

On ne peut pas encore aujourd'hui savoir le nombre exact des Adjars mais peut le supposer en fonction des résultats de 1926 en excluant les conversions. Par suite de ce type de calcul, on peut présumer qu'en 1989, dans la Géorgie de 5.400.000 d'habitants, le 3% de la population, c'est-à-dire 162.000 personnes étaient Adjars. Ce

¹² Yunus Zeyrek, *Acaristan ve Acarlar*, Ankara, sans maison d'édition, 2001, p.11

¹³ Zeki Velidi Togan, *Umumi Türk Tarihine Giriş*, Vol :I, İstanbul, Enderun Kitabevi, 1981, p.258

¹⁴ George Hewitt, op.cit. p.463

chiffre est environ le 41.3% de la population de l'Adjarie. Car selon les données officielles de l'Etat géorgien en 2001, le 43.2% de la population est musulman en Adjarie.¹⁵ Mais l'expansion du christianisme en Adjarie et les conversions ont probablement diminué ce nombre. Car après l'indépendance, la composition démographique du pays a sérieusement modifié en raison des guerres civiles et ethniques. En février 2004, la presse géorgienne a publié les résultats du recensement de 2002. Les taux des ethnies du pays de 4.500.000 d'habitants sont comme ci-dessous :

| | |
|-------------------|-------|
| Population Totale | 100% |
| Géorgiens | 83.8% |
| Azéris | 6.5% |
| Arméniens | 5.7% |
| Russes | 1.5% |
| Ossètes | 0.9% |
| Autres | 1.6% |

Tableau II : Les résultats du recensement de 2002¹⁶

Ces taux ont apporté une immense complexité aux suppositions du nombre d'Adjars. Mais la seule réalité irréfutable dans cette complexité est que l'identité adjare n'est présente qu'en Haute Adjarie et qu'en Batoumi, l'effet de l'Islam est limité depuis le XX^e siècle¹⁷. Pendant l'époque soviétique, la tradition géorgienne était dominante dans la vie quotidienne à Batoumi.¹⁸ Dans cette étude, la différence entre la capitale et Haute Adjarie sera démontrée par plusieurs exemples.

CHAPITRE II - LA FORMATION DES BASES DE L'AUTONOMIE

Section I - L'Islamisation de la région

Même s'il y a des discussions sur l'origine des Adjars, il est indiscutable que la source du statut autonome de la région est l'Islam. Le plus important facteur de l'islamisation de la région était sans doute la structure monarchique féodale géorgienne qui s'était établie sur ces territoires pendant le Moyen âge. Du XI^e au XIII^e siècle, l'Adjarie faisait partie intégrante du royaume unifié de Géorgie. A la suite de l'invasion mongole, l'autorité centrale s'est dissolue et les querelles des féodaux locaux ont commencé; du XIV^e au XVII^e siècle, les *Djakéli* et les *Gourieli* s'y étaient affrontés en un combat permanent dans la zone côtière de la région. Les frontières internes de la

¹⁵ Pour un tableau détaillé voir Annexe No:2

¹⁶ L'agence Anatolienne, le 19 février 2004 (Les textes des agences de press peuvent être obtenus dans les archives des médias audiovisuels et/ou de la presse écrite)

¹⁷ Ahmet Refik, *Kafkas Yollarında İki Komite İki Kıtıl*, İstanbul, Temel Yayıncılık, 2000, p.29

¹⁸ Alexander Bennigsen and S. Enders Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire: A Guide*, Bloomington, Indiana University Press, 1986, p.207. La population actuelle de Batoumi est environ 160.000 d'habitants.

République autonome d'Adjarie se sont marquées par ces combats. Au Moyen âge, le pays adjar correspondait aux frontières actuelles de la République autonome.¹⁹

A la fin du XV^e siècle, la Géorgie était partagée en trois royaumes, gouvernés par des *Bagratides* et divisée en de nombreuses principautés semi-indépendantes, dont la plus puissante était celle de *Samzkhé Saatabago* (contenant le territoire adjar) gouvernée par la famille de *Djakéli*.²⁰ A partir du XVI^e siècle, la région était la cible des attaques ottomanes. Au début du XVII^e siècle les Ottomans ont pris le contrôle de la Gourie et de l'Adjarie et la région est restée une province ottomane et donc sous la domination musulmane pour près de trois siècles.²¹ Mais le peuple de la région ne s'était pas facilement détachée de ses liens avec l'espace culturel géorgien et restait chrétien. L'organisation administrative ottomane a maintenu la structure féodale de la région conquise. Suivant un schéma classique de conquête, les Ottomans procédaient en deux étapes: d'abord il établissait leur suzeraineté, puis le contrôle direct sur le pays. A la nouvelle situation politique correspondait le changement du code religieux au sein de l'aristocratie géorgienne de la région.²² En 1625, après une longue phase de confrontation, la Porte ottomane a supprimé la charge d'*Atabeg*.²³ Le dernier *Atabeg*, Beka III Djakéli, s'est converti à l'Islam afin de conserver le pouvoir et est devenu le premier vali-pacha d'Akhalsikhe sous le nom *Sapar Pacha*. Le gouvernement ottoman a parfaitement utilisé les anciens féodaux géorgiens en tant que pouvoir intermédiaire; une fois islamisée, ils pouvaient garder le pouvoir économique et politique tout en conservant le droit d'héritage. On observe que vers le milieu du XVIII^e siècle, l'islamisation des féodaux est achevée. Seuls subsistent quelques féodaux chrétiens, aux revenus modestes.²⁴

Les Abachidzé qui seraient la figure absolue de la vie politique de l'Adjarie post-soviétique, étaient parmi des premières familles nobles à s'être islamisés. Le prince Abachidzé est allé chez le Sultan et lui a déclaré qu'il a été devenu musulman. En revanche, il a été nommé *beg du Sandjak* de Batoumi et Kakhaveri par la Porte ottomane.²⁵ Dans cette époque-là, parmi les autres familles princières qui jouaient un

¹⁹ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz, "L'Adjarie, carrefour de civilisations et d'empires", *Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, No: 27 janvier-juin 1999, p.264

²⁰ Ekatherina Meiering Mikadze, "L'Islam en Adjarie", *Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, No: 27 janvier-juin 1999, p.243

²¹ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *Les Guerres du Caucase des Tsars à la Tchétchénie*, Paris, Perrin, 1995, p.280

²² Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.243

²³ Les *atabegs* sont des dirigeants nommés par les rois géorgiens aux régions dépendantes du royaume. Jean Louis Bacque, *Les Ottomans, les Safavides et la Georgie (1514-1524)*, Istanbul, Isis Press, p.12

²⁴ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., pp.243-244

²⁵ Mathijs Pelkmans, "Religion, nation and state in Georgia: Christian expansion in Muslim Ajaria", *Journal of Muslim Minority*, Vol: 22, No: 2, 2002, p.254

role politique important en Adjarie, il faut citer les Tavdguiridzé, qui occupaient les fonctions de *beg du Sandjak* de la région de Kobouleti.²⁶

Donc comme le montre l'exemple des Abachidzé, le processus de l'islamisation n'était pas le choix du peuple mais était basé sur les intérêts politiques et économiques de la noblesse. L'attraction des droits reconnus aux musulmans par l'administration ottomane était massive. Les *begs* féodaux islamisés obtenaient certains privilèges comme le droit de propriété et moindre d'impôts par rapport aux chrétiens. De plus, ils gagnaient l'occasion d'avancer leur carrière politique dans la structure impériale. D'ailleurs, les gens des ethnies différentes venant des territoires conquis occupaient déjà des postes élevés dans le système administratif ottoman. Les générations futures de ces familles nobles qui ont fait leurs études supérieures à Istanbul, ont aussi exercé des fonctions administratives. On peut citer l'exemple des Abachidzé. Les frères de Memed Abachidzé, le « père » de l'idéal de l'autonomie de l'Adjarie, étaient des magistrats avant l'effondrement de l'Empire ottoman ; Hasan Abachidzé a travaillé comme le juge dans certaines provinces et Aslan Abachidzé était le directeur de *Tekel*.²⁷

Mais au sein de la population, ce changement était plus lent. Les sources de XIX^e siècle montrent que, cette période, l'islamisation parmi les paysans de la région était ainsi quasiment achevée.²⁸ Plus tard, le syncrétisme faisait place à une pratique plus orthodoxe liée à une intégration dans l'espace culturel turc. Dans certaines régions, la langue géorgienne a commencé à céder le plus au turc. Les hommes communiquaient plus en Turc. Ils se mariaient avec des Turques, afin que les enfants apprennent la langue turque. Mais selon les plusieurs sources, les femmes de la région parlaient seulement le géorgien. Le peuple de la région allait aux églises pendant les nuits et avait un second nom en géorgien.²⁹

La Porte ottomane, jusqu'elle a saisi la menace russe, a gardé ce système féodal. Ainsi, l'Adjarie était resté la seule région de l'Empire ottoman où le pouvoir effectif est détenu par l'aristocratie locale.

Section II - L'Adjarie comme une province de l'Empire russe

Au début de XIX^e siècle, l'apparition d'un nouvel acteur, l'Empire russe, sur la scène régionale a absolument changé la conjoncture du Caucase. Le 24 juillet 1783, Irakli II, le roi de Kartli-Kakhetie, gouverneur de Tbilissi et Catherine II avaient signé le traité de Georgievsk, par lequel la Russie garantissait l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Géorgie. Du côté russe, on voyait la Géorgie comme la clé du Caucase,

²⁶ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., p.265

²⁷ Ahmet Acar, *Tarihte Hamşioğulları*, Ankara, Turizm Geliştirme Vakfı Yayınları, 1995, p.27

²⁸ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz op.cit., p.265

²⁹ Mathijs Pelkmans, op.cit., p.254

un avant-poste auprès du monde musulman et un débouché sur la mer Noire. Les territoires orientaux de la Géorgie sont devenus partie intégrante de l'Empire en 1801 sous le règne de Tsar Pavel I.³⁰ En vue de ces développements, l'Adjarie avait gagné un nouveau sens géopolitique pour l'Empire russe et ottoman.

Pendant le XIX^e siècle, les guerres russo-ottomanes dont l'enjeu était le contrôle de la côte orientale de la mer Noire ont marqué l'histoire du Caucase. Jusqu'à l'apparition de la flotte russe en mer Noire, le port de Batoumi est resté périphérique. Batoumi est alors devenu une base d'opérations pour les forces armées ottomanes. Néanmoins, jusqu'à la guerre de Crimée (1853-56), la ville n'avait qu'une importance marginale aux yeux de l'état-major-russe, qui continuait à focaliser son intérêt sur Poti, Akhaltsikhe, Ahalkalaki et Kars. Mais la défaite de l'Empire russe face à l'Empire ottoman et à ses alliés européens a mis fin à la domination russe en mer Noire.³¹

Les autorités russes ont dès lors considéré Batoumi comme la clef de la sécurité du littoral caucasien de la mer Noire. Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, la Russie connaît une expansion rapide de son commerce et de son industrie. L'ouverture du canal de Suez a permis au Caucase de s'intégrer à l'économie mondiale. Les milieux d'affaires russes avaient la possibilité d'importer les produits exotiques et coloniaux en évitant les ports de la Baltique. Notons par ailleurs que la Grande Bretagne, à la recherche de routes commerciales destinées à relier l'Orient et l'Occident, ne cachait pas son intérêt pour Batoumi. La Russie a longtemps misé sur Poti. En l'absence de conditions naturelles favorable, la décision d'y aménager un port artificiel avait été prise. Entamée au début des années 1860, sa construction s'avèrait plus coûteuse et plus longue que prévu; en 1878, il n'était toujours pas achevé. Par mauvais temps, de nombreux navires marchands préféraient jeter l'ancre dans le port de Batoumi afin d'y décharger leurs marchandises. Cela ne faisait qu'accroître l'intérêt de la Russie.³²

Le camp des pouvoirs féodaux locaux étaient déterminant pour le succès de l'un de ces deux grandes puissances. On peut citer l'exemple les Khimchiachvili, originaire de Haute Adjarie, qui se trouvaient au premier rang des élites féodales. Au cours de la guerre russo-ottomane de 1806-1812, Selim Khimchiachvili, *pacha* d'Akhaltsikhe, gouvernait la plus grande partie de la Géorgie ottomane. Luttant afin de conserver l'indépendance des territoires qui se trouvaient sous son autorité, il a enfin négocié avec les souverains chrétiens de la Géorgie occidentale et les Russes qui contrôlaient la partie orientale du pays.³³ Pour cette raison, les Russes et les Ottomans ont développé des

³⁰ Ronald Grigor Suny, *The Making of The Georgian Nation*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p.45

³¹ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz op.cit, p.266

³² Ibid., pp.266-267

³³ Ibid., p.265

stratégies différentes pour contrôler les féodaux locaux. L'Empire russe a commencé la modernisation de ses nouvelles possessions. Il a encouragé la participation de l'aristocratie géorgienne en la recrutant au service de la Couronne tout en limitant l'autonomie des élites locales. Par exemple en 1827, l'égalité de droits et de privilèges avait été déclarée entre la noblesse géorgienne et celle de russe.³⁴

En l'occurrence la Russie, l'Empire ottoman a accordé plus que jamais de l'importance à turcifier des populations de cette périphérie.³⁵ Il a préféré augmenter le niveau du pouvoir de l'administration centrale contre les *begs* féodaux. La Porte ottomane a aussi changé le schéma administratif de l'Adjarie. Jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, seule une partie de *Sandjak du Lazistan* portait le nom d'Adjarie. Mais l'Adjarie montagnaise et la région de Kobouleti a subi d'importants changements; en 1844, ces territoires avaient été transférés dans la *vilayet* de Trébizonde. En 1851, L'Adjarie, la région de Kobouleti et les abords méridionaux de Batoumi avaient été unifiés au sein du *Sandjak du Lazistan* avec pour capitale Batoumi. Alors que commence une période de réformes de l'Etat ottoman, les *begs* locaux avaient été privés de leur fonction ainsi que de leurs droits de propriété sur la terre, qui relèvait désormais du *miri* (Trésor public) ou des mosquées. En compensation, ils avaient été dotés de pensions. A compter de cette période, l'administration de la région était beaucoup plus dépendante d'Istanbul. Mais cette centralisation ne la privait pas pour autant de la totalité de ses droits traditionnels. L'*olka*, l'assemblée des hommes, continuait à régenter les communautés villageoises.³⁶

Ces changements dans la politique ottoman ont provoqué les attitudes des *begs*. Comme au XVI^e siècle, lorsque la noblesse préférait un suzerain régnant à Istanbul plutôt qu'à Tbilissi, certains princes de la Géorgie occidentale préféraient maintenant Saint-Petersbourg à Istanbul.³⁷ L'une de ces principautés, les Gouriens s'affrontaient aux Adjars pour le contrôle de Batoumi et Kobouleti. Cette situation d'un part a renforcé la fidélité de certains Adjars à l'Empire ottoman et d'autre part a augmenté l'hostilité contre les chrétiens russo-kartvéliens.

En 1875, la *question d'Orient* a provoqué une nouvelle crise dans les relations internationales; l'Europe focalisait son attention sur les Balkans où les Slaves se sont soulevés contre l'Empire ottoman. La Russie, qui se présentait comme le protecteur de ses "frères", voulait la revanche de la guerre de Crimée de 1856. Une nouvelle guerre russo-turque était en gestation, dont Batoumi serait l'un des enjeux majeurs. Les Géorgiens chrétiens sujets de l'Empire russe étaient mis à contribution afin de porter la bonne parole auprès de leurs frères musulmans de Kobouleti et d'Adjarie tandis que la

³⁴ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.247

³⁵ Ibid., p.247

³⁶ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz op.cit., pp.265-266

³⁷ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.248

presse officielle russe a commencé à publier des articles sur l'origine commune des Géorgiens, musulmans et chrétiens. Des contacts avaient été établis avec le *beg* de sandjak de la Haute Adjarie, Cherif Khimchiachvili.³⁸

Lorsque la guerre éclatait en 1877, on comptait de nombreux Géorgiens chrétiens, particulièrement des Gouriens, parmi les troupes russes qui attaquaient Batoumi. Ils avaient pour fonction de susciter un courant pro-russe. Mais cette campagne n'a pas donné les résultats escomptés. Les habitants de Kobouleti n'ont pas accueillis les Russes avec bienveillance. Malgré le ralliement de Khimchiachvili à la Russie, cette dernière avait peine à s'emparer de Batoumi. Le 3 mars 1878, alors que la ville était encerclée, Saint-Petersbourg et la Porte ottomane ont signé les préliminaires de la paix de San Stefano qui stipulait que la Russie serait annexer les villes de Kars, Beyazid et Batoumi dans la partie asiatique.³⁹ Mais sa conquête ne s'est pas réalisée par ce traité de paix signé par les deux empires. Alors la deuxième étape de la lutte diplomatique pour Batoumi s'était déroulée au cours du Congrès de Berlin (15 juin-13 juillet 1878). Alors que les Britanniques et les Russes ont signé peu avant un accord secret assurant ce transfert, Londres y a fait entendre une voix discordante: l'acquisition de Batoumi par la Russie était une menace pour la liberté de navigation sur la mer Noire, par ailleurs, la population autochtone était hostile à une annexion par la Russie. A l'issue de ce bras de fer, un compromis a été trouvé quand la Russie a accepté de donner à Batoumi le statut de port franc.⁴⁰

Les troupes russes ont pénétré dans Batoumi le 25 août 1878. La ville et la région est alors entrée dans une nouvelle étape de leur histoire; les terres d'Adjarie et de Kobouleti se sont intégrées dans l'Oblast de Batoumi de l'Empire russe. Après ce rattachement, on continuait encore à distinguer les Adjars des Koboulétiens. Les autorités russes, pour leur part, reprenaient la division administrative ottomane, séparant la basse et la haute Adjarie et Kobouléti. Ce n'était qu'à partir des années 1920 que le toponyme Adjar s'étendait à tout le territoire de la République autonome.

Les nouvelles autorités ont rapidement transformé leur nouvelle acquisition en une ville de garnison. En 1886, après que la Russie a unilatéralement aboli son statut de port de franc, Batoumi accueillait la 38^e division d'infanterie, puis a renforcé les fortifications qui avaient été bâties au cours des années précédentes. Un gouverneur militaire, qui relèvait de commandant en chef de l'armée du Caucase, était maintenant chargé de l'administration civile et militaire de la région. L'armée y a instauré un régime administratif proche de celui qui sévissait au Caucase du nord. En septembre

³⁸ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz op.cit., p.267

³⁹ Feridun Cemal Erkin, *Les relations turco-soviétiques et la question des détroits*, Ankara, Başnur Matbaası, 1968, pp.39-40

⁴⁰ Ibid., pp.267-268

1878, la province avait été divisée en trois districts; Batoumi, Adjarie et Artvin qui étaient eux-mêmes divisés en arrondissements. Un officier a été nommé à la tête de chacune de ces entités administratives. Les *medjlis* (tribunaux traditionnels fondés sur la Charia) conservaient leurs prérogatives, mais leur composition devrait être confirmée par les militaires russes qui en assuraient la présidence. Au fil des années, les autorités russes procédaient à plusieurs réformes administratives. En 1883, la province de Batoumi avait été supprimée et deux autres districts, Batoumi et Artvin, avaient été transférés au gouvernement de Koutaïssi. En 1903, la province rétablie, avait été accordé à un statut administratif distinct. Les communes rurales créées en 1883 avaient été transformés en arrondissements. Ces structures, en fait, n'avaient qu'une fonction consultative et étaient totalement contrôlées par l'administration militaire.⁴¹ Mais Batoumi a connu un sort différent. Placée sous l'autorité d'un pouvoir civil, la cité était dotée d'une administration autonome en 1888, tandis que la gestion du port avait été assurée par un organisme spécifique.⁴² La colonisation était l'un des axes de la politique militaire russe dans la province. Selon la politique de la russification, les Russes qui se sont installés à Batoumi étaient exemptés d'impôts jusqu'en 1891.⁴³

Les immigrations tragiques sont une partie inséparable de l'histoire du Caucase. Dans un premier temps, c'était les Abkhazes musulmanes qui cherchaient l'asile aux territoires des adjars mais maintenant c'était le tour du peuple adjar de partager ce même destin après le rattachement de la région à la Russie. D'après le traité d'Istanbul daté de 8 février 1879, la population des territoires frontaliers a obtenu le droit de choisir son lieu de résidence dans trois ans.⁴⁴ De nombreux Adjars et Koboulétiens musulmanes qui ne voulaient pas être le sujet de l'Empire russe, ont préféré émigrer à l'Anatolie. Ils se sont engagés dans le mouvement des *muhadjir* prenant le chemin de l'Empire ottoman où une loi édictée en 1857 leur promettait un lopin de terre ainsi qu'une exemption de l'impôt et du service militaire.⁴⁵ En compensation, l'Empire russe, à partir de 1880, a offert aux *muhadjirs* géorgiens l'autorisation de rentrer, mais seulement dans des provinces éloignées de la Géorgie, loin de la frontière avec l'Empire ottoman.⁴⁶

Du jour au lendemain, la terre devenait *dar ul-harb* avec pour conséquence l'émigration de ceux que les Russes nommaient Turcs ou Tatars vers les parties de *pachalik* encore sous le contrôle ottoman. Les Russes n'empêchaient pas les musulmans

⁴¹ Ibid., pp.267-268

⁴² Kızıl Acaristan Salnamesi, Batoumi, 1922, p.27

⁴³ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz op.cit., pp.267-268

⁴⁴ İsmail H. Demircioğlu, "Trabzon'daki İngiliz Konsolosu Alfred Bilatti'nin raporunda Batum'dan Trabzon'a Göçler", *Toplumsal Tarih Dergisi*, No: 226, octobre 2002, p.9

⁴⁵ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz op.cit., p.269

⁴⁶ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.248

d'émigrer et favorisaient la colonisation par les Arméniens chrétiens. L'appel à « peupler les terres abandonnées de l'ancienne Colchide par des chrétiens des régions de l'Asie turque » a attiré beaucoup de chrétiens de l'Empire ottoman qui, de plus, obtenaient des avantages fiscaux : exemption d'impôts pendant six ans et de service militaire pendant trois ans.⁴⁷ Mais la méfiance des autorités russes n'était pas affaiblie pour autant. Dans l'administration, la noblesse locale était exclue des postes de responsabilité. Cette mesure avait été appliquée également aux Khimchiachvili qui étaient déjà privés de leurs propriétés. De nombreux *begs* avaient été rabaissés au rang de paysans. En 1904, les Tavguiridzé eux-mêmes avaient été qualifiés de paysans par le fisc.

Le soupçon n'épargnait pas les Géorgiens de confession chrétienne, alors qu'ils avaient joué un rôle important dans la régulation des conflits. L'administration militaire russe favorisait les contacts entre les Géorgiens chrétiens et musulmans. Après la révolution de 1902-1907 et l'élection de la première Douma d'Empire, qui a vu le social-démocrate géorgien K.Tchkhéidzé plébiscité par les électeurs de la circonscription de Batoumi, le gouverneur militaire était à l'opposition de la décentralisation administrative envisagée: il s'agissait de protéger les populations de l'influence pernicieuse des politiciens géorgiens. Pendant la Première Guerre mondiale, alors que les troupes russes subissaient des revers, les autorités russes envisageaient à nouveau de chasser la totalité de la population musulmane de la région de Batoumi: en 1915, Vorontsev-Dackhov, vice-roi du Caucase, a proposé de déclarer les Adjars «traîtres» à l'Empire et de procéder sans tarder à leur expulsion. Ça et là, des excès avaient été commis par les troupes russes, mais Petersbourg a rejeté l'idée d'une punition collective. La population avait de nombreuses raisons d'exprimer son mécontentement: l'ordre bureaucratique russe bloquait les décisions. La limitation des droits des tribunaux islamiques a eu pour conséquence une augmentation importante de la criminalité. Pourtant, les Adjars restaient volontairement fidèles aux autorités, notamment au cours de la révolution de 1905-1907, alors que les Géorgiens chrétiens défendaient les idées socialistes. Cette contradiction peut être expliquée par le caractère encore très parcellaire de l'unité nationale censée rassembler les Géorgiens de diverses confessions, ainsi que par le conservatisme et le faible niveau d'éducation de la population adjare.⁴⁸

La domination russe était synonyme d'une profonde et rapide mutation économique. Bientôt, Batoumi est devenu la porte du Caucase sur le monde. En 1883, la ville avait été reliée au chemin de fer de Transcaucasie, l'année suivante, la construction d'un nouveau port avait été entreprise; l'exportation à grande échelle du pétrole de

⁴⁷ Ibid., p.248

⁴⁸ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz op.cit., pp.270-271

Bakou était en route de commencer. Au cours des années 1890, Batoumi a gagné une solide réputation dans les milieux pétroliers. En 1900, l'oléoduc qui doublait la voie ferrée a entré en activité. Conséquence de cette expansion économique, la population, qui comptait déjà 14.803 habitants en 1886, a doublé au début du siècle. Mais la population rurale de la région n'a pas profité de cette expansion. Le statut de port franc, maintenu jusqu'en 1886, ne lui a rien apporté de positif. Bien au contraire; alors que les ruraux avaient des difficultés à se procurer sur le marché local, les approvisionnements indispensables et l'accès aux marchandises détaxées en vente en ville leur étaient strictement interdit.⁴⁹

Section III - Le développement du mouvement national géorgien

A part de l'Empire russe et ottoman, les nationalistes géorgiens étaient le troisième acteur dominants de la vie politique d'Adjarie. Le nationalisme géorgien est né pendant les périodes de la dominance russe due aux pressions dures. Le principal responsable de ce courant national était le prince Ilia Tchavtchavadzé (1837-1907) qui a dirigé un mouvement littéraire et social nommé le '*Pirvali Dasi*' (premier groupe). Le '*Méoré Dasi*' (second groupe) de Ghiorghi Tséréthéli (1842-1900) était beaucoup plus radical dans ses convictions, mais il n'a pas pu faire face au '*Mésamé Dasi*' (troisième groupe), le parti social-démocrate illégal, fondé en 1893 et conduit par Noé Jordania (1868-1953) et Karlo Tchkhéidzé. Le troisième groupe professait le marxisme; Ioseb Djougatchvili (Staline) en a fait partie dès 1898, mais quand les mencheviks, avec Jordania ont pris le contrôle du groupe, Staline a quitté le Caucase pour rejoindre Lénine dans son combat.⁵⁰

Quant au nationalisme en Adjarie, avant la guerre de Crimée, Chérif Khimchiachvili, beg de Sandjak de Haute Adjarie et son cousin Nuri Beg de Savseti ont établi des relations avec les généraux géorgiens de l'armée tsariste, ainsi qu'avec des écrivains et d'autres membres du mouvement national géorgien. Leur leader spirituel écrivain, publiciste et sénateur, le prince Ilia Tchavtchavadzé écrivait: "*Nous n'avons pas peur de nos frères musulmans. Le bonheur sera lorsque nous serons réunifiés; nous pourrons alors afficher notre fraternité*".⁵¹ De son côté, Chérif Khamchiachvili notait: "*Pendant la guerre de 1853, je me disais que peut-être le temps était venu de sauver mon pays de la domination ottomane. La guerre de 1877 est arrivée. Pour mon bonheur éternel, j'ai pu avec mes compatriotes me mettre sous la protection russe afin de m'unir à mes frères. Auparavant, j'ai rencontré les princes et les nobles de Tbilissi, qui ont fait*

⁴⁹ Ibid., p.271

⁵⁰ Fahrettin Çiloğlu, op.cit., p.64

⁵¹ Nodar Assatiani et Alexandre Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, L'Harmattan, Paris, 1997, pp.276-277

sur moi une forte impression". Chérif Khimcihachvili s'est converti volontairement au christianisme. Il est mort entouré de la vénération des intellectuels géorgiens et honorée par le gouvernement russe qui lui a accordé le grade de générale-adjoint d'infanterie.⁵² Malgré le caractère laïc du mouvement national géorgien, le fait que la population se définisse comme musulmane, lui imposait de s'adapter aux nouvelles réalités: il n'était pas facile à absorber cette population. Être géorgien signifiait être chrétien et le mot de *tatar* était la dénomination commune de tous les musulmans en Géorgie aussi bien que les Turcs Méskhetiens et les Azéris. Quant aux Adjars, ils étaient perçus comme un peuple '*turcophile*'.

L'administration russe n'imposait pas une christianisation forcée. Bien au contraire, elle favorisait l'intégration de clergé musulman afin qu'il joue un rôle important dans la vie politique et administrative. Les *begs* et les nobles musulmans demandaient au gouvernement russe de rétablir leurs titres princiers. Le gouvernement russe, fidèle à la politique appliquée dans la partie orientale d'Akhaltsikhe, considérait tous les musulmans comme des "*tatars*". Mais il abandonnait l'éducation aux mains du clergé musulman et parallèlement, mettait en place des écoles russes. En 1896, dans la région de Batoumi, on comptait 117 *medrese* auprès des mosquées, comptant 3.490 élèves. Dans les écoles russes, il n'y avait que 3% d'écoliers musulmans. Mais, contrairement à la première moitié du XIX^e siècle, le mouvement national géorgien a atteint un degré d'organisation remarquable. La classe politique géorgienne commençait à résister à la russification. Les efforts de russification et d'élimination des particularités nationales, en Géorgie comme ailleurs, ont paradoxalement favorisé une re-géorgienisation. Le mouvement national géorgien a ainsi trouvé un terrain d'action dans les terres nouvellement conquises. A Batoumi, une nouvelle élite politique se rassemblait autour du *medjlis* en s'assignant comme but de promouvoir une conscience nationale géorgienne parmi les musulmans. Des écoles géorgiennes avaient été ouvertes, tandis qu'on distribuait des journaux et des livres en la langue géorgienne, ainsi qu'une aide matérielle aux plus pauvres. Catholiques, musulmans, orthodoxes, juifs et laïcs se réunissaient autour du mot d'ordre: "Nous avons besoin d'hommes honnêtes pour la patrie et non pas de patries confessionnelles", qui remplaçait le concept traditionaliste de la géorgiannité: "langue, patrie, religion".⁵³

Les obstacles dressés par les autorités russes ne parviennent pas à enrayer l'afflux de nombreux Géorgiens chrétiens; Batoumi devient bientôt un centre culturel actif où la culture géorgienne parvient à s'affirmer face à la tradition ottomane et à la puissance de la culture russe. Les intellectuels de tendance nationaliste et socialiste

⁵² Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., pp.248-249

⁵³ Ibid., p.250

jettent de nombreux ponts vers leurs compatriotes musulmans. Deux courants se sont développés au sein de la communauté musulmane, dont l'un, le courant pro-ottoman, nécessitait une étude approfondie. Le courant pro-géorgien était mieux connu: au tournant du siècle, la fraction géorgienne, qui mettait l'accent sur la langue maternelle et le passé historique commun, s'est fondée naturellement au sein du nationalisme géorgien. Avant même le rattachement à la Russie, des tendances pro-géorgiennes avaient été émergées au sein du clergé.

Ahmed Xalifašvili (Ahmed Halifoğlu), étudié à Istanbul, est revenu en Adjarie au cours des années 1860 en tant que *mufti*. Prêchant en géorgien, il avait été critiqué pour cela à Istanbul. En 1878, il concentrait tous ses efforts afin d'empêcher la population d'émigrer en Turquie. En 1890, Hassan Gverdadze, son élève, devient *mufti* d'Adjarie. Ce religieux étudié à Batoumi, ne s'est jamais rendu à Istanbul, s'est inscrit dans un discours "national": "*Ceux qui n'ont pas émigré me remercient aujourd'hui. Ici on peut respecter l'Islam mieux que les Ottomans chez eux.*" Pour tous les acteurs sociaux, l'appartenance à l'Islam devenait une catégorie sociale. Le *Mufti* Gverdzadzé, membre du *medjlis* – assassiné par des fanatiques en 1908- disait : "*Oui, nous sommes Géorgiens. L'histoire de nos villages le démontre.*" La fraction pro-géorgienne du clergé musulman commençait à rechercher et à relativiser l'histoire des musulmans célèbres, tel le *Mufti* Ismail Xalifašvili d'Istanbul, qui avait traduit le Coran en géorgien, mais qui, ignorant l'alphabet géorgien, l'avait transcrit grâce à l'alphabet arabe.⁵⁴

Au sein du mouvement pro-géorgien, un nouveau groupe recrutait parmi la nouvelle génération de Géorgiens musulmans éduqués. Ils n'avaient pas seulement conscience d'être Géorgiens et musulmans, mais voulaient inscrire leur lutte dans la logique du mouvement socialiste dont l'unique ennemi était l'Empire tsariste. Attachés aux idées fédéralistes et socialistes, ces révolutionnaires musulmans qui avait fait le choix de la Géorgie, avaient été persécutés par l'administration russe. Leur représentant le plus emblématique était Memed Abachidzé né en 1873, était le fils d'Ibrahim Abachidzé, le *sandjak beg* de Batoumi. Étudié en géorgien, il reprenait à son compte la parfaite comptabilité des identités musulmanes et géorgiennes.⁵⁵ Dès 1881, la Société pour l'alphabétisation des Géorgiens présidée par Ilya Tchavtchavadzé, la façade légale du mouvement national géorgien, a ouvert une école à Batoumi. Memed Abachidzé y enseignerait. La ville devenait rapidement l'enjeu d'une lutte sans merci pour le pouvoir local. Présent et actifs au sein du conseil municipal, les Géorgiens de confession chrétienne parvenaient souvent à faire élire l'un des leurs à sa tête. La communauté arménienne (un quart de la population totale), particulièrement bien représentée parmi

⁵⁴ Ibid., p.251

⁵⁵ Ibid., p.252

les pétroliers et leurs employés, était également influente. De leur côté, les associations confessionnelles musulmanes ne restaient pas inactives. Privilégiant le religieux sur le national, elles n'étaient pas indifférentes de certaines couches de la population rurale, en Adjarie et en Kobouleti, mais restaient indifférentes aux luttes idéologiques et sociales. Même les très influents Khimchiachvili s'en tenaient à un statu quo circonspect. Le banditisme était certainement le problème le plus grave auquel se heurtaient les autorités dans la région de Batoumi. Les prises de position des Khimchiachvili influençaient traditionnellement la Haute Adjarie. A la fin du XIX^e siècle, les Abachidzé, jusqu'à pro-turcs, se sont détournés de la Porte, sans pour autant se rapprocher de la Russie. Les nouvelles générations se rapprochaient des deux grandes tendances de l'opposition géorgienne, les nationalistes et les sociaux-démocrates.⁵⁶

Dans un autre registre, avec près de 20% de la population totale, la communauté russe représentait de fait le principal soutien du pouvoir dans la cité. Partisans actifs de la russification, beaucoup de ses membres ne cachaient pas leur volonté de procéder à une colonisation totale de la région.⁵⁷

CHAPITRE III – LA NAISSANCE DE L'AUTONOMIE

Section I - La Première guerre mondiale et le traité de Kars

Aussitôt après l'éclatement de la Première guerre mondiale, les troupes ottomanes ont lancé une offensive contre Batoumi. A l'automne 1914, elles ont pris Artvin et Borçka et ont commencé à avancer vers l'Adjarie. En Haute Adjarie, que l'administration russe a abandonné, la plus grande partie de la population s'en tenait à une stricte neutralité. Elle suivait les consignes de Djemal Khimchiachvili, resté fidèle à la Russie. Mais des Adjars ainsi que des Géorgiens chrétiens émigrés faisaient le choix de l'Allemagne qui organisait une *légion géorgienne* en territoire ottoman.⁵⁸

Le nationalisme géorgien en Adjarie aggravait pendant la Première guerre mondiale quand le Caucase était le théâtre des opérations militaires entre les armées russe et ottoman. Par exemple en 1916, alors qu'un manuel d'apprentissage de la langue géorgienne a suscité de fortes critiques dans la communauté musulmane qui la considérait non conforme à la Charia, Memed Abachidzé notait: "*Ces derniers temps, nos compatriotes chrétiens ont décidé d'offrir ce manuel à nos écoles. C'est ainsi que nous construirons notre unité. Mais il faut le faire avec tact.*" Il a proposé d'islamiser ce livre en remplaçant les prénoms chrétiens par des prénoms musulmans et d'y intégrer également des symboles musulmans; il s'agissait de tenir compte de la religiosité

⁵⁶ Datrchiachvili et Urjewicz, op.cit., p.272

⁵⁷ Ibid., p.273

⁵⁸ Ibid., p.273

populaire. Certes, “*du sang géorgien coule dans nos veines et notre identité est géorgienne. Nous voulons rétablir notre unité nationale avec la Géorgie. Mais nous restons des musulmanes.*”⁵⁹

Pendant les années de la guerre, il y avait beaucoup de *medrese* dans la région dont les *khodjas* venaient surtout d’Istanbul ou des autres grandes villes de l’Empire ottoman. Les autorités russes contrôlaient strictement ces *khodjas* sous prétexte qu’ils opposaient au régime tsariste. En 1913, 76 de 295 *khodjas* enregistrés ont été arrivés d’Istanbul.⁶⁰

La Révolution d’octobre en 1917 a mis fin à la supériorité russe. Le front de Caucase résistait difficilement à la pression ottomane. Le 15 novembre 1917, le *Commissariat transcaucasien*, créé par les sociaux-démocrates géorgiens, les *dachnaks* arméniens et les *moussavatistes* azéris a détenu le pouvoir. Le 10 février 1918, une *Diète (Seim)* a été convoquée. Le 22 avril, sous la pression de la Porte qui refusait d’engager des négociations avec une partie qui ne jouirait pas du statut d’Etat indépendant, elle a proclamé une *République Fédérative transcaucasienne*. Mais l’avenir de la nouvelle entité était sombre. Partout, l’Empire ottoman, qui comptait bien tirer avantage de la disparition de l’Empire russe, a lancé ses armées à l’offensive, tandis que les bolcheviks s’opposaient de toutes leurs forces à l’existence de cette “fédération bourgeoise”. Dès l’origine, le nouvel ensemble avait été miné par les contradictions qui allaient bientôt l’emporter: alors que la Transcaucasie vivait sous -obsédés par leur unité territoriale; les Arméniens hantés par le rêve de l’Arménie historique, tandis que les Azeris montraient de bienveillance à l’égard de leurs “cousins” et coréligionnaires turcs. Dans un tel contexte, le problème était d’assurer la défense d’une Transcaucasie indépendante.⁶¹

Batoumi y occupait une place particulière. En mars 1918, lors de la signature du Traité de Brest-Litovsk, la Russie n’avait pas d’autre choix que de céder les régions d’Ardahan, Kars et Batoumi. Selon le 4^e article du traité, les troupes russes devaient se replier immédiatement de ces trois régions, Moscou n’interviendrait pas dans le système administratif et juridique prévu pour la région et il devrait compromettre avec l’Empire ottoman pendant le processus de la résolution du nouveau système administratif.⁶² Le 12 avril, la Porte a demandé la livraison de la région à *Seim*. Mais après avoir refusé par *Seim*, prétextant la non-reconnaissance du traité par la Fédération, les troupes ottomanes se sont emparées de Batoumi et de Kars. Les groupes pro-turcs à Batoumi leur ont

⁵⁹ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.252

⁶⁰ Mathijs Pelkmans, op.cit., p.257

⁶¹ Datrchiachvili et Urjewicz, op.cit., pp.273-274

⁶² Stephane Yerasimos, *Ekim Devrimi’nden Milli Mücadele’ye Türk-Sovyet İlişkileri*, İstanbul, Gözlem Yayınları, 1979, pp.315-316

accueilli avec des manifestations de joie. Le 26 mai, la Géorgie a proclamé son indépendance, précipitant l'effondrement de la Fédération transcaucasienne. Le nouveau gouvernement ménéchevique de Tbilissi a déclaré la guerre contre l'Empire ottomane pour reprendre la région sous l'occupation ottomane. Mais d'avril en novembre 1918, la totalité de la région de Batoumi était encore sous la domination ottomane.⁶³ Cette occupation a été apparemment pérennisée par un traité qu'Istanbul a imposé à Tbilissi le 4 juin. Selon ce traité, un plébiscite de self-détermination a eu lieu le 12 juin 1918. Sauf les hommes avaient le droit de vote et la population mâle dans la région était de 161.908 dont 138.401 était musulman et 23.506 chrétiens. Suivant les résultats, le 85.124 de 87.048 électeurs ont voté pour la participation à l'Empire ottomane.⁶⁴

Les délégués de la région sont venus à Istanbul le 15 août 1918 pour présenter au *Sultan* ottoman le protocole (*mazbata*) montrant les résultats de plébiscite et la participation à l'Empire. Dans le télégraphe de 4 septembre 1918 envoyé à Istanbul, les représentants de Batoumi demandaient l'acceptance des délégués élus de la région à l'assemblée ottomane. (*Meclis-i Mebusan*)⁶⁵ Mais le gouvernement géorgien, qui s'est mis sous la protection de l'Allemagne, n'a pas perdu l'espoir d'en obtenir la révision; Berlin tentait en effet de limiter l'influence ottomane dans la région. La victoire des Alliés a mis la fin à cette incertitude. Suivant la signature de traité de Mondros, le 30 octobre 1918, les troupes britanniques se sont installées à Batoumi en 24 décembre 1918 et elles y stationneraient jusqu'en juillet 1920.

Avant l'occupation britannique, le 5 novembre les pro-turcs à Batoumi ont participé au Conseil National de l'Islam (*Milli İslam Şurası*) basé à Kars. Après le nom de ce conseil a été changé en 'Gouvernement temporaire de Caucase du sud-ouest' (*Geçici Güneybatı Kafkas Hükümeti*) dont le territoire contenait Batoumi et Nakhitchevan. Le quotidien de ce gouvernement, *Sadayı Millet* a été publié à Batoumi.⁶⁶ Puis qu'il y avait un oléoduc entre Bakou et Batoumi, les *moussavatistes* azéris ont supporté ce gouvernement. De plus, les autorités azéris, ont proposé que la région soit une structure autonome dépendant à Bakou, en raison de la religion de la

⁶³ W. E. D. Allen et Paul Muratoff, *1828-1921 Türk-Kafkas Sınırdaki Harplerin Tarihi*, Ankara, Genelkurmay Basımevi, 1966, pp.487-489

⁶⁴ Ahmet Gökdemir, *Cenub-i Garbi Kafkas Hükümeti*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 1998, pp.20-22

⁶⁵ Yunus Zeyrek, op.cit., p.28

⁶⁶ Ibid., p.33

population de la région. Quant aux Britanniques, ils voulaient accorder un statut de port franc comme l'exemple de *Trieste ou Danzig*.⁶⁷

L'importance économique et stratégique de la région n'a pas été oubliée. Au début de 1920, le Conseil Suprême allié a envisagé de placer la ville sous le mandat de la Société des Nations et de lui rendre son statut de port franc. Mais le projet, qui s'est heurté à l'hostilité des acteurs locaux, a resté sans suite. La ville est placée sous le commandement d'un gouverneur militaire. Le général Cooke-Collis devait gérer une situation politique complexe marquée par l'âpre compétition que se livraient les différentes forces nationales et politiques présentes en ville: les Russes "blanc", qui rêvaient de rétablir l'empire, ont les faveurs de l'Entente, les pro-géorgiennes et le clergé pro-ottoman. Les Géorgiens, entrés immédiatement en campagne malgré la méfiance des Alliés qui les considéraient comme "pro-allemands", ont été efficacement relayés par le "Comité pour la libération de la Géorgie musulmane" dirigé par Memed Abachidzé. Le Comité ne se contentait pas de faire campagne en faveur de la réunification de la région de Batoumi avec les autres terres géorgiennes. Il mettait en avant l'idée d'une autonomie au sein de la République démocratique légitimée par la spécificité religieuse de l'Adjarie. Le 31 août 1919, après avoir surmonté de nombreux obstacles, il a réussi à réunir un congrès à Batoumi. Une importante délégation venue de Tbilissi y a participé aux côtés de personnalités connues jusque-là pour leur orientation pro-turque. L'assemblée a adopté le programme pro-géorgien du Comité. Un *medjlis* est élu, première version d'un Parlement local, dont Memed Abachidzé a assuré la présidence.⁶⁸ M. Abachidzé militait en faveur d'une autonomie de la région au sein de la Géorgie: "*A Istanbul, l'ancien régime est tombé. L'Arabistan s'est déjà libéré. Intégrons-nous au sein de la Géorgie: nous réglerons nos affaires à notre guise, selon notre foi. Vive la Géorgie musulmane au sein de la Géorgie indépendante*".⁶⁹

Une partie de la population, en particulier le clergé pro-ottoman, qui mettaient en avant l'idée d'un "Adjarie indépendant", voire "autonome" au sein de la Turquie, s'opposait à ces mesures.⁷⁰ Leur opposition au nom de l'Islam dans un pays où 300 mosquées étaient encore en activité, était encore important. Au cours de ces années, le clergé musulman s'est organisé au sein d'un mouvement pan-turc dit Association islamique (*Jemiet İslamie*), dont le but proclamé était d'arracher l'Adjarie à la Géorgie.⁷¹

⁶⁷ Georgi M. Derlugian, "The Tale of Two Resorts: Abkhazia and Ajaria Before and Since The Soviet Collapse", in *the Myth of Ethnic Conflict; Politics, Economics and Cultural Violence*, Beverly Crawford et Ronnie D. Lipschutz (ed.by.), Berkeley, 1998, p.276

⁶⁸ David Datchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., pp.274-275

⁶⁹ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.252-253

⁷⁰ David Datchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., p.275

⁷¹ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.253

Bien que dépourvu de base légale, et malgré l'activisme de ces groupes pro-ottomans, le *medjlis* s'est imposé rapidement aux autorités d'occupation. Mais la revendication de la bourgeoisie nationaliste ne séduisait pas encore le peuple musulman⁷². Cette situation a été décrite dans la lettre envoyée à Kazım Karabekir par Nuri Pacha, le frère d'Enver Pacha, qui a fuit du prison britannique à Batoumi : “*La propogande intense des géorgiens n'influence pas le peuple entier hors de quelques begs. Le peuple a peur que les Géorgiens chretiens leur obligent à se convertir. Leur seul espoir est le retour de l'autorité ottomane.*”⁷³

Malgré l'occupation britannique, les musulmanes ont élu cinq députés en décembre 1919 et ils ont représenté l'Adjarie dans la dernière réunion de *Meclis-i Mebusan* le 28 janvier 1920.⁷⁴ Sur la requête de députés, Batoumi a été ajouté dans les frontières de Pacte National (Misak-ı Milli). Après la dissolution de *Meclis-i Mebusan*, ces cinq députés ont pris place au Grande Assemblée Nationale Turque (TBMM) à Ankara.⁷⁵ En avril 1920, les Alliés ont examiné à nouveau la question de la Transcaucasie à la conférence de San Remo. Erevan, qui gardait en mémoire le rôle essentiel joué par le port de Batoumi dans le transit de l'aide humanitaire l'année précédente, y a soumis un projet de voie ferrée reliant directement l'Arménie à Batoumi. Les Britanniques, les Français et les Italiens peinaient à aboutir un accord. Mais il leur a fallu tenir compte d'une nouvelle donnée; au printemps 1920, les forces blanches ont définitivement perdu la partie en Russie. Fin avril, les bolcheviks se sont emparés de Bakou. Le contrôle de la production du pétrole était certes vital pour la survie de l'espace soviétique. Mais, pour Moscou il était tout aussi vital d'en contrôler son transport jusqu'à Batoumi.⁷⁶

Quant au peuple de Batoumi, il considérait aussi le bolchevisme comme un alternatif à la domination menchevik de Tbilissi. Le gouvernement d'Ankara, préférerait aussi une autorité soviétique en Géorgie à l'occupation britannique. Car Lénine et Mustapha Kemal se voyait l'un l'autre comme des alliées de la guerre contre l'impérialisme occidental. La proposition de Kazım Karabekir, le commandant responsable du Caucase, de supporter le bolchevisme à Batoumi, coïncidait avec les idées de M. Kemal. Il a approuvé cette proposition en un télégraphe envoyé au XV^e Commandement du corps d'armée: “*Attendre est la haute trahison. Le bolchevisme à*

⁷² Mathijs Pelkmans, op.cit., p.255

⁷³ Kazım Karabekir, *İstiklal Harbimiz*, Vol :II, Istanbul, Emre Yayınları, 1995, p.185

⁷⁴ Hicabizade Ahmet Akif Bey, Ali Rıza Bey, Ahmed Fevzi Efendi, Hahotzade Ahmed Nureddin Efendi, Mehmet Edip Bey (Dinç)

⁷⁵ Fahri Çoker, *Türk Parlamento Tarihi Milli Mücadele ve TBMM I. Dönem, (1919–1923)*, Vol: I, Ankara, TBMM Vakfi Yayınları, 1994, pp.143-150

⁷⁶ Serge Afanasyan, *L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique, 1917-1923*, Paris, L'Harmattan, 1981, pp.97-99

Batoumi est très approprié à nos intérêts". C'était une décision historique et stratégique du gouvernement d'Ankara en vue d'attirer la Géorgie à son côté. Le 17 avril 1920, les bolcheviks à Batoumi, ont publié un manifeste demandant aux autorités britanniques, la livraison de la région. Le même jour, un quotidien bolchevik a commencé à être publié.⁷⁷

Tandis que l'influence de bolchevisme accélérât à Batoumi, des affrontements sanglants continuaient entre les troupes géorgiennes et soviétiques dans le reste du pays. Le 7 mai, après quelques jours de négociations, la Russie soviétique et la Géorgie ont signé un traité de paix qui reconnaissait la légitimité des revendications géorgiennes sur Batoumi et sa région.⁷⁸ Les forces britanniques, sous une pression augmentante de l'Armée rouge, ont été forcés d'abandonner Batoumi le 1^e juillet 1920. Suivant les conflits avec les milices de *Jemiet Islamie*, les troupes géorgiennes ont pris le contrôle de la ville. Le gouvernement d'Ankara a protesté sévèrement cette occupation par une note diplomatique remise au gouvernement menchevik à Tbilissi.

En février 1921, l'invasion perpétrée par l'Armée rouge provoquait la soviétisation de la Géorgie. Le gouvernement géorgien, dissolu le 25 février, a quitté Tbilissi et s'est installé provisoirement à Batoumi, tentant d'obtenir l'appui du gouvernement d'Ankara.⁷⁹ Mdviani, l'ambassadeur de Géorgie à Ankara, s'est adressé à M. Kemal et a demandé l'occupation de Batoumi, Méskhetie et Akhalkalaki par les Turcs.⁸⁰ Le cabinet turc a décidé de l'occupation de ces territoires. La raison a été citée comme ceci ; Batoumi faisait partie de Pacte Nationale et, Méskhetie et Akhalkalaki étaient les arrondissements de Kars. Batoumi a été occupé le 11 mars 1921.⁸¹

Le traité de Moscou signé entre les russes soviétiques et le gouvernement d'Ankara le 16 mars 1921, a préparé les bases de l'autonomie d'Adjarie. Par ce traité, Ankara a obtenu le district d'Artvin. Le deuxième article de traité exigeait ; *'l'Adjarie, dépendante à la république socialiste soviétique de Géorgie, aura une administration autonome, le port de Batoumi sera ouvert pour la Turquie, la langue officielle sera le géorgien et le turc, la langue de l'éducation va être laissée au choix des communautés, la liberté confessionnelle du peuple musulman sera protégée'*. De plus, la Géorgie déposait toutes les responsabilités de l'éducation, de l'agriculture et de la religion à l'administration autonome.⁸² A la suite de ce traité, Ankara était aussi le premier

⁷⁷ Kazım Karabekir, op.cit., pp.534-535

⁷⁸ David Datrchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., p.275

⁷⁹ Serge Afanasyan, op.cit., pp.180-181

⁸⁰ Ali Fuat Cebesoy, *Moskova Hatıraları*, Ankara, Kültür ve Turizm Bakanlığı Yayınları, 1982, pp.159-160

⁸¹ Kazım Karabekir, op.cit., p.210

⁸² Kamuran Gürün, *Türk Sovyet İlişkileri (1920-1953)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Yayınları, 1991, pp.68-69

gouvernement à reconnaître l'autorité soviétique. Le 16 juillet 1921, la République socialiste soviétique d'Adjarie est créée.

Les députés de Batoumi à la Grande Assemblée Nationale Turque ont protesté la signature du traité de Moscou et ont rédigé une motion qui évoquait le deuxième article de Pacte Nationale. Déclarant leur reconnaissance du traité, ils ont demandé la même attitude de la part de l'assemblée.⁸³ Dans le district (*liva*) d'Artvin fondé le 7 juillet 1921, les élections n'ont pas été organisées. Pendant la séance de l'assemblée datée le 24 septembre 1921, il a été prévu qu'Artvin serait représenté par les députés de Batoumi.⁸⁴

Après la fondation de la République Fédérale Socialiste Soviétique de Transcaucasie, une conférence s'est organisée à Kars avec la participation du gouvernement turque, les gouvernements de la république socialiste des soviets d'Arménie, de la république socialiste des soviets d'Azerbaïdjan, de la république socialiste des soviets de Géorgie. L'article du traité de Moscou, constituant la base de l'autonomie de l'Adjarie, y a été approuvé par le traité de Kars daté le 26 septembre 1921.⁸⁵ Le sixième article de ce traité contient ces obligations :

La Turquie consent à céder à la Géorgie la suzeraineté de la ville et du port de Batoumi avec le territoire se trouvant au nord de la frontière et ayant fait partie du district de Batoumi à condition que:

- La population des lieux spécifiés dans l'Article présent jouisse d'une vaste autonomie administrative locale garantissant à chaque communauté ses droits culturels et religieux et cette population ait la possibilité d'introduire dans les lieux précités un régime agricole conforme à ses désirs.

*- La Turquie soit assurée du libre transit des marchandises et de toutes matières à destination ou en provenance de la Turquie par le port de Batoumi, sans douane, sans aucune entrave, avec l'exemption de tous droits et charges et avec le droit pour la Turquie d'utiliser le port de Batoumi, sans frais spéciaux. Pour l'application de cet Article, sera créée, immédiatement après la signature du présent Traité, une Commission des Représentants des Parties Intéressées.*⁸⁶

Par la première déclaration du Comité révolutionnaire (*Refkom*) de la République socialiste soviétique de la Géorgie établi à Tbilissi sur l'Adjarie, le contrôle de la région a été transféré au *Medjlis*, nommé comme le Comité de la république autonome socialiste soviétique d'Adjarie. Le devoir essentiel de *Medjlis* était organiser un Congrès soviétique en Adjarie.

⁸³ Selahattin Tansel, *Mondros'tan Mudanya'ya Kadar*, Vol.I, İstanbul, MEB Yayınları, 1991, p.52

⁸⁴ Fahri Çoker, op.cit., p.19.

⁸⁵ Stephane Yerasimos, op.cit., p.420

⁸⁶ Le Traité de Kars, <http://www.mfa.gov.tr>

Section II – Le statut autonome pendant l'époque soviétique

La république autonome d'Adjarie est l'exemple paradoxal d'un processus singulier qui entraîna un Etat athée à s'appuyer sur le facteur religieux afin d'y créer une entité étatique spécifique. A l'époque soviétique, la fondation des entités autonomes était basée sur le critère ethnique. Dans ce cadre, en Géorgie, la République autonome d'Abkhazie et la Région autonome d'Ossétie du sud ont été fondés. Mais l'application de l'autonomie en Adjarie était toujours un sujet de discussion à l'époque soviétique.

Les sources turques ont commencé à critiquer les pratiques des autorités soviétiques en Adjarie dès les premières années de l'autonomie. Dr. Rıza Nur, le membre de la délégation du traité de Moscou, s'est plaint de la situation actuelle. Pendant sa visite en Adjarie après un mois de traité de Kars, il a observé que l'autonomie n'a pas été proprement appliquée et que le peuple musulman était sous la pression. Selon lui, une campagne ouverte contre la langue turque était en place.⁸⁷

D'ailleurs, le 17 janvier 1922, la langue géorgienne a été déclarée 'langue d'Etat', marquant démonstrativement le caractère géorgien de la nouvelle entité autonome. Le pouvoir soviétique a été instauré par un *Comité révolutionnaire* composé majoritairement de vieux bolcheviks originaires de Géorgie occidentale, vivier du mouvement révolutionnaire. Mais il comptait dans ses rangs Memed Abachidzé, personnalité incontournable de la vie politique locale. Au cours des premières années, le nouveau pouvoir agissait avec prudence, en particulier dans ses relations avec les croyants. La proximité de la Turquie dont la frontière reste poreuse, était par ailleurs un sérieux facteur de modération.⁸⁸

Les notes de Dr. Ibrahim Tali, l'ambassadeur de la Turquie à Batoumi d'octobre 1921 à octobre 1923, donnaient les exemples de non-application de l'autonomie. Il écrivait dans son journalier : *'Le clergé musulman a été arrêté sans raison, les démonstrations mencheviks ont été organisées. Le peuple musulman les répond par des contre-démonstrations et la tension aggrave. Les demandes d'immigration en Turquie ont aussi augmenté considérablement.'*⁸⁹

Une autre source pour décrire la situation en Adjarie était les rapports de Mehmed Edib Dinç, le député d'Artvin à la Grande Assemblée Nationale Turque. Dans ses rapports en révélant que l'autonomie n'a pas été appliquée, il a demandé l'occupation de l'Adjarie par la Turquie.⁹⁰

⁸⁷ Rıza Nur, *Hayatım ve Hatıratım*, Vol :III, Istanbul, Altındağ Yayınevi, 1968 p.810

⁸⁸ David Datrchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., p.277-78

⁸⁹ Erdoğan Aydoğan-Şaban Ortak (ed. par), *Dr. İbrahim Tali Bey'in Günlüğü*, İstanbul, Arba Yayınları, 2000, p.111

⁹⁰ Yunus Zeyrek, op.cit., pp.61-69

Après la proclamation de la République autonome socialiste soviétique, Takhsin Khimchiachvili a dirigé le Soviet suprême entre 1921 et 1924. Il était le premier et le seul président musulman pendant l'époque soviétique. En Adjarie, l'éducation en turc a continué jusqu'à 1926. De plus, il y avait des quotidiens publiés en turc comme *İstirak* et *Yeni Hayat*.⁹¹ On sait que les autorités russes distinguait l'identité adjare de celle des géorgiens. Par exemple, les Adjars ont été comptés comme une ethnie différente au recensement de 1926.⁹² Moscou, d'un part tentait de freiner la pratique religieuse et d'autre part n'en jugeait pas moins utile d'accorder à l'Adjarie le statut de république autonome. L'attitude de régime soviétique, dont l'athéisme militant était un des dogmes fondateurs, n'a pas, à l'égard de l'Islam, une position fondamentalement différente. Il restait une question essentielle: pourquoi avoir fondé cette autonomie sur le fait religieux ? Les premières mesures pour détruire les fondements structurels de l'Islam ont pourtant été prises peu après celles qui ont frappé les autres confessions: l'abolition de la Charia, la fermeture des écoles coraniques, la suppression de l'enseignement religieux dans les écoles.

Au début de 1922, les espaces religieuses, les églises, les synagogues et les mosquées ont été fermées par l'Armée rouge. Le *minaret* de mosquée d'Aziziye à Batoumi a été transformé en un beffroi de pompier.⁹³ Mais pour certains, la révolution était synonyme de modernisation. Selon eux, aux côtés des mosquées et des *medrese* sont apparus des clubs, des bibliothèques, les gens ont trouvé du travail et ont gagné de l'argent. En 1922, à Batoumi, un congrès d'institutrices se tenait parallèlement à celui des *mollahs*.⁹⁴

De même, Batoumi restait la fenêtre du Caucase sur le monde. Les représentations consulaires, l'ouverture programmée de banques italiennes et turques et un commerce orienté vers la Turquie donnaient à la ville une atmosphère cosmopolite. Dans un ensemble soviétique qui sortait difficilement du "communisme de guerre", la cité était atypique. Mieux, elle semblait retourner à l'époque du port franc. La livre turque insufflait et rythmait la vie de cette "Californie russe" qui évoquait pour le grand poète russe Ossip Mandelstam, une ville coloniale ou l'un quartier européen de Shanghai. Plutôt que de s'y opposer, les dirigeants soviétiques, dans un premier temps, ont tenté de saisir cette occasion de contourner les blocs qui frappaient la Russie soviétique.⁹⁵

⁹¹ Ibid., pp.137-138

⁹² Ronald Wixman, op.cit., p.6

⁹³ Yunus Zeyrek, op.cit., p.22

⁹⁴ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.253

⁹⁵ David Datrchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., pp.277-278

Ce libéralisme relatif n'avait qu'un temps. A Tbilissi, des nouveaux dirigeants fidèles à Staline ont remplacé ceux qui voulaient construire une Géorgie soviétique souveraine. Memed Abachidzé a été exilé à Bakou. Fin d'août 1924, une partie de la Géorgie occidentale, notamment la Gourie, s'est soulevée contre le pouvoir soviétique. Plusieurs centaines d'Adjars sont mis à contribution aux côtés d'autres minorités (Ossètes, Abkhazes), dans la féroce répression dirigée par Beria. Dans la seconde moitié des années 1920, la situation se tendait encore un peu plus. L'URSS se refermait sur elle-même; les frontières ont été de mieux en mieux contrôlées. Les relations familiales qui, jusque-là, n'avaient jamais cessé quels que soient les aléas des relations russo-turques, dans un premier temps sont devenues difficiles puis impossibles. Le Parti communiste a durci le ton à l'égard de tout ce qui dérogeait à la norme, en particulier la foi religieuse. Les mouvements au cours des années 1928 et 1929 à Khoulo et Tchvana où les réactions étaient vives, ont été brutalement écrasés.⁹⁶ C'est dans cette logique que s'inscrivait le dévoilement des femmes adjares (1928-29) et la création de comité de femmes au cours des années 30, qui provoquaient, dans certains cas, des réactions violentes. Afin de combattre "définitivement" la religion, la propagande antireligieuse a été mobilisée à tous les niveaux.⁹⁷

Alors que la pression augmentait, les musulmans devenaient de plus en plus radicaux. Par exemple, en septembre 1930, dans la mosquée de Kobouleti, un Turc, Said Beg, prêchait devant un vaste auditoire: "*Nous nous sommes tous frères. Il faut ouvrir des mosquées et des medrese. L'Adjarie appartient en Turquie. Les Géorgiens ne doivent pas vivre ici.*" Ou bien, dans un village proche de Kobouleti, on pouvait lire sur les portes de la mosquée: "*Mort au pouvoir soviétique. Vive l'islam, medrese et tchador! Le musulman qui enverra son enfant à l'école sera puni*"⁹⁸

Mais vers la fin de 1930, l'Islam a perdu sa position sur la vie quotidienne surtout dans le part littoral de la république autonome. A cette époque-là, 172 *medrese* et 158 mosquées ont été démolies ou leur fonction ont été transformée.⁹⁹

Pendant le processus de Stalinsation, la politique géorgienisation a été supportée par Moscou. Cette attitude est surtout marquée par l'abolition de la République Fédérale Socialiste Soviétique de Transcaucasie en 1936. En Transcaucasie, conformément aux origines ethniques dominantes, les républiques Socialiste Soviétique d'Arménie, de Géorgie et d'Azerbaïdjan ont été fondées. Quant aux républiques autonomes dépendantes à la Géorgie, les sous-cultures mingrélienne et svanne ont été ignorées et

⁹⁶ Ibid., p.278

⁹⁷ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.254

⁹⁸ Ibid., p.253

⁹⁹ Guiorgu Sanikidze, "Islam and the Muslims in Georgia", *International Research Center for East-West Relations*, Tbilissi, 1999, pp.16-17

les limitations ont été apportées surtout à l'utilisation des langues maternelles. En même temps, les éléments ethniques comme Tat, Taliche et Lezgi ont été ignorés en Azerbaïdjan.¹⁰⁰ Les purges staliniennes ont privé l'Adjarie de ses élites. Memed Abachidzé a été fusillé en 1937.¹⁰¹

Pendant de la Deuxième guerre mondiale, les relations entre le pouvoir soviétique et l'Islam s'institutionnalisèrent. Quatre directions spirituelles des musulmans sont créées par le pouvoir communiste qui s'inscrivait dans la tradition impériale instaurée par Catherine II. A partir de 1944, la vie spirituelle des musulmans de l'Adjarie dépendait de la Direction spirituelle des musulmans de Transcaucasie fondée en 1944 et basée à Bakou. La fondation de cette institution qui était chiite, soulignait que les différences de secte ont été ignorées puis que les musulmans en Adjarie étaient sunnites. À cause de cette différence, les Adjars ne se sont pas adaptés à cette institution. Le pouvoir soviétique, même s'il essayait d'un part, d'établir une relation institutionnelle, il n'hésitait pas non plus de faire la pression.¹⁰² En même année, les musulmans en Adjarie ont été menacés d'être exilé comme les Turcs méskhetiens.¹⁰³

Alors que l'URSS entrait dans la tourmente de la collectivisation et de l'industrialisation, Batoumi a perdu sa position de fenêtre sur le monde. Au rythme des plans quinquennaux, la République a changé de visage; développement intensif de la culture des mandarins et du thé, la construction d'entreprises de transformation, y compris dans les industries mécaniques. D'importants brassages de population se sont produits. Des milliers de Géorgiens venus des régions voisines se sont installés dans la république; les Adjars sont de plus en plus nombreux à poursuivre leurs études à Tbilissi ou Koutaïssi.¹⁰⁴

Avec le commencement de la Guerre Froide, la définition géopolitique de l'Adjarie a bouleversé de nouveau. Son développement a été certainement freiné du fait du statut particulier de la frontière. Durant presque toute la période soviétique, le passage par Sarpi a été fermé ou ne fonctionnait qu'au compte goutte. Le commerce soviéto-turc, au demeurant limité, passait essentiellement par les ports russes et ukrainiens. Il a été d'ailleurs, comme toutes les activités commerciales extérieures de l'URSS, entièrement contrôlé par l'administration centrale à Moscou. La frontière entre la Turquie et la Géorgie était d'une nature particulière: la seule sur toute la périphérie méridionale qui mettait en contact l'Union soviétique avec un pays membre de l'OTAN. Le caractère sensible de cette frontière était une des raisons majeures de l'adhésion de la

¹⁰⁰ Georgi M. Derlugian, op.cit., p.276

¹⁰¹ Entretien d'Aslan Abachidzé avec Barry Jagoda, <http://www.internationalreports.net>

¹⁰² Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.254

¹⁰³ Georgi M. Derlugian, op.cit., p.276

¹⁰⁴ David Datrchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., p.279

Turquie dans l'Alliance en 1952. Staline, pendant la Deuxième guerre mondiale, a fait faire des études pour la création d'une république soviétique autonome Iazé avec comme capitale Trébizonde. L'Adjarie a été donc particulièrement surveillée. Aucun commerce frontalier n'a pas été admis. Les Géorgiens qui souhaitaient se rendre en Turquie, quand ils le pouvaient, devaient passer par Moscou; les districts frontaliers ont été tous classés en zone spéciale et leur accès ont été soumis à des contraintes spécifiques. Malgré la présence durant toutes ces années d'un consulat turc à Batoumi, la frontière était pratiquement fermée et l'ensemble de la région a été devenu, en dépit de l'activité portuaire, une sorte de cul de sac fermé vers le sud.¹⁰⁵ Pour les Adjars, la fermeture des frontières avec la Turquie était au sens d'un découpage, ils s'éloignaient de leur ancien centre religieux.¹⁰⁶

La société athée se développait. Mais la vie clandestine religieuse continuait à exister en tant que tradition. Si les mariages religieux cédaient le pas aux mariages civils, la circoncision des garçons n'était pas tout à fait bannie. L'éducation religieuse était dispensée essentiellement au sein de la famille. Le clergé, dont le niveau d'instruction spirituelle s'était dégradé à la suite de la fermeture des *medrese* et des répressions des années 1930, a été formé dans des réseaux clandestins ou, dans le meilleur des cas, dans les deux *medrese* officielles situées en Ouzbékistan. On ne comptait alors que quelques mosquées "enregistrées" et un certain nombre "d'informelles" qui fonctionnaient dans des maisons. Au cours des années 1960, la propagande antireligieuse devient "scientifique".¹⁰⁷ Les académiciens géorgiens ont tenté de réécrire l'histoire de l'Adjarie. Cette nouvelle histoire soulignait les origines géorgiennes du peuple adjar et décrivait la dominance ottomane comme les années de cruauté et de despotisme.¹⁰⁸

Pendant 1960, on observait l'apparition d'une élite locale; les Adjars, qui s'étaient jusque-là tenus à nomenclature communiste. Les héritiers de l'élite traditionnelle, écartée des responsabilités depuis la fin des années 1920, connaissaient, tel Aslan Abachidzé, une rapide ascension sociale.¹⁰⁹ Dans cette période du "socialisme développé", la situation s'est améliorée dans d'autres parties de l'Union soviétique où une politique de laisser-faire envers des communautés musulmanes était perceptible. Cette détente relative était également sensible pour des Azéris résident en Géorgie. Mais

¹⁰⁵ Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchvili, "L'Adjarie, atout et point sensible de la Géorgie", *Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, No: 27 janvier-juin 1999, p.231

¹⁰⁶ Mathijs Pelkmans, op.cit., p.259

¹⁰⁷ Ekatherina Meiering Mikadze, op.cit., p.254

¹⁰⁸ Mathijs Pelkmans, op.cit., p.259

¹⁰⁹ David Datrchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., p.279

en Adjarie, la situation était différente. Le vide de la religion était remplacé par le géorgienisation.

Le mouvement de géorgienisation a été intensifié par le processus de Perestroïka qui donnait une occasion de revivre au nationalisme géorgien. Les travaux scientifiques des années 1960 qui accentuaient les origines chrétiennes des Adjars, étaient maintenant dans l'agenda actuel populaire. Le média local les discutait en écrivant les opinions des intellectuels. Pridon Khalvashi, le président de branche adjare de l'Union des écrivains géorgiens, a écrit un article intitulé 'Un Géorgien peut-être en même temps un musulman?'. Dans cet article, il prétendait que l'Islam n'était pas approprié au caractère désobéissant des géorgiens.¹¹⁰

Mais les Azéris, une autre communauté musulmane en Géorgie, n'étaient pas concernées par ce mouvement de géorgienisation. Il n'y avait pas une incertitude ou bien une tentative de la créer par les autorités, sur leur identité, ils étaient très distingués des géorgiens soit la culture soit la langue. Mais Tbilissi, mécontent de la structure démographique démontrée par le recensement de 1979, qui montrait que seulement le 68.8 % de la population du pays était géorgien¹¹¹, évitait de créer une distinction entre les Géorgiens chrétiens et musulmans.

A l'égard de ces développements, il était vrai que l'athéisme soviétique a créé un milieu convenable pour les nationalistes géorgiens qui visaient détruire l'identité adjare. Après l'effondrement de l'URSS, cette vérité était tellement nette que la République autonome de l'Adjarie encore existait mais sans une propre identité adjare, sauf dans les zones montagneuses en Haute Adjarie.

¹¹⁰ Monica Duffy Toft, op.cit., p.109

¹¹¹ George Hewitt, op.cit., p.463

DEUXIEME PARTIE II – L’ADJARIE APRES L’INDEPENDANCE POST-SOVIETIQUE

CHAPITRE I - LA PERCEPTION DES AUTONOMIES EN GEORGIE

Section I - Le caractère du nationalisme post-soviétique

Dès les années 1970, les idées nationalistes ont été reprises par des intellectuels géorgiens. En 1976, Zviad Gamsakhourdia, celui qui serait le premier Président de la Géorgie, a fondé le groupe Helsinki, exigeant l’application de l’Acte finale. En 1978, le gouvernement de l’Union soviétique a voulu priver le géorgien de son statut de langue d’état de la république de Géorgie. La réaction était forte et profonde: des dizaines de milliers d’étudiants et de citoyens ont manifesté à Tbilissi et dans les autres villes du pays, jusqu’à ce que Brejnev ait ajourné cette mesure incongrue.¹¹² Mais la menace de russification officielle de la Géorgie avait réactualisé les sentiments nationalistes, provoquant une résurgence des thèmes identitaires et sur le plan culturel, en redynamisant la recherche historique et l’exaltation du passé de la Géorgie.

Dans les années 1980, la Géorgie était influencée par les turbulences de la Perestroïka. En octobre 1987, des intellectuels nationalistes ont fondé l’association Ilia Tchavtchavadzé et organisé, pour la première fois depuis la soviétisation du pays, une manifestation célébrant le soixante-dixième anniversaire de l’indépendance de la République Démocratique de la Géorgie.¹¹³

Après la Guerre froide, l’expression du nationalisme n’était pas seulement politique, mais aussi culturelle. Au Caucase, comme dans les Balkans, les formes de nationalisme étaient en général agressives, liées à des revendications territoriales s’exprimant à l’encontre des pays voisins et possédant des habitudes hostiles vis-à-vis des minorités nationales. A cette époque-là, la forme extrême du nationalisme géorgien était l’identitarisme, culte forcené et souvent haineux de l’identité nationale propre à légitimer toutes les formes de la violence. Par exemple, dès 1988, Gamsakhourdia a annoncé que *“si cela s’avérait nécessaire pour le peuple géorgien, le sang pourrait couler en Abkhazie”*.¹¹⁴

Après l’indépendance, Gamsakhourdia, le président autoritaire, ultra-nationaliste et violemment anti-russe, a décidé à engager la Géorgie dans la voie d’une purification

¹¹² George Tarkhan Mouravi, “The making and the re-making of the Georgian nation: Challenges internal and external”, A Paper for the 6th Annual World Convention of the Association for the Study of Nationalities "Nation-Making, Past and Present: Community, Economy, Security", New York, Columbia University, 5-7 Avril 2001

¹¹³ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit, p.226

¹¹⁴ Ibid., p.310

ethnique des minorités en s'appuyant sur un cléricanisme forcené.¹¹⁵ Le chauvinisme du nouveau régime avait déclenché une vague de persécutions contre les minorités non-géorgiennes vivant en Géorgie. En réponse, le régime a dû faire face à une série de sécessions, créant ainsi des guerres civiles. En effet, les Abkhazes, qui luttèrent depuis des décennies contre leur géorgienisation, ont accompli la sécession et les Ossètes cherchaient à se réunifier avec leurs frères du Nord demeurés en Russie et se sont révoltés, toujours avec l'aide de Moscou, ce qui aboutit à une semi-autonomie de fait par rapport à Tbilissi.¹¹⁶

Ce processus était toutefois sécessionniste qu'assimilationniste des particularités locales, perçues comme autant de cinquièmes colonnes manipulées par Moscou. C'est ainsi que l'identité nationale s'affirmait en réprimant celle des autres et en entraînant des réponses toutes aussi violentes.

Section II - Les conflits ethniques dans les premières années de l'indépendance

Sous-Section I - L'Abkhazie

Toujours dans le domaine des contestations, les Abkhazes, ce peuple caucasique de la Géorgie, moitié orthodoxe moitié musulman, en butte depuis des décennies aux tentatives d'assimilation de Tbilissi, ont demandé leur rattachement à la République fédérale de Russie. Minoritaires dans leur propre république autonome d'Abkhazie, ils se sont tournés vers Moscou pour faire pièce au nationalisme assimilateur des Géorgiens.¹¹⁷

En Abkhazie soviétique de 1989, la population abkhaze constituait 17,8% de la république autonome contre 45,7% de Géorgiens, 16% de Russes et 15% d'Arméniens pour un total de 506.000 habitants.¹¹⁸

En fait, les Abkhazes ont profité de la Révolution d'octobre pour se soulever, cherchant à créer un Etat Abkhaze à l'intérieur d'une fédération transcaucasienne. En novembre 1917, l'Abkhazie est entrée dans l'Union des Peuples montagnards du Caucase. L'armée géorgienne a commencé à prêter main-forte à la jeune république abkhaze pour qu'elle se débarrasse des bolcheviks d'Abkhazie, sous le commandement de Nestor Lekoba. Le gouvernement menchevik de la Géorgie a proclamé donc en février 1918, la fusion des deux pays, tout en proposant de donner un statut d'autonomie

¹¹⁵ François Thual, *Le Caucase : Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchénie*, Paris, Flammarion, 2001, p.69

¹¹⁶ Ibid., p.70

¹¹⁷ Ibid., p.50

¹¹⁸ Fahrettin Çiloğlu, *Rusya Federasyonu'nda ve Transkaftasya'da Etnik Çatışmalar*, Istanbul, Sinalta, 1998, p.204

à l'Abkhazie. Les Abkhazes ont refusé et l'on s'est contenté de créer un conseil national pour l'indépendance.¹¹⁹

La chute du gouvernement géorgien indépendant a entraîné le 4 mars 1921, la proclamation de la RSS de Géorgie. Le 16 décembre 1921, les institutions de la Géorgie et de l'Abkhazie ont fusionné dans un nouvel ensemble fédéral qui a été devenu directement membre de la fédération soviétique dans le cadre de la République fédérale socialiste soviétique de Transcaucasie.¹²⁰ La constitution abkhaze de 1925 consacrait ce statut malgré tout encore assez favorable, le meilleur possible dans le cadre d'Etat géorgien. En 1931, l'Abkhazie a perdu son statut d'Etat fédéré à la Géorgie et est devenu une simple région autonome. Au cours de la période de Stalinsation, l'identité culturelle abkhaze a été menacée de disparition.¹²¹ Les écoles abkhazes ont été détruites, la langue géorgienne a été devenue obligatoire à l'école et l'enseignement de l'histoire d'Abkhazie a été interdit. En 1938, les Abkhazes ont été forcés d'utiliser l'alphabet géorgien. Puis en 1946, le radio des Abkhazes a été prohibé et en 1948, ils ont été obligés de changer leurs noms.¹²²

En 1977, à l'occasion de l'adoption de la nouvelle Constitution soviétique, la région a connu une année entière de troubles. Le débat a été tendu par les revendications géorgiennes d'ériger le géorgien en langue officielle à la place de demander leur rattachement à la Russie afin de quitter définitivement le giron géorgien. En 1978, les Abkhazes ont lancé la première campagne pour la sécession de leur république et son rattachement à la Fédération russe. Moscou a refusé mais, en compensation, a accordé une autonomie culturelle plus large comme une chaîne de télévision dans leur langue, entraînant la création d'une université et une implication plus grande des Abkhazes dans la vie politique de leur république.¹²³

La Perestroïka a eu une grande influence en Abkhazie. Des associations nationalistes informelles ont été créées en Abkhazie dès 1987 et ont débouché sur la formation du Forum populaire (*Adygilara*). 58 communistes ont adressé, pendant l'été 1988, une lettre à la XIX^e conférence du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), énumérant leurs griefs contre les Géorgiens.¹²⁴ Les vents de la Perestroïka ont été aussi soufflés à Tbilissi où les premiers partis politiques nationalistes et indépendantistes ont été créés avant la fin de 1988. Le Parti communiste géorgien a

¹¹⁹ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.307

¹²⁰ George Hewitt, op.cit., p.474

¹²¹ George Hewitt, "Appendix to documents from the KGB archive in Sukhum, Abkhazie", *Central Asian Survey*, No: 15(2), 1996, p.283

¹²² Patrick Karam et Thibaut Mourgues op.cit., p.308

¹²³ Savaş Yanar, *Türk-Rus ilişkilerinde gizli güç Kafkasya*, İstanbul, IQ Yayıncılık, 2002, p.183

¹²⁴ Svante E. Cornell, "The devolution of the concept of autonomy: national minorities in the former Soviet Union", *Central Asian Survey*, No: 18(2), 1999, p.190

surenchérit en publiant, le 3 novembre 1988, un programme étatique de la langue géorgienne en vue de la géorgienisation des institutions.¹²⁵

Le 18 mars 1989, le Forum national abkhaze a organisé une manifestation dans un lieu historique, le village de Lykhny, qui réunissait quelque 30.000 personnes, lesquelles ont signé une pétition demandant la réforme du système soviétique concernant les nationalités et les minorités. Ils ont voulu que l'Abkhazie recouvre le statut de république soviétique socialiste qui était le sein entre 1921 et 1931, à l'égalité avec la Géorgie.¹²⁶ La pétition de Lykhny marquait une étape décisive aux yeux des Géorgiens d'un processus menaçant l'unité nationale et l'Abkhazie s'est transformé en un véritable chaudron où les nationalistes s'échauffaient réciproquement.

Donc dans ce climat surchauffé, 10.000 manifestants se sont réunis le 5 avril 1989 devant le bâtiment du Conseil des ministres à Tbilissi et ont entamé une grève de la faim pour protester contre la sécession abkhaze. Les slogans devenant de plus en plus indépendantistes, le bureau de Parti demande, le 7 avril, l'intervention des troupes de la Sécurité intérieure. L'aval donné par Moscou, le lendemain, a entraîné la première répression sanglante de la Perestroïka, 20 morts et plusieurs blessées, marquant l'irréversible processus géorgien vers l'indépendance.¹²⁷ En conséquence, les nationalistes géorgiens se sont servis des Abkhazes pour détruire le pouvoir soviétique.

Le répit procuré par la sauvage répression d'avril n'a duré pas qu'un temps, jusqu'à une décision malheureuse du gouvernement de Tbilissi: En juin 1989, le gouvernement a décidé de diviser l'Université abkhaze en deux parties, l'un abkhaze, l'autre géorgienne. Cela a suscité la colère des Abkhazes, craignant la disparition à terme de leur université et la "libanisation" de l'Abkhazie à cause des nombreuses minorités en présence. Pendant plusieurs semaines, des manifestations se sont déroulées à Soukhoumi, la capitale d'Abkhazie déclenchant en retour des contre-manifestations de la communauté géorgienne qui soutenait la décision de Tbilissi.¹²⁸

En résultat de cette tension aggravée, en juillet 1989, des heurts sanglants ont fait 18 morts et centaines blessés.¹²⁹ Quelques mois plus tard, les troubles s'étendaient en Ossétie du Sud. Après les événements de juillet 1989, les Abkhazes et les Ossètes ont suspendis leur participation à la vie politique géorgienne. Ils ont accepté la déclaration de souveraineté le 23 août 1990.¹³⁰ Ils ont aussi boycotté le référendum d'indépendance

¹²⁵ Stephane Yerasimos, "Caucase: le retour de la Russie, *Politique étrangère*", No:1, printemps 1994, p.63

¹²⁶ Gürcistan-Abhazya Anlaşmazlığı Dünü bugünü ve çözüm perspektifleri, *Diaspora ve Entegrasyon Enstitüsü Raporu*, trad: Murat Papşu, Moscou, 1998, p.7

¹²⁷ Stephane Yerasimos, "Caucase: le retour de la Russie", op.cit., p.63

¹²⁸ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.311

¹²⁹ Fahrettin Çiloğlu, Rusya Federasyonu'nda ve Transkafkasya'da Etnik Çatışmalar, op.cit., p.206

¹³⁰ Hayri Ersoy, "Abhazlar üzerine tarihçe", *Kafkasya Yazıları*, No: 1, Printemps 1997, p.40

et les élections au parlement de Tbilissi ainsi que les présidentielles en 1990 et 1991. Les dirigeants de Soukhoumi ont pris une part active aux négociations de Nova Ogarevo.¹³¹ Le forum populaire, désormais lancé, allait marginaliser le Parti communiste abkhaze et diriger toutes les étapes des décisions politiques, y compris par les autorités communistes. Au mois de mars 1991, les Abkhazes ont créé le bloc politique "Union" (référence à l'Union soviétique) afin d'organiser le référendum du 17 mars 1991 sur la rattachement à l'URSS. Cette consultation est boycottée par la Géorgie qui se considérait comme un Etat indépendant. Dans ces conditions, les Abkhazes et les Ossètes ont refusé d'obtempérer au boycottage du référendum pour le maintien de l'Union soviétique du 17 mars 1991, décrété par le parlement géorgien, et 52,4 % des électeurs de l'Abkhazie y ont participé, votant à 98,4% "oui".¹³² La mobilisation des Géorgiens, qui multipliaient les manifestations de rue, les articles de presse, les déclarations de toutes les organisations sociales, littéraires, religieuses, scientifiques, faisait craindre aux Abkhazes l'annulation de leur statut autonome.

Comme l'Abkhazie, Tbilissi vivait aussi le chaos. En février 1991 déjà, profitant de sa victoire aux élections parlementaires d'octobre 1990, Gamsakhourdia ordonnait l'arrestation de plusieurs douzaines de membres de l'organisation paramilitaire la plus importante du pays, les *Mkhedrioni* (Chevaliers) de Djaba Ioselliani. Après son élection à la présidence de la république en mai avec le 86,7% des suffrages, il a éloigné la mi-aout son Premier ministre Tengiz Sigoua. Enfin, feignant de se soumettre à la demande des putschistes de Moscou, il a essayé de désarmer sa Garde nationale et de limoger son commandant, Tengiz Kitovani. Ce sont ces trois hommes brimés qui ont formé une troïka chargée de liquider le président et de prendre en main les destinées de la Géorgie.¹³³

Le coup d'envoi a été donné par le retrait de Tbilissi de 15.000 hommes de la Garde, sous le commandement de Kitovani, qui allaient rejoindre les *Mkhedrioni*. Le 2 janvier, un Conseil militaire formé par Kitovani, Ioselliani et Sigoua a prononcé sa déposition. Le 6 janvier, le Président s'est enfuit vers l'Arménie.¹³⁴

Il apparaît aussitôt que l'élimination de Gamsakhourdia n'était que l'acte inaugural de l'interminable crise géorgienne. Le 15 janvier, celui-ci se rendait à Zougdidi, en Mingrélie pour prendre la tête de ses troupes et annoncer une marche vers Tbilissi. Cette première tentative de reconquête du pouvoir a persisté toutefois de

¹³¹ Les hommes politiques de toutes les républiques soviétiques qui voulaient préserver l'unité de l'Etat soviétique ont tenté de préparer un nouveau traité de l'Union., Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.313

¹³² Stephane Yerasimos, "Caucase: le retour de la Russie", op.cit., p.64

¹³³ Stephane Yerasimos, *Milliyetler ve Sınırlar, Balkanlar, Kafkasya ve Orta-Doğu*, trad : Şirin Tekeli, Istanbul, İletişim Yayınları, 1994, pp.456-457

¹³⁴ Fahrettin Çiloğlu, *Rusya Federasyonu'nda ve Transkafkasya'da Etnik Çatışmalar*, op.cit., p.183

courte durée. Après avoir essayé d'occuper Poti, ses partisans devaient se rendre, le 28 janvier, aux *Mkhedrioni*, tandis que Gamsakhourdia se réfugiait à Grozny, chez Djohar Doudaev. Le 7 mars, Eduard Chevardnadzé, déjà chef du PCG de 1972 à 1985, arrivait à Tbilissi grâce aux efforts d'Ioselliani et trois jours plus tard, un conseil d'Etat a été constitué en tant qu'instance dirigeante suprême comprenant la troïka précédant plus Chevardnadzé.¹³⁵

La guerre en Abkhazie a commencé après le coup d'état. Le 23 juillet 1992, quand un cessez-le-feu est achevé en Ossétie du Sud, 35 des 65 députés abkhazes ont voté l'abolition de la Constitution de 1978 et son remplacement par celle de 1925 conférant à l'Abkhazie le statut de république de l'Union.¹³⁶ Des accrochages avec les partisans de Gamsakhourdia, les Zviadistes, ont fourni au ministre de la Défense géorgien, Kitovani, l'occasion d'ouvrir les hostilités et d'occuper Soukhoumi le 14 août, malgré les protestations du parlement abkhaze. Devant l'aggravation de la situation, le Premier ministre géorgien, Sigoua et Ioselliani sont arrivés à la ville dans la soirée de même jour et ont obtenu un accord assurant le retrait des forces géorgiennes le 17 août. Pourtant, le lendemain, Kitovani a pris la tête de ses troupes et a occupé la ville, tandis que Vladislav Ardzinba, le président du Front populaire et les officiels abkhazes se sont enfuis à Goudaouta, ville du nord à majorité abkhaze. La guerre entre les Abkhazes et les Géorgiens venait de commencer.¹³⁷

Un cessez-le-feu, signé à Moscou le 3 septembre entre les Géorgiens, les Abkhazes et les Russes, restait inopérant et en revanche, le 25 septembre, c'était le parlement russe qui demandait le retrait des troupes géorgiennes et un embargo sur les armes contre ce pays. Cette menace a réuni de nouveau Boris Eltsine et Edouard Chevardnadzé à Moscou le 28 septembre. Le seul résultat tangible de cette réunion était la promesse d'une autre rencontre, le 13 octobre. Celle-ci n'a jamais eu lieu, le 1^{er} octobre, les forces abkhazes et leurs alliés nord-caucasiens ont attaqué, à l'aide des chars russes T-72, Gagra, la ville plus importante du nord de l'Abkhazie, évacuée en grande partie par les troupes géorgiennes, conformément aux accords du 3 septembre et l'ont occupé le lendemain. Le 6 septembre, elles ont accéléré jusqu'à 15 km nord-ouest de Soukhoumi.

Le 11 septembre, Chevardnadzé a été élu, avec le 90% des suffrages, Président du Parlement géorgien, le plus haut poste du pays à l'époque. Au cours de l'hiver, les combats ont vit un temps d'arrêt, Chevardnadzé a essayé d'utiliser son ancien prestige de chef de la diplomatie soviétique pour faire appel aux instances internationales. Mais

¹³⁵ Stephane Yerasimos, "Caucase: le retour de la Russie", op.cit., p.71

¹³⁶ Charles Urjewicz, "Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie, les évolutions intérieures : du rêve démocratique aux dérives autoritaires", *Notes et Etudes documentaires*, No : 5040-41 printemps 1996, p.23

¹³⁷ Fahrettin Çiloğlu, Rusya Federasyonu'nda ve Transkafkasya'da Etnik Çatışmalar, op.cit., p.208

l'ONU était plus que réticente à un engagement qui dépasserait l'envoi de quelques observateurs. Quant à Ardzinba, il cherchait des alliés chez les sécessionnistes russes de Tiraspol et un accord d'amitié et d'assistance mutuelle entre la république russe du Dniestr- ne reconnaissant pas l'autorité de la Moldavie- et l'Abkhazie a été signé le 25 janvier 1993.¹³⁸

La guerre s'est ranimée par le printemps. Les Abkhazes ont commencé aux opérations amphibies par le soutien caché des russes¹³⁹. Le 14 mai, un nouveau cessez-le-feu a été signé, suite aux négociations entre Chevardnadzé et Eltsine, en même temps que des accords de retrait de l'armée russe du territoire géorgien à partir de juin 1993 et d'un transfert à la Géorgie des bases navales de Batoumi, Poti et Otchamtchira. A la suite de ces développements, le 9 juillet, l'ONU a pris sa première décision sur l'Abkhazie. (Résolution 849 du Conseil de Sécurité) et le MONUG (Mission d'observation des Nations-unies en Géorgie) a été créée en août.¹⁴⁰ Il ne servirait en réalité qu'à rendre les forces abkhazes réellement opérationnelles pour l'attaque finale du mois de septembre.¹⁴¹

En attendant, ce cessez-le-feu, qui prévoyait le retour des dirigeants abkhazes à Soukhoumi et le retrait progressif des forces géorgiennes, a été mal accueilli à Tbilissi où l'opposition, Kitovani en tête, a accusé Chevardnadzé de capitulation. Le 6 août, Sigoua a démissionné, laissant Chevardnadzé seul en première ligne. Pourtant, celui-ci semblait encore croire à une possibilité d'entente avec Eltsine, garantissant l'intégrité territoriale de la Géorgie, en contrepartie d'une autonomie substantielle accordée à l'Abkhazie et à l'Ossétie. Mais Eltsine a accueilli Ardzinba, deux jours après avoir reçu Chevardnadzé, sur le même pied d'égalité. C'était encore à Gamsakhourdia d'ouvrir la dernière étape du conflit. Ses forces ont occupé le 7 septembre, Gali, au sud de l'Abkhazie, encore aux mains des Géorgiens et ont attaqué des dépôts d'armés. Cela conduit les forces d'interposition russes à accuser les Géorgiens de manquement aux conditions du cessez-le-feu. Chevardnadzé, mettant sa démission en jeu, a obtenu les pleins pouvoirs et la suspension des travaux du Parlement pour deux mois. Le lendemain, il a parti pour Koutaïssi afin de coordonner la contre-offensive contre les Zviadistes. Le même jour, les Abkhazes ont lancé l'assaut contre Soukhoumi.¹⁴²

Effectivement les Abkhazes et leurs alliés, qui ont parfaitement mis à profit le cessez-le-feu pour achever leurs préparatifs, ont progressé. Le 22 septembre, ils étaient

¹³⁸ Stéphane Yerasimos, "Caucase: le retour de la Russie", op.cit., p.73

¹³⁹ Le matériel dont ils disposaient, une quarantaine de chars T-72, des lance-roquettes Grad et de l'artillerie lourde, indiquait la participation russe.

¹⁴⁰ Ali Faik Demir, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, İstanbul, Bağlam, 2003, p.181

¹⁴¹ Stéphane Yerasimos, "Caucase : le retour de la Russie", op.cit., pp.73-74

¹⁴² Ibid., p.74

dans les faubourgs de la ville. La veille, Chevardnadzé avait essayé de jouer de sa dernière carte en offrant à Moscou son adhésion à la CEI, mais il était trop tard.¹⁴³ Avant la conquête de l'Abkhazie, poussant sur les routes les 250.000 Géorgiens de cette république, le Président déchu, Gamsakhourdia était de nouveau à Zougdidi, prêt à relancer sa marche vers Tbilissi.¹⁴⁴

Au début d'octobre, les Zviadistes ont occupé Poti et les villages sur la route de Koutaïssi. Le 8 octobre, Chevardnadzé annonçait, à l'issue d'une rencontre avec Eltsine, que son pays allait entrer dans la CEI. Le lendemain, un accord signé à Moscou entre les chefs d'état-major russe et géorgien, ouvrait les ports et les aéroports géorgiens aux unités russes.¹⁴⁵ Après quelques jours, les troupes géorgiennes reprenaient l'offensive et le 7 novembre, ont occupé Zougdidi et Gamsakhourdia s'est réfugié en Abkhazie.

Les conflits entre les Abkhazes et les Géorgiens ont été terminés par un accord signé à Genève le 1 décembre.¹⁴⁶ A la suite de cette guerre qui a fait 10.000 morts, l'Abkhazie s'est trouvée dans une situation d'indépendance *de facto*. Les troupes russes ont été installées sur la frontière du fleuve Ingouri comme une zone tampon.¹⁴⁷ L'installation des forces de maintien de la paix russe et l'adhésion à CEI, ont de nouveau déçu le nationalisme géorgien. Le retour de la Russie a été interprété comme le résultat de la politique de 'divise pour régner'.

Sous-Section II - L'Ossétie du Sud

Les vents de nationalisme ont d'abord soufflés en Abkhazie tandis que les premiers conflits ont eu lieu en Ossétie du Sud. Les Ossètes¹⁴⁸ qui avaient pris parti pour les Soviétiques pendant la période de l'indépendance géorgienne de 1918-1921, s'étaient trouvés dotés d'une région autonome au sein de la Géorgie dès 1922. Les Ossètes du Nord, constitués en région autonome en 1924 et en république autonome en 1936, sont restés en place lors de la déportation de leurs voisins de l'est, les Tchétchènes et les Ingouches et de ceux de l'ouest, les Balkars en 1944 et, ont hérité de la majeure partie de territoire Ingouche dont ils n'ont rendu qu'une partie au retour de

¹⁴³ Fahrettin Çiloğlu, Rusya Federasyonu'nda ve Transkafkasya'da Etnik Çatışmalar, op.cit., p.216

¹⁴⁴ Dennis Sammut, "Population displacement in the Caucasus, *Central Asian Survey*", No: 20(1), 2001 p.57

¹⁴⁵ Cumhuriyet, le 10 octobre 1993

¹⁴⁶ Ali Faik Demir op.cit., p.182

¹⁴⁷ Jan Krauze, "L'Armée russe va s'interposer entre Géorgiens et Abkhazes", le Monde, 17 mars 1994.

¹⁴⁸ Les Ossètes, un peuple indo-européen descendant des Alains, persanophones, venus d'Asie Centrale, se sont implantés le long du seul passage praticable à travers les montagnes du Caucase (le col de Darial). Divisés par la montagne, ils ont été, au sud, christianisés à l'initiative des Géorgiens et intégrés à leur territoire.

ces derniers en 1957.¹⁴⁹ En 1989, en Ossétie du Sud, environ le 65% de la population était Ossètes.

Le nord et le sud, une séparation seulement géographique pour les Ossètes, étaient aussi divisée en terme de la politique. Un part, le sud a été resté comme une région autonome tandis que l'autre part, le nord profitait du statut de république autonome. Il y avait aussi des différenciations sur le plan culturel. Par exemple, l'alphabet cyrillique était utilisé au nord contre l'alphabet géorgien du sud.¹⁵⁰

Au mois de l'août, la presse géorgienne a dévoilé qu'une campagne étatique visant l'expansion de la langue géorgienne allait être lancer. Cette tentative a été interprétée comme une menace contre l'autonomie et le commencement de la pression ethnique de la part des Ossètes puis que seulement le 14% des Ossètes parlaient le géorgien.¹⁵¹

Au printemps 1989, le Front populaire ossète (*Ademon Nykhas*), nouvellement constitué, alarmé des mesures nationalistes du PCG, annonçait son appui au mouvement abkhaze, s'attirant le courroux géorgien.¹⁵² Au même moment, à Tbilissi, quatre des formations les plus radicales fondaient, juste après les évènements d'avril, un Comité de salut public. Des groupes de ces inconditionnels, connus d'ailleurs sous le nom d'Irréconciliables', ont provoqué les premiers affrontements avec les Ossètes à l'occasion du 26 mai, le 71^e anniversaire de la formation de la République géorgienne.¹⁵³

Le 10 novembre, le Soviet régional ossète s'est réunit avec les activistes de l'*Ademon Nykhas* pour demander l'érection de l'Ossétie en république autonome. Le 18 novembre 1990, le parlement géorgien a validé le droit de séparer de l'Union soviétique. Le 23 novembre, les sympathisants des 'Irréconciliables' convergeaient vers Tskhinvali, la capitale d'Ossétie du Sud. Les attaques ont continué pendant les mois suivants, les Ossètes accusant les Géorgiens d'atrocités.¹⁵⁴

Les 'Irréconciliables' ont réuni, du septembre 1989 au mars 1990, un Forum national, mais, quand celui-ci a décidé d'appeler à une Convention nationale des partis d'opposition, en vue des élections parlementaires d'octobre, et d'inviter Fronts populaires abkhaze et ossète, les partisans de Gamsakhourdia se sont séparés en formant un groupe appelé Table ronde. Le soviet suprême géorgien, prêt à toutes les

¹⁴⁹ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.343

¹⁵⁰ Yvanne Bangert, "Güney Osetya Anlaşmazlığı", *Kafkasya Yazıları*, No: 4, été 1998, p.63

¹⁵¹ Lulian Birch, "Ossetiya, Land of uncertain frontiers and manipulative elite", *Central Asian Survey*, No: 18(4), 1999, p.501

¹⁵² Felix Carley, "Between Gamsakhurdia and Gorbachev: tree documents", *Central Asian Survey*, No: 16(2), 1997, p.269

¹⁵³ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.346

¹⁵⁴ B. Çoçiev et M. Dzojev, "Güney Osetya'da Gürcü Saldırıları 1988-1992", trad: Ahmet Yılal, Murat Paşu, Tshinvali, Alan Kültür ve Yardım Vakfı, 1996, p. 12

surenchères, a adopté en août une loi électorale interdisant les partis dont l'activité était confiée à une région de la Géorgie. Cela n'a pas empêché la Table ronde de gagner les élections du 31 octobre 1990. Ainsi, les Soviets locaux, sous l'influence de *l'Ademon Nykhas* et de *l'Aydgylara* ont voté l'indépendance de leurs républiques, tout en demandant leur adhésion à ce titre à l'Union soviétique.¹⁵⁵

En revanche, le Soviet suprême d'oblast a pris une décision unilatérale de transformer l'Ossétie du Sud en une république souveraine soviétique le 20 septembre.¹⁵⁶ Le lendemain, Tbilissi a annulé cette décision.¹⁵⁷ De plus Moscou et Tbilissi ont annoncé que cette décision était inconstitutionnelle. Malgré l'opposition de ces pouvoirs majeurs, le Soviet suprême a décidé de faire des élections parlementaires le 9 décembre 1990. Le nouveau parlement, réuni le 11 décembre, s'est livré directement au contrôle de Moscou. Aussi bien Tbilissi que Moscou déclaraient ces décisions nulles et non avenues. Le même jour, le nouveau parlement géorgien, dominé par les partisans de Gamsakhourdia, a aboli le statut autonome de la région et a déclaré l'état d'urgence le lendemain. Mikhaïl Gorbatchev l'a répliqué par un décret déclarant l'abolition inconstitutionnelle et demandant le retrait des troupes géorgiennes de la région le 6 janvier 1991. Tbilissi a refusé de s'y soumettre et les guérillas de *Mkhedrioni* n'ont pas arrêté leurs opérations en Ossétie du sud. Des centaines de personnes ont été tuées et des milliers d'Ossètes se sont réfugiés en Ossétie du Nord.¹⁵⁸

Le Soviet suprême a voté une première résolution au début mai 1991, abolissant la république précédemment votée et restaurant la région autonome, à condition que celle-ci fasse partie de la fédération de Russie et une seconde, fin novembre, proclamant de nouveau république annexée en Russie tandis que Tbilissi se contentait d'annuler les décisions, en maintenant sa présence militaire dans la région. Le 22 décembre 1991, le Soviet suprême de l'Ossétie du Sud a proclamé l'indépendance et a déclaré son désir d'unification avec l'Ossétie du Nord. Après la prise de fonction de Chevardnadzé, le 22 juin 1992, la Russie a rompit son silence. Le porte-parole du parlement russe, Rouslan Khasboulatov a dit: "*Les officiels russes s'inquiètent que les conflits s'étendent au nord. La Russie est obligée de protéger les droits de ses ressortissants des républiques ex-Soviétiques*". Il a demandé à Tbilissi, le retrait des troupes géorgiennes de la région, l'empêchement des provocations et le retour des réfugiés. Il a menacé Tbilissi de

¹⁵⁵ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.313

¹⁵⁶ Gigi Tevzadze, "Ethnic Conflicts and Breakaway Regions in Georgia, Building Democracy in Georgia", Discussion Paper 9, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (International IDEA), <http://www.idea.int>, Stockholm, mai 2003, p.10

¹⁵⁷ Julian Birch, op.cit., p.503

¹⁵⁸ Felix Carley, op.cit., pp.271-272

discuter le rattachement de la région à la Fédération russe. Ensuite, Eltsine a déclaré l'état d'urgence en Ossétie du Sud, la région dans le territoire géorgien.¹⁵⁹

Chevardnadzé accusant Khasboulatov d'insulter, a réuni avec Eltsine le 24 juin à Sochi. Après le rencontre, les deux leaders ont annoncé qu'ils ont achevé à un accord pour finir les combats. Le plan joint a été entre en vigueur le 15 juillet 1992.¹⁶⁰ Les troupes russes ont été installées sur la frontière le 23 juillet, comme une zone tampon entre les partis. Une force de maintenance de paix de 1500 soldats (500 de chaque parti), portant un casque bleu semblant à celui de l'ONU, a été constituée.¹⁶¹

Section III – L'Adjarie pendant les temps de trouble

Lorsque le nationalisme géorgien a causé les conflits et les mouvements sécessionnistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud, un processus distingué a eu lieu en Adjarie, même s'il y avait encore des soucis contre l'autonomie. Cette république atypique n'a pas, à l'exemple de l'Abkhazie ou de l'Ossétie du Sud, proclamé son indépendance, pas plus qu'elle n'a exigé un élargissement formel de son autonomie.

Il y avait deux grands courants parmi les oppositions nationalistes. Un des deux a été qualifié les romantiques des 'radicaux' qui s'est appelé 'irréconciliable', a rejeté n'importe quel compromis avec les autorités soviétiques. Les jeunes intellectuels qui ont développé cette idéologie de l'opposition irréconciliable étaient sous l'influence de certaines des écritures de Mahatma Gandhi comme l'idée d'un Congrès national. Les autres, 'les modérés', au contraire, ont favorisé une approche prudente contre les autorités soviétiques.¹⁶²

Ces deux courants percevaient différemment le statut autonome d'Adjarie. Selon les nationalistes radicaux, la Géorgie était à la recherche du "chemin qui mène au temple". Beaucoup croyait trouver dans une tradition chrétienne ancestrale la clef d'un renouveau national. Certains voulaient transformer le pays en un "théo-démocratie" comme Guia Chanturia, le fondateur du Parti national démocrate. D'après leur approche d'une démocratie théologique, le parlement serait bi-caméral et la Haute Chambre sera composée par le saint synode de l'Eglise géorgienne".¹⁶³

Selon cette approche, la foi chrétienne était un part de l'identité nationale géorgienne. Donc ce groupe ne considérait pas le peuple adjar comme les membres de la culture géorgienne chrétienne. Mais selon les Adjars, *'le sang géorgien coulait dans*

¹⁵⁹ Fahrettin Çiloğlu, Rusya Federasyonu'nda ve Transkafkasya'da Etnik Çatışmalar, op.cit., pp. 196-197

¹⁶⁰ Jonathan Aves, op.cit., p.34

¹⁶¹ Suzanne Crow, "The theory of peecakeeping in the former USSR", in *RFE/RL Research Report*, Vol: 1 no: 38, le 18 septembre 1992, pp.33-34

¹⁶² Ghia Nodia, "Georgian Identity Crises", *Journal of Democracy*, Vol: 6 No:1, 1995, p.106

¹⁶³ Charles Urjewicz, "La Géorgie à la croisée des chemins d'archaïsme et modernité", *Hérodote*, No: 54, 1989, pp. 202

leurs veines'. Cette contradiction créait un dilemme sur l'identité des Adjars. Les nationalistes radicaux défendaient que la conversion au christianisme était obligatoire pour que les Adjars puissent retourner à leurs origines géorgiennes. Quant aux modérés, ils favorisaient une approche séculaire. Si on évoque que l'URSS a diminué l'influence de la religion dans ses territoires, il est facile de conclure que cette approche était plus appropriée en terme d'assurer l'unité nationale en Georgie. Selon eux, il y avait déjà trop de minorités ethniques, c'est pour cela qu'il était vital de ne pas créer des nouvelles minorités en terme de la religion.

Les discours des radicaux faisaient craindre la nomenclature adjare qui ne voulait pas perdre le statut autonome. Par le commencement de l'année 1989, les dirigeants de la république autonome ont haussé leur voix en soulignant le rattachement de l'Adjarie à l'unité nationale et territoriale de la Géorgie. Par exemple, Guram Chigogidzé, le président du conseil des ministres de la République socialiste soviétique d'Adjarie, pendant sa déclaration au Soviet suprême de la Georgie, a souligné : '*Les groupes sécessionnistes en Adjarie sont minimaux et marginaux.*'¹⁶⁴

Après le massacre du 9 avril 1989, une date symbolique pour le nationalisme géorgien, les pressions sur les minorités ont été devenues de plus en plus sévère. La cible était particulièrement les minorités ossètes et abkhazes qui avaient une entité autonome. Dans une Géorgie qui s'est embrasée, l'Adjarie semblait relativement épargnée. Mais les soucis sur l'avenir de l'autonomie n'ont pas été complètement apaisés. Les discours des nationalistes déplaisaient à la nomenclature en Adjarie. Les groupes fidèles à l'autorité soviétique ont organisé une commémoration à la place d'Aziziye, le centre de Batoumi, pour le 120^e anniversaire de Lénine, avec des drapeaux rouges à leurs mains.¹⁶⁵

Les radicaux ont défendu que les structures politiques existantes représentaient 'le régime d'occupation' et que n'importe quelle participation à eux, y compris la participation dans les élections officielles, était moralement et politiquement inacceptable. Ils ont proposé les actes paisibles de résistance passive comme les grèves.¹⁶⁶ Mais Gamsakhourdia, un des leaders de 'irréconciliables' géorgiens, a changé son camp et a décidé de participer aux élections parlementaires après le mort de son camarade, Merab Kostava à un accident suspicieux de voiture.¹⁶⁷ Il a fondé la 'Table ronde' composée de sept partis politiques.¹⁶⁸

¹⁶⁴ Monica Duffy Toft, op.cit., p.111

¹⁶⁵ Georgi M. Derlugian, op.cit., p. 282

¹⁶⁶ Stephan F. Jones, "Georgia: A failed Democratic Transition", in I.Bremmer et R. Taras (ed. by.), *Nation and Politics in the Soviet Successor States*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993 p.295

¹⁶⁷ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit, pp.234-235

¹⁶⁸ Le groupe d'Helsinki, l'Union traditionnelle, l'Union libérale, le Front national-Union radicale, le Parti national-chrétien, la société Kostava

Les premières élections législatives libres ont eu lieu en Géorgie soviétique en octobre 1990 dans un climat de division et de violence. La Table ronde a eu le 54% des voix contre 29% au Parti communiste et Gamsakhourdia a été élu le président du Soviet suprême en 12 novembre 1990.¹⁶⁹ Malgré la victoire de Gamsakhourdia, les communistes ont pris le 56% des votes tandis que la Table ronde a obtenu seulement 24% en Adjarie.¹⁷⁰ Ces résultats ont augmenté l'importance accordée aux élections de Soviet suprême de la république autonome qui se déroulerait le 3 mars 1991.¹⁷¹

Une compétition intensive a commencé entre la Table ronde et la nomenclature soviétique pour obtenir la majorité dans le parlement local. Les autorités soviétiques de l'Adjarie ont changé la loi électorale à la fin de 1990 pour conserver le pouvoir de nomenclature. D'après ce changement, il fallait que les candidats doivent une résidence permanente en Adjarie.¹⁷² Donc on peut en déduire que ce changement était un blocage contre les candidats de Table ronde venant de Tbilissi.

Mais le Soviet suprême de la Géorgie dominé par la Table ronde, a déclaré que ce changement était inconstitutionnel. Le Soviet suprême de l'Adjarie a de nouveau changé la loi de façon que tous les citoyens géorgiens puissent être candidats. Les élections ont été retardées de 3 mars au 31 mars pour la préparation des nouvelles listes électorales.¹⁷³

Gamsakhourdia tentait de placer l'un de ses proches à la tête de république. Premièrement, il a nommé Putkaradzé comme le préfet de Batoumi. Les dirigeants adjars l'ont perçu comme une menace pour l'avenir de l'autonomie. Après cette nomination, le président de Soviet suprême d'Adjarie Tengouiz Khokava a démissionné.¹⁷⁴ Le plus fort candidat pour le poste était Nodar Imnadzé, le représentant de Table ronde à Batoumi. Mais Gamsakhourdia, après sa visite à Batoumi en mars 1991, a fait changer d'avis: Imnadzé a été rétrogradé au poste d'adjoint. Le nouveau choix de Gamsakhourdia, Aslan Abachidzé¹⁷⁵ a été désigné le président du Soviet suprême d'Adjarie. Vers la fin d'avril 1991, en plein Soviet suprême, son adjoint

¹⁶⁹ Ibid., p.236

¹⁷⁰ Georgi M. Derlugian, op.cit., p.279

¹⁷¹ Monica Duffy Toft, op.cit., p.110

¹⁷² Elizabeth Fuller, "Georgia's Adzhar Crises", in *RFE/RL Report on the USSR*, no: 32, le 9 août 1991, p.9

¹⁷³ Monica Duffy Toft, op.cit, p.111

¹⁷⁴ Ibid., p.111

¹⁷⁵ Petit-fils de Memed Abachidzé, Aslan Abachidzé naît à Batoumi en 1938, diplômé de l'Institut pédagogique en 1962, il reprend ses études en 1989 à la Faculté d'économie de l'Université de Tbilissi. Président du Conseil Exécutif Central de Batoumi en 1981, il devient Ministre des activités de services en 1984. En 1989, profitant de libéralisation économique insufflée par la Perestroïka, il fonde un groupement spécialisé dans les services dont il prend la présidence. Le site officiel de la République: <http://www.adjara-ar.org>

Innadzé tenterait d'assassiner Abachidzé avant d'être lui-même abattu par la sécurité.¹⁷⁶

La nomination d'Abachidzé avait une signification particulière pour Gamsakhourdia et les nationalistes géorgiens. L'amitié que se portaient leurs pères respectifs, Constantin Gamsakhourdia et Memed Abachidzé, était à l'origine de ce revirement.¹⁷⁷ En raison de cette perturbation politique, les élections ont été de nouveau retardées de 31 mars au 28 avril.¹⁷⁸

Le nom 'Abachidzé' a été favorisé par le peuple musulman et des minorités ethniques en Adjarie, comme les Arméniens et les Russes. Mais les nationalistes défendant Innadzé, ont critiqué le vote à main levée en disant que les membres terrifiés par Gamsakhourdia, ont voté pour Abachidzé.

Avant les élections en Adjarie, des développements significatives ont eu lieu en Géorgie. Lors du referendum soviétique de l'Union, en mars 1991 les Géorgiens se sont abstenus en masse. En revanche, lors de leur propre referendum sur l'indépendance, le 99% des 90% de participants se sont prononcés pour le 'Oui'. Le Parlement a proclamé l'indépendance et Gamsakhourdia s'y fait élire à main levée le Président de la nouvelle république. En mai, il a organisé l'élection présidentielle au suffrage universel et a obtenu le 87% des votes.¹⁷⁹

Si l'indépendance n'est réclamée par aucun parti, les Adjars étaient très attachés à leur autonomie, protégée par la Turquie selon le traité de Kars en 1921. Les tentatives centralisatrices de Tbilissi, ont toujours été contrecarrées par le pouvoir local. Le projet d'annulation de l'autonomie adjare a suscité en Adjarie une grande indignation et les 23-24 avril 1991, plus de dix milles personnes ont manifesté contre cette proposition à Batoumi. Elle voit une foule nombreuse exiger la nomination à la tête du Parlement, d'un ancien cadre du parti communiste, Iossif Khimchiachvili, descendant du *pacha* d'Akhalsikhe. Les manifestants sont très majoritairement venus de Haute Adjarie. Peu auparavant, une école du district de Khoulo où le catéchisme était dispensé, avait été l'objet d'une tentative d'incendie. De ce fait, on peut dire qu'un système éducatif comprenant le christianisme, a augmenté les soucis des adjars vis-à-vis de l'Islam et donc a eu un rôle mobilisateur pour l'organisation de cette manifestation. En l'espace de quelques jours, l'Adjarie semblait revenir quelques siècles en arrière, lorsque les Abachidzé et les Khimchiachvili se disputaient le pouvoir.¹⁸⁰

¹⁷⁶ Georgi M. Derlugian, op.cit., p.282

¹⁷⁷ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., p.281

¹⁷⁸ Monica Duffy Toft, op.cit., p.111

¹⁷⁹ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.236

¹⁸⁰ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz, op.cit., p.281

Selon Abachidzé, Gamsakhourdia lui-même ne soutenait pas l'annulation de l'autonomie adjare. A l'issue de cette grande manifestation populaire à Batoumi qui a duré 48 heures, Abachidzé a expliqué au peuple qu'il s'agissait seulement d'une provocation et qu'il ne serait pas porté atteinte à l'autonomie. Le calme est revenu le lendemain.¹⁸¹

Les manifestants n'avaient pas une attitude sécessionniste ; leur slogan n'était pas 'Adjarie pour les Adjares' mais 'Géorgie pour tous les Géorgiens, soit musulmans soit chrétiens'. Mais à cause de cette manifestation, les élections ont été retardées pour la troisième fois au mois de juin.¹⁸²

Avant les élections en Adjarie, la popularité de Gamsakhourdia était au sommet pendant les premiers jours de l'indépendance. Après la proclamation de l'indépendance au 26 mai 1991, Gamsakhourdia a visité Batoumi pour discuter l'avenir politique et économique de l'autonomie. Gamsakhourdia qui a spéculé sur l'annulation de l'autonomie dans ses discours précédents, disait maintenant: *'Même si l'Adjarie est le berceau de la civilisation géorgienne chrétienne, le nouveau régime de la Georgie restera fidèle à la liberté de conscience. Le peuple adjar déterminera l'avenir de l'autonomie'*. Dans sa vie pleine de fausses appréciations, il avait fait un de ses rares décisions correctes avec cette prise de position.¹⁸³

Grâce à cette attitude 'modéré' de Gamsakhourdia et au nom d'Abachidzé, la Table ronde a obtenu le 48% des votes aux élections finalement organisées le 23 juin 1991. Le Bloc national d'Adjarie, les partisans d'Imnadzé, a gagné le 20% des votes et les communistes ont eu seulement le 18%. Mais en contrepartie d'une participation totale de 60.2%, dans 11 de 40 districts, elle n'a pas dépassé le barrage de 50%. Dû cette participation faible, dans ces districts, le deuxième tour des élections ont été organisé le 10 juillet. D'après les résultats, la Table ronde a gagné la majorité des sièges tandis que les communistes étaient le deuxième et le Bloc national d'Adjarie a fini à la troisième place. Donc, Abachidzé faisait face à une opposition sérieuse.¹⁸⁴

Après le coup d'état en Géorgie, Abachidzé a fondé des quartiers généraux avec ses forces paramilitaires pour défendre la république en Adjarie. Selon Abachidzé, la raison était maintenir l'ordre mais pas le séparatisme. Le Soviet suprême a publié un décret 'littéraire' pour convaincre Tbilissi : *'Nous rappelons à nos ennemis et à nos amis que l'Adjarie était le bouclier non seulement pour soi-même mais pour toute la Georgie pendant des siècles. L'Adjarie a héroïquement résisté aux nombreux envahisseurs. Elle a porté le drapeau géorgien. L'âme de nos ancêtres héroïques vit*

¹⁸¹ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.281

¹⁸² Monica Duffy Toft, op.cit., pp.111-112

¹⁸³ Elizabeth Fuller, op.cit., p.12

¹⁸⁴ Monica Duffy Toft, op.cit., p.112

*encore dans nous. Si les intérêts nationaux de la Géorgie nous obligent, l'Adjarie sera l'avant-garde de la défense du pays.*¹⁸⁵

Section IV - Les relations parmi les républiques autonomes

Parmi des trois territoires autonomes créés en Géorgie durant la période soviétique, l'Adjarie, à la différence de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, est le seul à ne pas avoir connu de conflit armé, le seul reconnaissant officiellement la tutelle de Tbilissi. Les deux entités autonomes sécessionnistes, l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, ont connu un appui réciproque duré jusqu'à présent. Il y avait une cohérence inorganique entre les Forums populaires ossète (*Ademon Nykhas*) et abkhaze (*Aydgylara*) pendant les années de conflits. Par exemple, au cours de la crise de Pankissi après le 11 septembre, ils ont tout ensemble opposés à l'assistance technique américaine à l'armée géorgienne et ont menacé de fonder une armée commune.¹⁸⁶

Quant au position d'Abachidzé vis-à-vis ces entités autonomes sécessionnistes, il définissait l'Adjarie, différemment des Ossètes et des Abkhazes, comme une région administrative de la Géorgie. Par exemple, il a dit : *'La situation dans l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie n'est pas comparable à celle de l'Adjarie. Notre république est une unité administrative qui est peuplée par les membres de diverses nationalités, mais ils sont tous les citoyens d'Adjarie et donc de la Géorgie. Nous n'avons jamais eu et ne pouvons jamais avoir des revendications territoriales contre la Géorgie. L'Adjarie est historiquement un part de la Géorgie et elle n'a jamais crée de problème pour sa mère-patrie'*.¹⁸⁷

Soucieux d'affirmer son envergure régionale et de préserver sa république, Abachidzé s'est posé en intermédiaire dans le conflit abkhaze. Après le déclenchement des opérations militaires, le 21 août 1992, il a invité Ardzinba à venir négocier à Batoumi. L'invitation n'a pas eu de suite, mais il en a acquis une image de neutralité.¹⁸⁸

Malgré à sa fidélité à Tbilissi, Abachidzé n'a pas non plus évité de le critiquer pendant la guerre en Abkhazie. Selon lui, le responsable de la guerre était le régime de Chevardnadzé. Il a accusé Tbilissi de fermer les voies de communication face à Ardzinba qui essayait de trouver un compromis : *'Ardzinba accuse le leadership géorgien d'utiliser la force armée. Je suis d'accord avec lui'*. Pendant la guerre, il a tenté d'être le médiateur entre Soukhoumi et Tbilissi. Mais il a été reçu par Tbilissi comme un leader soutenant les Abkhazes sécessionnistes.¹⁸⁹

¹⁸⁵ Ibid., pp.112-113

¹⁸⁶ L'agence Anatolienne, le 10 septembre.2002

¹⁸⁷ Monica Duffy Toft, op.cit., p.113

¹⁸⁸ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.282

¹⁸⁹ Monica Duffy Toft, op.cit., p.114

D'après Djemal Gogitidzé, le député de la parti d'Abachidzé, "*la Renaissance pour toute la Géorgie*", Chevardnadzé a profité de la guerre en Abkhazie pour détourner l'attention des Zviadistes et il a agit sous l'influence de Tamaz Nadareshvili, le président du Conseil d'Abkhaze en exil.¹⁹⁰

Au début de 2001, Chevardnadzé a nommé Abachidzé son représentant spécial de l'Abkhazie. Même si l'opposition le critique, Chevardnadzé a dit qu'Abachidzé était le meilleur choix pour le poste: "*Abachidzé est un président d'une région autonome qui préfère la fidélité à l'intégrité territoriale de la Georgie. Il a réussi à assurer la prospérité de son peuple sans recourir aux ambitions sécessionnistes. Il a une forte personnalité digne et populaire en Georgie et au Caucase. Selon moi, par ses expériences, il peut raconter aux abkhazes que le meilleur choix est de rester dans la Géorgie et de là les persuader quitter le séparatisme*".¹⁹¹

Selon Abachidzé, l'avenir de la Géorgie devait s'orienter vers une fédération des régions parce qu'elle était historiquement une fédération mais Tbilissi n'était pas encore prête à défendre une politique de décentralisation. Il défendait que partager le pouvoir n'est indéniablement pas la priorité du gouvernement central.¹⁹² D'après lui, la résolution des conflits en Abkhazie était une obligation pour une propre application de régionalisme. Il a cité l'exemple de l'Allemagne: "*Les provinces allemandes sont les membres du Conseil européen et le Parlement européen. Sans le consentement régional, l'Etat fédéral de l'Allemagne ne peut prendre aucune décision. Nous n'avons pas besoin une soi-disant démocratie mais une réelle démocratie interne où le pouvoir est aussi délégué aux autorités locales et régionales*".¹⁹³

Le 11 octobre 2002, le Parlement géorgien adoptant l'amendement constitutionnel, a décidé que l'Abkhazie est une république autonome dans la Géorgie. Mais Abachidzé, était opposé à définir un statut pour l'Abkhazie avant la résolution finale de conflit. C'est pour cela que son parti "*la Renaissance pour toute la Géorgie*" n'a pas participé à la réunion de vote.¹⁹⁴ Selon la constitution de la Géorgie, acceptée en 1995, le statut des régions autonomes sera déterminé après l'assurance de l'intégrité territoriale de la Géorgie: "*Dès que toutes les conditions requises seront remplies et que les organes autonomes auront été mis en place sur l'ensemble du territoire géorgien, un parlement formé de deux chambres, à savoir le Conseil de la république et le Sénat, sera constitué*".¹⁹⁵

¹⁹⁰ Tamuna Melkadze, "11 long years after the start of Abkhazia war", www.geotimes.ge, le 18 août 2003

¹⁹¹ Le texte d'émission télévisée "Ateş Çemberi", daté le 16 mai 2002, <http://www.ntvmsnbc.com>

¹⁹² Entretien d'Aslan Abachidzé avec Max Chamka, le 5 avril 2003, <http://www.regard-est.com>

¹⁹³ Entretien d'Aslan Abachidzé avec Barry Jagoda, www.internationalreports.net

¹⁹⁴ L'agence Anatolienne, le 11 octobre 2002

¹⁹⁵ Le 4^e article de la constitution géorgienne de 1995, <http://www.parlement.ge>

Abachidzé était toujours plus proche aux Abkhazes par rapport aux Ossètes. Le peuple musulman en Abkhazie était un facteur important de cette sympathie qui se transformera l'appui de ses propres citoyens musulmans. Abachidzé a aussi permis l'installation des réfugiés Abkhazes, environ 4000, à Kobouleti. En fait, la guerre en Abkhazie a procuré beaucoup d'avantages au régime d'Abachidzé. Premièrement, il a renforcé sa position contre Tbilissi car l'Adjarie a été devenu une oasis de stabilité dans la Géorgie. En deuxième place, le chaos à Soukhoumi augmentait l'importance du port de Batoumi. De plus, la situation en Abkhazie était un atout politique que possédait Abachidzé contre Chevardnadzé.

CHAPITE II - L'ADJARIE SOUS LE REGIME D'ABACHIDZE

Section I – La consolidation du régime d'Abachidzé

La chute de Gamsakhourdia à la suite d'un coup de force, au début janvier 1992, a placé Abachidzé en porte-à-faux face à la nouvelle équipe, en particulier de Chevardnadzé, rentré de Moscou pour prendre la présidence du Conseil d'Etat. Mais la Géorgie est entrée dans un nouveau "temps des troubles". Les relations détériorées avec l'Abkhazie ont débouché sur une guerre cruelle qui s'est achevée par un désastre. En octobre 1993, 250.000 Géorgiens sont chassés à l'issue d'un nettoyage ethnique; la guerre civile, qui oppose les partisans de l'ex-président et les troupes gouvernementales, embrasait une partie de la Géorgie occidentale, en Mingrélie. Ce tableau a créé une conjoncture introuvable pour qu'Abachidzé renforce sa position en Adjarie.

En temps de la guerre civile, les milices locales d'Abachidzé étaient en alerte. Abachidzé qui n'a pas permis les Zviadistes d'entrer à l'Adjarie, n'a pas non plus favorisé les troupes gouvernementales. Sa politique de neutralité pendant la guerre a mécontenté les deux partis. Pour les Zviadistes, il trahissait Gamsakhourdia et l'indépendance de la Géorgie. Selon les cadres de coup d'état, il était 'l'enfant' du régime de Gamsakhourdia et n'avait pas légitimité politique et juridique.¹⁹⁶ Ils l'ont accusé de mener une politique sécessionniste et dictatoriale. Surtout, Djaba Iosselliani a haussé sa voix parce qu'Abachidzé avait interdit les activités de ses forces paramilitaires, les *Mkhédioni*, en Adjarie.¹⁹⁷

Abachidzé semblait jouer un rôle de conciliateur mais en effet, il profitait de cette situation pour consolider sa position. De plus, certains prétendaient qu'il finançait

¹⁹⁶ Elizabeth Fuller, "Aslan Abashidze, Georgia's Next Leader", in *RFE/RL Research Report*, Vol:2, no: 44, le 5 novembre 1993, p.23-24

¹⁹⁷ Monica Duffy Toft, op.cit., p.113

secrètement les deux partis de la guerre. Mais selon lui, toutes ces accusations étaient seulement une campagne pour souiller sa réputation politique.

Dans les premières années de l'indépendance, Abachidzé était face à une opposition considérable de la part de Conseil suprême, comme les groupes communistes, les partisans d'Imnadzé; et ceux de Khiamchiachvili en Haute Adjarie. L'opposition constituait environ 40% de Conseil suprême. Abachidzé, profitant du chaos du pays, a formé un Conseil de défense et par-là, a écarté le Conseil suprême. Le Conseil de défense fonctionnait comme le seul organe exécutif de la république. Soit les autorités de Tbilissi soit l'opposition en Adjarie ont critiqué les applications de ce Conseil en arguant qu'elles étaient illégitimes. Abachidzé, en vue de mettre fin à leurs arguments, a entrepris de fonder une Assemblée publique qui substituerait le Conseil suprême. Mais l'élection des membres de cette Assemblée a créé une vive débat puisqu'elle était privée de base juridique ni en Adjarie ni en Géorgie. Elle avait la compétence sur plusieurs domaines comme le développement de l'administration publique et la réforme de la terre. Le conseil dont tous les membres étaient les proches d'Abachidzé, fonctionnait comme un conseil de famille et par-là faisait accroître les rumeurs de dynastie.¹⁹⁸

Donc comme cet exemple révèle, Abachidzé profitait des manques juridiques pour consolider son pouvoir. Il préparait lui-même les lois dont il jouirait lorsqu'il dirige l'Adjarie ; il était le législateur de soi-même. Lorsqu'Abachidzé renforçait son autorité en Adjarie, Chevardnadzé a commencé à liquider les héros du coup d'Etat. Djaba Iosselliani, Tengviz Kitovani et Tengviz Sigua ont été écartés pas à pas de la vie politique géorgienne.¹⁹⁹ En conséquence, la période entre 1992-1995 a été marquée comme l'ère absolue d'Abachidzé en Adjarie et celle de Chevardnadzé en Géorgie. Dans cette période, Abachidzé va dès lors patiemment tisser des nouvelles alliances, sans pour autant rompre le lien privilégié qui le liait au Président géorgien. Alors que le discours anti-russe était à son zénith dans toute la Géorgie, les jeunes Adjars pourraient servir au sein de l'armée russe, en particulier dans les unités déployées sur la frontière avec la Turquie.²⁰⁰

Abachidzé a toujours cherché à tirer profit des bonnes relations personnelles qu'il entretenait avec les autorités russes, aussi bien celles de Moscou, que les commandements des troupes militaires et frontalières basées sur son territoire. Par

¹⁹⁸ David Dartchiachvili (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia, Building Democracy in Georgia", Discussion Paper 10, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (International IDEA), <http://www.idea.int>, Stockholm, mai 2003, p.20

¹⁹⁹ Ali Faik Demir, op.-cit., p.123

²⁰⁰ David Dartchiachvili et Charles Urjewicz, "L'Adjarie, carrefour de civilisations et d'empires", op.cit., p.282

exemple, Vladimir Gladyshev, le commandant de la base russe à Batoumi, était un ami fidèle de lui. Tout de suite après du coup d'Etat, Abachidzé en provoquant 'ses amis' pour garantir la sécurité de sa république, a argué que Kitovani occuperait la région pour obtenir des équipements militaires de la base russe en vue de les utiliser en Abkhazie.²⁰¹

Abachidzé par faisait dès lors une image de sauveur; seule l'Adjarie a échappé à la guerre civile, l'ordre y régnait, la sécurité des citoyens a été assurée. Abachidzé cultivait par ailleurs une image de protecteurs des arts et des lettres; dans une Géorgie où le budget de la culture a été réduit à son minimum, l'Adjarie semblait une exception. Les concerts et les subventions permettaient aux gens de lettres, dont la plupart résident à Tbilissi, d'être publiés, au prix de déclarations ou de lettres vantant les mérites du "Président bâtisseur". Ses 'bâtiments' n'ont pas été limités avec l'art ; il a aussi fait construire un stade de football, des édifices pour les institutions publiques.²⁰²

L'attitude d'Abachidzé en face de la diversification ethnique de sa république était de les considérer tous comme des citoyens de l'Adjarie. Selon lui, les minorités d'Adjarie qui représentent le 36% de la population, en majorité des Russes et des Arméniens ne posaient pas de problème d'intégration.²⁰³ Au lieu de s'occuper de la politique sur les diversités religieuses et ethniques, il a préféré une vision politique basée sur les intérêts économiques. Car le slogan de son parti, '*la Renaissance pour toute la Géorgie*' fondée en 1992, était "*Un peuple riche veut dire un Etat riche et un Etat riche est un Etat fort*".²⁰⁴ Sous l'administration d'Abachidzé, l'Adjarie, entre les années 1991-1993, a été devenu une mini-république indépendante *de facto* qui était le symbole de la stabilité dans le pays. Donc, le peuple avait cette image: 'Tbilissi face aux bombes, Adjarie dans la paix'. Mais selon certains politiciens à Tbilissi, Abachidzé fondait peu à peu une tyrannie basée sur la peur de chaos qui était le cas dans le reste du pays.

Après l'adhésion de la Géorgie à la CEI en octobre 1993, décision prise sous la pression de la crise abkhaze, la carte de la Russie d'Abachidzé a commencé à affaiblir. Chevardnadzé, qui a difficilement maintenu la stabilité, ne voulait pas permettre un nouveau problème de l'autorité étatique. Dans ce cadre, le gouvernement de Tbilissi a publié un décret qui attribuait certains privilèges économiques à l'Adjarie en décembre 1994. Après cette solution temporaire, les discussions sur la sécurité ont abouti à la signature d'un accord militaire, entre la Russie et la Géorgie en même année, par lequel

²⁰¹ Jonathan Aves, op.cit., p.42

²⁰² Ibid., p.42, David Dartchiachvili et Charles Urjewicz, "L'Adjarie, carrefour de civilisations et d'empires", op.cit., p.282

²⁰³ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, op.cit., p.281

²⁰⁴ Monica Duffy Toft, op.cit., p 114

Moscou a acquit les droits de bases militaires à Batoumi pour les 25 années prochaines. Mais tous les membres du gouvernement ne pensaient pas comme Chevardnadzé. Igor Giorgadzé, le nouveau ministre de la sécurité, a pris une attitude d'hostilité à l'égard de leader de l'Adjarie. Abachidzé a souvent argué que Giorgadze planifiait un assassinat contre lui. Giorgadzé, a tout de suite fait destituer Vladimir Gladyshev de son commandement. Cela a aggravé les inquiétudes de sécurité d'Abachidzé. Et le commandant ruse destitué, qui a déclaré que Giorgadzé voulait l'empoisonner, semblait confirmer les soucis d'Abachidzé. Par suite de ces événements, Abachidzé a augmenté le nombre de ses 'gardes présidentielles' dont le statut était toujours un vif sujet de discussion.²⁰⁵ Contre l'image contestable d'Abachidzé, Tbilissi n'avait d'autre choix que de négocier. En 1995, une alliance électorale a été passée entre "les partis des présidents". Chevardnadzé en visite à Batoumi, a rendu un hommage appuyé à celui qui refusait obstinément de se rendre dans la capitale où des 'forces hostiles préparaient son assassinat'.²⁰⁶

C'est dans ces conditions qu'on a vu peu à peu s'instaurer une stratégie d'attente active de la part de Tbilissi. Conscientes des risques de départage et peu désireuse de voir s'ouvrir une troisième crise territoriale majeure, les autorités géorgiennes et adjares ont semblé accepter un équilibre institutionnel fragile. Lors des élections présidentielles géorgiennes en novembre 1995, Abachidzé et Chevardnadzé ont constitué une liste commune qui a dépassé le seuil lui permettant d'accéder au Parlement de Tbilissi. Le Parti de l'Union des Citoyens, (UCG) celui de Chevardnadzé a gagné le 23.7% des votes et 109 sièges. Quant au Parti National Démocrate, il a obtenu le 7.9% des votes et 34 sièges lorsque le parti d'Abachidzé, la Renaissance pour toute la Géorgie, a assuré le le 6.8% des votes et 31 sièges.²⁰⁷ Désormais, Abachidzé n'était plus un leader local mais aussi une figure politique nationale. Dans les élections présidentielles déroulées le même jour, Chevardnadzé a été élu au suffrage universel le Président avec le 74.32% des votes pour un mandat de 5 ans.²⁰⁸

Section II- Abachidzé comme une figure politique

Les résultats d'élections ont encouragé Abachidzé qui, après l'adoption de la Constitution en Géorgie, voulait construire la même base légale dans sa république. A la suite des élections, la Constitution de l'Adjarie a été adoptée en 1996. Après le passage

²⁰⁵ Jonathan Aves, op.cit., pp.42-43

²⁰⁶ Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchchvili, op.cit., p.238

²⁰⁷ Leslie Holmes, *Post komünizm*, trad: Yavuz Alogan, Istanbul, Mavi Ada Yayınları, 1997, pp.310-311

²⁰⁸ Ghia Nodia, "Two Attempts to Establish Democracy in Georgia: Summarizing a 15 Year-Long Journey", Building Democracy in Georgia, Discussion Paper 1, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (International IDEA), <http://www.idea.int>, Stockholm, mai 2003, p.16

à l'ordre constitutionnel, il a été réélu le Président du Conseil suprême en septembre 1996 au terme d'une élection législative contestée. Les observateurs internationaux (représentants des pays étrangers ou représentants d'organisations internationales ou membres des ONG) ont rapporté que le processus électoral n'a pas été déroulé selon les critères internationaux et des violations de lois comme les pressions exercées sur les électeurs, le vote multiple ou la violation du secret du vote, ont eu lieu. Puisque les résultats faisaient rappeler l'époque soviétique où le parti de pouvoir déclarait des victoires d'élections en obtenant le 95% des votes. Le parti d'Abachidzé avait gagné le 90% des votes en Batoumi et avait acquis la majorité absolue dans Conseil suprême. En effet, les élections n'étaient exclusivement qu'une formalité, il n'y avait aucune alternative du parti de la Renaissance pour toute la Géorgie. Car, une bonne partie de l'opposition préférerait vivre hors de la république.²⁰⁹

Selon Tbilissi si, après ces résultats, Abachidzé désormais serait à la tête d'une "mafia régionaliste" et viserait la sécession de sa petite république. Ce point de vue qui était dominant aux coulisses politiques de Tbilissi, a ainsi engendré l'idée que la dominance d'Abachidzé devrait être démolie. Le gouvernement central qui a d'abord visé à détruire la puissance économique de la république, a pris des mesures pour l'isoler de la commerce frontalière et maritime ; comme le développement des ports de Poti et Soupsa, la liaison ferroviaire directe entre Kars et Tbilissi et l'inauguration d'un second poste frontalier par Valé. Cette politique d'isolation de Tbilissi a parachevé la coopération électorale qui était formée entre les présidents de deux capitales pendant les élections de 1995.²¹⁰

L'autonomie de l'Adjarie a été de nouveau remise en question. Le scénario qui a été mis en scène au début des années de l'indépendance se répétait. Etonnant retournement de situation; le président adjar, accusé par la presse et les politiciens géorgiens d'être un "agent russe", de "menée séparatiste" voire d'animer "une cinquième colonne turque", se voit aujourd'hui un destin national. La tension entre les autorités de Batoumi et celles de Tbilissi alourdisait de jour en jour. La presse se faisait largement l'écho d'accusations réciproques. Pour celles de Tbilissi, l'affaire était entendue: présenté tour à tour comme un allié d'Ankara ou de Moscou, Abachidzé, semblait être un bouc émissaire idéal d'une société géorgienne incapable d'assumer ses propres contradictions. A en croire la presse de Tbilissi, la singularité adjare tiendrait essentiellement à la personnalité de son président Abachidzé, présenté de façon caricaturale comme une clef de clan régional, autocrate sécessionniste lié aux intérêts

²⁰⁹ David Dartchiachvili (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", op.cit., p.18

²¹⁰ Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchvili, op.cit. pp.229-230

tantôt turcs, tantôt russes et qui serait prêt à saborder les intérêts de la Géorgie pour propre pouvoir.²¹¹

A Batoumi, on conteste ces assertions en accusant les autorités géorgiennes de vouloir déstabiliser l'économie adjare en incitant les clients potentiels à éviter le port de Batoumi et le passage frontalier le long de la mer Noire. Les conflits n'en restent pas moins permanents, en particulier dans le domaine économique et financier: répartition des nombreuses taxes prélevées sur les marchandises et les hommes transitant par l'Adjarie; question d'une "zone économique libre" à Batoumi, alignement de l'Adjarie sur le droit commun géorgien.²¹²

Quant à Abachidzé, il répondait aux critiques de la presse, en accusant les milieux officiels de la capitale d'entretenir une campagne délibérément haineuse à son égard, façon selon lui de masquer leurs propres carences. Il produisait des dossiers très fournis sur les accusations les plus folles qui couraient à son sujet ainsi que sur les tentatives d'assassinat dont il affirmait faire l'objet de la part des services de sécurité géorgiens d'où son refus de se rendre personnellement à Tbilissi. Quant à l'accusation de clanisme, il ne niait pas appartenir à une des plus anciennes familles dirigeantes de la région mais il n'a guère besoin d'imagination pour prouver combien ces pratiques sont répandues dans tout le Caucase y compris dans la capitale géorgienne. Cette tension aggravée a dévoilé le personnage complexe de lui. Il ne sortait jamais sans une impressionnante escorte de véhicules blindés.

Pourtant, au-delà de ces accusations réciproques, bien peu de commentateurs mettaient l'accent à Tbilissi sur ce fait essentiel ; les questions relatives à l'autonomie adjare renvoient à quelques unes des problèmes les plus brûlants de la Géorgie contemporaine, de son identité et de sa place régionale, autant d'enjeux trop souvent altérés ou escomptés. La rivalité entre Tbilissi et Batoumi a marqué les élections municipales de 1998 qui étaient les premières élections locales depuis l'indépendance. Son parti, la Renaissance a réussi lors des élections et une percée hors d'Adjarie.²¹³

Plus encore, après la défaite de l'opposition, en prenant l'initiative, il a relancé l'idée d'une alliance en vue renforcer ses positions à Tbilissi par la formation d'une coalition capable de faire vaciller les forces qui soutiennent Chevardnadzé. Sous la direction de la Renaissance, un bloc électoral, *l'Union pour la Renaissance démocratique de la Géorgie (URDG)*²¹⁴, connue comme *'l'Alliance de Batoumi'* a été

²¹¹ Ibid., pp.229-230

²¹² David Dartchiachvili et Charles Urjewicz, "L'Adjarie, carrefour de civilisations et d'empires", op.cit., p.282

²¹³ Ghia Nodia, "Two Attempts to Establish Democracy in Georgia: Summarizing a 15 Year-Long Journey", op.cit., p.17

²¹⁴ L'Alliance de Batoumi se compose de l'Union pour le renouveau démocratique (pdt. M.Abachidzé), du Parti du 21ème siècle (Vakhtang Botchorishvili), du Parti socialiste (M.Rcheulishvili), du Parti travailliste

formée avec la participation de plusieurs partis politiques. Dans 1999-2001, l'URDG était la force principale liant ensemble le bloque d'opposition, qui a sérieusement prévu la victoire pendant les élections parlementaires de 1999. Mais au contraire, cette coalition a favorisé la victoire imprévue de Chevardnadzé qui a fait une utilisation réussie de l'orientation pro-russe d'Abachidzé pour critiquer son image.²¹⁵

Finalement le parti de Chevardnadzé, UCG, a obtenu le 41.7% des votes en redoublant son précédent résultat électoral au 1995, le 23.7%. Quant au bloc d'Abachidzé, il a gagné le 26.6% des votes et Abachidzé serait désormais le leader d'opposition dans le parlement même s'il continuait son insistance de ne pas rendre à Tbilissi.²¹⁶ Abachidzé qui fait l'ignorant des violations électorales dans sa république, a accusé Chevardnadzé de faire des abus.

Après cette défaite inattendue, Abachidzé a décidé de retirer sa candidature pour la présidence dans les derniers jours des élections présidentielles de mars 2000.²¹⁷ Il a soutenu Chevardnadzé contre la nomination de Djumber Patiachvili, un membre de son propre bloc. Chevardnadzé, en obtenant le 78.8% des votes, a été réélu le Président pour la dernière fois selon la Constitution. L'OSCE et les observateurs internationaux ont rapporté que des corruptions et des fraudes électorales ont eu lieu tandis que les coffres de scrutin étaient au sens plein de mot 'transparents' pour assurer la transparence. Les pourcentages de la participation aussi mettaient les résultats d'élection en doute. Aux élections de 1999, en dépit des queues devant les offices d'élection, la participation a été annoncée comme le 67.9% contre le 75.9% des élections présidentielles pendant lesquelles les coffres étaient vides.²¹⁸

Abachidzé qui ne renonçait pas à concourir pour obtenir ses ambitions de la plate-forme nationale, négligeait pas de renforcer son pouvoir dans sa république. Le 7 juin 2001, le suprême Conseil de l'Adjarie a amendé certains articles de la Constitution pendant une séance secrète. Mais ces amendements dont ni la presse ni le peuple ont été averti, ont donné lieu à des nombreuses contestations. Selon les officiels de Tbilissi, ce n'étaient pas des amendements ordinaires mais une révision radicale qui visait le raffermissement du régime d'un seul. Le 13 juin, Abachidzé a ordonné aux rédacteurs du journal officiel de les publier. Mais les rédacteurs l'a refusé en disant qu'il était trop

(Shalva Natelashvili), du Parti populaire (Mamuka Giorgadze) et de l'Union des conservateurs (Akaki Asatani). François Grémy, "L'Adjarie et les visées politiques de son président", no: 20, mars-avril 2000, www.regard-est.com

²¹⁵ Ghia Nodia, "Two Attempts to Establish Democracy in Georgia: Summarizing a 15 Year-Long Journey", op.cit., p.18

²¹⁶ Leslie Holmes, op.cit., pp.310-311

²¹⁷ Entretien d'Aslan Abachidzé avec Max Chamka, le 5 avril 2003, <http://www.regard-est.com>

²¹⁸ David Usupashvili et Ghia Nodia, "Electoral Processes in Georgia", Building Democracy in Georgia, Discussion Paper 4, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (International IDEA), <http://www.idea.int>, Stockholm, mai 2003, p.10

tard. Pour venir à bout de cette difficulté, par un décret d'Abachidzé, une issue complémentaire du journal officiel a été imprimée où les amendements constitutionnels de 7 juillet ont été édités.²¹⁹

Les amendements constitutionnels changeaient fondamentalement le système d'administration de la république. La nouvelle version de la Constitution prévoyait un nouveau poste du président et le passage de l'Adjarie au parlement bicaméral. Le Sénat serait constitué de dix membres dont les trois seraient désignés par le président. Les 35 membres du Conseil de la république (parlement local) seraient élus au suffrage universel. Les décisions majeures comme le budget annuaire seraient dans la compétence commune du Sénat et du Conseil réunis sous l'administration du Président.²²⁰

La Constitution visait explicitement le pouvoir absolu d'Abachidzé. Par exemple, seulement ceux qui avaient une habitation permanente de 10 ans à Batoumi pouvaient avoir le droit de vote et d'être candidat pour la présidence. Cela renforçait le régime d'un seul puisque les opposants d'Abachidzé avaient fui la république en raison des pressions politiques. La possibilité d'élire des candidats désignés par Tbilissi avait été écroulée pour toujours. De plus, la manipulation de Tbilissi sur la structure démographique de la région ne pourrait pas influencer les résultats des élections. Selon la Constitution révisée, Abachidzé a obtenu le droit d'être le Président à vie puisqu'il n'y avait aucun article ordonnant combien de fois une personne peut être élire comme Président. La composition de la Commission aux élections suprêmes (CES) était aussi ouverte aux débats ardents. Les membres de CES seraient désignés par le Conseil de la république où il n'y a que des représentants du parti d'Abachidzé.²²¹ C'est-à-dire, ni l'opposition ni les organisations civiles ne pourraient être représentées dans CES.

Pareillement, le Président de l'Adjarie serait en même temps le commandant en chef de l'armée. Sans l'autorisation du Président, les troupes adjares ne participeraient pas à l'armée géorgienne et celles du pouvoir central ne pourraient pas entrer dans les territoires de la république. De plus, s'il le considère nécessaire, le Président avait le droit de prendre les mesures essentielles aux frontières de sa république et de déclarer l'état d'urgence.²²² Ces deux droits étaient une des causes qui ont aggravé la tension de la crise commencée entre Tbilissi et Batoumi après la Révolution de Velours.

Après les amendements constitutionnels, les élections législatives et présidentielles se sont déroulées le 4 novembre 2001. Abachidzé, le seul candidat, a été

²¹⁹ David Dartchiachvili (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", op.cit., p.19

²²⁰ Constitution of Adjara and its procedures for democratic governance,

<http://www.internationalreports.net>

²²¹ David Dartchiachvili, (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", op.cit., p.20

²²² Ibid., p.19

élu le Président en obtenant le 99.2% des votes. Aux élections législatives, la Renaissance a gagné 30 sièges en obtenant le 83.6% des votes. Les cinq autres sièges du Conseil de la république ont été partagés entre le Parti National Démocrate et l'Industrie sauvera la Géorgie.²²³ Et selon les résultats, le Sénat était totalement au contrôle du parti d'Abachidzé. La famille d'Abachidzé continuait à prendre sous sa domination la vie politique. Le 16 juin 2002, son fils de 22 ans, Giorgi Abachidzé a été élu le maire de Batoumi en gagnant le 90% des votes. Comme une confirmation des rumeurs de dynastie, les autres membres ou bien les proches de la famille étaient titulaires des postes élevés dans la pyramide étatique dont le sommet a été réservé à Aslan Abachidzé.²²⁴

Il est une proposition universelle que la démocratie idéale repose sur le principe de séparation des pouvoirs mais on constate jusqu'ici qu'en Adjarie, Abachidzé concentre le pouvoir exécutif et législatif dans sa personne. Quant au pouvoir judiciaire, on observe qu'il est aussi dépendant de lui. La Cour constitutionnelle fondée par les amendements constitutionnels de 2001 pour contrôler les accomplissements de pouvoir législatif et exécutif, a été privé de sa fonction. Parce qu'Abachidzé a nommé qu'un seul juge à la Cour qui doit en avoir cinq. De plus, la législation de la Cour avait été adoptée en 1998.²²⁵

Il n'y avait aucune empreinte des composants de la démocratie. Par exemple les médias, connus comme le quatrième pouvoir d'une démocratie, étaient totalement contrôlés par la famille d'Abachidzé. La presse privée étaient presque absentes et quelques exemples existants avaient des liens inorganiques avec la famille d'Abachidzé comme les journaux de *Batumelebi*, *Adjarie P.S.* et *Axali Kobuleti* dont les publications ne pouvaient pas être distinguées de celles de la presse publique comme *Adjarie*, le journal du gouvernement et *Agordzineba*, le journal du parti de la Renaissance ou bien *Batumi* celui de la mairie de Batoumi. La presse nationale avait l'accès à Adjarie mais les publications qui contiennent des articles opposés ont été confisquées par la police au centre de la distribution.²²⁶

Comme la presse, les émissions télévisées étaient sous le contrôle strict du gouvernement. Deux chaînes publiques, Channel-1 celle de Tbilissi et Adjarie TV celle de Batoumi pouvait être suivies en toute l'Adjarie. Mais les émissions de Channel 1 étaient censurés ; la chaîne locale la remplaçait lorsqu'elle diffusait des programmes défavorables. La seule chaîne indépendante était Channel 25, fondée en 1998, qui a été

²²³ Ibid., p.20

²²⁴ Constitution of Adjara and its procedures for democratic governance, <http://www.internationalreports.net>

²²⁵ David Dartchiachvili, (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", op.cit., p.20

²²⁶ Ibid., p.16

l'objet de la violation de la liberté de la presse au début de 2000. Channel 25, qui retransmettait les émissions de Rustavi-2, la chaîne connue comme l'opposant de Chevardnadzé et Abachidzé, a gêné les autorités adjares. En février 2000, trois de ces quatre propriétaires ont été forcés de céder le 75% de leurs actions à Mikhaïl Gagoshidzé, le directeur en chef de la chaîne publique, par Aslan Smirba, le maire de Batoumi de l'époque.²²⁷

Les organisations non-gouvernementales aussi n'étaient pas un élément actif de la vie politique et sociale de l'Adjarie. Les branches des ONGs nationales mais seulement celles des associations professionnelles comme les jeunes avocats ou les jeunes économistes étaient actives lorsqu'il y avait aussi des essais de fonder des organisations locales comme Batoumi Presse Club.²²⁸

Abachidzé qui a concentré tous les pouvoirs dans ses mains, avait aussi des vastes troupes paramilitaires dont le financement venait de l'argent saisi selon des assertions de Tbilissi. Ces troupes paramilitaires indépendantes de l'armée géorgienne créaient des inquiétudes de sécurité pour le gouvernement central. Pendant sa domination autocratique, Abachidzé était la puissance absolue de la vie politique en Adjarie et était une figure importante de la vie politique géorgienne. Ses attitudes politiques ont causé un défi de pouvoir et des problèmes économiques entre le pouvoir local et central. L'Adjarie était toujours loin de l'autorité étatique de Tbilissi. Abachidzé a fait une bonne utilisation de ce manque de l'autorité pour ses propres intérêts personnels et familiaux. Malgré tout cela, il n'a jamais mené une politique sécessionniste mais profitait du phénomène du séparatisme comme un atout effrayant contre le gouvernement central.

Section III - La chute d'Abachidzé

Les conditions qui préparent une base convenable pour la Révolution de Velours et la fin du régime d'Abachidzé, sont peu à peu apparues dans la scène politique après les élections présidentielles de 2000 en Géorgie.²²⁹ La dernière présidence de Chevardnadzé a mobilisé les groupes différents, balancé jusqu'aujourd'hui par lui, dans le parti régnant. Car l'UCG avait une structure 'parapluie' impliquant dans soi-même plusieurs groupes politiques différents. Après l'inauguration de Chevardnadzé, une grande compétition pour obtenir le leadership du parti a commencé entre les réformistes guidés par Mikhaïl Saakachvili, le Ministre de la Justice et Zourab Zvania, le Président du Parlement et, les traditionalistes comme le Ministre des Affaires Intérieures Kakha

²²⁷ Ajaran Autonomous Republic, <http://www.globalsecurity.org>

²²⁸ David Dartchiachvili, (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", op.cit., p.16

²²⁹ Selon l'article 70/1 de la Constitution géorgienne ; le président est élu pour un mandat de cinq ans et ne pouvait exercer que deux mandats successifs.

Targamadzé.²³⁰ Les réformistes qui étaient les politiciens de la nouvelle génération post-soviétique, voulaient des réformes libérales et démocratiques. Ils accusaient les traditionalistes de la fraude et de la corruption.²³¹ Quant aux traditionalistes, ils étaient généralement les collègues de Chevardnadzé ou bien les bureaucrates de la période soviétique.

La plus grande cible des réformistes était Targamadzé. Le premier fractionnement dans le parti est apparu après la demande de l'investigation de Saakachvili pour Targamadzé. Le refus de cette demande par le Président a causé la démission de Saakachvili. Il a fondé un nouveau parti, le Mouvement nationaliste en septembre 2001. En même mois, Chevardnadzé, étouffé par les accusations sévères de Saakachvili, a quitté la présidence du parti.²³²

Le deuxième grand fractionnement dans le parti a eu lieu après la crise autour de la chaîne opposante, Rustavi-2 en octobre 2001.²³³ Zvania qui donnait raison aux manifestations du peuple demandant la démission de Chevardnadzé, a quitté la présidence du parlement. A la suite de cette démission, Chevardnadzé a destitué le gouvernement. Un nouveau gouvernement a été fondé en prenant en considération les demandes des réformistes et Nino Bourjanadzé, un réformiste a été élu le Président du Parlement.²³⁴ C'était un manœuvre stratégique de Chevardnadzé pour diviser l'opposition réformiste dans le parti. Bien plus, il a déclaré Bourjanadzé son successeur.²³⁵

La compétition accrue pour leadership du parti s'est montrée au cours du quatrième congrès du parti déroulé le 22 décembre 2001. Mais les membres du parti n'ont pas pu compromettre sur un candidat commun. Zvania qui a perdu son contrôle sur le parti, a fondé le parti l'Union des Démocrates en juin 2002.²³⁶ Après le fractionnement dans l'UCG, le parti a perdu sa majorité dans le Parlement. C'est-à-dire les liens entre le Président et le Parlement ont disparus.

Le tableau avait été complètement bouleversé dans la vie politique géorgienne. Dans cette conjoncture, les élections locales du juin 2002 a été devenu un vrai test pour tous les partis. En conséquence, les résultats étaient une défaite dure pour l'UCG. Son pourcentage de vote était moins de 2% mais au contraire le leader opposant, Saakachvili

²³⁰ Ghia Nodia, "Two Attempts to Establish Democracy in Georgia: Summarizing a 15 Year-Long Journey", op.cit., p.18

²³¹ Elizabeth Fuller, "Ministerial Appointment May Transform Georgian Political Landscape", in *RFE/RL Caucasus Report*, Vol :III, No: 39, le 6 septembre 2000, p.6

²³² Kamil Ağacan, "Gürcistan'da Örtülü Devrim", *Stratejik Analiz*, Vol:IV, No: 45, janvier 2004, p.56

²³³ Le gouvernement a essayé de fermer Rustavi-2 sous prétexte des ses dettes de taxes. Le peuple de Rustavi, le troisième grande ville du pays, ont fait des manifestations de rue pour la demission de Chevardnadzé.

²³⁴ Kamil Ağacan, op.cit., p.57

²³⁵ L'agence Anatolienne, le 02 avril 2004

²³⁶ Ghia Nodia, "Two Attempts to Establish Democracy in Georgia: Summarizing a 15 Year-Long Journey", op.cit., pp.19-20

a été élu le maire de Tbilissi. Après ces résultats, un nouveau bloc électoral 'Pour la Nouvelle Géorgie' a été fondé sous la direction d'UCG en mars 2003 pour les élections législatives de septembre 2003. Vaja Lordkipanidzé, l'ancien leader des Démocrates Chrétiens qui avait des liens étroits avec Moscou, a été choisi à la tête de ce bloc.²³⁷ Il semblait que Chevardnadzé, oubliant sa précédente promesse à Bourjanadzé, avait choisi son nouveau successeur. En réponse à ce manœuvre, Bourjanadzé a décidé de participer à l'Union des Démocrates de Zvania.

Tous les partis considéraient les élections de 2003 comme le premier round des élections présidentielles de 2005. Le développement le plus important pendant le processus des élections a été les changements de loi électorale. Selon la nouvelle loi, la structure de CES serait constituée de neuf membres ; quatre du parti régnant et cinq des partis d'opposition. Le président de CES serait désigné entre trois candidats proposés par OSCE. Cette proposition du changement provenait de James Baker, le représentant de Caucase des Etats-Unis puisque les élections en Géorgie faisait souvent l'objet de nombreuses violations.²³⁸

La nouvelle loi électorale, nommée 'le plan de Baker', a obligé Chevardnadzé de s'orienter vers divers horizons. En conséquence, le scénario s'est répété ; Chevardnadzé s'est de nouveau adressé à Abachidzé pour une alliance comme il avait fait avant les élections législatives de 1995. Donc, il regagnait la majorité dans le CES contre l'opposition réformiste.²³⁹ Cette tentative de Chevardnadzé a été considérée comme une 'alliance des clans' par les réformistes qui sévèrement critiquaient le régime d'Abachidzé. D'ailleurs l'opposition réformiste actuelle, étroitement liée à l'Occident, était différente de celle des années 1995 et 1999 qui a été marquée par leur singularité d'être attachée à l'histoire communiste du pays. Saakachvili, le leader du PMN considéré comme pro-occidental et pourfendeur de "l'ingérence russe" en Géorgie, a accusé Chevardnadzé d'avoir conclu une alliance tactique avec Abachidzé avec le soutien de la Russie.

Pendant le processus des élections, on observait à la politique étrangère de Chevardnadzé des changements inattendus. Pour la première fois, il a critiqué les Etats-Unis d'intervenir dans les affaires intérieures de la Géorgie. Dans les mêmes jours, il a

²³⁷ Oktay F. Tanrısever, "Gürcistan parlamento seçimleri ve Gürcistan'ın istikrarı açısından önemi", 2023, No :31, novembre 2003, p.24

²³⁸ Le rapport de la Commission Européenne pour la Démocratie par le Droit de Conseil de l'Europe, (Commission De Venise), Atelier De Formation Electorale (Tbilissi, le 22-24 Septembre 2003), Rapports De Gabriella Bernasconi-Walker, Christian Geiser, Bernard Owen, Didier Vinolas, Strasbourg, le 19 Mars 2004, p.19

²³⁹ Kamil Ağacan, op.cit., p.61

signé les nouveaux contrats avec les entreprises géants russes de l'énergie qui possédaient le droit de la distribution du gaz et de l'électricité dans le pays.²⁴⁰

Dans cette atmosphère tendue, les élections législatives ont eu lieu le 2 novembre 2003. Mais le CES n'a pas annoncé les résultats officiels pendant deux semaines. Ce retard a aggravé la tension à l'échelle du pays. L'opposition a fait commencer les manifestations de rue surtout à Tbilissi. Les leaders d'opposition demandaient la démission de Chevardnadzé. A cette étape-là, deux milles personnes envoyées par Abachidzé à Tbilissi, ont fait commencer les anti-manifestations.²⁴¹ Cette attraction d'Abachidzé a augmenté l'hostilité contre lui. A cet époque-là, Abachidzé a visité Moscou, Bakou et Erevan pour assurer l'appui de ceux-ci pour le régime de Chevardnadzé.²⁴²

Enfin le 20 novembre, le CES a annoncé que, le parti pro-gouvernemental Pour une Nouvelle Géorgie l'emportait avec le 21% des voix et 38 sièges. Celui d'Abachidzé, le Parti du Renaissance avec le 18.89% des suffrages et 33 sièges a été suivi par le Parti du Mouvement National avec 32 sièges et le 18.8% des voix et de quatre autres partis d'opposition le Parti des Ouvriers (12.4%, 20 sièges), le Bloc des Démocrates et Bourjanadzé (8.79%, 15 sièges) et le Parti des Nouveaux Droits (7.35%, 12 sièges) ont passé le seuil nécessaire de 7% pour siéger au Parlement.²⁴³

Ces résultats officiels ont attiré les critiques soit au plan national soit au plan international puisque selon les sondages préélectorales, le parti régnant était privé de l'appui populaire avec un soutien près de 6%. L'opposition était fou furieux ces résultats qui renforçaient la domination absolue de 'l'alliance des clans' dans le Parlement. Le parti d'Abachidzé a obtenu le 95% des voix en Adjarie et a été transformé en un parti clé dans le Parlement géorgien.²⁴⁴

L'opposition qui trouve ces résultats inacceptables a attaqué le parlement, le 22 novembre lors du discours de l'inauguration de Chevardnadzé. Les opposants, au leadership de Saakachvili, ont éloigné Chevardnadzé de la chaire. Cela marquait la fin d'une période en Géorgie. Chevardnadzé, ancien chef de la diplomatie soviétique de l'époque de la Perestroïka, a perdu sa dignité. Après avoir dirigé la Géorgie dès 1972, Chevardnadzé, surnommé le "vieux renard" du Caucase, a dû démissionner le

²⁴⁰ Oktay F. Tanrısever, *op.cit.*, p.27

²⁴¹ L'agence Anatolienne, le 18 novembre 2003

²⁴² Radikal, le 12 novembre 2003

²⁴³ Des comptes parallèles réalisés par l'ONG "International Society for Fair Elections and Democracy" ont donné les résultats suivants: 1. Bloc Saakachvili - Mouvement National 26.60%, 2. Bloc "Pour une nouvelle Géorgie" 18.92%, 3. Parti travailliste de Géorgie 17.30%, 4. Bourjanadze - Démocrates 10.15%, 5. Parti de la Renaissance 8.13%, 6. Bloc pour les Nouveaux droits 7.95%, 7. Bloc "L'industrie sauvera la Géorgie" 5.20%

²⁴⁴ Archil Gegeshidze, "Georgia's Regional Vulnerabilities and The Ajaria Crisis", *Insight Turkey*, Vol:VI, No: 2, avril-juin 2004, p.70

lendemain face à des soulèvements populaires. Après sa démission, les manifestations ont été apaisées et selon le processus constitutionnel, le Président du Parlement, Bourjanadzé a été devenu le Président par intérim. Ainsi la deuxième troïka révolutionnaire (Saakachvili, Bourjanadzé, Zvania) a acquit le pouvoir.

Les événements vécus à Tbilissi était le messenger de la crise en Adjarie. Abachidzé a déclaré l'état d'urgence dans sa république et annoncé qu'il a cessé les relations avec la nouvelle administration à Tbilissi. Selon lui, ce n'était pas une Révolution de Velours mais un coup d'état illégal favorisé par les Etats-Unis. Abachidzé décrivait le leader de la révolution comme un nationaliste radical.²⁴⁵ A ces jours-là, la chaîne publique de l'Adjarie comparait Saakachvili à Hitler dans ses émissions.

La Cour suprême géorgienne a invalidé les résultats des élections le 25 novembre et le Parlement a décidé que les élections présidentielles seraient déroulées le 4 janvier 2004.²⁴⁶ Saakachvili a été désigné comme le seul candidat par les partis réformistes. Selon Abachidzé, la date de l'élection était fautive puis que le pays n'était pas encore prêt. Il a menacé les autorités centrales de boycotter les élections.²⁴⁷

Quelques jours après, Abachidzé est allé à Moscou pour réunir avec les représentants des autres entités autonomes.²⁴⁸ La nouvelle administration de Tbilissi s'est irritée contre cette réunion. En plus, ils détestaient les visites périodiques d'Abachidzé à Moscou. La désobéissance d'Abachidzé était une grande question pour la légitimation du nouveau régime malgré sa reconnaissance rapide par tous les pays occidentaux. Bourjanadzé et Zvania ont visité à Batoumi pour lui persuader de renoncer de la décision du boycotte électoral. Finalement, Abachidzé a annoncé que sa république participerait aux élections le 30 décembre.²⁴⁹

Selon les leaders de la révolution, son régime avait un caractère féodal. Pour cela, il faudrait terminer les sources de son pouvoir. Premièrement, Bourjanadzé, le Président par intérim, a exprimé à haute voix sa demande de la fermeture de la base militaire russe à Batoumi au cours de sommet d'OSCE à Maastricht le 2 décembre 2003.²⁵⁰

Saakachvili a été élu le Président avec le 96.21% des votes le 4 janvier 2004 et il a aussi pris la majorité des votes en Adjarie où le 27% de l'électorat enregistrée ont participé aux élections. Saakachvili avait besoin des accomplissements populaires

²⁴⁵ Entretien d'Aslan Abachidzé avec Ramazan Aydın, Yeni Şafak, le 26 décembre 2003

²⁴⁶ L'agence Anatolienne, le 25 novembre 2003

²⁴⁷ L'agence Anatolienne, le 03 décembre 2003

²⁴⁸ David L. Phillips, "Stability, security and sovereignty in the republic of Georgia", *Council on Foreign Relations*, New York, janvier 2004, p.22

²⁴⁹ L'agence Anatolienne, le 30 décembre 2003

²⁵⁰ Radikal, le 3 décembre 2003

convenable à sa rhétorique démagogique.²⁵¹ D'abord, il a changé le drapeau national par celui de son parti PMN qui symbolise l'histoire chrétienne du pays avec cinq croix.²⁵² Le peuple musulman en Haute Adjarie a réagit contre cette application. Les Adjars se sont divisés entre eux comme les chrétiens qui la favorisaient et les musulmans qui la défavorisaient.

Le Président Saakachvili a commencé sa lutte contre la corruption en attaquant 'quotidiennement' aux figures populaires comme Merab Zhordania, le président de la fédération de football et Ghia Jokhtaberidzé, le beau-fils de Chevardnadzé. Abachidzé était une des cibles majeures de cette opération de l'anti-corruption.²⁵³ Le Ministère de finance a bloqué les comptes de l'entreprise d'Omega liée à la famille d'Abachidzé. Les activités de la banque *Sagvazelo* accusée du blanchissement de l'argent sale, en Adjarie ont été arrêtées.²⁵⁴ Les bureaucrates de Chevardnadzé ont commencé à fuir à Batoumi pour se protéger de la campagne de l'anti-corruption de Saakachvili. Le directeur général de la compagnie ferroviaire géorgienne a été arrêté en Adjarie le 15 janvier.²⁵⁵

Le 19 janvier, Temur Aniashvili, le responsable de l'état d'urgence, a été tué et deux jours après, le Président du Conseil suprême de l'Adjarie a été mort d'une façon soupçonnable.²⁵⁶ Abachidzé, d'un part accusait Tbilissi de tuer ses bureaucrates et d'autre part affirmait que Saakachvili l'assassinerait et ferait un coup d'état en Adjarie. En contrepartie, Saakachvili exprimait les mêmes allégations contre Abachidzé. Dans cette atmosphère des accusations réciproques, Saakachvili a fait une visite inattendue à Batoumi pour sa cérémonie de serment qui a été devenue une manifestation spectaculaire de l'opposition du régime d'Abachidzé en Adjarie.²⁵⁷

Après sa visite, Saakachvili a décidé de mobiliser les opposants d'Abachidzé. L'opposition adjare contenait trois groupes différents. Les opposants en exil à Tbilissi étaient le premier groupe réunis sous le nom '*le groupe de l'Adjarie démocratique*'. Leur première réunion a été faite à Tbilissi le 27 janvier par la participation de plus de quatre milles personnes. Le leader du mouvement, Edouard Sourmanidzé qui était proche à Zvania, le nouveau Premier ministre géorgien, était un membre de l'équipe

²⁵¹ Cory Weit, "Georgia under the new regime", *CSIS Report*, Washington, le 13 janvier 2004, p.12

²⁵² Reuters, le 14 février 2004

²⁵³ Jean-Christophe Peuch, Georgia: Saakachvili's Anticorruption Tactics Raising Eyebrows in RFE/RL, 14 janvier 2004. La Géorgie est à la 7^e place parmi 133 pays examinés pour les activités de la corruption par Transparency International, une ONG contre la corruption, "The 2003 Corruption Perceptions Index," Berlin, août 2003, <http://www.transparency.org>

²⁵⁴ L'agence Anatolienne, le 18 janvier 2004

²⁵⁵ Sabine Frasier, "The pillars of Georgia's political transition", pp.3-4, <http://www.opendemocracy.net>, le 12 février 2004

²⁵⁶ L'agence Anatolienne, le 21 janvier 2004

²⁵⁷ Kamil Ağacan, "Acaristan Krizi ve Saakaşvili'nin mevzi kazanımı", *Stratejik Analiz*, Vol: 4 No: 48, avril 2004, p.64

d'Abachidzé au début des années 1990.²⁵⁸ Le deuxième groupe de l'opposition adjare appelé '*Notre Adjarie*' était favorisé surtout par les chrétiens et les nationalistes géorgiens. Son leader était David Berdzeneshvili et ce groupe était favorisé par le parti 'les Démocrates chrétiens de l'Adjarie' dont le leader était Nato Imnadzé. Le dernier groupe influent était le *Kmara* (Suffit!) qui était composé des jeunes et qui était une organisation active dans toute la Géorgie contre Chevardnadzé et Abachidzé. Avant les élections législatives délayées au 28 mars, les opposants qui faisaient l'anti-propagande du régime d'Abachidzé en Adjarie ont été mis sous la pression par les autorités adjares. L'arrestation de beaucoup de membres de *Kmara* et *Notre Adjarie*, a été violemment critiqué par Tbilissi.

Alors que la Géorgie se préparait à élire un nouveau Parlement le 28 mars, une grave crise s'est déclenchée le 14 mars au moment où le président Saakachvili, accompagné de personnalités géorgiennes, s'apprêtait à entrer dans le territoire de la république autonome pour y faire campagne. Le convoi du Président a été arrêté par les troupes adjares à un point de contrôle marquant la frontière de la république autonome. Le lendemain, Saakachvili avait reproché à Abachidze d'avoir brièvement interpellé le ministre géorgien des Finances au cours d'une visite en Adjarie. Le ton a monté depuis lors et après le refoulement du convoi présidentiel, le Président du Parlement d'Adjarie, Joseph Tsintskaladzé, a assuré que Batoumi ne ferait pas marche arrière²⁵⁹

Tbilissi a aussitôt placé en état d'alerte son armée, le 16 mars. Le Président géorgien a adressé un ultimatum au Président adjar ; il a exigé qu'il lui offre la libre circulation sur son territoire. Il a fait commencer un blocus économique du territoire et demandé la fermeture de la douane de Tcholoki sur la frontière entre la Géorgie et l'Adjarie.²⁶⁰ Dans une allocution à la radio d'Adjarie, Abachidzé qui se trouvait à Moscou, a lancé à ses partisans : "*Soyez vigilants, restez fermes, je serai à vos côtés tout prochainement*". Après le retour de lui à sa capitale, il a accepté les conditions de Saakachvili, le 18 mars.²⁶¹

"*Les sanctions seront levées à minuit, car toutes les questions qui ont conduit à ce malentendu ont été réglées*", a déclaré Saakachvili à l'issue de trois heures d'entretiens avec Abachidzé à Batoumi. Abachidzé a confirmé également que les différends étaient «réglés» entre les deux dirigeants. Saakachvili a précisé que l'Adjarie devra aussi organiser sur son territoire des élections législatives le 28 mars et désarmer les groupes paramilitaires. En outre, une représentation du Président géorgien va être installée en Adjarie, a annoncé Saakachvili, précisant que ses représentants

²⁵⁸ L'agence Anatolienne, le 27 janvier 2004

²⁵⁹ Malcolm Haslett, "Ajaria stand-off tests Georgian president", <http://news.bbc.co.uk>, le 14 mars 2004

²⁶⁰ Radikal, le 17 mars 2004

²⁶¹ Radikal, le 18 mars 2004

se chargeraient du contrôle notamment, avec les autorités adjares, du port de Batoumi et des douanes à la frontière avec la Turquie, à Sarpi. Après cette négociation, les opposants du régime ont intensifié leur propagande. Dans toute l'Adjarie, on voyait les brochures écrites '*Abachidzé, va-toi*'.²⁶²

Les élections législatives se sont déroulées le 28 mars, dans cette atmosphère vive. Seulement deux parties ont pu passer le seuil de 7%; le PMN et les Nouveaux Droits.²⁶³ Selon les premiers résultats, le parti d'Abachidzé avait obtenu le 8.17% des voix. Mais quelques jours après, le CES a annulé les résultats dans certains villages en Haute Adjarie.²⁶⁴ Selon les votes recomptés, la Renaissance a gagné le 3.89% des votes. Même si son parti n'a pas pu passer le seuil, Abachidzé était encore un parlementaire puis qu'il a été élu dans le contingent de 75 parlementaires indépendants aux élections avant la Révolution de Velours.²⁶⁵ De plus, six personnes représentaient la Renaissance dans le Parlement géorgien grâce à ce contingent.

Les résultats dans la république d'Abachidzé étaient très symboliques; à Batoumi où la majorité du peuple est chrétienne, le PMN obtenait deux fois plus grandes de votes contre la Renaissance. Mais en Haute Adjarie majoritairement musulmane, la Renaissance obtenait la majorité des votes. Selon les résultats officiels, le parti d'Abachidzé a gagné le 52.4% des voix tandis que le PMN de Saakachvili a obtenu le 40.1% en tout Adjarie.²⁶⁶ La diminution du soutien public d'Abachidzé était un indice de sa chute.²⁶⁷

Après les élections, la tension n'a pas accalmie. Le nouveau gouvernement de la post-révolution voulait l'abolition de certaines institutions dépendant à l'administration autonome d'Abachidzé comme le ministère de la sécurité, le bureau de l'information et les forces paramilitaires. Tbilissi accusait Abachidzé d'armer son peuple.

La prospérité économique était la plus importante promesse du nouveau gouvernement. A court terme, le partage réel de la richesse relative de l'Adjarie était le choix principal pour le développement économique. Pour cette raison, Tbilissi voulait contrôler le commerce frontalier en Adjarie et l'administration du port de Batoumi.

Au début du mai, l'armée géorgienne a commencé le plus grand exercice militaire auprès de la frontière de l'Adjarie, après l'indépendance du pays. Abachidzé l'a perçu comme le commencement de l'occupation. Il a fait sauter les ponts de

²⁶² L'agence Anatolienne, le 18 mars 2004

²⁶³ Zvania et Bourjanadze ont participé au PMN qui a obtenu le 67.02% des voix et 135 sièges au parlement lorsque les Nouveaux Droits a gagné le 7.62% et 15 sièges.

²⁶⁴ L'agence Anatolienne, le 02 avril 2004

²⁶⁵ Le parlement de Géorgie constitue de 235 sièges dont le 75 est réservé pour les membres indépendants lorsque les 150 membres sont élus des partis politiques et le 10 membres sont élus par le président pour représenter l'Abkhazie.

²⁶⁶ <http://www.batuminews.com>, le 31 mars 2004

²⁶⁷ Chloe Arnold, "Ajaria clouds Saakachvili poll victory", <http://news.bbc.co.uk>, le 29 mars 2004

Tcholoki, de Tsetskhauri et de Kakouti à la frontière administrative de sa région avec le reste du pays, miner le terminal pétrolier et bloquer la voie ferrée. Les forces paramilitaires alertées contrôlaient les rues de Batoumi surtout autour de la résidence d'Abachidzé. Les inquiétudes des conflits chaudes ont mobilisé Moscou et Igor Ivanov, le secrétaire du Conseil de la Sécurité russe et l'ancien ministre des Affaires étrangères, est venu à Batoumi le 5 mai pour mettre fin à la crise comme il l'a fait pendant la chute de Chevardnadzé. Après une réunion entre Ivanov, Zvania et Abachidzé, le Président adjar a démissionné, a quitté sa mini-république et est allée à Moscou avec son fils, le maire de Batoumi.²⁶⁸

Saakachvili a fait une entrée triomphale le lendemain à Batoumi, après la démission dramatique et le départ en exil d'Abachidzé. Saakachvili d'une façon radieuse, a dit à ses ministres : *"Adjarie est maintenant libre. Je vous félicite tous. Nous avons montré au monde que nous sommes un grand peuple. Nous seuls étions capables de faire deux révolutions pacifiques en six mois"* renouant avec son style de tribun populaire.²⁶⁹

Les autorités géorgiennes ont annoncé de nouvelles élections pour remplacer Abachidzé et ses collaborateurs et mettent en place une administration provisoire pour gérer la région. Zvania a annoncé à la télévision adjare que le statut autonome de l'Adjarie au sein de la Géorgie, inscrit dans la loi depuis le début du XX^e siècle, serait préservé. Il a souligné : *"Les nouvelles élections se dérouleront en tenant compte de ce statut spécial, qui sera maintenant clarifié dans une loi constitutionnelle spéciale"*.²⁷⁰ Donc le départ d'Abachidzé a permis d'éviter le risque d'un nouveau conflit séparatiste sanglant, comme les deux qu'a connu la Géorgie dans les années 90.

Après la chute d'Abachidzé, son parti a été interdit. La demande d'abolition du statut autonome de l'Adjarie par les députés ultra-nationalistes du parti des Nouveaux Droits a été refusée par le Parlement géorgien.²⁷¹ Le 20 juin, les Adjares se sont rendus aux urnes pour élire un nouveau corps législatif adjare. Neuf partis politiques et un bloc électoral étaient en concurrence pour les 30 sièges au sein du Conseil Suprême d'Adjarie. Le parti Adjarie Victorieuse, bénéficiant le soutien de Saakachvili a remporté près de 75% des voix lorsque le parti Republicain a obtenu le 9%.²⁷² Le poste de la présidence de la république a été enlevé. Le leader du 'groupe de l'Adjarie démocratique' Sourmanidzé, favorisé par Tbilissi, a été élu le Président du Conseil Suprême et le chef de l'organe exécutif. Le nouveau Conseil Suprême a aboli les postes

²⁶⁸ Agence France Presse, le 5 mai 2004

²⁶⁹ "Ajaria's 'revolution' - in quotes" <http://news.bbc.co.uk>, le 6 mai 2004

²⁷⁰ Agence France Presse, le 6 mai 2004

²⁷¹ Agence France Presse, le 4 juin 2004

²⁷² Radikal, le 22 juin 2004

des ministères clés comme celui de la sécurité, des affaires intérieures et de la défense, par une loi adoptée le 30 juillet 2004. Le nouveau gouvernement de la République est seulement constitué des ministères de l'économie, de l'éducation, de l'agriculture et de la santé.²⁷³

Section IV - Le facteur de l'Islam en Adjarie et Abachidzé

Pendant la période soviétique, la religion avait été condamnée à mort par les bolcheviks. Après l'effondrement, l'Islam et le christianisme ont retrouvé une nouvelle visibilité comme la culture et la pratique religieuse. Grâce à la nouvelle Constitution de la Géorgie et à celle de la République autonome, la pratique de l'Islam est possible. Mais après l'indépendance, l'Islam n'a pas un rôle politique essentiel en Adjarie surtout dans la capitale à cause des structures démographiques manipulées par les autorités soviétiques.

Au cours de l'été 1989, pendant la visite d'Ilia II, patriarche de l'Eglise de Géorgie, à l'église Skhalta en Adjarie, beaucoup d'Adjars se sont fait baptiser, certains par conviction, certains par la volonté de s'identifier avec d'autres Géorgiens, dont ils se distinguaient "théoriquement" seulement par la confession. La conversion au christianisme était un phénomène de grande ampleur mais avait un caractère individuel. La coexistence de deux codes religieux pratiqués par les différents membres d'une même famille était un phénomène répandu.²⁷⁴

Pour les nationalistes géorgiens, les Adjars ne seraient que des Géorgiens fourvoyés par l'histoire, qu'il faudrait remettre dans le droit chemin. A l'époque du président Gamsakhourdia, il a envoyé des missionnaires pour évangéliser les montagnes adjares, là où l'Islam a le mieux résisté au régime soviétique.²⁷⁵ Abachidzé a néanmoins laissé baptiser ses petits-enfants par Gamsakhourdia. Il pensait que l'Islam était en train de mourir en Adjarie: *'Même les prénoms changent au profit de ceux de chrétiennes. Au début, il s'agissait d'un processus tout à fait normal; avec l'ouverture politique, les gens ont réouvert les mosquées. Mais il reste plus que des vieillards, enthousiasmés par l'Islam'*.²⁷⁶

On note pourtant une résistance à la christianisation, surtout en Haute Adjarie. Dans cette région, après la détente de la politique soviétique envers la religion en 1987, certaines mosquées ont été réouvertes et de plus l'éducation islamique est devenue

²⁷³ "Saakachvili's Ajara Success: Repeatable Elsewhere in Georgia?", *International Crisis Group*, Europe Briefing, Tbilissi/Brussel, 18 août 2004, p.11

²⁷⁴ Mathijs Pelkmans, op.cit., pp.265-266

²⁷⁵ Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchchvili, op.cit., p.229

²⁷⁶ Mikadze Meiering Ekatherina, op.cit., p.255

populaire.²⁷⁷ Dès 1988, surtout à Khoulo, le centre de Haute Adjarie, les cérémonies religieuses symboliques ont été organisées aux vendredis dans les mosquées utilisées comme des dépôts pendant la période soviétique.²⁷⁸ Dans cette époque-là, environ 35 mosquées ont été restaurées par les volontaires musulmanes. Mais ils faisaient face aux problèmes bureaucratiques au sujet du bâtiment des *minarets* et de la reconstruction des mosquées.²⁷⁹

Les nationalistes géorgiens remarquaient que les écoles étaient les instruments principaux de la réorientation religieuse. A l'époque de Gamsakhourdia, des réglementations importantes sur le système éducatif ont été adoptées pour l'Adjarie. Les écoles appelées comme Internat, le nouveau nom des lycées spirituels de l'apôtre André ont été ouvertes. Ces écoles mettaient en colère le peuple musulman de Khoulo en Haute Adjarie où des manifestations de rue ont été organisées pour les protester. L'éducation séculaire était aussi l'objet de protestations parce que six de 30 heures des cours étaient sur *l'Ancien et Nouveau Testament* et une heure sur la méthode de la Bible. D'ailleurs les cours de la littérature et de l'histoire géorgienne étaient liés indirectement à la culture du christianisme. Malgré ces réactions populaires, le peuple musulman n'avaient pas d'autre choix que d'envoyer leurs enfants à ces écoles.²⁸⁰

Abachidzé a passé ces tentatives de conversion de Tbilissi et les protestations du peuple musulman sous silence. De plus, en 1995, le ministre de l'éducation d'Adjarie confirmait que le but du système éducatif consistait à apporter aux élèves la base chrétienne de la culture géorgienne. Les enfants recevaient une instruction religieuse et apprenaient des chants de Noël.²⁸¹ Abachidzé vantait le mérite de sa politique pragmatique sur ce plan ; tout en condamnant tout islamisme radical, il a permis à l'ouverture des dizaines de lieu de prières pour les musulmans mais aussi rendu au culte les églises russes, arméniennes et catholiques de Batoumi. Mais il y avait une petite nuance ; les églises ont été financées par le pouvoir d'Abachidzé qui n'a pas dépensé un sou pour les mosquées. Dans la presse publique, les rubriques ont été remplies des articles sur les fêtes chrétiennes et les déclarations de patriarche Ilia II tandis que ceux liés à l'Islam ont été presque censurés. Même s'il y avait des rumeurs qu'il s'est convertit au christianisme, Abachidzé n'a jamais déclaré sa religion en raison de ses soucis politiques. Par exemple, le peuple pouvait le voir dans les mosquées aux vendredis et dans les églises aux dimanches.²⁸²

²⁷⁷ Mathijs Pelkmans, op.cit., p.261

²⁷⁸ Georgi M. Derlugian, op.cit, p.276

²⁷⁹ Mathijs Pelkmans, op.cit., p.261

²⁸⁰ Ibid., p.261

²⁸¹ Mikadze Meiring Ekatherina, op.cit., p.255

²⁸² Mathijs Pelkmans, op.cit., pp.263-264

En 1996, Abachidzé a affirmé être le seul capable de contrôler la situation religieuse en Haute Adjarie, où les musulmans avaient un comportement hostile au christianisme. Pour Abachidzé, ce n'était plus le facteur religieux, mais plutôt l'ordre étatique qui était mobilisateur. Il semblait reprendre la position de son grand-père Memed Abachidzé.²⁸³

Mais il fait aussi remarquer qu'il existait une très forte population d'origine géorgienne et islamisée en Turquie qui était le pays voisin inévitable pour le commerce frontalier. En raison de cela, il n'a pas intervenu dans les activités de la Turquie en Adjarie comme il gardait son silence face aux tentatives de Tbilissi.

A l'époque soviétique, l'Islam institutionnel d'Adjarie dépendait d'une des quatre directions spirituelles de l'Union, celle de la Transcaucasie basée à Bakou. Aujourd'hui le bureau du *muftiat* d'Adjarie se trouve dans le cours de la mosquée de Batoumi qui est dotée d'un nouveau *minaret* construit avec l'aide de la Turquie. Le clergé local ne se plaint pas d'avoir été abandonné par le *Cheikh-ul-Islam* chiite de Bakou, pour qui les Adjars sunnites sont marginaux. En 1992, un Centre des Musulmans d'Adjarie a été établi à Batoumi afin de répondre aux besoins des croyants et de faciliter les contacts avec le monde musulman, notamment la Turquie. En 1996, le Centre s'est transformé en Direction du *muftiat* d'Adjarie. Le mariage musulman est célébré après le mariage civil. Seuls les mariés pratiquants reçoivent un document confirmant le mariage religieux conclu par le *muftiat*. Le pouvoir spirituel du *muftiat* est approuvé par Allah Chukur Pacha Zade, le *Cheikh-ul-Islam* de Bakou.²⁸⁴

La fin de l'Union soviétique a aussi provoqué une distanciation des rapports éducatifs entre Batoumi et les deux grandes écoles théologiques d'Ouzbékistan. Le Centre des musulmans d'Adjarie entretenait des *medrese* où des garçons apprenaient à lire le Coran et à prier. De plus, l'ouverture des frontières a provoqué une réorientation vers la Turquie dont l'administration religieuse, le *Diyamet*, finançait la formation de jeunes Adjars en Turquie. Ces jeunes gens devenaient des "*khodja* qualifiés". Bien que d'autres gens continuent à être envoyés à Tachkent, la Turquie semblait plus attrayante. La présence d'un consulat turc rendait l'obtention de visas assez facile. En 1994, deux cents enfants ont été envoyés en Turquie. Par ailleurs, les missionnaires et les prêcheurs turcs venaient distribuer des exemplaires du catéchisme musulman "*Ilm-ul-hal*" publié par le *Diyamet*. Le dédicace en était explicite: "*Aux musulmans qui résident hors de la Patrie*". Dans la même année, le *Diyamet* a proposé à la direction de la République autonome de construire une grande mosquée sur la place du marché, là où, dans les années 1930, les communistes avaient détruit la mosquée Sultane, le lieu saint

²⁸³ Mikadze Meiering Ekatherina, op.cit., p.255

²⁸⁴ Ibid., pp 256-257

musulman plus important de Batoumi. Mais Abachidzé a refusé cette proposition. Aux yeux de ses coreligionnaires de Batoumi, le *Diyamet* était le représentant d'une grande puissance musulmane. Beaucoup d'Adjars, enthousiasmés par ces nouveaux liens religieux depuis l'ouverture des frontières, se sont mis à apprendre le turc.²⁸⁵ En 1992, 50 Adjars ont fait le pèlerinage avec ses coreligionnaires Turcs à la Mecque sous l'organisation du *Diyamet*.²⁸⁶

On observe même des réactions anti-turques en Adjarie. Le mécontentement exprimé à l'égard des prêcheurs turcs s'inscrit dans une logique de nationalisation de l'Islam. La méfiance envers une Turquie en charge de l'éducation est la plus grande doute souvent exprimée par les croyants. Ainsi il y a des critiques sur les pratiques économiques des Turcs. Pour certaines, l'Adjarie ne serait qu'un nouveau marché pour la Turquie. La pratique islamique post soviétique est un phénomène *sui generis*. Par exemple, la construction des *minarets* et des mosquées qui s'inscrit éventuellement dans la tradition d'une architecture islamique, est étrangère à l'Islam moyen-oriental. Dans les villages de la montagne adjare, on peut constater que les pratiques islamiques comme la circoncision et l'enterrement ont été conservés non seulement parmi les croyants mais aussi dans des familles dites laïques.²⁸⁷

Selon le patriarcat, le retour à l'histoire en Adjarie, devait être aussi un retour au christianisme. Parce que selon la tradition, l'Adjarie était la première des régions géorgiennes à être christianisée. Dans ce contexte, l'année 2000 qui a été célébré comme le deuxième millénaire de la naissance de Jésus-Christ et le troisième millénaire de la fondation du premier Etat géorgien, était une bonne occasion pour faire rappeler à l'Adjarie ses origines chrétiennes. Le clergé de l'Eglise orthodoxe s'est réuni au Did Achara, un village musulman où la première église dans les territoires géorgiens a été fondée d'après le bruit qui court. Pendant les cérémonies, beaucoup de musulmans se sont baptisés et se sont convertis.²⁸⁸

En dépit de toutes ces tentatives de conversion, il est vraisemblable que seulement le 5% de la population en Haute Adjarie s'est converti au christianisme. Mais au contraire, il est vrai que les chrétiens sont la majorité à Batoumi. Il est supposable qu'il y a beaucoup de personnes crypto- chrétiennes notamment parmi les jeunes qui ne voulaient pas tourmenter leurs vieillards. Mais pourtant la tradition islamique est encore populaire en Haute Adjarie.²⁸⁹ Par exemple, le mariage musulman est célébré après le

²⁸⁵ Ibid., pp.256-257

²⁸⁶ Mathijs Pelkmans, op.cit., p.262

²⁸⁷ Ibid., p.260

²⁸⁸ Ibid., p.249

²⁸⁹ Mathijs Pelkmans, op.cit., p.266

mariage civil et les mariés pratiquants reçoivent un document confirmant le mariage religieux conclu par le *muftiat*.²⁹⁰

Abachidzé a mené une politique séculaire pendant son pouvoir et la religion n'a jamais pris place dans sa rhétorique politique. Il avait toujours une approche tolérante contre les différences religieuses. Mais surtout après qu'il est devenu une figure de la politique nationale, il a éloigné les musulmans de la bureaucratie pour gagner la sympathie du reste du pays.²⁹¹ Pourtant, les musulmans écartés le supportaient en raison du sens historique du nom d'Abachidzé qui est en même temps précieux pour les géorgiens chrétiens puis que Mehmed Abachidzé avait été connu comme un grand nationaliste géorgien. Aujourd'hui comme tous les autres, les droits confessionnels des musulmans sont sous la garanti constitutionnelle notamment par l'article 19.²⁹²

Ces droits constitutionnels pourront causer à une discussion sur le statut autonome de l'Adjarie qui provient de la religion. Cette autonomie pourra être interprétée comme un privilège d'une seule religion. Mais de nos jours, les clergés orthodoxes pensent que la menace réelle pour la Géorgie est les autres sectes du christianisme surtout les Témoins de Yehova dont les croyants se multiplient de jour en jour.

²⁹⁰ Mikadze Meiering Ekatherina, op.cit., p.260

²⁹¹ Bruno Coppeters, "*Federalism and Conflict in the Caucasus*", The Royal Institute of International Affairs, Londres, 2001, p.29

²⁹² Article 19 de la Constitution de 1995; <http://www.parlement.ge>

- Toute personne a le droit à la liberté d'expression, de pensée, de conscience, de religion et de conviction.
- Nul ne peut être inquiété pour ses idées, ses convictions ou sa religion ni contraint d'exprimer son opinion à ce sujet.
- Ces droits ne peuvent être soumis à des restrictions que si leur exercice porte atteinte aux droits d'autrui.

TROISIEME PARTIE III - LES PROBLEMES ENTRE TBILISSI ET BATOUMI

CHAPITRE I - LA SOURCE DES PROBLEMES: LA TRADITION CONSTITUTIONNELLE

Section I - La première Constitution de la Géorgie de 1921

Pour comprendre le statut complexe de l'Adjarie, il faut bien examiner la tradition constitutionnelle de la Géorgie sur l'organisation territoriale et administrative. Les deux constitutions non-soviétiques (1921 et 1995), réfléchissent une contradiction entre le fédéralisme et l'unitarisme. Pendant la période entre le Moyen âge et la première République indépendante de 1918, la Géorgie n'a jamais eu une unité nationale et/ou territoriale. Les territoires géorgiens logeaient beaucoup de royaumes ou principautés semi-indépendantes, comme une structure fédérative. À cause de cela, la fédération était toujours une idée vouée à la damnation tout au long de l'histoire de l'Etat géorgien.

Après la proclamation de l'indépendance, la formule d'un Etat «indivisible» avait une double signification. D'une part, elle répondait aux craintes liées à l'intégrité territoriale de la jeune République. Ces craintes relevaient de l'histoire, mais aussi de la réalité dans la mesure où le pays menait parallèlement des combats contre la Turquie et la Russie pour sauvegarder son intégrité territoriale. D'autre part, l'Etat unitaire ne contrevenait pas à la nature démocratique de la République dès lors qu'il conciliait en son sein des régions auto-administrées et des districts à statut autonome. Il était également considéré que l'unitarisme et les autonomies se révélaient d'autant plus compatibles que celles-ci n'étaient pas des autonomies «étatiques».²⁹³ Cet aspect historique est très important afin de comprendre les raisons de la forte réticence voire d'une certaine peur envers une structure fédérale de l'Etat. Il revêt un caractère d'autant plus considérable qu'une telle attitude prévaut assez souvent même aujourd'hui, lorsque le débat porte sur l'impossibilité d'un Etat unitaire en Géorgie en conséquence des conflits politico-ethniques récents.

Le tout premier article de la Constitution de 1921 déclare que "*la Géorgie est un Etat libre, indépendant et indivisible*". L'article n'emploie pas directement le terme d'unitarisme. Au regard du passé historique ainsi que des événements de cette époque même, ce principe d'indivisibilité était porteur de l'inquiétude de tout un pays qui, à force d'être encore fragile et entouré de voisins plus forts, craignait de perdre une fois de plus sa souveraineté ou une partie de son territoire. Il convient donc de prêter une

²⁹³ Théa Tsouloukiani, "La réforme de l'organisation territoriale et administrative de la Géorgie pendant la période post-communiste, le mémoire de master en administration publique", l'Ecole Nationale d'Administration, Tbilissi, février 2000, p.14

attention particulière aux réflexions qui, au long de l'histoire, accompagnent l'idée fédéraliste en Géorgie. Le fédéralisme et l'organisation territoriale est un débat complexe dans la tradition constitutionnelle de la Géorgie. Après la proclamation de l'indépendance par le Conseil National de la Géorgie, le 26 mai 1918, le jeune Etat s'est engagé dans le processus de la construction de ses institutions et a commencé à mener un travail législatif lourd et intense en vue d'élaborer des nouvelles bases légales de son système.²⁹⁴ La Constitution a été adoptée le 21 février 1921, avant quatre jours d'invasion de l'Armée rouge en Géorgie. Dans ce texte, la notion du «statut de large autonomie» se présentait comme le seul moyen de faire face au problème lié aux certains territoires, comme l'Adjarie, convoités par les forces frontalières.²⁹⁵

À cause de cela, l'organisation territoriale et la question des territoires frontaliers se sont posées dès le début devant la Commission constitutionnelle de l'Assemblée Constituante. La question posée en termes des territoires frontaliers montrait bien que le droit de gouvernance autonome attribué aux trois entités territoriales ne constituait pas un moyen de régler le problème des minorités ethniques ou religieuses, mais celui de faire face aux problèmes politiques. Par exemple, dans le cas de l'Adjarie, le retour de cette région dans le giron de celle-ci était conditionné par l'octroi d'un statut d'autonomie.²⁹⁶

Etant donné que lors des discussions au sein de la Commission constitutionnelle le sort des territoires de l'Adjarie n'était pas encore connu, certains membres proposaient de garder le silence à leur sujet et de ne consacrer dans la Constitution que la question de la gouvernance autonome de l'Abkhazie. L'autre partie des constituants considérait, en revanche, que la garantie constitutionnelle des gouvernances autonomes ne détruirait pas l'Etat, mais au contraire, jetterait des fondements solides de son intégrité. Ce dernier point de vue a finalement emporté et les principes de l'autonomie ont été consacrés le chapitre XI «Gouvernance autonome» de la Constitution.²⁹⁷ En vertu de ce chapitre, «Aux parties inséparables de la République de la Géorgie – au district de l'Abkhazie-Sokhoumi, à la Géorgie musulmane (district de Batoumi) » a été attribué «le droit de la gouvernance autonome dans les affaires locales».²⁹⁸ Le même chapitre laissait à la loi constitutionnelle la charge de la définition du contenu de ces

²⁹⁴ Ibid., p.9

²⁹⁵ Ghia Getsadze et Ghia Nodia, "The Constitutional System in Georgia, Building Democracy in Georgia", Discussion Paper 2, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (International IDEA), <http://www.idea.int>, Stockholm, mai 2003, p.9

²⁹⁶ Théa Tsouloukiani, op.cit., p.12

²⁹⁷ Ibid., p.14

²⁹⁸ L'article 107 de la Constitution géorgienne de 1921, <http://www.parlement.ge>

statuts particuliers.²⁹⁹ Les principes ainsi définis n'ont pas pu être concrétisés à cause de l'intervention de l'Armée rouge.

Selon la première Constitution du pays, l'attribution du droit de gouvernance autonome était justifiée dans des cas où il s'agirait d'une ethnie différente, d'un territoire d'une certaine taille ou encore des intérêts économiques. La distinction d'une entité ethnique était à leur sens nécessaire et souhaitable lorsqu'une telle ethnie différente avait besoin de sauvegarder son identité culturelle. Au regard des critères, le peuple abkhaze était minoritaire en Abkhazie même, il avait le droit de bénéficier d'une gouvernance autonome. Différemment de la situation de l'Abkhazie, le statut de l'Adjarie, après son retournement par les Turcs à la Géorgie, était une question plus politique. Les membres de l'Assemblée Constituante qui argumentaient le bien-fondé de l'autonomie de l'Abkhazie, au regard des mêmes critères ne considéraient pas qu'une telle nécessité existait pour l'Adjarie. Ils estimaient que les Adjars avaient été soumis à la domination turque, mais n'étaient pas devenus de ce fait moins géorgien que les Mingréliens, les Svanes ou encore les Kakhétiens. Or, il a fallu que l'Etat s'incline devant ses engagements politiques qui posaient le statut d'autonomie comme condition préalable au retour de l'Adjarie au sein de la Géorgie. La gouvernance autonome portait sur les finances locales, l'éducation, l'auto-administration, l'organisation judiciaire, l'ordre public, l'administration, la santé publique, les routes d'importance locale et des autres compétences, déléguées au *Medjlis* (Conseil populaire de l'Adjarie) par la loi de la République.³⁰⁰

Dans le même esprit, Noé Jordania, le premier chef du pouvoir exécutif et le haut représentant de la République, opposait un modèle qui construit une république unitaire. À ses yeux, la première offrait une meilleure possibilité de développer l'auto-gouvernance politique du peuple. Elle distribuait les compétences entre le centre et les autorités locales de manière à ce que la plus grande partie du pouvoir demeurait dans les mains du peuple. Une telle république permettrait aux citoyens de résoudre leurs problèmes par le biais des organes élus, indépendants du centre. Mais l'ambiguïté des compétences entre le pouvoir central et local n'a pas été levée par la Constitution. Au contraire, elle a été consacrée à l'article 98: "*L'autorité locale est en même temps l'organe de l'administration locale de l'Etat et gère les affaires culturelles, éducatives et économiques d'intérêt local dans les limites de son territoire*". Plus loin, l'article 104 précisait: "*L'autorité locale est subordonnée aux organes de l'administration centrale dans la gestion et l'administration*". Ainsi, la dépendance verticale de l'administration territoriale des organes du pouvoir central témoignait du caractère flou de la séparation

²⁹⁹ L'article 108 de la Constitution géorgienne de 1921, <http://www.parlement.ge>

³⁰⁰ Ibid., pp.13-14

des compétences. Il est clair que l'ambiguïté actuelle des compétences entre les autorités centrales et locales est un héritage de cette époque. La soviétisation de la Géorgie a seulement augmenté la complexité de la situation.³⁰¹

Section II - Les Constitutions pendant l'époque soviétique

Après la soviétisation, la Constitution de 1921 a été évidemment abolie et la Géorgie vivait successivement sous les Constitutions soviétiques de 1922, de 1927, de 1937 et de 1978. La particularité commune de tous ces textes; ils ont été préparés au Moscou.³⁰² Même si tous ces textes ont garanti le statut autonome de l'Adjarie, le changement de régime a également marqué le système local d'administration. Comme dans tous les régimes totalitaires, les limites des compétences des administrations locales étaient extrêmement serrées et l'autonomie de la prise de décision était réduite à zéro. La politique que le régime communiste mettait en œuvre dans les pays membres de l'Union soviétique, présentait, au premier regard, un caractère paradoxal. Celui-ci consistait à la simultanéité des tentatives d'assimilation, voire de russification, des cultures nationales d'une part, et de l'octroi des statuts d'autonomie aux minorités ethniques, d'autre part.³⁰³

Pendant l'époque soviétique, les organes autonomes se trouvaient en rapports «immédiats» avec les organes du pouvoir et de l'administration centrale. Les décisions importantes devaient être avalisées par le *Présidium* du Conseil Suprême de la RSS de Géorgie. Dans le système des soviets fortement hiérarchisé, l'autorité centrale ne laissait aucune marge de manœuvre aux organes autonomes. Il est indiscutable que les limites actuelles de la libre administration des entités territoriales sont des résidus soviétiques des rapports de subordination entre le centre et les organes locaux.³⁰⁴

Section III - La manque d'une base législative après la chute du communisme

Après la chute du communisme, le régime de Gamsakhourdia ne réussit pas à relever le défi de la réorganisation de l'Etat. Pour réorganiser l'Etat et instaurer de nouvelles institutions à la place des soviets abolis, il fallait créer une base légale correspondante. La question constitutionnelle s'est donc posée de nouveau. Conformément à l'opinion que tout le monde partageait unanimement, la nouvelle Constitution devait absolument s'appuyer sur la Constitution de 1921, ce qui prouvait l'inspiration de l'étape qu'a constituée la première République démocratique. Cette

³⁰¹ Ibid., p.12

³⁰² Ghia Getsadze et Ghia Nodia, "The Constitutional System in Georgia", op.cit., p.9

³⁰³ Théa Tsouloukiani, op.cit., p.27

³⁰⁴ Ghia Getsadze et Ghia Nodia, "The Constitutional System in Georgia", op.cit., p.8

tâche a été confiée à la Commission constitutionnelle. Entre-temps, le Conseil Suprême a procédé à l'amendement de la Constitution de 1978 qui était une copie de la Constitution brejnévienne du socialisme développé de la Fédération de Russie. 33 articles sur 185 ont été abrogés, les autres ont été révisés et 16 nouveaux articles ont été ajoutés. Les innovations essentielles concernaient l'instauration de l'institution du Président.³⁰⁵

Le réforme de 1991 de l'organisation territoriale héritée du régime précédent a été menée dans l'ancien cadre de l'organisation administrative du territoire. C'est-à-dire que le statut autonome de l'Adjarie continuait. Mais le contexte dans lequel la reconstruction de l'Etat se déroulait, a été rendu particulièrement difficile à maîtriser après le 20 septembre 1990, lorsque le Conseil des députés populaires du District autonome a déclaré l'indépendance de la République démocratique de l'Ossétie du Sud. L'annulation de cet acte par le Conseil Suprême de la République de la Géorgie n'a pas été suivie d'effets, bien au contraire, la région sécessionniste a procédé à l'organisation des élections de l'Etat «indépendant». Après la mise en demeure réitérée plusieurs fois, le 11 décembre 1990, le Conseil Suprême de la République de la Géorgie a adopté la loi portant l'abrogation de la région autonome de l'Ossétie du Sud. Dans la même semaine, le conflit a démarré dans la région.³⁰⁶

Dans le contexte intérieur difficile, la réforme ne réussit pas la refonte totale des institutions locales héritées du système précédent. Dans la mesure où le pays indépendant de la Géorgie existait, mais un Etat géorgien n'existait pas encore, et que le chaos et les revendications sécessionnistes envahissaient le pays, les dirigeants n'ont pas eu ni la capacité ni le temps de déployer des efforts de transformations d'envergure.

Section IV - La Constitution de la Géorgie contemporaine de 1995

À la suite de la guerre civile, le régime de Gamsakhourdia a été renversé au début de 1992. Le Conseil militaire, arrivé au pouvoir, a déclaré l'abrogation de la Constitution en vigueur. Or, les actes émanant de cet organe ne pouvaient être ni légaux ni légitimes. Afin de remédier à cette crise de légitimité, le 21 février 1992, le Conseil militaire a déclaré la restauration de la Constitution de 1921. Mais ce texte n'était pas une solution pour les conditions actuelles.³⁰⁷ En raison de cela, en février 1993, la Commission constitutionnelle d'Etat a été formée au sein du Parlement de la Géorgie.

³⁰⁵ Théa Tsouloukiani, *op.cit.*, p.19

³⁰⁶ *Ibid.*, p.19

³⁰⁷ Ghia Getsadze et Ghia Nodia, "The Constitutional System in Georgia", *op.cit.*, p.10

La question de l'organisation territoriale est venue au premier plan particulièrement à partir de 1994. Le fédéralisme et les entités autonomes étaient au sein des débats.³⁰⁸

Il était très difficile de trouver une conciliation dans ce débat historique puisque les problèmes ont été encore présents en Abkhazie et en Ossétie du Sud même si les combats ont été terminés. La nouvelle Constitution a été adoptée par les votes de plus de 3/2 des parlementaires, le 24 août 1995. Mais les problèmes sur l'organisation territoriale et l'avenir des autonomies ont été ajournés à l'ensuite de l'assurance de l'intégrité territoriale du pays.³⁰⁹ A ce moment-là, l'Adjarie a été définie comme un organe représentatif de la Géorgie par la Constitution. Mais il n'y avait pas d'article qui mentionnait le statut autonome de la région. Il était clair que la définition constitutionnelle était floue et vague.³¹⁰

L'objectif de la Constitution, qui n'a pas été pas formulé expressément, était de constituer la Géorgie en république unitaire tout en recherchant plusieurs niveaux de décentralisation et d'autonomie administrative. Cela ressort à l'évidence au chapitre I, consacré aux "Principes fondamentaux". Les deux premiers articles du chapitre I reflètent l'aspect unitaire de la Constitution.³¹¹

Quant à l'article 4 de ce chapitre, il accepte indirectement la compétence de l'auto-administration de l'Adjarie. Un parlement bicaméral a été prévu à cette article «après la restauration des conditions sur le territoire entier de la Géorgie et la formation des organes de l'auto-administration». Il serait constitué d'un Conseil de la République et d'un Sénat.³¹²

³⁰⁸ Jonathan Aves, op.cit., p.7

³⁰⁹ Ghia Getsadze et Ghia Nodia, "The Constitutional System in Georgia", op.cit., p.10

³¹⁰ M. Jaime Nicolas, (et al.), "Observations sur le projet de Constitution de la République de Géorgie", *Commission de Venise*, Venise, le 12 mai 1994, p. 26

³¹¹ Article premier de la Constitution de 1995;

1. La Géorgie est un Etat indépendant, unifié et indivisible fondé sur la prééminence du droit, dont la formation a été approuvée par le référendum organisé le 31 mars 1991 sur l'ensemble du territoire du pays, y compris dans la région qui constituait alors la République socialiste soviétique autonome d'Abkhazie et l'ancienne région autonome d'Ossétie du Sud et confirmée par la loi du 9 avril 1991 rétablissant l'indépendance de l'Etat géorgien.

Deuxième article de la Constitution de 1995;

1. Le territoire de l'Etat géorgien comprend le territoire du pays au 21 décembre 1991. L'intégrité territoriale de la Géorgie et l'inviolabilité des frontières de l'Etat sont garanties et reconnues par la Constitution et la législation de la Géorgie ainsi que par le concert des Etats et des organisations internationales.

2. Toute cession du territoire de la Géorgie est interdite. Les frontières de l'Etat ne peuvent être modifiées que par des accords bilatéraux avec des pays voisins.

4. ... Le droit de créer des organes autonomes, ainsi que leurs attributions et leurs relations avec les organes de l'Etat, sont fixés par une loi organique.

³¹² Article 4 de la Constitution de 1995;

1. Dès que toutes les conditions requises seront remplies et que les organes autonomes auront été mis en place sur l'ensemble du territoire géorgien, un parlement formé de deux chambres, à savoir le Conseil de la république et le Sénat, sera constitué.

2. Le Conseil de la république sera composé de membres élus au scrutin proportionnel.

Le chapitre III de la Constitution, consacré au 'Parlement géorgien', définit l'Adjarie comme un organe auto-administratif d'une façon plus claire, particulièrement lorsqu'il est question de la composition de la Chambre "territoriale" du parlement géorgien: les articles 53 et 55 cite les fonctions que les représentants d'Abkhazie et d'Adjarie occuperont.³¹³

Même si la Constitution sous-entend l'autonomie de l'Adjarie, elle ne contient aucune disposition en ce qui concerne les relations entre le pouvoir central et l'administration locale. La seule référence au partage des compétences entre le pouvoir central et la République de l'Adjarie, est à l'article 89 du chapitre V, consacré au "Pouvoir Judiciaire". Cet article de la Constitution soumet les décisions des institutions d'autonomie administrative locale sous le contrôle juridictionnel de constitutionnalité.³¹⁴

Contrairement à cette disposition, Abachidzé, profitant de ces flous de la Constitution, a réclamé que les lois régionales aient la priorité sur des lois nationales. De plus, c'était une violation nette de l'article 6.³¹⁵

Les relations entre Tbilissi et Batoumi qui ne sont pas déterminées par la Constitution, seront ordonnées par les lois organiques. Mais les conflits économiques et politiques ont empêché ce processus. Les autorités de Tbilissi, remarquant l'absence de cette base légale, ont fait beaucoup d'amendements constitutionnels sur le statut de l'Adjarie. Par l'amendement passé au parlement le 20 avril 2000, le statut autonome a officiellement et constitutionnellement déclaré. Ce changement historique de 2000, a restauré le statut assuré au traité de Kars :

*Article 3.3 (additionnel à la Constitution de la Géorgie de 20 avril 2000)*³¹⁶

3. Le Sénat sera composé de membres élus d'Abkhazie, d'Adjarie et d'autres unités territoriales de la Géorgie, ainsi que de cinq membres nommés par le Président.

4. La composition et les pouvoirs des chambres et les conditions d'éligibilité de leurs membres sont fixés par une loi organique.

³¹³ Article 53 de la Constitution de 1995; <http://www.parlement.ge>

1. Un membre du parlement ne peut occuper une fonction dans un organe public ou exercer des activités professionnelles. Les cas d'incompatibilité sont fixés par la loi.

2. Une personne ne peut cumuler le mandat de membre du parlement et de membre d'un organe représentatif territorial. Des exceptions à cette disposition sont prévues pour les membres du parlement qui sont également membres des organes représentatifs suprêmes d'Abkhazie ou d'Adjarie.

Article 55 de la Constitution de 1995; <http://www.parlement.ge>

1. Le Parlement géorgien élit de plein droit, dans les conditions définies par le règlement et au scrutin secret, le président du parlement et deux vice-présidents dont l'un doit être originaire d'Abkhazie et l'autre d'Adjarie.

³¹⁴ Article 89 de la Constitution de 1995; <http://www.parlement.ge>

1. La Cour constitutionnelle de la Géorgie, à la demande ou sur proposition du Président, d'un cinquième des membres du parlement, des tribunaux, des organes représentatifs suprêmes d'Abkhazie et d'Adjarie, des défenseurs de la population et de citoyens et dans les conditions fixées par une loi organique:

a. se prononce sur la conformité à la Constitution des lois et des textes normatifs des organes représentatifs suprêmes d'Abkhazie et d'Adjarie;

³¹⁵ Article 6 de la Constitution de 1995; <http://www.parlement.ge>

1. La Constitution est la loi fondamentale de l'Etat. Toutes les autres lois sont promulguées conformément à la Constitution.

Le statut de la République autonome d'Adjarie sera déterminé par la Constitution de la Géorgie, intitulée "sur le statut de la République autonome d'Adjarie".

Mais même par ce changement, une délimitation de compétence entre Tbilissi et Batoumi n'a pas été achevée car le pouvoir central ne veut pas montrer l'Adjarie comme l'exemple aux autres autonomies conflictuelles, Abkhazie et Ossétie du Sud. Les questions relatives aux compétences des unités autonomes, étaient étroitement liées les unes aux autres. L'octroi d'un statut d'unité fédérée à l'Adjarie n'est pas exempt de risque de l'enchaînement des revendications semblables de la part de deux autres unités autonomes. Ainsi, la région de Tskhinvali a revendiqué le même degré d'autonomie dont disposait l'Adjarie.

En septembre 2002, Chevardnadzé, pour résoudre les conflits avec les entités autonomes, a proposé une réforme constitutionnelle basée sur le fédéralisme asymétrique. Mais cette proposition a été refusée par le parlement qui ne voulait pas ouvrir la voie de revendication de l'autonomie aux autres minorités comme les Arméniens de Djavakhéti.

CAHPITRE II – LE PROBLEME INTERIEUR ENTRE LE GOUVERNEMENT CENTRAL ET AUTONOME

Section I – Les problèmes économiques

L'Adjarie dispose d'atouts économiques et géographiques importants: le port de Batoumi, la richesse de cultures tropicales et la proximité avec la Turquie.³¹⁷ Pendant l'histoire, les avantages géographiques ou économiques ont constitué un atout important pour Batoumi. Au débouché d'un carrefour géopolitique, le port de Batoumi, un des rares sites réellement protégé de la côte orientale de la mer Noire, a très tôt attiré l'attention: les fortifications de Gonio, dans les banlieues actuelles de Batoumi ont vu succéder les Romains, les Byzantins, les Génois, les Ottomans.³¹⁸ La variété des conditions naturelles de l'Adjarie expliquait la spécificité de son économie traditionnelle. Le climat chaud et humide des régions littorales a permis l'introduction, à l'époque tsariste, de cultures subtropicales comme le thé et les agrumes alors que les régions intérieures produisent du tabac de haute qualité.³¹⁹

³¹⁶ "Changements et amendements de la Constitution de la Géorgie", <http://www.parlement.ge>

³¹⁷ *Dictionnaire de géopolitique des Etats*, sous la direction de Yves Lacoste, Paris, Flammarion, 1995, p.48

³¹⁸ Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchvili, op.cit.,p.230

³¹⁹ David Dartchiachvili (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", op.cit., p.15

Arraché par l'empire tsariste en 1878, la ville est devenue rapidement un élément clef du dispositif moderne de l'économie transcaucasienne avec la construction d'une voie ferrée (1883) et d'un oléoduc (1897-1907) reliant le port à Bakou. Le 23 août 1899 un bateau-citerne chargé dans le port de Batoumi a croisé le canal de Suez pour la première fois. Ceci a marqué le commencement de la reconnaissance internationale de Batoumi. La ville connaissait alors un essor industriel, économique et urbain remarquable, essor prolongé à l'époque soviétique par la construction d'une raffinerie (1929-1931) et de quelques industries de transformation (un chantier naval, des entreprises électrotechniques, chimiques, agroalimentaires) Au début de la période soviétique, le port de Batoumi jouait un rôle majeur pour l'exportation de pétrole venant d'Azerbaïdjan et pour la production de produits raffinés transportés par wagons citernes dans tout le Caucase. Tout en conservant une activité pétrolière dynamique, Batoumi, par le commencement de la Guerre froide, a perdu de son importance relative. La participation de la Turquie à l'OTAN, a certainement freiné le développement de la ville. Et l'Azerbaïdjan a vu sa propre production d'hydrocarbures et le pétrole sibérien a été exporté par d'autres terminaux sur la mer Noire comme Novorossisk et Odessa. Le port commerçait aussi des marchandises diverses (céréales, vrac) et recevait quelques passagers. En 1990, son trafic était officiellement de 5.9 millions de tonnes (4.5 de pétrole, 0.5 de vrac et 0.9 de céréales): il se situait loin derrière les ports de Novorossisk (43. millions de t.), Odessa (26.1), Tuapse (14.4) mais devant Poti (4.3) qui ne recevait alors que du vrac.³²⁰

La Géorgie, comme toutes les républiques soviétiques, faisait face à une crise économique pendant les années 1980. L'Adjarie a été naturellement influencé de cette crise. Après la réouverture du poste frontalier de Sarpi en 1989, la commerce frontalière et littorale ont rapidement augmenté.³²¹ Malgré cela, les indications économiques devenaient mauvaises : la plupart des usines ont été arrêtées, surtout faute d'énergie -les coupures d'électricité sont encore plus fréquentes qu'à Tbilissi-, le port a tourné au ralenti; les plantations de thé étaient pour une grande part à l'abandon, les produits agricoles ne trouvaient pratiquement plus d'accès à leur marché naturel, la Russie. Dans le même temps, la capitale adjare s'efforçait de revivre, sous l'impulsion d'Abachidzé.³²²

Un sentiment identique prévalait en ce qui concerne le tourisme. A l'époque soviétique, un tourisme balnéaire a été activement développé sur le littoral entre Batoumi et Kobouléti. Ce secteur est aujourd'hui sinistré. La plupart des grands hôtels

³²⁰ Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchvili, op.cit., p.231

³²¹ David Dartchiachvili (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", op.cit., p.16

³²² Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchvili, op.cit., p.231

d'architecture soviétique sont quasi occupés par des réfugiés d'Abkhazie. Or, les conditions climatiques locales et la qualité médiocre des eaux de la mer Noire³²³ et ses plages offraient peu d'espoir de concurrencer les nouvelles destinations favorites des touristes russes qui constituent l'essentiel de la clientèle: les côtes méditerranéennes de la Turquie, la Chypre, la Grèce. Dans l'immédiat, les domaines les plus prometteurs restaient donc le commerce et l'industrie, en essayant de tirer le meilleur profit de la réouverture de la frontière. Le secteur longtemps porteur des hydrocarbures traversait une période difficile: le vieil oléoduc Bakou-Batoumi était hors d'usage et le nouveau tube en cours de réalisation arriverait à Soupsa en 1998. Après la construction de l'oléoduc de Bakou-Tbilissi-Ceyhan, la raffinerie restera périphérique. De nos jours, les installations vieillies de Batoumi sont cependant utilisées pour exporter du pétrole kazakh qui arrive par le train ou pour importer du pétrole roumain.³²⁴

La petite république qui constitue le 10% de la population et le 5% de la superficie de la Géorgie, a une contribution immense à l'économie du pays. Le 17% du produit national brut vient de l'Adjarie.³²⁵ Mais ce pourcentage est la source des débats puisque les autorités géorgiennes ont accusé le régime d'Abachidzé de cacher les chiffres réels pour augmenter son pouvoir économique dans sa république. Ce débat était au sein des problèmes économiques entre Tbilissi et Batoumi. Cette richesse économique relative de l'Adjarie qui consolidait le crédit politique d'Abachidzé aux yeux de son peuple, était un facteur d'humiliation pour les gouvernements à Tbilissi. La question des compétences de l'Adjarie est très sensible en raison des jeux politiques que pratiquent les autorités locales, ce qui laisse de côté la question de la séparation nette des compétences entre le centre et cette entité autonome. Or, il est à noter que l'Adjarie conserve le 30 % des taxes douanières et le 20 % de la TVA prélevées sur son territoire.

Avant la crise des années 1980, les revenus réels par habitant en Géorgie étaient parmi les plus élevés d'URSS mais le système économique géorgien a été totalement détruit comme tous les autres républiques soviétiques. Mais l'Adjarie était extrêmement variée. La commerce frontalière avec la Turquie compensait les désavantages apparus après la détruite de la zone économique soviétique. Face au boycotte et au blocage

³²³ Commençant dans les années 80, la pollution de la mer Noire a considérablement nui à l'industrie du tourisme de la Géorgie. Le traitement insatisfaisant d'eaux d'égout est la cause principale de cette condition. Par exemple, à Batoumi, seulement le 18% d'eau usagée est traité avant dégagement dans la mer. Environ de 70% d'eau de surface mettent en danger la santé humaine puisqu'il contient des bactéries auxquelles le taux élevé de la maladie intestinale de la Géorgie est attribuée. David Dartchiachvili (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", op.cit., p.16

³²⁴ Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchvili, op.cit., pp. 233-234

³²⁵ David Dartchiachvili (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", op.cit., p.16

frontalier de la Turquie envers l'Arménie, l'Adjarie restait la seule alternative pour entrer aux marchés du Caucase.³²⁶

Après la réouverture du poste frontalier de Sarpi, la région a assisté à un essor rapide des revenus routiers et douaniers. Les impôts douaniers ont été perçus soit directement à la frontière soit au centre plus proche de Batoumi, avec des vastes aires de dédouanement. Les premiers espoirs liés à l'accroissement spectaculaire du trafic international sont aujourd'hui quelque peu refroidis. Même si l'Adjarie fournissait le tiers des revenus douaniers de Géorgie, le poste de Sarpi et le port de Batoumi ont vu leur élan freiné par les conséquences de la tension perceptible entre les autorités de la république et celles de Tbilissi. Les premières, désireuses d'augmenter leur contrôle sur les nouveaux flux, ont cherché à exercer une emprise complète sur ce commerce croissant, allant jusqu'à créer entre 1991 et 1995 une sorte de douane bise à la sortie de leur territoire vers la Géorgie.³²⁷

Depuis le premier jour de l'indépendance, Abachidzé voulait créer une 'zone économique libre' en Adjarie pour augmenter le chiffre d'affaire du port de Batoumi. Mais cette proposition, alimentant la tension déjà lourde entre les deux capitales, a soulevé une véritable tempête au Parlement géorgien qui n'y a vu qu'une étape supplémentaire dans la souveraineté et la confirmation de la volonté sécessionniste d'Abachidzé. Même si une partie des bénéfices douaniers était effectivement remboursée à Tbilissi, les accusations de corruption ont été multipliées. Elles ont été confirmées par les transporteurs occidentaux qui utilisaient cette voie. Ils critiquaient les pratiques des autorités de Batoumi, qui multipliaient les contrôles et donc les occasions de fraudes et de dessous de table. Cette situation malsaine a conduit les occidentaux à privilégier rapidement le port de Poti pour leurs envois vers le Caucase. De leur côté, les autorités géorgiennes ont cherché à contrer ces dérapages en ouvrant un second poste frontalier avec la Turquie, par Valé, qui offrait l'avantage d'éviter l'Adjarie et de permettre de rejoindre les routes du plateau anatolien, beaucoup plus rapides que l'étroite côte littorale.³²⁸ De la même façon, l'essentiel des nouveaux investissements et des travaux de modernisation entre les membres du programme européen TRACECA (Transport Europe-Caucase-Asie Centrale) ont été dirigés vers Poti et le nouveau terminal pétrolier de Soupsa, évitant l'Adjarie.³²⁹

On a ainsi l'impression que la petite république, dont les spécificités pourraient contribuer activement au redémarrage de l'économie géorgienne, est pratiquement

³²⁶ Jonathan Aves, op.cit., p.42

³²⁷ Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchchvili, op.cit., p.235

³²⁸ Jean Radvanyi, « La Géorgie aux prises avec ses archaïsmes », *Le Monde diplomatique*, janvier 1996, p.5

³²⁹ Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchchvili, op.cit., p.234

marginalisée du fait de relations très détériorées de ses dirigeants avec le pouvoir géorgien.

Sur ce plan, l'Adjarie est dans une position singulière, la Turquie ayant toujours conservé, depuis 1878, un intérêt spécifique pour ce territoire et sa population musulmane. Les Adjars ont certainement compris le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de cet intérêt après la réouverture de la frontière et se sont félicités de la nette amélioration des relations avec leurs voisins. Le président Abachidzé a d'ailleurs facilité l'apparition de bonnes relations lorsque Tbilissi affirmait que toute l'économie adjare a été capitulé aux Turcs. Cette présence demeurait peu sensible, quelques investissements dans l'hôtellerie, le commerce et la restauration.³³⁰

On retrouve cette différence d'appréciation à propos de la présence russe. Le marché russe et des zones ex-soviétiques étaient encore important pour l'économie adjare. Mais ce jeu d'équilibre entre ces trois pôles d'intérêt (Tbilissi, Moscou, et Ankara) irritait profondément les autorités géorgiennes qui n'y voyaient qu'un calcul politicien destiné à confronter le pouvoir local. Mais ces problèmes d'équilibre dépassent largement la singularité adjare et renvoient à la tentative plus globale de Tbilissi de redéfinir ses alliances en s'appuyant sur une coopération sans cesse plus étroite avec les pays occidentaux. L'apparition depuis 1996 de liens privilégiés entre Tbilissi, Bakou et Ankara dans le cadre des projets de réseaux de transports et l'oléoduc, dénote un changement de perception dans la capitale géorgienne quant aux tentations turques d'affirmer le nouveau rôle régional de la Turquie. Dans cette nouvelle conjoncture, réciproquement, l'importance attribuée à Tbilissi a renforcé à Ankara. A terme, cette évolution devait faciliter l'intégration de l'Adjarie dans le renouveau de l'économie géorgienne.³³¹

Toutefois, depuis 1997, les relations entre les autorités locales et centrales ont été encore détériorées. Tbilissi n'a eu de cesse de réduire la marge de manœuvre économique dont dispose la république autonome. Après le développement accéléré des ports de Poti et Soupsa qui recueillaient l'essentiel des aides internationales, le projet d'une liaison ferroviaire directe entre Kars et Tbilissi (donc évitant l'Adjarie) et l'inauguration du second poste frontalier par Valé (une alternative au poste Sarpi), représentaient une nouvelle menace pour la part de commerce transitant par Batoumi. Ces mesures du gouvernement central ont terminé la coopération électorale entre Abachidzé et Chevardnadzé avant les élections locales en 1998.

³³⁰ Ibid., p.237

³³¹ Jean Radvanyi, "Transport et géostratégie au sud de Russie", *le Monde diplomatique*, juin 1998, pp.18-19

En partie asphyxiée par les mesures visant à isoler la petite république en faisant dériver les principaux flux vers d'autres points de passages, les autorités adjares tentent de trouver d'autres alliés. Le président Abachidzé a ainsi lancé en 1998 une opération de charme vers les Arméniens du mouvement "Djavakhk" de Djavakhétie qui revendiquaient plus d'autonomie. Il a essayé de créer une sorte d'union des régions méridionales regroupant avec l'Adjarie et la Djavakhétie.³³² Ici, Abachidzé menait une politique adroite car Djavakhétie avait une importance géopolitique sensible :

- La Djavakhétie et l'Adjarie avaient des points communs. L'autorité étatique de la Géorgie était faible en ces deux régions qui logeaient des bases russes, celle de Djavakhétie à Akhalkalaki et celle de l'Adjarie à Batoumi.
- Cette sorte d'union avec Djavakhétie qu'Abachidzé rêvait, mettrait fin aux mesures visant à isoler l'Adjarie. La plupart des alternatives prévues par Tbilissi pour écarter le contrôle d'Abachidzé, se trouvaient dans les territoires de la Djavakhétie. Elle est sur le passage du poste frontalier de Valé et des projets de l'oléoduc BTC et de la liaison ferroviaire directe entre Kars et Tbilissi.
- Par cette tentative, les frontières terrestres entre la Turquie et la Géorgie seraient soumises au contrôle d'Abachidzé et l'Adjarie prolongerait 'l'axe nord-sud' qui composait de Moscou, Erevan et Téhéran. Parallèlement, Abachidzé a ainsi relancé l'idée d'une voie de transport directe entre l'Adjarie, l'Arménie et l'Iran, pour contrecarrer les efforts de s'engager à l'axe occidental de Tbilissi.

Mais tous ces efforts d'Abachidzé ont essuyé un échec parce que ce type d'union violerait la Constitution géorgienne et le traité de Kars. Cela nous montrait qu'Abachidzé ne percevait pas l'autonomie en des termes de traité de Kars mais au bénéfice de ses intérêts politiques.

Après cet échec, Abachidzé s'est orienté vers la campagne de la fortification du port de Batoumi pour pouvoir concurrencer le port de Poti favorisé par Tbilissi. Après les travaux de modernisation, la capacité du port achèvera de 5 millions de tonnes au 27 millions de tonnes. Le port modernisé contenait les nouveaux terminaux de pétrole, de cargaison, de passager, de ferry-boat et de container. Le chiffre d'affaires de terminaux pétroliers est 15 millions de tonnes, les terminaux de cargaison peuvent manœuvrer 2.5 millions de tonnes et le terminal de ferry-boat dirige 4 millions de tonnes et les terminaux nouvellement construits de container serviront 6 millions de tonnes. A la fin

³³² Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchchvili, op.cit., pp.238-239

de l'accomplissement des travaux en marche, la capacité totale de port de Batoumi excédera 27 millions de tonnes et elle deviendra un port multi-fonctionnelle.³³³

Les travaux de la modernisation ont acquis une appréciation sur le plan international et national. En 2001 et 2002, le port de Batoumi a été choisi comme la meilleure entreprise en Géorgie dans la 'Annual Business Awards Competition'. D'autres récompenses récentes sont le certificat international de la qualité publiée par "Bureau Veritas Quality International" de la France, la récompense d'ARCO EUROPA" de l'Espagne pour le bon service et le 'the Platinum Prize for World Quality Commitment' attribué en mai 2002 en France.³³⁴

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), dans le cadre de TRACECA, a investi les projets de la modernisation dans les ports, les chemins de fer et les routes en Géorgie. Mais Abachidzé a accusé Tbilissi d'attribuer toutes les sources financières au port de Poti.

L'adhésion de l'Adjarie à l'Assemblée des régions européennes en 1998, a contribué ses efforts de l'intégration à l'Europe en termes du commerce et des institutions. Dans ce cadre, la transportation de ferry-boat entre Batoumi et Cosenza (Roumanie) a commencé. Ce projet ne liait pas seulement la côte orientale et occidentale de la mer Noire mais liait en même temps l'Europe au Caucase et en Asie Centrale. En conséquence, les tentatives d'isolation de Tbilissi ont été abattues par Abachidzé.

D'un autre côté, le poste Sarpi était encore la route préférée pour le commerce frontalier malgré des coûts de passages trop élevés. Les camions devaient payer 1.000 dollars par passage des frontières (qui pourrait contribuer au budget d'Adjarie mais pas celui de Tbilissi). Les coûts de passages sont moins chers au poste de Vale mais l'infrastructure de la route est plus mauvaise. D'ailleurs, Batoumi était un point de transition historique grâce au chemin de fer entre Bakou et Batoumi. Plus de 90% des produits s'est transporté par l'intermédiaire de Batoumi arrivent là par cette liaison ferroviaire qui contribuait plus de 100 millions de dollars par année à l'économie géorgienne. Par exemple, en 2003, les revenus obtenus du transit ferroviaire de pétrole étaient environ 75 millions de dollars.³³⁵

L'ascension économique non-freinée du régime d'Abachidzé a causé les rumeurs de l'activité illégale en Adjarie comme le blanchissement de l'argent par la voie de banques liées à la famille Abachidzé, le trafic et la plantation du drogue. Ces accusations de Tbilissi ont été favorisées par les organisations internationales comme

³³³ "The Port of Batumi has an important history and a bright future", <http://www.internationalreports.net>

³³⁴ "The Port of Batumi has an important history and a bright future", <http://www.internationalreports.net>

³³⁵ Allison Ekberg, "Realizing Georgia's transit potential Combating the barriers to Georgia's growth", <http://www.amcham.ge>

l'ONU et les organisations non-gouvernementales. Abachidzé a été renommée comme le 'Baron Narcotique' en Europe car le climat subtropical et le manque de l'autorité étatique semblaient convenable pour ces activités illicites.³³⁶

Le plus récent et le plus grand investissement de l'Adjarie est la centrale thermique à Kobouléti. Elle est construite par le consortium formé de l'entreprise énergétique de l'Adjarie et une firme chypriote. Cette centrale va procurer plus de 50% de besoin énergétique de l'Adjarie. Ce serait un atout politique aux yeux des Adjars puisque le reste du pays vivait dans l'obscurité à cause des coupures d'électricité fréquentes. Malgré toute cette richesse relative, selon le rapport de la Banque mondiale en 2001, le peuple adjare vivait au-dessous de la limite de la faim. Ce rapport confirmait les accusations de l'administration clanique et dynastique et de la corruption de Tbilissi contre Abachidzé.³³⁷

Mais face à ces accusations, les Adjars remarquaient également les avantages de vivre en Adjarie parce qu'à l'inverse de la Géorgie les salaires ont été payés à temps. En effet, les raisons économiques n'ont pas joué un rôle provocateur à la chute d'Abachidzé.

Quant à Tbilissi, les problèmes aggravaient après la crise en Russie. La monnaie du pays, *lari*, a été dévaluée de 50-60%. La corruption était encore dominante lorsque la part de l'économie enregistrée a augmenté de 40% à 75% et le gouvernement pouvait percevoir seulement le 10% ou 12% des impôts. Ce tableau économique qui montrait que la Géorgie était au fond parmi les républiques ex-soviétiques, préparait également la fin du régime de Chevarnadzé.³³⁸

Pour l'apaisement de la crise en Géorgie, la contribution de l'Adjarie au budget étatique devenait plus important de jour en jour. Dans ce contexte, Tbilissi a persuadé Abachidzé de la formation d'une commission de budget commun à la fin de 2002.³³⁹ D'ailleurs, au début de 2003, le Ministère de la Finance de la Géorgie a annoncé que le budget étatique de 2002 était en déficit environ 14 millions de dollars puisque l'Adjarie n'a pas transféré ses impôts.³⁴⁰ À cause de ces données économiques, le régime d'Abachidzé a été devenu la première cible du gouvernement Mikhaïl Saakachvili qui fait la promesse de l'accroissement économique au peuple. Les revenus annuelles de la

³³⁶ Steven Eke, "The Georgian president has called him a "narco-baron"", <http://news.bbc.co.uk>, le 04 mai 2004

³³⁷ David Dartchiachvili (et. al), *The Capital and The Regions of Georgia*, op.cit., p.16

³³⁸ Note sur la situation politique et économique de la Géorgie et ses relations avec l'Union européenne, Parlement européen, Luxembourg, le 15 mars 2002, pp.11-13

³³⁹ L'agence Anatolienne, le 26 décembre 2002

³⁴⁰ L'agence Anatolienne, le 06 janvier 2003

république près de 200-300 millions de dollars étaient maintenant sous le contrôle du budget étatique de la Géorgie.³⁴¹

Section II – Les problèmes sécuritaires

La sécurité territoriale était toujours un embarras pour les gouvernements géorgiens depuis la proclamation de l'indépendance à cause des guerres ethniques et civiles successives. L'Adjarie sous le régime d'Abachidzé était toujours vue comme une région d'un conflit chaud potentiel. La 12^e base militaire russe à Batoumi était la source principale de cette menace et le premier cautionnement d'Abachidzé. L'avenir de la base russe est encore un grand sujet de discussion.

Au début de l'indépendance, les bases russes dans la Géorgie étaient perçues comme une menace sécuritaire. Gamsakhourdia les considérait comme une force d'occupation et un outil de l'impérialisme historique russe qui favorisait les mouvements sécessionnistes en Géorgie. En janvier 1993, Moscou a déclaré une notification sur les statuts des bases militaires dans l'espace ex-soviétique. Selon cette notification, toutes les bases militaires en Géorgie dépendaient directement à la Fédération de la Russie.³⁴²

Après la consolidation du pouvoir de Chevardnadzé, la Géorgie s'est rapprochée de la Russie pour finir la guerre civile et les conflits ethniques en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Car les Abkhazes, les Ossètes et les Adjars ont déclaré que la Russie était le protecteur de leurs intérêts. Dans cette époque-là, le rétablissement des bonnes relations avec la Russie avait beaucoup d'importance pour la sécurité de la Géorgie. En raison de ceux-ci, la Géorgie a joint à CEI malgré la non-confirmation du Parlement géorgien.³⁴³ Après l'adhésion de la CEI sous la direction de Chevardnadzé, en février 1994, la Géorgie a signé un traité d'amitié et de coopération russo-géorgien et par-là a du accepter de signer de l'accord de défense commune des frontières extérieures de la CEI. Officiellement, c'était donc des forces de la CEI qui assuraient la surveillance frontalière. Tbilissi et Moscou ont aussi signé un accord par lequel la Géorgie a accepté la présence de quatre bases russes sur son territoire pour les 25 années prochaines.³⁴⁴ Les bases russes se trouvaient en particulier dans des zones soit potentiellement dangereuses, soit d'intérêt économique : à Soukhoumi en Abkhazie, à Batoumi en

³⁴¹ Elizabeth Fuller, "Brinkmanship in Batumi", in *RFE/RL Caucasus Report*, Vol:7, No:12, le 19 mars 2004, p.11

³⁴² Hasan Kanbolat, "Gürcistan'daki Rus Üslerinin Tasfiyesinde Mehter Adımları: Bir ileri iki ileri", *Stratejik Analiz*, Vol: 2 No: 16, p.58

³⁴³ Stephane Yerasimos, *Milliyetler Sınırlar*, op.cit., p.471

³⁴⁴ Jonathan Aves, op.cit., p.2

Adjarie et à Ahalkalaki, une région peuplée par une minorité arménienne qui devrait être traversées par les oléoducs provenant d'Azerbaïdjan.

La base militaire à Batoumi, fondée à l'époque tsariste, possédait une importance stratégique dans les conditions de la Guerre froide. La Géorgie était le centre de l'espace militaire de la Transcaucasie pendant l'époque soviétique (ZavKO). Après l'effondrement de l'Union, le pays est devenu le centre des forces russes de la Transcaucasie (GRVZ).³⁴⁵

Dès 1996, Chevardnadzé a changé la politique étrangère de la Géorgie vers les différentes orientations. Il a choisi de s'éloigner de Russie et de renforcer les liens avec les pays occidentaux surtout avec les Etats-Unis. Les attitudes de Russie ont influé sur ce choix de Chevardnadzé. La Russie utilisait encore plusieurs moyens de pression sur la Géorgie comme les conflits ethniques, les bases militaires, les dettes, la limitation de transfère du gaz naturel et l'application de visa. La Géorgie a remis en question les traités signés avec la Russie à la fin de 1998 et repris progressivement le contrôle de sa frontière. C'est chose faite au début 1999 pour la frontière maritime et les derniers gardes frontières russes devraient quitter la frontière terrestre d'ici à la fin 1999.³⁴⁶ Malgré le retrait de la Géorgie de l'accord de défense commune des frontières extérieures de la CEI, la plupart des frontières a été encore sous le contrôle des bases russes et les troupes russes du maintien de la paix.

Cette situation a remis en question l'abolition des bases russes. En conséquence, la Russie et la Géorgie se sont entendues sur l'abolition des bases militaires au sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) tenu à Istanbul en 1999.³⁴⁷

³⁴⁵ En 1999, il y avait 10.663 personnels militaires, 215 chars de bataille, 517 véhicules blindés de combat, 239 pièces d'artillerie et 5 hélicoptères d'attaque dans les bases russes en Arménie et Géorgie qui forment le GRVZ. Par ailleurs, 18 avions de combat étaient présentes à l'aéroport de Gumri pour défendre les bases russes en Transcaucasie. Hasan Kanbolat, op.cit., p.58

³⁴⁶ Lionel Ponsard, "La Géorgie à la croisée des intérêts russes et américains, *NATO Defense College Publications*", Research Paper, No:3, Rome, avril 2004, pp.3-4

³⁴⁷ D'après la déclaration commune de la Fédération de Russie et de la Géorgie ;

1. La Partie russe s'engage à réduire au plus tard le 31 décembre 2000, les niveaux de ses ELT situés sur le territoire de la Géorgie, de sorte qu'ils ne dépassent pas 153 chars de bataille, 241 véhicules blindés de combat et 140 pièces d'artillerie.

2. Au plus tard le 31 décembre 2000, la Partie russe retirera les ELT situés sur les bases militaires russes de Vaziani et de Goudaouta et dans les installations de réparation de Tbilissi. Les bases militaires russes de Goudaouta et de Vaziani seront démantelées et retirées d'ici le 1er juillet 2001. La question de l'utilisation, y compris de l'utilisation en commun des installations militaires et de l'infrastructure des bases militaires russes démantelées restant sur ces emplacements sera résolue dans le même laps de temps.

3. La Partie géorgienne s'engage à accorder à la Partie russe le droit à un déploiement temporaire de base de ses ELT sur l'emplacement des bases militaires russes de Batoumi et d'Akhalkalaki.

4. La Partie géorgienne favorisera la création des conditions nécessaires à la réduction et au retrait des forces russes. A cet égard, les deux Parties notent que les Etats participants de l'OSCE se déclarent disposés à fournir un appui financier à ce processus.

En conséquence, Moscou a démantelé de la base à Vaziani le 1^{er} juillet 2001. Une autre base qui se trouvait à Goudauta en Abkhazie, a été transformé en centre de troupes russes du maintien de la paix. Quant aux deux bases restantes de Batoumi et d'Akhalkalaki, la Russie insiste encore sur la nécessité de les maintenir pour une période d'au moins dix ans malgré les avertissements des pays occidentaux aux sommets de Porto en 2001 et de Maastricht en 2003.

Après le sommet d'Istanbul, l'avenir de la base russe à Batoumi a été devenu un grand débat entre les autorités de Tbilissi et celles de Batoumi. Concrètement, la base à Batoumi, placée sous la direction des officiers russes, comportait un nombre grandissant de Géorgiens. Accusé par certains politiciens de Tbilissi d'avoir favorisé le maintien des militaires russes sur son territoire et de s'appuyer sur eux pour exercer son pouvoir, Abachidzé a répondu que c'était seulement grâce à cette présence russe qu'on a évité les troubles qui menaçaient en 1991-92. Selon lui, les Géorgiens étaient alors incapables de contrôler leurs frontières et il se félicitait de ce qu'un nombre important d'Adjars soient formés par l'armée russe à ces tâches.

Dans ce contexte, Abachidzé ne voulait absolument pas que la base militaire russe soit enlevée de Batoumi afin de préserver son pouvoir. L'homme réputé proche de Moscou, finançait la base militaire russe sur place. C'était avec ses fonds que des logements pour les militaires russes ont été construits et ce contingent recevait en outre une solde complémentaire du pouvoir adjar.

L'abolition des bases russes en Géorgie doit être jugée dans le cadre du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE)³⁴⁸. Les bases militaires en Géorgie et en Arménie sous la direction de GRVZ sont dans l'aile Sud de ce traité. Elles ne sont pas accessibles aux inspections même si le traité de FCE ordonne l'inspection sur le terrain des équipes de l'OSCE pour compter les équipements militaires limités par le traité (ELT) et vérifier l'implémentation du traité. Vers le milieu de 2003, la Russie, qui s'inquiétait de la documentation des ses armements lourds, violateur de FCE, a sévèrement fait l'opposition aux vols de reconnaissance des U-2 et des AWACS américains sur la Géorgie.

5. Au cours de l'année 2000, les deux Parties achèveront les négociations concernant les délais et modalités de fonctionnement des bases militaires russes de Batoumi et d'Akhalkalaki ainsi que des installations militaires russes sur le territoire de la Géorgie.

Cette déclaration commune est jointe en annexe au présent Acte final de la Conférence des Etats parties au traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, en date du 17 novembre 1999.

³⁴⁸ Signé à Vienne en novembre 1990 par les Etats membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie, il compte trente Etats membres. Il limite par des plafonds cinq catégories d'armement (ELT : éléments limités par le traité), dans une zone s'étendant de l'Atlantique à l'Oural. Entré en vigueur en novembre 1992, il a été complété par un nouveau traité signé en juillet 1992 qui limite le nombre d'hommes déployés. En 1995, la Russie a demandé une modification de la répartition de ses forces sur son territoire, afin en particulier de les augmenter sur son flanc sud, dans le Caucase. Les plafonds ont fait l'objet d'une actualisation lors du sommet de l'OSCE à Istanbul, en novembre 1999.

Par ailleurs, elles créent des occasions du métier pour le peuple adjar et arménien de la région de Djavakhétie qui souffre du chômage et l'OSCE est responsable de compensation des effets négatifs de l'abolition des bases.

En 1999, dans la base russe à Batoumi, il y avait 1.790 personnels militaires, 41 chars de bataille, 71 véhicules blindés de combat, 203 véhicules militaires, 76 pièces d'artillerie et 4 véhicules blindés poseur de ponts³⁴⁹. Le 35^e régiment motorisée de Batoumi et 90^e régiment motorisée de Khélvachaouri, 809^e régiment d'artillerie de Batoumi, 122^e bataillon de combat de Madjginistzkali, 61^e brigade de détachement de Batoumi et 773^e bataillon de découverte Madjginistzkali sont en Adjarie, dans le cadre de cette base à Batoumi.³⁵⁰

Les prétextes de la Russie pour ne pas démanteler les bases sont multiples ; la structure politique instable de la Géorgie, le risque de conflit chaud en Adjarie et en Djavakhétie où les bases se trouvent, la contribution des bases à l'économie régionale et la volonté du peuple local sur la présence de bases.³⁵¹ Mais il est clair que la Russie doutait de la reconstruction des bases démantelées par l'OTAN.

L'importance de la base pour Moscou peut-être comprise par les paroles du président de la commission de la défense de Duma, Andrey Nikolayev ; "*Quitter Batoumi est la perte du clé de la Transcaucasie.*"³⁵² Parallèlement, après le 11 septembre, les inquiétudes de la Géorgie sur l'avenir des bases russes dans le pays ont rapidement augmenté. En dehors de ces inquiétudes, les décisions d'Abachidzé sur les domaines militaires créaient un problème de sécurité. Selon les amendements de la Constitution adjare, il avait le droit d'empêcher d'entrer les troupes géorgiennes à sa république. Les perceptions différentes de Tbilissi et de Batoumi sur la sécurité ouvraient les portes aux manipulations des acteurs régionales et des grandes puissances en raison de l'importance géopolitique de la région en Transcaucasie.

³⁴⁹ Le terme "véhicule blindé poseur de ponts" signifie un véhicule transporteur-poseur automoteur blindé, capable de porter et, à l'aide de mécanismes incorporés, de placer et de retirer une structure de pont. Ce véhicule doté d'une structure de pont fonctionne en tant que système intégré.

³⁵⁰ Hasan Kanbolat, op.cit., p.59

³⁵¹ Edmund Herzig, "*The New Caucasus Armenia, Azerbaijan and Georgia*", Londres, International Institute of International Affairs, 1999, p.45

³⁵² Interfax, le 9 juillet 2001

CHAPITRE III – LES REVENDICATIONS DIFFÉRENTES DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Section I – Les relations bilatérales de la Géorgie

Sous-Section I - La Russie

Après l'effondrement de l'URSS, il y avait deux grandes stratégies contradictoires que Moscou pouvait suivre. La première était l'Atlantisme qui prévoyait l'intégration de la Russie aux institutions Occidentales. La deuxième était la stratégie Eurasiatique qui prévoyait l'espace ex-soviétique comme le zone d'influence de Moscou. Mais les développements globaux de cette époque-là ont donné le poids à la stratégie Eurasiatique qui apparaît plus convenable aux intérêts russes. Cette stratégie était favorisée par les milieux militaires qui avaient la nostalgie de l'époque soviétique. La doctrine 'Étranger Proche', acceptée en février 1993, était le signe concret que la politique étrangère russe serait sous l'influence de la stratégie Eurasiatique.³⁵³ Cette doctrine visait le contrôle des secteurs clés comme l'énergie et la télécommunication et la continuité de la présence militaire russe dans les pays de la CEI.³⁵⁴ Cette stratégie pouvait être interprétée comme une suite de la politique étrangère traditionnelle de la Russie. Et donc l'importance cruciale de la Géorgie doit être comprise dans cette perspective Eurasiatique.

La Géorgie avait une position géopolitique importante en Transcaucasie; comme un carrefour interconnectant des réseaux de transportations du Caucase, comme un pont entre la mer Noire et Caspienne et comme une porte pour tous les pays en Transcaucasie. Elle est la seule alternative pour la transportation de l'énergie Caspienne aux marchés internationaux en laissant de côté de l'Iran et de monopole de la Russie. Elle est au point d'intersection entre les deux différents axes, celui d'est-ouest (la Turquie, l'Azerbaïdjan) et celui de nord-sud (l'Arménie, l'Iran et la Russie). Donc, celui qui veut être puissant en Transcaucasie, doit absolument l'être en Géorgie, comme le disait Chevardnadzé : «*La Géorgie est le cœur d'Eurasie.*»

Les relations russo-géorgiennes post-soviétiques ont commencé dans une atmosphère tendue. La proclamation de l'indépendance provoquait les émotions anti-russes qui existaient dans la mémoire collective des Géorgiens.³⁵⁵ Mais

³⁵³ Jonathan Valdez, "The New Abroad, the West and National Identity in Russian Foreign Policy", (ed. par) Adeed Dawisha ve Karen Dawisha, *The Making of Foreign Policy in Russia and the New States of Eurasia*, New York, M.E. Sharpe, 1995, pp.84-109

³⁵⁴ Kamil Ağacan, "Rus Liberal İmparatorluk Stratejisi, Güney Kafkasya ve ABD", 2023, No:31, novembre 2003, p.28

³⁵⁵ Aleksandr Dugin, "*Rus jeopolitiği Avrasyacı Yaklaşım*", trad:Vügar İmanov, İstanbul, Küre, 2003, p.369

l'institutionnalisation des relations a débuté par le retour de Chevardnadzé. Il remarquait le rôle clé de Kremlin pour résoudre les conflits dans les entités autonomes séparatistes.³⁵⁶ Pour assurer la stabilité politique en Géorgie, Chevardnadzé avait besoin des bonnes relations avec Moscou. Dans ce cadre-là, la Géorgie a accepté d'adhérer à la CEI en 1993³⁵⁷ et en février 1994, elle a signé un traité d'amitié et de coopération russo-géorgien. Par-là, elle a aussi du accepter de signer de l'accord de défense commune des frontières extérieures de la CEI. Et par cet accord, la Géorgie a accepté la présence de quatre bases russes sur son territoire pour les 25 années prochaines.³⁵⁸ Donc, Chevardnadzé ne pouvait pas mettre fin aux conflits mais il a réussi à geler les conflits chauds grâce à son rapprochement à Moscou. Les conflits ethniques étaient un moyen pour le retour de la Russie comme les exemples de la Géorgie et la Moldavie.³⁵⁹ Pour la plupart des Géorgiens, ces conflits étaient un résultat de la politique de 'divise pour régner' de l'administration soviétique.

Après la stabilisation relative, Chevardnadzé a changé sa politique étrangère, parallèlement aux changements des politiques américaines, vers les différentes orientations. Il a choisi de s'éloigner de Russie et de renforcer ses liens avec les pays occidentaux surtout avec les Etats-Unis. Pour Moscou, la perte de l'influence sur la Géorgie serait celle du Caucase du Sud. En raison de cela, la Russie a multiplié les moyens de pression sur la Géorgie dans cette étape des relations.

Moscou a en effet souvent utilisé son appui aux régions sécessionnistes comme un moyen de pression.³⁶⁰ Les politiciens à Tbilissi accusent la Russie d'y supporter les sécessionnistes. Dans un tel contexte, on peut se demander si la Russie souhaite réellement voir se résoudre les conflits qui opposent la Géorgie à l'Abkhazie mais également à l'Ossétie, étant donné qu'un retour à la normale priverait Moscou d'un moyen de pression important sur Tbilissi. Moscou a en outre offert la citoyenneté russe aux populations d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud et le régime de visa pour traverser la frontière en direction de la Russie est plus souple pour ces régions séparatistes que pour Tbilissi.³⁶¹ La Géorgie considère cela comme une annexion *de facto*. Moscou applique

³⁵⁶ Oktay F. Tanrısever, "Sovyet Sonrası Dönemde Rusya'nın Kafkas Politikası", in *Türkiye ve Komşuları* (ed. par), Mustafa Türkez et İlhan Üzgel, Ankara, İmge Yayınları, 2002, pp.386-391

³⁵⁷ Alexander Rondeli, "Regional Security Prospects in the Caucasus", in *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, G. K. Bertsch, (ed. by), New York, Routledge, 2000, pp.48-54

³⁵⁸ Jonathan Aves, op.cit., p.2

³⁵⁹ Dov Lynch, *Russian peacekeeping strategies in the CIS: the cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, New York, St. Martin's Press, 2000, p.18

³⁶⁰ Pavel Baev, *Russia's policies in the Caucasus*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1997, p.26

³⁶¹ Mariapaula Ferrari, Institut Européen des Hautes Etudes Internationales, "Les Républiques du Caucase entre passés soviétiques et mondialisation, le mémoire de master en relations internationales", Nice, 2002, p.82

un régime de visa contesté contre la Géorgie depuis le 5 décembre 2000 même s'il n'est appliqué à aucun membre de la CEI. C'est un obstacle important pour l'économie géorgienne en raison des ouvriers géorgiens en Russie. Les dettes aux près de 179 millions de dollars sont aussi un autre atout de Kremlin pour contrôler les relations étrangères de Tbilissi. La dépendance énergétique de la Géorgie à la Russie cause à la limitation de transfère du gaz naturel. La production d'électricité de la Géorgie dépend du gaz naturel. Pendant les coupures du gaz, toute la Géorgie sombre dans l'obscurité.³⁶²

D'un point de vue sécuritaire, la Géorgie a dénoncé le Traité de défense collective des frontières de la CEI et le Traité de sécurité collective de Tachkent à la fin de 1998, préférant s'en remettre au parapluie, même distant, de l'OTAN. Malgré le retrait de la Géorgie de l'accord de défense commune des frontières extérieures de la CEI, la plupart des frontières a été encore sous le contrôle des bases russes et les troupes russes du maintien de la paix.³⁶³

Dans le même temps, la Georgie tente d'obtenir l'évacuation des quatre bases militaires russes déployées chez elle depuis l'époque soviétique. En novembre 1999, au sommet d'OSCE à Istanbul, la Russie et la Géorgie se sont entendues sur l'abolition des bases militaires à Tbilissi et à Goudaouta jusqu'en juillet 2001. Le calendrier d'évacuation des deux autres bases, Batoumi et Akhalkalaki, devait être arrêté au 1^{er} février 2001 mais n'est toujours pas fixé. Les autorités géorgiennes souhaitent un départ des 3.000 personnels russes dès 2005 alors que Moscou veut un délai d'une dizaine d'années et des compensations financières pour le rapatriement sous prétexte des coûts élevés et de la désaffection du peuple pour l'abolition en vue de leurs intérêts économiques et sécuritaires. Les travaux de reconstruction de l'OTAN dans les bases démantelées sont aussi un facteur d'inquiétude pour la Russie.

Quant aux forces de maintien de la paix déployées le long du fleuve Ingouri, ligne de démarcation entre la Géorgie et l'Abkhazie, elles sont exclusivement composées de troupes russes. Tout ceci est bien entendu perçu de façon très négative par Tbilissi qui voit dans l'attitude russe une volonté évidente de préserver son influence mais également de faire obstacle à la coopération militaire entre la Géorgie et les Etats-Unis.

Les coopérations entre l'OTAN et les pays ex-communistes et soviétiques comme le Partenariat pour la Paix (PpP), conçues pour séduire les pays ressortissants du

³⁶² Oktay F. Tanrısever, "Rusya - Gürcistan ilişkilerindeki artan gerilim: Bir sağırlar diyalogu mu?", www.stradigma.com, no:7, août 2003, pp.3-6

³⁶³ Lionel Ponsard, op.cit., pp.3-4

Pacte de Varsovie semblaient gêner la Russie.³⁶⁴ Les élites russes considéraient la politique américaine envers la CEI, y compris dans la région et dans le Caucase, comme fondamentalement anti-russe.³⁶⁵

Le GUUAM a été formellement fondé en 1996 comme une alliance politique, économique et stratégique conçue pour renforcer l'indépendance et la souveraineté entre les pays de l'ancienne Union soviétique.³⁶⁶ Le GUUAM est devenu une structure importante pour augmenter la coopération économique régionale par le développement d'un couloir de transport "l'Europe-le Caucase-l'Asie". C'est aussi devenu un forum pour la discussion sur les niveaux de divers problèmes de sécurité existants, promouvant la résolution de conflit et l'élimination d'autres risques et des menaces. La participation de Géorgie au GUUAM lui permet de se distancer encore davantage de son voisin russe. Mais il faut attirer l'attention sur l'organisation GUUAM, qui se transforme de plus en plus, d'une union économique en une alliance militaire-politique, exprimant une orientation pro-OTAN, anti-russe.

La Géorgie est au cœur de projet de construction d'oléoduc de BTC qui devrait transporter le brut de la Caspienne vers la Méditerranée puis vers les marchés mondiales. Ce projet est favorisé par l'administration américaine pour des raisons politiques comme il laisse de côté de la Russie et l'Iran. La Russie s'est opposée aux propositions américaines de renforcer le projet d'oléoduc de BTC. L'ouverture, le 17 avril 1999, de l'oléoduc reliant Bakou au port de Supsa de la Géorgie, sur la mer Noire, met fin à l'hégémonie russe sur l'exportation des hydrocarbures de la Caspienne.³⁶⁷ En outre, la solution du problème d'énergie par le gaz naturel de la Caspienne finirait la dépendance de Tbilissi à Moscou.

L'arrivée à Kremlin de Vladimir Poutine a coïncidé avec un tournant géostratégique décisif pour le Caucase. Dans cette époque-là, la nouvelle doctrine militaire acceptée en avril 2000, refusait toute la présence économique, politique et

³⁶⁴ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale de la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*, Paris, PUF, 2001, pp.67-68

³⁶⁵ François Bonnet, "Les experts russes redéfinissent les relations stratégiques avec Washington", le Monde, le 05 juin 2000.

³⁶⁶ La coopération parmi les délégations d'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine a commencé en 1996 à Vienne, à la Conférence de Traités CFE, où quatre états ont publié des déclarations communes et ont proposé des initiatives communes. Le 10 octobre 1997, les Présidents des quatre pays se sont rencontrés à Strasbourg pendant le sommet du Conseil de l'Europe et ont exposé leur intérêt mutuel dans le développement de la coopération bilatérale et régionale, la sécurité européenne et régionale, les contacts politiques et économiques. Dans le Joint Communiqué publié, ils ont souligné l'importance de la coopération de quatre nations. Le 24 avril 1999, GUUAM a été agrandi par encore un membre - Ouzbékistan, qui a rejoint le groupe au sommet GUUAM, qui a été tenu pendant le Sommet NATO/EAPC à Washington, le 23-25 avril 1999. <http://www.GUUAM.org>.

³⁶⁷ "Oil Export Routes and Options in the Caspian Sea Region", Energie Information Administration, <http://www.eia.doe.gov>

militaire étrangère dans la CEI.³⁶⁸ La Géorgie possédant toute sorte de ces existences étrangères, était le centre de cette doctrine.

Après le 11 septembre, la Russie a voulu profiter de la conjoncture de la «lutte contre le terrorisme». Elle a tenté d'augmenter sa pression sur la Géorgie en affirmant que les milices Tchétchènes liés Al Qaida logent dans la vallée Pankissi³⁶⁹ auprès de la frontière russo-géorgienne. L'absence de contrôle du gouvernement géorgien sur la vallée du Pankissi a permis également à Moscou de justifier sa présence militaire en Géorgie. Cette région est en effet connue pour servir de refuge à des indépendantistes liés à Al Qaida fuyant le conflit tchétchène. Il est indéniable que la campagne tchétchène lancée aux portes de la Géorgie a renforcé les pressions du Kremlin.³⁷⁰ Pour tenter de faire plier les autorités géorgiennes, la Russie n'avait pas hésité à multiplier les incursions aériennes sur le territoire géorgien suivies de bombardements « involontaires » sur des villages géorgiens proches de la frontière tchétchène. Non contente d'avoir vu sa frontière nord bombardée et minée par l'aviation russe, la Géorgie fait face aux demandes de plus en plus pressantes de Moscou d'y imposer ses troupes. Mais à la suite des manœuvres politiques de Chevardnadzé, la Géorgie a tourné la situation à son avantage. Les assertions de la Russie sont devenues une base de légitimité pour la présence militaire américaine en Géorgie.³⁷¹

L'affaiblissement de l'influence de Moscou sur Tbilissi a continué au cours et après la Révolution des Velours en septembre 2003.

Le mécontent de Moscou la Géorgie peut-être résumé comme ci-dessous:

- La Géorgie a une politique de proximité avec l'Union européenne et l'OTAN;
- poursuit une politique de rapprochement avec les États-Unis;
- est membre du GUUAM
- lui a nié son appui dans le cadre du conflit tchétchène;
- envisage de poursuivre le démantèlement des bases russes situées sur son territoire,
- est favorable au pipeline mer Caspienne-mer Méditerranée qui devrait relier BTC

Les pressions russes sur la Géorgie ont pour objectif:

- l'adhésion de la Géorgie à la Communauté Économique Eurasiatique (CEE), créée en octobre 2000 sur la base de l'Union douanière de la CEI;
- la "neutralité" de la Géorgie dans le conflit tchétchène;

³⁶⁸ Osman Metin Öztürk, *Rusya Federasyonu Askeri Doktrini*, ASAM, Ankara, 2001 pp.45-46

³⁶⁹ La vallée de Pankissi constitue l'une des régions qui échappent largement au contrôle des autorités géorgiennes. Elle est peuplée principalement des Kistes, une minorité Vainakh, comme les Tchétchènes. Silvia Serrano, "La vallée de Pankissi ou les avantages et les dangers de l'État faible", novembre 2000, <http://www.ceri-sciences-po.org>

³⁷⁰ Alexandre Chigorin, "Russian-Georgian Relations", *International Affairs*, Vol. 49, no. 4, 2003, p. 125.

³⁷¹ Fehim Taştekin, "Büyük Fırtınanın Küçük Vadisi Pankisi", Istanbul, *Kafkas Vakfı Raporları*, avril 2002, pp.7-9

- la possibilité de différer le démantèlement des bases militaires russes situées sur le territoire géorgien;

Sous-Section II - Les Etats-Unis

L'activisme actuel des Etats-Unis dans la Transcaucasie faite suite à deux politiques qu'ils ont menées successivement à l'égard de la région après l'effondrement soviétique. La première est le respect à la suprématie russe, tout en soutenant à la fois le rôle de la Turquie dans la région et l'indépendance des nouveaux Etats. La seconde, après 1994, était un effort accru pour promouvoir leurs intérêts économiques, sécuritaires et politiques dans la région.³⁷²

Immédiatement après l'effondrement soviétique, les Etats-Unis ont eu tendance à traiter le Caucase du Sud comme le "l'arrière cour" de la Russie et à ne pas y accorder un grand intérêt. Ils ont essayé de promouvoir de l'indépendance des nouveaux Etats de la région, mais en dehors de cela, n'étaient pas conscients que ces Etats contribuaient aux importants intérêts nationaux de l'Amérique. Selon cette stratégie, Washington n'intervenait pas aux relations entre Moscou et les pays ex-soviétiques du Caucase.³⁷³

Pendant cette période, Washington s'efforçait d'accroître le rôle économique, politique et sécuritaire de la Turquie dans la région. Sa décision de promouvoir l'oléoduc de BTC a été fortement motivée par les avantages économiques que l'on prévoyait pour Ankara ainsi que par le souhait de lier la Turquie aux Etats du Caucase. Les Etats-Unis se sont joints, en outre aux efforts du Groupe de Minsk de l'OSCE pour résoudre des conflits dans la région.

Les relations entre Tbilissi et Washington étaient limitées jusqu'aux changements des politiques du Caucase des Etats-Unis. Après que la stratégie Eurasiatique vienne au premier plan, Washington a commencé à entrer en concurrence avec Moscou en Transcaucasie pour ses propres intérêts économiques, sécuritaires et politiques. Selon la nouvelle stratégie américaine, les Etats-Unis devaient terminer au moins affaiblir l'influence de la Russie en Transcaucasie pour protéger ses intérêts en Eurasie et empêcher la naissance d'un nouveau pôle rival contre l'hégémonie américaine dans le système global.³⁷⁴

Dans cette perspective, les Etats-Unis ont accordé une attention particulière à la Géorgie, avec laquelle ils ont coopéré davantage qu'Arménie et l'Azerbaïdjan voisin.

³⁷² Brenda Shaffer, "La politique américaine", in Pavel Baev (et al.), *Le Sud Caucase: un défi pour l'UE*, Institut d'Etudes et Sécurité, *Cahiers de Chaillot*, No: 65, Paris, décembre 2003, p.55

³⁷³ Baskın Oran, *Türk Dış Politikası Kurtuluş Savaşı'ndan Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar*, Vol: II, Istanbul, İletişim Yayınları, 2002, pp. 203-208

³⁷⁴ Zbigniew Brzezinski, *Büyük Satranç Tahtası*, trad: Ertuğrul Dikbaş et Ergun Kocabıyık, Istanbul, Sabah Yayınları, 1998, pp.35, 134, 117

Cette politique spéciale à l'égard de Tbilissi est motivée par la situation géographique stratégique de la Géorgie sur la mer Noire, qui lui confère un rôle de pivot dans la région. Elle est peut-être aussi liée au fait que les relations des Etats-Unis avec ce pays étaient moins controversées que celles avec Baku et Erevan. Washington a même semblé soutenir l'attitude provocatrice de la Géorgie à l'égard de Moscou. Et le président Chevardnadzé a trouvé un soutien considérable pour son pays parmi d'anciens collègues à Washington.³⁷⁵

Après l'adhésion de la Géorgie à la CEI en 1993, les Etats-Unis s'efforçaient d'étendre son influence politique et économique souvent au détriment de la Russie. Pendant cette période, la coopération en matière de sécurité avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan était minime. Les Etats-Unis ont également tenté de promouvoir de la coopération régionale. Dans ce cadre, Washington s'est félicité de la création en mars 1996 du groupe régional GUUAM dont l'Azerbaïdjan et la Géorgie sont les principaux membres.

Dans la politique extérieure, la direction géorgienne démontre son intention constante de se rapprocher avec l'Occident et de devenir membre à part entière de l'OTAN. Les relations entre la Géorgie et l'OTAN doivent être considérées dans le cadre de rapprochement aux Etats-Unis. Car, la plus importante coopération entre les Etats-Unis et la Géorgie s'effectue dans les affaires militaires.

En 1994, la Géorgie est devenu membre d'un programme de PpP, accord de coopération militaire limitée avec l'OTAN.³⁷⁶ Les Etats-Unis contribuent à l'adaptation de la structure des forces armées géorgiennes aux standards adoptés dans l'OTAN. Les cadres militaires de l'armée géorgienne reçoivent une instruction systématique dans les institutions d'études de l'OTAN. La Géorgie participe dans des exercices militaires en commun avec les associés occidentaux. Les conditions sont créées pour garantir collectivement avec les forces du bloc la garde des liaisons pétrolières passant par le territoire du pays.

Le Président Chevardnadzé, qui a promis lors des élections de 1999 que la Géorgie joindrait l'OTAN en 2004, a annoncé l'intention de son pays d'adhérer à l'OTAN dès qu'il atteindra les critères requis, lors du sommet de l'OTAN du 22 novembre 2002, à Prague.³⁷⁷ En réponse à cela, le secrétaire général de l'époque George

³⁷⁵ Brenda Shaffer, op.cit., pp.56-57

³⁷⁶ Revaz Adamia, "NATO: Caucasus in the context of partnership for peace", *Perceptions*, mars-mai 1999, p.98

³⁷⁷ La conférence de Chevardnadzé au sommet de Prague en 2002, <http://www.nato.int>

Robertson, pendant sa visite à Tbilissi en mai 2003, a de nouveau révélé que la politique de la 'porte ouverte' continuerait.³⁷⁸

La Géorgie était l'un des membres fondateur du Conseil de Partenariat euro-atlantique (CPEA) en 1997.³⁷⁹ Elle a soutenu l'opération de Kosovo de l'OTAN malgré l'opposition de la Russie et au lieu d'aller à la réunion de CEI où l'OTAN va être critiquée, elle a participé à la cérémonie de 50^e anniversaire de l'Alliance.³⁸⁰ De plus, elle a également envoyé un bataillon d'infanterie au Kosovo chargé d'opérer avec un bataillon turc dans le cadre de l'opération de soutien à la paix KFOR de l'OTAN.

Après le 11 septembre, les Etats-Unis mènent une politique plus dynamique dans la Géorgie. Washington inscrit aujourd'hui sa présence et sa politique à l'égard de ce pays dans sa politique au Moyen-Orient et sa lutte contre le terrorisme. Dans cette période, les ressources énergétiques de la mer Caspienne considérée par les Américains comme un moyen de diversifier la fourniture mondiale du pétrole. Même dans le point de vue de l'énergie, les Etats-Unis qui ne veulent pas que les pays du Moyen Orient prennent les ressources pétrolières sous leur monopole, ne peuvent pas facilement renoncer ou montrer de la négligence au Caucase. Même si la région Caspienne n'a pas une richesse énergétique comparable au Moyen Orient, ses ressources sont équivalentes à celles de la mer Nord, la plus grande ressource que l'Occident possède.³⁸¹

Le projet d'oléoduc de BTC n'aurait jamais vu le jour sans l'insistance des Etats-Unis. Il contourne la Russie, mais évite également l'Iran que Washington tient à maintenir dans son isolement.

Pendant la crise de Pankissi, malgré l'insistance de Moscou, Tbilissi a refusé que les bases militaires russes ne servent de bases arrière pour les opérations militaires russes. Moscou a affirmé que les groupes liés à Al Qaida s'abritent dans la vallée de Pankissi. En contrepartie, Chevardnadzé a déclaré que *"s'il y a les groupes terroristes, la Géorgie fera la coopération avec les Etats-Unis, pas la Russie"*.³⁸² Donc la crise de Pankissi a ouvert la porte à l'intervention américaine. Washington a aidé l'armée géorgienne pour faire face à des éléments étrangers. Ils ont déployé ses premières forces militaires dans la région en lançant en avril 2002, le programme de *«Train and Equip»*

³⁷⁸ La conférence du secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, au parlement géorgien <http://www.nato.int>

³⁷⁹ Indéniablement, le Partenariat pour la Paix a constitué une réussite technique qui a conduit le Conseil atlantique, en mai 1997 à Sintra (Portugal) à lui conférer un volet politique nouveau, le Conseil de Partenariat euro-atlantique (CPEA). Celui-ci, conçu comme un lieu de dialogue et de concertation -mais non de décision- regroupe à ce jour 44 Etats, dont la Russie, soit 28 "partenaires" aux côtés des actuels 16 membres de plein exercice.

³⁸⁰ Taras Kuzio, "Bağımsız Devletler Topluluğu İçinde Jeopolitik Çoğulculuk: GUUAM'ın Ortaya Çıkışı", in *Kadim Komşumuz Yeni Rusya*, Yılmaz Tezkan (ed. by), Istanbul, Ülke Yayınları, 2001, p.117

³⁸¹ Le rapport de BOTAS en 2001

³⁸² Fehim Taştekin, op.cit., p.9

pour la Géorgie (GTEP), dont le coût de la première étape est 64 millions de dollars. Le volet de «formation» du programme comprenait le déploiement de près de 200 instructeurs militaires américains chargés d'instruire quatre bataillons géorgiens sur la tactique de l'infanterie légère dans le but de produire une force de combat capable de faire face à des menaces de sécurité à petite échelle. Concernant le volet «équipement» du programme les Américains ont fourni aux forces armées géorgiennes des uniformes, des armes légères, des munitions etc. Dans le cadre de la coopération militaire, le Sixième flotte et la Garde côtière américaine se sont également rendues dans la république.³⁸³ Cette évolution a inquiété sérieusement Moscou, même si, pour Poutine, "Ce n'était pas une tragédie". La crise a atteint son paroxysme en septembre 2002 lorsque Moscou a posé un ultimatum à la Géorgie et a commencé à planifier des frappes militaires.³⁸⁴

Après l'application de ce programme, un accord de coopération militaire a été signé entre les partis en mars 2003. Cet accord offre de nombreux droits privilégiés et avantageux à l'armée américaine comme entrer dans le pays avec leurs cartes d'identité, sans passeport, porter l'arme et profiter de l'immunité diplomatique.³⁸⁵

La Géorgie a fait partie de la coalition des volontaires au cours des opérations en Iraq. Elle participe au rétablissement de l'ordre dans le pays, par l'envoi d'un détachement militaire.³⁸⁶

Les Etats-Unis ont contribué à la Géorgie une aide de 1.2 milliards de dollars dans les dix premières années de l'indépendance. La Géorgie est le troisième pays selon les aides monétaires par habitants des Etats-Unis. Les investissements américains sont le premier avec le taux de 28.5% parmi les investissements étrangers en Géorgie.³⁸⁷ En 2002, un programme étatique a été préparé à Tbilissi pour l'intégration euro-atlantique de la Géorgie. Une commission spéciale a été fondée pour coordonner les travaux, dans le cadre du ministère des affaires étrangères.

Les Etats-Unis, qui entretiennent des liens privilégiés avec le nouveau Président géorgien Saakachvili, ont annoncé un renforcement de leur assistance à la Géorgie : l'aide américaine bilatérale à la Géorgie devrait atteindre, en 2004, 200 millions de dollars et la coopération militaire se poursuivra de manière soutenue.³⁸⁸

³⁸³ Brenda Shaffer, op.cit., p. 58

³⁸⁴ L'agence Anatolienne, le 01 mars 2002

³⁸⁵ Gökçen Ekici, "Irak Kafkasya'ya Emsal Olabilir mi?", *Stratejik Analiz*, Vol: 4, No:37, mai 2003, p.73

³⁸⁶ Svante E. Cornell, (et.al.), "Regional Security in the South Caucasus", The Role of NATO, *Central Asia-Caucasus Institute*, Washington, p.37

³⁸⁷ Richard Giragosian, "Seeking Security Over Strategy in Georgia", in *RFE/RL Research Report*, Vol: 6, No: 40, le 01 mars 2002, p.9

³⁸⁸ Sabine Frasier, op.cit., p.4

La politique des Etats-Unis envers la Géorgie peut-être résumée comme ci-dessous :

- Empêcher que la région rentre de nouveau dans la sphère de l'influence de la Russie
- Assurer que les investissements occidentaux ne se heurtent pas à des obstacles
- Garantir la transportation des ressources de la Caspienne par des voies alternatives excluant la Russie et l'Iran

Finalement, il est clair que la Géorgie est la 'ligne rouge' que la Russie ne doit pas dépasser en Transcaucasie.

Sous-Section III - L'Union européenne

L'importance stratégique de la région de la Transcaucasie pour l'Union européenne, notamment en raison des énormes ressources énergétiques et des perspectives pour la région de devenir l'une des principales routes de transit entre l'Europe et l'Asie. A mesure qu'avance le processus d'élargissement de l'UE, les relations entre l'Union et les trois États du Caucase du Sud revêtiront une importance accrue et que la paix et la stabilité dans la région auront une incidence plus grande sur la sécurité de l'ensemble du continent européen.³⁸⁹

La Communauté européenne a décidé de reconnaître la Géorgie le 23 mars 1992, faisant suite à l'adhésion de la Géorgie à la CSCE.³⁹⁰ Le 31 mai 1999, une décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion de l'accord de partenariat et de coopération (APC) entre d'une part la Géorgie et, d'autre part, les Communautés européennes et leurs États membres, a été adoptée. L'APC est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1999.³⁹¹

Cet accord met en place le cadre nécessaire permettant d'accroître les relations entre l'UE et la Géorgie. La mise en œuvre de l'APC permettrait d'assurer la cohérence entre les différents aspects des relations UE-Géorgie comme le dialogue politique sur les questions de politique étrangère d'intérêt commun, la démocratie et les droits de l'homme, la coopération économique, l'assistance et la coopération régionale. L'accord comporte la création d'une structure institutionnelle comprenant un Conseil de Coopération, un Comité de Coopération et une Commission Parlementaire de Coopération. Le rôle principal du Conseil consiste à examiner la manière de soutenir les

³⁸⁹ Mahmut Niyazi Sezgin, "Avrupa Birliği'nin Güney Kafkasya Politikası", *Stratejik Analiz*, Vol: 4, No: 43, novembre 2003, p.62

³⁹⁰ Note sur la situation politique et économique de la Géorgie et ses relations avec l'Union européenne, op.cit., p.18

³⁹¹ Neil MacFarlane, *Western Engagement in the Caucasus and Central Asia*, Londres, International Institute of International Affairs, 1999, pp. 9-12

efforts entrepris pour la résolution des conflits dans les républiques autonomes et à travailler en étroite coopération pour lutter contre le trafic de drogue. Après la rencontre présidentielle UE-Caucase du Sud à Luxembourg le 22 juin 1999, la première réunion du Conseil de coopération entre l'Union européenne et la Géorgie a eu lieu le 12 octobre 1999. Les parties ont souligné l'importance qu'elles attachent aux valeurs démocratiques, au respect des droits de l'homme et aux principes de l'économie de marché. Le Parlement européen dans sa résolution datée le 28 février 2002 sur le Caucase du Sud, que l'Union européenne adopte une stratégie commune pour la région et désigne un Envoyé spécial.³⁹²

Lors de sa visite à Bruxelles en mars 2002, Chevardnadzé a insisté sur la vocation à l'adhésion de son pays et de ses voisins du Caucase du Sud à l'Union européenne. Selon lui "... *culturellement et historiquement, le Caucase du Sud est la frontière et le pont naturel vers l'Asie*". Mais le 11 mars 2003, la Commission a publié une communication sur '*l'Europe élargie – voisinage : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'est et du sud*' qui lançait le débat sur la politique de l'Union vis-à-vis de ses nouveaux voisins. Il y est indiqué que : "...*En raison de sa localisation, le Caucase du Sud se situe pour l'instant hors du champ d'application géographique de la présente initiative.*" La Géorgie est considéré dans le projet de Stratégie de sécurité de l'UE, intitulé '*Une Europe sûre dans un monde meilleur*' et approuvé au sommet de Thessalonique, qui visait étendre la zone de sécurité autour de l'Europe.³⁹³

Les ressources allouées par l'UE à la Transcaucasie, plus d'un milliard d'euros entre 1991 et 2000, n'ont pas produit les résultats attendus. Loin de renoncer à son engagement ou de le diminuer, l'Union a décidé de renforcer son profil politique dans la région. La nomination d'un représentant est une procédure complexe, qui implique des décisions sur toute une série de questions délicates, incluant la définition du mandat d'un représentant politique commun de l'Union dans les trois Etats en Transcaucasie. La tâche n'était pas aisée puisque l'UE n'avait pas à l'égard de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie de stratégie de commune explicite comme c'était le cas pour la Russie et l'Ukraine. Un représentant spécial pour le Caucase du Sud, le diplomate finlandaise Heikki Talvitie, n'en était pas moins nommé le 7 juillet 2003.³⁹⁴

³⁹² Note sur la situation politique et économique de la Géorgie et ses relations avec l'Union européenne, op.cit., pp.19-21

³⁹³ Dov Lynch, "Vers une stratégie de l'Union", in Pavel Baev (et al.), *Le Sud Caucase: un défi pour l'UE*, Institut d'Etudes et Sécurité, *Cahiers de chaillot*, No: 65, Paris décembre 2003, p.55

³⁹⁴ Gareth M. Winrow, "Turkey, EU and the South Caucasus", *Insight Turkey*, vol: 6, No: 2, avril-juin 2004, p.17

Quant aux assistances de l'UE, depuis l'indépendance, la Géorgie a reçu plus de 300 millions d'euros de subventions dans le cadre de différents programmes : programme d'assistance technique à la Communauté des États indépendants et à la Géorgie (TACIS), aide financière spéciale, sécurité alimentaire, modernisation, aide aux frontières et aide humanitaire.³⁹⁵

Dans le cadre du programme TACIS, la Géorgie a reçu en 2002-2003 un soutien aux réformes institutionnelles, juridiques et administratives prévues. La Géorgie a reçu plus de 70 millions d'euros de subventions dans le cadre de ce programme, y compris pour des projets régionaux. Environ 250 projets ont été mis en oeuvre dans certains secteurs comme l'énergie, les transports et l'agriculture etc. Parmi les projets réalisés actuellement avec le concours de TACIS, les plus importants sont des programmes régionaux, notamment celui du corridor Europe-Caucase-Asie (TRACECA)³⁹⁶ et celui du transport international d'hydrocarbures vers l'Europe (INOGATE). Quelques 28 projets d'assistance technique se chiffrant en tout à 40 millions d'euros et sept projets d'investissement totalisant 15 millions d'euros ont été financés par le programme TRACECA sur cinq ans. Les fonds alloués par l'intermédiaire du programme INOGATE depuis 1996 s'élèvent à 46 millions d'euros.³⁹⁷ Un tiers de l'assistance technique cofinance des investissements de la Banque mondiale et de la BERD. En tout, TACIS représente le 13 % de l'aide apportée par l'UE. Quant aux assistances financières, elle s'agit d'une assistance financière exceptionnelle d'un montant de 110 millions d'euros pour la période de 1998-2004. Entre 1996 et 1999, le Programme de Sécurité Alimentaire (PSA) a octroyé 24 millions d'euros à la Géorgie. A partir de 2000, le PSA a réorienté ses aides visant à y combattre la pauvreté. Dans le cadre de la Réhabilitation des zones de conflit, l'UE a aussi fourni de l'aide aux régions en conflit avec Tbilissi. La Géorgie en a reçu 82 millions d'euros de l'aide humanitaire d'ECHO entre 1993 et 1999. Quant à l'aide aux gardes frontaliers, dans le cadre de la PESC, l'action commune du Conseil du 26 juillet 2001 prévoit une contribution de l'Union d'un million d'euros pour renforcer la capacité des autorités géorgiennes à appuyer et protéger la mission d'observateurs de l'OSCE à la frontière entre la Géorgie et la Tchétchénie. Une deuxième action commune accordant un montant de 100.000 d'euros

³⁹⁵ Note sur la situation politique et économique de la Géorgie et ses relations avec l'Union européenne, Parlement européen, Luxembourg, 15 mars 2002, pp. 20

³⁹⁶ Pour plus d'informations voir: <http://www.traceca.org>

³⁹⁷ Les activités vont dans cinq grandes directions ; évaluation des oléoducs et gazoducs existants; création de nouveaux réseaux d'acheminement du pétrole et du gaz naturel; amélioration institutionnelle du transport et du commerce international des hydrocarbures; petits investissements d'urgence; transfert de savoir-faire en gestion d'infrastructures dangereuses pour l'environnement, de pipelines et de ressources, pour plus d'informations voir: <http://www.inogate.org>

avec le même but, a été adoptée le 21 mai 2002. En outre de ces aides allouées, l'UE est le troisième partenaire commercial de la Géorgie après la Turquie et la CEI.³⁹⁸

La meilleure façon d'analyser les relations entre la Géorgie et l'UE est d'examiner les relations centre-périphérie. S'agissant de la Géorgie, les relations économiques avec l'Union sont périphériques. En tant que, marché de consommation, la Géorgie est négligeable. Les ressources énergétiques de la mer Caspienne, peuvent diminuer la dépendance de l'Union vis-à-vis du golfe Persique et de la Russie. Le pays est également périphérique pour les intérêts de sécurité de l'Union. Les conflits gelés ne constituent pas des menaces significatives pour la sécurité européenne, contrairement à ceux qui couvent dans les Balkans, mais sont un facteur déstabilisateur pour l'Europe. Cela ne signifie pas que la Géorgie n'a aucune importance pour les intérêts économiques ou sécuritaires de l'Union. Les ressources économiques de la mer Caspienne ont attiré un important nombre des compagnies pétrolières et gazières de l'Europe et ont un impact sur la sécurité énergétique de celles-ci.

Sous-Section IV - La Turquie

Après la Guerre froide, le tableau politique autour de la Turquie a complètement changé. La nouvelle conjoncture a simultanément causé les soucis sécuritaires, comme les conflits en Bosnie, en Haut-Karabakh ou en Abkhazie et aussi les grands espoirs, comme être une puissance régionale. L'effondrement de l'Union soviétique a dessiné pour la Turquie une nouvelle géographie des possibles. C'est avec cet espoir que le président Özal prit l'initiative de créer, en 1992, la Zone de coopération économique de la mer Noire (ZCEMN) pour rassembler tous les pays riverains.³⁹⁹ Ankara désirait enfin disputer à la Russie son rôle de principal pays de transit des hydrocarbures de la Caspienne. Cela en était assez pour raviver le spectre de la rivalité turco-russe dont la mer Noire avait justement été l'un des points de fixation. En Asie centrale et dans le Caucase, Ankara comptait alors se forger un rêve de rechange à son projet européen en jouant la carte de la solidarité turcophone.

Ankara et Tbilissi ont noué d'étroites relations depuis la chute de l'URSS. La Géorgie est l'un des pays clés dans cette conjoncture pour la politique étrangère de la Turquie. Elle peut servir d'interconnexion entre l'Asie centrale, l'Europe occidentale et

³⁹⁸ Les produits énergétiques constituent le 61% des exportations géorgiennes vers l'Union, tandis que les équipements de transport constituent le 18,5% des exportations communautaires vers la Géorgie. L'Italie, la Grèce, les Pays-Bas et l'Espagne sont les principaux États importateurs des produits géorgiens. En revanche, l'Allemagne, l'Italie, la France et le Royaume-Uni sont les principaux exportateurs de l'Union vers la Géorgie, Note sur la situation politique et économique de la Géorgie et ses relations avec l'Union européenne, op.cit., pp. 20-22

³⁹⁹ Utku Yapıcı, *Küresel Süreçte Türk Dış Politikasının Yeni Açılımları Orta Asya ve Kafkasya*, Istanbul, Otopsi, 2004, p.221

la Turquie. A travers un réseau d'oléoducs et de gazoducs qui relierait la mer Caspienne à la mer Noire, puis en traversant la Turquie, la mer Noire à la Méditerranée.⁴⁰⁰ La Géorgie est aussi considérée par Ankara, comme un tampon entre la Turquie et la Russie et aussi comme une porte ouverte au monde turcophone et en Asie centrale. Pour cette raison, Ankara favorise toujours l'intégrité territoriale de la Géorgie malgré les mécontents des diasporas caucasiennes en Turquie. En juin 1992, un accord d'amitié, de coopération et de bon voisinage a été signé. Dans ce cadre-là, les partis ont promis de ne pas soutenir les Abkhazs séparatistes et les activités terroristes de PKK⁴⁰¹. Ankara n'a pas permis la proclamation de l'indépendance de l'Abkhazie en Turquie en 1992.⁴⁰² Cinq observateurs turcs travaillent encore dans le cadre de MONUG.⁴⁰³ Nombreuses visites réciproques officielles qui sont les indicateurs de bon voisinage se sont fait depuis l'indépendance de la Géorgie. Pendant ces visites, Chevardnadzé et les présidents turcs Süleyman Demirel et Ahmet Necdet Sezer ont plusieurs fois souligné l'importance de la coopération entre deux pays. De plus, Demirel a proposé un Pacte de stabilité pour la Caucasic au cours de sa visite en janvier 2000.⁴⁰⁴

En outre, la stabilité de la Géorgie a une importance vitale pour la Turquie parce que l'oléoduc de BTC passera sur les territoires géorgiens. Si les conflits enflamment en Géorgie, les différents passages de transportation peuvent être de nouveau discutés. Tbilissi et Ankara sont des partenaires importants dans la réalisation des projets d'oléoduc et de gazoduc. L'Agence turque de développement et de partenariat (ATDP) a mis en place des projets qui permettent d'apporter une assistance technique et d'accorder de petites subventions à diverses institutions. Cette agence a également formé des fonctionnaires géorgiens travaillant dans les douanes, les finances, le commerce et le tourisme. Entre 1994 et 2002, les projets mis en œuvre par ATDP ont coûté 1,5 millions de dollars.⁴⁰⁵

La coopération militaire entre la Géorgie et la Turquie a débuté en 1995. Avec l'aide du gouvernement turc, un aéroport militaire a été ouvert à Marnueli, une région peuplée par les Azéris, ainsi qu'une Académie militaire turco-géorgienne. Une aide au développement de l'infrastructure d'un centre de formation à Gori et de la Brigade Koda (commando d'élite) a pu être apportée. En mars 1997, la Turquie et la Géorgie ont signé un accord d'assistance militaire et de coopération. Il a permis la construction de centres de formation militaire et en février 2002, a décidé de financer les travaux de la

⁴⁰⁰ *Dictionnaire Géopolitique: Etats, Concepts, Auteurs*, sous la direction d'Aymeric Chauprade et François Thual, Paris, Ellipses, 1998, p.169

⁴⁰¹ Baskın Oran, op.cit., pp.416-417

⁴⁰² Ali Faik Demir, op.cit., p. 186

⁴⁰³ Türkiye'nin Güney Kafkasya Ülkeleri ile ilişkileri, <http://www.mfa.gov.tr>

⁴⁰⁴ Güney Kafkasya'da barış istikrar ve kalkınma, <http://www.byegm.gov.tr>

⁴⁰⁵ Pour plus d'informations voir: <http://portal.tika.gov.tr>

reconstruction de la base de Vaziani, rendue à la Géorgie par la Russie en juin 2001⁴⁰⁶. Depuis 1998, des officiers géorgiens étudient dans des établissements militaires turcs et les commandos sont formés avec l'aide de la Turquie dans le centre de Kodjori.⁴⁰⁷ Enfin, des forces géorgiennes ont été envoyées au Kosovo dans le cadre d'un bataillon turc des Forces de la paix.⁴⁰⁸ Ces deux pays participent le Programme de Blackseafort depuis le 2 avril 2001.⁴⁰⁹

La coopération militaire s'est par la suite considérablement développée. La présence directe et indirecte de l'OTAN au Caucase augmente chaque jour. Une coopération intensive dans le secteur militaire se réalise avec la Turquie voisine, alliée de l'OTAN. En 1998, la Turquie a envoyé en Géorgie un équipement militaire de 2 millions de dollars, elle assure la formation de cadres militaires pour l'armée géorgienne. Le 16 mars 2001, des représentants turcs et géorgiens ont signé à Tbilissi un accord de défense et de coopération entre les deux pays. La Turquie a également apporté pour plus de 30 millions de dollars d'aide pour le renforcement de ses capacités de défense à la Géorgie dont le part des dépenses de la défense dans le budget annuel est 20 millions de dollars.⁴¹⁰ Sezer et Chevardnadzé ont fait part, le 9 novembre 2001 à Tbilissi, de leur satisfaction sur le niveau et la qualité de leur partenariat. Chevardnadzé a exprimé qu'ils voulaient la présence de l'armée turque en Abkhazie comme la force de maintien de la paix.⁴¹¹

La Turquie est devenue le principal partenaire commercial de la Géorgie. En 2003, elle était le premier pays dans l'exportation de la Géorgie avec le taux de 17.8% et aussi le deuxième pays dans l'importation avec le taux de 12.4%.⁴¹² Il est probable qu'avec le commerce de valise, le volume de commerce entre les deux pays est plus élevé. En outre, les entreprises turques ont beaucoup d'investissements surtout dans le secteur d'alimentation et de service. La fin du projet de la voie ferrée Tbilissi-Kars élèvera le niveau des relations commerciales. La coopération entre deux pays continue dans le domaine de l'éducation. La langue turque est apprise dans les écoles comme une langue étrangère.⁴¹³

⁴⁰⁶ Agence France Presse, le 20 février 2002

⁴⁰⁷ Elisabeth Sieca-Kozlowski, "La coopération militaire Turquie-pays de l'ex-URSS", <http://www.regard-est.com>

⁴⁰⁸ Domitilla Sagramoso, "l'ONU, l'OSCE et l'OTAN", in Pavel Baev (et. al.), *Le Sud Caucase: un défi pour l'UE*, Institut d'Etudes et Sécurité, *Cahiers de chaillot*, No: 65, Paris, décembre 2003, p.82

⁴⁰⁹ Bilge Buttanrı, *Bölgesel Güç Karadeniz*, Istanbul, IQ Yayıncılık, 2004, p.192, pour plus d'informations voir: <http://www.blackseafort.org>

⁴¹⁰ Hasan Kanbolat, op.cit., pp.60-61

⁴¹¹ Agence France Presse, le 9 novembre 2001

⁴¹² DEİK, (Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu), *Gürcistan Ülke Bülteni*, mai 2004, p.9

⁴¹³ Ali Faik Demir, op.cit., p.207

Une autre dimension des relations est le problème de retour des Meskhètes.⁴¹⁴ Nino Bourjanadzé, la Présidente du Parlement, a annoncé que les Meskhètes ne peuvent pas retourner à la Djavakhétie puis qu'elle est une région peuplée par les Arméniens.⁴¹⁵ Selon les chiffres officiels géorgiens, il y a 100.000 réfugiés venus de l'Ossétie du Sud et 300.000 de l'Abkhazie. Dans ce contexte, le retour des Meskhètes sera une charge extra pour la petite économie du pays. La Turquie a partagé le poids de Tbilissi avec une loi numérotée 3835 sur l'habitation des Meskhètes en 1992. Ankara ne veut pas un conflit sur le passage de BTC.⁴¹⁶

La direction de l'évolution des relations n'a pas été influencée de la Révolution de Velours. Dans la nouvelle période, des visites officielles réciproques de haut niveau ont continué. Saakachvili a visité la Turquie en mai et le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan a rendu visite à Tbilissi et à Batoumi en août. Pendant ces rencontres, à part de la continuité de partenariat stratégique, l'offre de la citoyenneté pour la diaspora géorgienne en Turquie a aussi été exprimé par Saakachvili.

Sous-Section V - L'Arménie

Les Arméniens et les Géorgiens sont des peuples chrétiens de la Transcaucasie, qui appartient aux leurs propres Eglises indépendantes. Pendant l'histoire on a témoigné que les relations entre ces deux pays, soit la coopération soit la concurrence, ont été façonnées d'après la conjoncture existante. Les deux peuples coopéraient contre les attaques ottomanes et d'Iran jusqu'au début de 20^e siècle. Le commencement du processus de nationalisation géorgien et arménien a causé une rivalité considérable entre les deux peuples chrétiens. A l'époque tsariste, les nationalistes géorgiens étaient

⁴¹⁴ Les Meskhètes, déportés en 1944 vers l'Asie centrale pour éviter la création d'une "cinquième colonne" turcophile aux frontières de l'URSS par Staline, font valoir leur droit au retour en Géorgie. Cette population turcophone et musulmane, avant d'être déportée vivait en Samtskhe- Djavakhétie. Selon les sources géorgiennes, ils seraient les descendants d'une tribu géorgienne chrétienne devenue musulmane après la politique d'islamisation qui a suivi l'invasion ottomane de 16^e siècle. Près de 100.000 Meskhètes au Kazakhstan ou à l'Ouzbékistan, ont subi de massacres en 1989. Contrairement aux autres ethnies déplacées, comme les Tatars de Crimée, qui seront autorisés à rentrer chez eux dès 1956, les Meskhètes n'obtiendront ce droit qu'en 1991, alors que le Soviet Suprême ne peut plus rien imposer à une Géorgie en voie d'indépendance. Afin d'obtenir une solution globale, les Meskhètes placent leur espoir dans le Conseil de l'Europe. En y adhérant en avril 1999, la Géorgie s'est engagée à donner un cadre juridique autorisant leur rapatriement et leur intégration dans les deux années suivant son adhésion. Ils vivent aujourd'hui en Turquie (plus de 150.000), en Russie, en Azerbaïdjan et en forme de quelques petits groupes, en Ukraine et en Kirghizstan. Selon les estimations du Conseil, seul un tiers des 200.000 à 300.000 Meskhètes dénombrés souhaitent retourner en Géorgie. Le part de la population qui ne le souhaite pas, sont content des pays qu'ils vivent. Le 31 décembre 2002, la Fédération de Russie a abandonné les passeports soviétiques. Dernièrement, en novembre 2002, le Congrès américain a décidé de conférer le statut de réfugié pour les habitants Meskhètes de Krasnodar. Anatoly Khazanov, "Meskhetians Turks in search of self-identity", *Central Asian Survey*, No: 11(4), 1992, p.4. Ayşegül Baydar Aydingün, "A deported Nationality: The Ahıska Turks", *Perceptions*, décembre 1998-février 1999, pp.121-129. L'agence Anatolienne, le 14 novembre 2002.

⁴¹⁵ L'agence Anatolienne, le 28 janvier 2002

⁴¹⁶ La conférence du ministre d'Etat, Mehmet Aydın, à TBMM, le 06 juillet 2004

mécontente de la présence nombreuse des Arméniens sur les territoires géorgiens, surtout à Tbilissi et à Ahalkalaki. En 1910, 125.000 Arméniens vivaient à Tbilissi. Selon les leaders du courant nationaliste géorgien comme Ilia Chavchavadzé et Irakli Tsereteli, la cause de la pauvreté du peuple géorgien était les Arméniens qui monopolisaient la vie économique à la capitale.⁴¹⁷

Les Arméniens et les Géorgiens ont fait une coopération à court terme sous le gouvernement de *Seïm* en 1918. Mais après leurs proclamations de l'indépendance dans la même année, les relations entre la Géorgie et l'Arménie ont été devenues tendues puis que le sud de la Géorgie était un part de l'*Haydat*. Les Arméniens voulaient arriver à la mer Noire en occupant le sud de la Géorgie. Avec la construction de l'administration soviétique en Transcaucasie, Tbilissi et Erevan ont été devenues des membres de la République fédérale soviétique socialiste de Transcaucasie (OZAKOM). En 1936, la RSS de l'Arménie et celle de la Géorgie ont été fondées.

Après l'effondrement de l'URSS, les deux pays ont poursuivi des tendances différentes dans leurs politiques étrangères, surtout après 1994. A l'inverse de la Géorgie, l'Arménie a préféré protéger ses liens avec Moscou. Elle a adhéré à la CEI et a signé l'accord de défense commune des frontières extérieures de la CEI en 1992 à Tachkent. L'Arménie est le seul pays du Caucase qui, en 1999, a renouvelé son engagement pour une période supplémentaire de cinq ans.⁴¹⁸

Pendant la guerre de Haute Karabakh, Erevan a établi des bonnes relations avec Téhéran et a naturellement été un part de l'axe nord-sud en Transcaucasie. L'Arménie est en effet perçue, du fait de sa dépendance militaire vis-à-vis de la Russie, comme le bras de Moscou dans le Caucase du Sud. La plus grande base militaire russe dans le cadre de GRVZ se trouve à Gumri. Contrairement à Tbilissi, l'administration arménienne a garanti la présence de cette base jusqu'à 2025.⁴¹⁹

Traditionnellement pro-russe, l'Arménie ne s'est pas réjouie du renforcement des liens de Tbilissi avec Ankara et Washington. Cette situation provoque de vives réactions parmi la population arménienne de l'endroit et a également fait craindre à Erevan que l'influence turque dans la région n'affaiblisse encore la position de l'Arménie. Le ministre des Affaires étrangères de l'Arménie a ainsi pu affirmer qu'*« il n'est pas impossible que la Géorgie soit attirée dans une alliance avec la Turquie et l'Azerbaïdjan visant à isoler l'Arménie. »*⁴²⁰ Erevan considère le projet de l'oléoduc de

⁴¹⁷ Stephan F. Jones, "Georgian-Armenian relations in 1918 to 1920 and 1991 to 1994: A comparison", in *Transcaucasia, Nationalism and Social Change, essays in the history of Armenia, Azerbaijan and Georgia*, (ed by) Ronald Grigor Suny, Michigan University Press, Michigan, 1999, pp.443-444

⁴¹⁸ Svante E. Cornell, (et.al.), op.cit., p.34

⁴¹⁹ Hasan Kanbolat, op.cit., p.58

⁴²⁰ Agence France Presse, le 17 octobre 2002

BTC et celui de liaison ferroviaire de Kars-Tbilissi comme un moyen de son isolation. L'Arménie met aussi la présence de GUUAM en doute.

En dépit de la stratégie pro-russe de l'Arménie, la Géorgie a une position géographique inévitable pour arriver la mer Noire et faire accès au reste du monde parce que l'Azerbaïdjan et la Turquie appliquent un blocus strict contre Erevan. La liaison routière entre Erevan et Tbilissi est ainsi devenue l'axe routier le plus utilisé par l'Arménie. Cette route d'une longueur de 280 km assure les liaisons de l'Arménie avec les ports de la mer Noire, la Géorgie, la Russie, la Turquie, l'UE et les Etats-Unis. Selon les données établies par les autorités du port de Poti, 5.000 containers sont transportés chaque année entre l'Arménie et le reste du monde.⁴²¹

Au début de l'indépendance, la minorité arménienne en Géorgie était un des cibles dans les rhétoriques des nationalistes géorgiens. Les Arméniens en Abkhazie, le 14.6% de la population de la république autonome, ont été accusés de favoriser les sécessionnistes. Tbilissi s'est inquiété de revivre un exemple de Haute Karabakh en Djavakhétie. Après le retour de Chevardnadzé, les relations ont connu une période de normalisation. En mai 1993, un Traité de Coopération et de Sécurité a été signé entre les deux pays. Après cette date-là, plus de 80 accords bilatéraux ont été signés entre les deux pays qui manifestaient leur souhait de coopérer au niveau international, de développer des relations bilatérales et de mettre en œuvre des programmes régionaux communs.⁴²²

La diaspora arménienne en Géorgie a un rôle significatif dans les relations entre les deux pays. Les Arméniens constituent la plus importante minorité ethnique de la Géorgie avec une population de 437.000 d'habitants (8.1% de la population du pays).⁴²³ Géographiquement, ils sont assez fortement concentrés à Tbilissi, où vivent environ 200.000 d'eux, ainsi que dans la région de la Djavakhétie près de la frontière arménienne. La minorité arménienne a toujours été sous-représentés au Parlement géorgien par rapport de son taux de la population. Dans les élections de 1992, seulement deux parlementaires arméniens ont pu entrer dans le Parlement. Les mécontents de la minorité arméniens sont intensifiés dans la région de Djavakhétie.

La Djavakhkétie est une région administrative située au sud-est de la Géorgie et peuplé par 90% d'Arméniens, a une frontière commune avec l'Arménie (environ 50 km), la Turquie (environ 90 km) et la République autonome de l'Adjarie (environ 20

⁴²¹ Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, "Les relations arméno-turques, la porte close de l'orient", Bruxelles, *Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)*, w.date, p.18

⁴²² Stephan F. Jones, "Georgian-Armenian relations in 1918 to 1920 and 1991 to 1994: A comparison", in *Transcaucasia, Nationalism and Social Change, essays in the history of Armenia, Azerbaijan and Georgia*, op.cit., pp.457-459

⁴²³ George Hewitt, "Abkhazia, Georgia and the Circassians (NW Caucasus)", op.cit., p.463

km). Elle occupe une surface de 6413 km², soit le 9,3% du territoire de la Géorgie et regroupe une population près de 250.000 d'habitants. Les Arméniens l'appellent *Djavak* et les Géorgiens, *Samtskhe-Javakheti*. Sa capitale historique est Akhalkalaki. Mais le pouvoir central géorgien a préféré lui donner un nouveau centre administratif, Akhaltsikha, où la population est mixte, Arméniens et Géorgiens.⁴²⁴

Les Arméniens vivent sur ce territoire "*à la mode arménienne*"; la langue couramment pratiquée est l'arménien, le culte en honneur est celui de l'Eglise Apostolique arménienne, l'éducation est faite en arménien depuis l'école primaire jusqu'au lycée. Les étudiants vont à l'université d'Erevan ou de Moscou et les monnaies en vigueur sont le *dram* arménien et le *rouble* russe. Peu d'Arméniens de Djavakhétie pratiquent couramment la langue géorgienne et pratiquement tout le monde pratique le russe.⁴²⁵ La presse écrite géorgienne ne parvient pas à la région et le peuple suit généralement les journaux arméniens ou russes. L'hebdomadaire *Vrestan* préparé à Tbilissi, qui veut dire la Géorgie en arménien, est perçu dans la région comme un moyen de l'assimilation.

La Djavakhétie, qui sur le plan politique, n'a aucune existence juridique particulière au sein de l'Etat géorgien, regroupe historiquement deux départements arméniens: Akhalkalaki (plus de 90% Arméniens) et Ninotsminda (plus de 95% Arméniens). Pour éviter tout séparatisme, le pouvoir central géorgien a pris soin de fragmenter la province, en créant une entité administrative plus vaste que le Javakh historique peuplé d'Arméniens. Ces deux départements ont été intégrés en 1994 dans la région administrative de Samtskhe-Djavakhétie avec quatre autres départements: Borjomi⁴²⁶, Aspindza, Akhaltsikha et Adigen. La région de Samtskhé-Javakhétie englobe une population près de 250.000 d'habitants dont le 60% est seulement Arméniens.⁴²⁷ Elle est divisée en 6 districts et est dirigée par un super gouverneur géorgien, nommé directement par le président Chevardnadze, dont il est le représentant permanent. Manifestement, le pouvoir central cherche à "géorgianiser" la province.⁴²⁸

Dans ces montagnes isolées, peuplées d'Arméniens, la vie est au rythme de la base militaire russe. Les revenus du peuple proviennent essentiellement du commerce avec les familles des soldats de la base militaire russe implantée en bordure de la ville

⁴²⁴ "La nouvelle Question Arménienne et les rivalités internationales; enjeux et risques au Djavakhk", Extrait d'une étude prospective réalisée par Horizon 2025, la cellule géopolitique de l'ADL France, Paris, décembre 2002, p.1

⁴²⁵ le Monde, le 06 novembre 2003

⁴²⁶ Les minérales de Borjomi répondait au besoin de la soude de l'URSS. Ces minérales constituent le 10% de l'exportation de la Géorgie. Radikal, le 18 août 2004

⁴²⁷ Hasan Kanbolat-Nazmi Gül, "Kafkasya'da Cavaheti ve Krasnodar Ermenilerinin Jeopolitiği ve Özerklik Arayışları", *Stratejik Analiz*, Vol: 1 No :6, octobre 2000, pp.5-14

⁴²⁸ "La nouvelle Question Arménienne et les rivalités internationales; enjeux et risques au Djavakhk", op.cit., p.2

d'Akhalkalaki dont la création remonte à 1828. Les Arméniens de la Djavakhétie, revendiquant une large autonomie administrative, s'opposent du démantèlement de la base militaire russe pour le compte de laquelle les petites et moyennes entreprises, ainsi que de nombreuses agricultures fournissent divers services et produits. La base russe représente aussi pour les Arméniens une garantie de sécurité. La base compte au moins 3000 soldats et dispose d'équipements militaires défensifs et offensifs.⁴²⁹ En outre, sa couverture aérienne est assurée par les unités de la défense aérienne russe implantées en Arménie. En outre, elle dispose d'une situation géographique exceptionnelle a proximité du passage de l'oléoduc de BTC.

L'administration géorgienne doute des activités des organisations politiques arméniennes *Virk* et *Djavakh*. La Constitution géorgienne interdit les élections législatives aux partis politiques régionaux, ethniques ou religieux. David Rastakian, dirigeant du parti *Virk* refuse les accusations de Tbilissi d'avoir des ambitions sécessionnistes. Selon lui, *Virk* n'a jamais revendiqué le séparatisme, mais fréquemment exprimé l'amélioration des droits politiques et culturels du peuple arménien de Djavakhétie: "*qu'un jour la Géorgie deviendra un véritable Etat fédéral et la Djavakhétie acquerra son autonomie politique.*" Mais les autorités géorgiennes pensent que 15 milles membres de *Virk* ont une identité nationaliste favorisé par les radicaux de l'Arménie.⁴³⁰

L'Arménie, de son côté, n'a aucune visée officielle sur ce territoire. Certes, elle apporte une aide économique et culturelle aux Arméniens de Géorgie, mais elle joue la carte de la coopération avec son voisin du nord.⁴³¹ L'Arménie, en effet, a besoin de la Géorgie pour se désenclaver économiquement et calme toute ardeur séparatiste qui pourrait se manifester chez ses "cousins" de Djavakhétie.

Mais Tbilissi, dans certains circonstances, accuse les politiciens en Arménie de provoquer le peuple de la Djavakhétie contre l'autorité de l'Etat géorgien. On peut constater les vérifications dans certains discours des politiciens arméniens. Par exemple, le Premier ministre arménien Ayots Askhar a déclaré que l'Arménie ouvrira un consulat dans la région malgré l'opposition du gouvernement géorgien.⁴³² Pendant le 29^e congrès de parti ultra nationaliste de coalition « Dashnaksutsyun », un des leaders de parti Hrant Margaryan a demandé le statut autonome pour la Djavakhétie.⁴³³

⁴²⁹ Ibid. P.2

⁴³⁰ Jean-Christophe Peuch, "Javakheti Armenians' call for autonomy has Tbilisi on guard", <http://www.rferl.org>, le 25 novembre 2002, pp.2-3

⁴³¹ Voitsek Guretski, "The question of Javakheti", *Caucasian Regional Studies*, Vol. 3, No: 1, 1998, p.14

⁴³² Molly Corso, "For Javakheti Armenians, home is where the base is", <http://www.eurasianet.org>, le 27 septembre 2002

⁴³³ L'agence Anatolienne, le 06 janvier 2004

Les Arméniens de Djavakhétie et Erevan se sont dérangés de la reconstruction par la Turquie de la base militaire à Marnueli, une région majoritairement peuplée par les Azéris. Le parlement géorgien a plusieurs fois déclaré que la base à Marnueli ne constitue pas une menace pour l'Arménie.⁴³⁴ Un autre facteur de mécontent est les plans du retour des Meskhètes. Pour adoucir les soucis économiques et politiques du peuple, l'ONU a lancé un programme de développement pour la région dont le budget est de 4 millions 757 milles de dollars.⁴³⁵

Il est clair que les dirigeants géorgiens sont conscients que toute tentative de déstabilisation de la Djavakhétie risquerait de mettre en péril la stabilité politique de l'ensemble de la Géorgie.

Sous-Section VI - L'Azerbaïdjan

Le processus de la nationalisation en Transcaucasie au début de 20^e siècle, a causé une coopération inévitable entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan malgré les relations tendues de deux peuples pendant l'histoire. De la Première guerre mondiale jusqu'aujourd'hui, les deux pays partagent le même destin. Ils étaient les membres de *Seim*. La coopération entre les deux jeunes républiques a continué après l'effondrement de *Seim*. Le document le plus important symbolisant la coopération entre Bakou et Tbilissi est le Traité de Défense daté le 16 juin 1919 qui contenait la coopération militaire et politique contre les menaces étrangères, c'est-à-dire, les Bolcheviks.⁴³⁶

Les deux pays ont vécu des événements similaires pendant le processus de leurs indépendances après l'effondrement de l'URSS. L'armée russe a réprimé des manifestations, de façon sanglante, à Tbilissi en 1989 et à Bakou en 1990. Les Présidents démocratiquement élus, Gamsakhourdia et Eltchibei, ont été renversés dans les premières années de l'indépendance, par des coups d'état patronnés par des groupes paramilitaires.

La coopération entre les deux pays a aussi continué après l'effondrement de l'URSS pour protéger les intérêts communs. Ces intérêts peuvent être résumés; la transportation des ressources d'hydrocarbures de la mer Caspienne vers les marchés internationaux en évitant de la Russie et la lutte contre les mouvements sécessionnistes. Cette commune perception de l'intérêt rapproche les stratégies de la politique étrangère de deux pays. La Géorgie et l'Azerbaïdjan se sont orientées vers l'intégration aux institutions euro-atlantiques pour se détacher leurs dépendances économiques et sécuritaires en Russie.

⁴³⁴ L'agence Anatolienne, le 18 janvier 2002

⁴³⁵ Samskthe-Javakheti Integrated Development Programme, <http://www.undp.org.ge>

⁴³⁶ Kamil Ağacan, "Kardeş Devletler", *Avrasya Dosyası*, Vol: 7, No: 1, Printemps 2001, pp.321-322

La preuve de la coopération post-soviétique entre deux pays est la Déclaration de Tbilissi sur la Paix et la Sécurité dans la région du Caucase, signée pendant la visite de Heidar Aliev en 8 mars 1996. Cette déclaration est le fondement des relations mutuelles et le point de départ de l'élaboration d'un document fondamental appelé à garantir la sécurité et la paix dans le sud du Caucase. Les deux pays ont annoncé qu'ils ont une coopération solide contre les conflits armés et un respect des principes juridiques pour résoudre les conflits ethniques dans le préambule de cette déclaration.⁴³⁷

Les domaines de coopération sont;

- le respect des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'inviolabilité des frontières
- le respect des minorités nationales, des droits de l'homme et du retour des réfugiés.
- la coopération dans le champ de la communication et transportation
- la tolérance aux différences ethniques et religieuses, la protection des cultures et des langues
- le support actif aux projets internationaux et à l'accès du capital étranger
- la coopération pour la protection des ressources naturelles en Transcaucasie

Cette déclaration exclut indirectement l'Arménie et la Russie même si Chevardnadzé et Aliev ont souligné que la coopération est ouverte pour les troisièmes pays. Ce même jour, les parties ont aussi signé un accord sur l'amitié, la coopération et le renforcement de la sécurité mutuelle. L'étape supplémentaire des relations est la Déclaration sur le renforcement de la coopération stratégique, datée le 18 février 1997.⁴³⁸

Les parties, qui se rendent fréquemment des visites officielles dès leurs indépendances, poursuivent aussi leur coopération dans le cadre de l'ONU, de l'OSCE, du Conseil de partenariat euro-atlantique, du Conseil de l'Europe, de la CEI et d'autres instances et organisations internationales.

Du point de vue de la sécurité, le GUUAM constitue la dimension sécuritaire des relations azéro-géorgiennes. Tbilissi et Bakou voudraient appliquer sans délai les résolutions de l'ONU et de l'OSCE et les autres documents adoptés par ces organisations à propos du conflit du Haut-Karabakh et du conflit en Abkhazie.⁴³⁹ Ils coopèrent pour la restauration de la grande route de la soie et l'exécution des programmes TRACECA et INOGATE dont ils sont absolument les pays fondateurs clés.

⁴³⁷ Eldar Ismailov et Ziya Kengerli, "Küreselleşen dünyada Kafkasya: Entegrasyonun yeni modeli", *Avrasya Dosyası*, Vol: 9, No:3, automne 2003, pp.47-48

⁴³⁸ Ibid., p.48

⁴³⁹ Alexandre Rondeli, "Security Threats in the Caucasus: Georgia's View", *Perceptions*, juin-août 1998, p.47

Les Azéris de la Géorgie, près de 500.000 d'habitants dans la région de Kvémokarthlie constituent l'une des principales minorités ethniques après les Arméniens.⁴⁴⁰ Même l'absence de conflits ouverts ou de revendications séparatistes, la minorité azérie de la Géorgie se plaint, parfois, d'être l'objet de mesures discriminatoires de la part des autorités de Tbilissi. Les Azéris jouent un rôle d'autant plus grand qu'ils sont fortement implantés dans une région stratégique qui leur permet de contrôler les axes et les tubes traversant la Géorgie vers l'Arménie. Un petit nombre de géorgiens, les *Ingilos* vivent sans problème en Azerbaïdjan.

La Révolution de Velours en Géorgie a apeuré Bakou où les manifestations pareilles ont eu lieu après les élections présidentielles en 15 octobre 2003.⁴⁴¹ L'administration azerbaïdjanaise s'inquiétait qu'une telle révolution répète dans son territoire. Mais les visites réciproques d'Ilham Aliev et de Saakasvili ont apaisé cette atmosphère de soucis.

Section II - Les relations bilatérales de l'Adjarie

Sous-Section I - La Russie

La stratégie de la politique étrangère d'Abachidzé était complètement contraire à celle de Tbilissi. Il a tenté de bénéficier de la compétition russo-américaine en se différenciant des politiques du gouvernement central. L'administration centrale pensait que les relations sincères de lui avec la Russie étaient un obstacle pour la Géorgie qui voudrait intégrer aux institutions euro-atlantiques.

Le statut de la base militaire russe à Batoumi était une des grands débats de la politique étrangère entre les autorités centrales et autonomes. Tbilissi voulait à court-terme le démantèlement de la base, considérée comme la garantie de son régime par Abachidzé. Le président Adjar demandait participer au processus des négociations entre la Géorgie et la Russie sur le démantèlement de la base.

En effet, l'approche différent d'Abachidzé représentait un pôle dans la vie politique géorgienne. Surtout après les élections présidentielles de 1995, les trois types d'opinion politique concurrençaient sur la scène politique en Géorgie ; les partis qui défendent l'intégration aux valeurs occidentales comme le parti de « *l'Industrie sauvera la Géorgie* » ou le parti de démocrate nationaliste ; les partis qui expriment leurs volontés d'être plus proche à Moscou comme le *Parti de Travailleur* et la *Renaissance*

⁴⁴⁰ Jean Radvanyi, "La Maison Caucasienne, fondement d'une recomposition régionale?", *Notes et études documentaires*, No: 5040-41, 1996, p.32

⁴⁴¹ Don Hill, "Caucasus: Georgia's Neighbors Look Wairly to Tbilisi As Political Crises Shakes Itself Out", www.rferl.org, le 25 novembre 2003

d'Abachidzé ; et dernièrement, le parti de Chevardnadzé, *UCG*, qui essaye d'établir un équilibre entre ces deux tendances.

Après les élections de 1998, Abachidzé a été devenu le leader du bloc des 'Moscovites'. En la même année, les députés de *la Renaissance* ont proposé à participer à l'union entre la Russie et la Biélorussie.⁴⁴² Ils ont aussi demandé la re-signature du Traité de la défense commune de la CEI pour garantir de la continuité de la base russe.

À cause des bonnes relations entre Batoumi et Moscou, Tbilissi a toujours inquiété de la répétition le scénario de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, en Adjarie pendant le régime d'Abachidzé. Mais pendant le processus de la chute d'Abachidzé, la Russie a été obligée de préférer le rôle du médiateur en faveur de Tbilissi, contrairement aux cas de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Cette conséquence peut être interprétée comme la marche en arrière de la Russie s'affaiblissant contre les Etats-Unis qui s'engagent en Asie centrale et en Caucase après le 11 septembre.

Sous-Section II - Les Etats-Unis

Même s'il n'y a pas de relations directes entre le gouvernement américain et le régime d'Abachidzé, Washington a généralement supporté le gouvernement central qui a été perçu comme une partenaire stratégique dans la région pour empêcher le retour de la Russie au Caucase du Sud. Le territoire géorgien est un point logistique pour la sécurité des bases militaires américaines au Moyen-Orient et en Asie centrale. Pour cette raison, ils sont mécontents de la présence des bases russes à Batoumi et à Ahalkalaki. Washington, dès le sommet de l'OSCE à Istanbul en 1999, a soutenu la position de Tbilissi sur le démantèlement. Au sommet de Maastricht de l'OSCE, toute suite après de la Révolution de Velours, Colin Powell, le ministre des affaires étrangères des Etats-Unis de l'époque, a exprimé les demandes de démantèlement à haute voix. Le Congrès américain a proposé un aide économique près de 10 millions de dollars à Moscou pour faciliter le démantèlement des bases russes en Géorgie.⁴⁴³ L'OTAN joue aussi un rôle clé pour les négociations dans le cadre de traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.⁴⁴⁴

Les Etats-Unis encouragent aussi l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN. L'importance du port de Batoumi a augmenté avec l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Alliance pour compléter le processus de nouveau système sécuritaire de la mer Noire.

⁴⁴² Interfax, le 23 mai 1998

⁴⁴³ Oktay F. Tanrısever, "Rusya - Gürcistan ilişkilerindeki artan gerilim: Bir sağırlar diyalogu mu?", op.cit., p.4

⁴⁴⁴ Bruce George, "NATO, OSCE and Regional security issues in Central Asia and the Caucasus", *Perceptions*, décembre 1997-janvier 1998, p.139

Washington critiquait en même temps, le régime d'Abachidzé à cause du bas niveau de privatisation en Adjarie. Les firmes et le capital américain ne pouvaient pas entrer à la région à cause du système financier du régime d'Abachidzé. Pour les Etats-Unis, l'Adjarie d'Abachidzé était un des obstacles pour transformer la région en un sphère d'influence économique et politique américain.

Sous-Section III - L'Union européenne

L'Adjarie est une région périphérique pour l'UE. Mais pourtant, Batoumi a une place importante dans le projet de TRACECA même si le gouvernement central de la Géorgie et les investisseurs européens favorisent l'augmentation de la capacité du port de Poti. Du point de la vue de la sécurité, l'UE a des soucis indirects. Les conflits possibles en Adjarie, influenceront négativement la stabilité en Transcaucasie qui sera la région voisine d'une Europe élargie. L'Adjarie a une situation géographique idéale entre les sources des drogues illicites, les opiacés produites en Afghanistan en particulier et leur principal débouché, l'espace Schengen.

Abachidzé voulait augmenter le niveau de commerce avec l'UE. L'adhésion de l'Adjarie à l'Assemblée des régions européennes en 1998, a contribué ses efforts de l'intégration à l'Europe en termes du commerce et des institutions. Après la Révolution de Velours, l'UE et son représentant spécial n'ont pas eu un rôle actif dans le processus de la chute d'Abachidzé.

Sous-Section IV - La Turquie

L'Adjarie porte un sens important pour la Turquie qui est le garant du statut autonome de la région selon le traité de Kars de 1921. Après l'indépendance, les relations basées l'amitié religieuse, ont tout de suite développé par les travaux de *Diyamet* et les institutions volontaires.⁴⁴⁵ Après l'effondrement de l'URSS, les musulmans de l'Adjarie fondaient des grandes espérances sur la Turquie mais l'opinion publique en Turquie n'a pas porté de l'intérêt à ce peuple non-turcophone.⁴⁴⁶

Le régime d'Abachidzé n'a pas constitué les relations politiques sincères avec la Turquie puis qu'Ankara avait des bonnes relations avec les gouvernements de Tbilissi. Abachidzé disait en avril 2003 : *"Nous avons une importante communauté géorgienne en Turquie. A Istanbul, deux rues portent même des noms géorgiens. Reste que la Turquie est le premier allié de la Géorgie. A la fin de l'époque soviétique, elle a versé cinquante millions de dollars à la Géorgie pour un soutien d'urgence. Mais l'Adjarie n'a*

⁴⁴⁵ Le facteur de l'Islam en Adjarie et Abachidzé, supra., pp.65-69

⁴⁴⁶ Ian O. Lesser et Graham E. Fuller, *Balkanlar'dan Batı Çin'e Türkiye'nin Yeni Jeopolitik Konumu*, trad: Meral Gönenç, Istanbul, Alfa, 2000, p.104

*rien reçu. Pas un dollar, ni même un kilo de sucre. Tbilissi a perçu l'intégralité de cette somme, sans en reverser, ne serait-ce qu'une partie, à l'Adjarie. Nous misons donc sur nos propres ressources, et favorisons l'investissement étranger. Le port de Batoumi compte d'ailleurs aujourd'hui un grand constructeur turc parmi ses investisseurs*⁴⁴⁷

La base russe militaire proche de la frontière est un problème de la sécurité pour la Turquie. Les autorités turques refusent de faire des négociations avec les commandants de la base. La Turquie considère la base russe à Batoumi dans le même cadre que celle d'Ahalkalaki et de Gumri en Arménie.

Le commerce frontalier est plus important pour les deux partis. Mais le régime douanier d'Abachidzé était un obstacle pour le développement du commerce. Les entreprises turques ont des investissements importants en Adjarie. Par exemple, la reconstruction du port de Batoumi s'est faite par une firme turque qui a obtenu le droit de gestion pour une période de 49 années. La Turquie a réalisé des activités dans le champ de l'éducation en dehors de celles de *Diyamet*. Dans ce cadre de l'assistance, le collège de Batoumi a été inauguré par la Turquie en 1993.⁴⁴⁸

L'identité adjare est aussi un grand débat parmi les Géorgiens en Turquie. Selon la périodique de la diaspora géorgienne, *Çveneburi*, tous les géorgiens en Turquie sont musulman mais il ne sont pas complètement Adjars. Dans cette perspective, ils sont venus de certaines régions différentes de la Géorgie comme Iméreti, Kkahétie etc.⁴⁴⁹

La Turquie a apporté son soutien au gouvernement géorgien dans la crise qui l'oppose à la république autonome d'Adjarie, affirmant que Tbilissi doit être souverain dans le pays. "*L'Adjarie fait partie de la Géorgie et la stabilité du Caucase est dans l'intérêt de la Turquie et de la région*", a déclaré à la presse le Ministre turc des affaires étrangères Abdullah Gül⁴⁵⁰ même si la presse russe a affirmé que les troupes turques entreraient dans la région.⁴⁵¹

Sous-Section V - L'Arménie

L'Arménie était stratégiquement le plus important pays pour le régime d'Abachidzé. Les deux partis étaient contents et voulaient la continuité de l'engagement russe. La plus grande base militaire russe se trouve à Gumri en Arménie. La politique orientée vers l'Occident de Tbilissi est perçue comme une menace par les autorités arméniennes. Pour cette raison, ils étaient contents des politiques du régime d'Abachidzé.

⁴⁴⁷ Entretien d'Aslan Abachidzé avec Max Chamka, le 5 avril 2003, <http://www.regard-est.com>

⁴⁴⁸ Ali Faik Demir, op.cit., pp.207,231

⁴⁴⁹ Fevzi Çelebi, "Mesele Ne?", *Çveneburi*, No:42, octobre-décembre 2001, p.2-4

⁴⁵⁰ L'agence Anatolienne, le 08 mai 2004

⁴⁵¹ Izvestia, le 04 mai 2004

Un autre facteur qui intéresse Erevan est les similitudes entre l'Adjarie et la Djavakhétie; les bases russes et le commerce frontalier. Pour les Arméniens de la Djavakhétie, l'Adjarie est un exemple introuvable pour leur revendication de devenir une région administrative autonome. Les Arméniens favorisaient aussi la résistance d'Abachidzé au démantèlement de la base militaire pour protéger la base à Ahalkalaki.

Selon le recensement de 1989, le 4.5% (16.101) de la population d'Adjarie est Arménien.⁴⁵² De plus, les Khemshins, les Arméniens musulmans, ont été déportés de l'Adjarie en 1944.⁴⁵³

Pendant la Révolution de Velours, Abachidzé a visité Erevan pour rechercher de l'appui à Chevardnadzé. L'Arménie, même si elle doute de la chute d'Abachidzé aux termes de la politique, elle peut en tirer des profits économiques parce que la politique douanière du régime d'Abachidzé était un obstacle aussi devant le développement du commerce régional. Même si le gouvernement central veut attirer Erevan au port de Poti, après le changement du régime en Adjarie, le port de Batoumi peut devenir un point clé pour l'Arménie, en absence de double taxation.

Sous-Section VI - L'Azerbaïdjan

Les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Adjarie ont débuté à la fin de 19^e siècle, par l'inauguration de l'oléoduc et de liaison ferroviaire entre Bakou et Batoumi. Pendant l'époque soviétique, les peuples musulmans en Adjarie dépendaient au *muftiat* de Bakou. Mais ce lien religieux a disparu après l'effondrement de l'URSS.

Le projet de BTC et l'inauguration de l'oléoduc Bakou-Soupsa en 1999, ont poussé Batoumi à la périphérie pour l'Azerbaïdjan. Même si le projet de BTC évite l'Adjarie, la construction d'oléoduc a activé le port de Batoumi.

Malgré cela, Batoumi a gardé sa position stratégique grâce à la présence de liaison ferroviaire. La région constitue aussi un des lieux de contact avec la Turquie. Le régime d'Heidar Aliev qui cherchait une balance entre la Russie et les Etats-Unis n'était pas complètement mécontent de l'administration d'Abachidzé. En raison de la similarité de style politique entre Aliev et Abachidzé, l'administration azerbaïdjanaise n'a pas utilisé un ton critique contre Abachidzé.

La minorité azérienne était une cible du parti d'Abachidzé comme toutes les minorités de la Géorgie. Mais Abachidzé n'a pas suffisamment établi un lien religieux avec les azéris chiites.

⁴⁵² George Hewitt, op.cit., p.463

⁴⁵³ Hovann H. Simonian, "The vanished Khemshins: return from the brink", *Journal of Genocide Research*, No: 4(3), 2002, p.375

CONCLUSION

Avant de répondre la question, “L’Adjarie sous le régime d’Abachidzé, était-elle une menace contre l’intégrité territoriale de la Géorgie?”, il faut comprendre la perception du statut autonome d’après Abachidzé. Après ses 13 années au pouvoir, on peut arriver au résultat que la base de l’autonomie de sa république n’était pas le traité de Kars ou le caractère musulman du peuple de la région mais la monarchie féodale géorgienne au Moyen-âge. *Le lion du Caucase*, Aslan Abachidzé dont la source de son pouvoir vient de son nom et de sa famille, peut-être considéré comme un seigneur féodal moderne. L’affaiblissement de l’effet de l’Islam à cause du nationalisme géorgien et de la soviétisation de la région a servi de base pour accomplir ses ambitions. Par suite de cette constatation de cette étude, qu’Abachidzé est un seigneur féodal moderne à la poursuite de ses intérêts, il est plus facile d’avancer pour arriver à une conséquence.

Dans cette perspective, on doit souligner qu’Abachidzé n’a jamais essayé de créer une identité alternative qui distingue le peuple adjar des géorgiens. Bien au contraire, il a constamment renforcé l’idée que l’Adjarie est un part historique de la Géorgie. Il est une constatation commune que les conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud sont basés sur la recherche de l’identité nationale de ces peuples. Si on l’accepte comme le point de départ, on peut réfléchir qu’Abachidzé n’avait pas des revendications sécessionnistes. Ses tentatives d’engager à la vie politique géorgienne pendant son pouvoir est une autre preuve de cet argument. Fondé son parti politique, la *Renaissance pour toute la Géorgie*, en 1992, il est rapidement devenu une figure politique nationale même s’il n’est jamais allé à Tbilissi pour participer aux réunions du Parlement. Son parti n’avait pas une organisation seulement au niveau régional mais également au niveau national. Comme cela nous montre, il n’a pas cherché l’avenir de son pouvoir dans le séparatisme mais dans le renforcement de sa position politique dans le pays.

Il a préféré poursuivre des politiques pragmatiques pendant son pouvoir. De temps à autre selon la conjoncture, il a fait des alliances temporaires avec toutes les fractions politiques, des nationalistes aux communistes. Il a concentré son pouvoir à la prospérité économique de sa république. Ainsi, il est devenu le symbole de la stabilité échappant les conflits et de la richesse en Géorgie.

La position géopolitique de l’Adjarie lui a offert une bonne occasion pour renforcer son image. La commerce frontalière avec la Turquie et les revenus du port de Batoumi ont assuré une grande puissance économique comparant au reste du pays. Il a

également utilisé le manque de l'autorité étatique du gouvernement central et le caractère flou de la séparation des compétences entre l'administration centrale et locale dans la Constitution géorgienne pour créer une forte image de lui-même. L'Adjarie, qui agit comme une entité indépendante à de nombreux égards, était transformée en une mini-république indépendante *de facto* grâce aux politiques d'Abachidzé.

Il a mené une politique séculaire pendant son pouvoir et la religion n'a jamais pris place dans sa rhétorique politique. Il avait toujours un approche tolérant contre les différences religieuses. Il n'a jamais déclaré sa religion en raison de ses soucis politiques.

S'il n'avait pas de revendications séparatistes, quelles étaient les raisons des problèmes entre Tbilissi et Batoumi ? En bref, entre eux, il y avait un enjeu politique afin d'obtenir le plus de pouvoir. L'administration centrale a premièrement ciblé le pouvoir économique d'Abachidzé en augmentant la capacité du port de Poti, comme un rival à celui de Batoumi, et en inaugurant le poste frontalier de Valé, un alternatif pour Sarpi. Par contre, Abachidzé a continué de ne pas partager les revenus douaniers et refusé régulièrement de payer ses impôts au gouvernement central géorgien.

Quant aux problèmes sécuritaires, contrairement le point de vue de Tbilissi, Abachidzé visait la continuité de la présence de la base russe à Batoumi puis qu'il la considérait comme la garantie de la perpétuation de son pouvoir. Le statut de la base militaire russe posait une grande difficulté entre l'administration centrale et autonome. Les forces paramilitaires d'Abachidzé étaient aussi une autre assurance de l'autonomie de sa république. De plus, le régime d'Abachidzé, échappant pratiquement à tout contrôle étatique, a été accusé d'être manifestement impliquer dans activités criminelles transnationales.

L'approche différente d'Abachidzé dans le domaine de la politique étrangère pro-russe visait à balancer les politiques de Tbilissi qui, de jour en jour, se rapprochait de l'Occident. Il remarquait l'importance stratégique de l'Adjarie pour la Russie qui ne veut pas se retirer de la Transcaucasie. En outre, ses politiques pro-russes ciblaient les opposants d'occidentaliser en Géorgie. Il renonçait rapidement à la solidarité avec la Turquie, le pays garant du statut autonome selon le traité de Kars de 1921, à cause du partenariat étroit entre Tbilissi et Ankara. Après l'indépendance de la Géorgie, les relations basées l'amitié religieuse, ont tout de suite développé par les travaux de *Diyanet* et les institutions volontaires. Après l'effondrement de l'URSS, les musulmans de l'Adjarie fondaient des grandes espérances sur la Turquie mais l'opinion publique en Turquie n'a pas porté de l'intérêt à ce peuple non-turcophone.

Mais au contraire, Ankara et Tbilissi ont noué d'étroites relations depuis la chute de l'URSS. La Géorgie est l'un des pays clés dans cette conjoncture pour la politique étrangère de la Turquie. Elle peut servir d'interconnexion entre l'Asie centrale, l'Europe occidentale et la Turquie. A travers un réseau d'oléoducs et de gazoducs qui relierait la mer Caspienne à la mer Noire, puis en traversant la Turquie, la mer Noire à la Méditerranée. La Géorgie est aussi considérée par Ankara, comme un tampon entre la Turquie et la Russie et aussi comme une porte ouverte au monde turcophone et en Asie centrale. Pour cette raison, Ankara favorise toujours l'intégrité territoriale de la Géorgie malgré les mécontents des diasporas caucasiennes en Turquie.

La vision de la politique étrangère d'Abachidzé reposait sur l'accomplissement de ses propres intérêts. Les revendications différentes de lui ont borné la capacité de manœuvre du gouvernement central.

La position d'Abachidzé peut-être considéré comme un membre de l'axe nord-sud, celui de Moscou- Erevan- Téhéran contre Tbilissi qui essaye d'être un membre de l'axe est-ouest, celui de Bakou- Ankara et indirectement Washington.

Pendant sa domination autocratique, Abachidzé était la puissance absolue de la vie politique en Adjarie et était une figure importante de la vie politique géorgienne. L'Adjarie était toujours loin de l'autorité étatique de Tbilissi. Abachidzé a fait une bonne utilisation de ce manque de l'autorité pour ses propres intérêts personnels et familiaux. Malgré tous les problèmes avec le gouvernement central et l'accusation de Tbilissi, le séparatisme était seulement un atout politique qu'Abachidzé ne pouvait jamais utiliser. Parmi des trois territoires autonomes créés en Géorgie durant la période soviétique, l'Adjarie, à la différence de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, est le seul à ne pas avoir connu de conflit armé, le seul reconnaissant officiellement la tutelle de Tbilissi.

Les conditions qui préparent une base convenable pour la fin du régime d'Abachidzé, ont été apparues après la Révolution des Velours. Le changement du pouvoir a mobilisé les opposants du régime d'Abachidzé. Donc le départ d'Abachidzé a permis d'éviter le risque d'un nouveau conflit séparatiste sanglant, comme les deux qu'a connu la Géorgie dans les années 90. Après la chute d'Abachidzé, son parti a été interdit mais la demande d'abolition du statut autonome de l'Adjarie par les députés ultranationalistes a été refusée par le Parlement géorgien.

Selon la conjoncture actuelle, il est possible de supposer que les problèmes entre Tbilissi et Batoumi prendront fin par des résolutions concrètes. Désormais le gouvernement central a la chance de faire la coopération avec les autorités de la

République autonome de l'Adjarie. Les manques législatifs qui sont à la base des problèmes entre Batoumi et Tbilissi peuvent être anéantis grâce à la collaboration des députés du Parlement de l'Adjarie et de la Géorgie.

Le nouveau régime de Tbilissi a acquis un grand prestige par la chute d'Abachidzé. De plus, il a profité de la richesse économique de l'Adjarie pour développer son économie. Désormais, il peut se concentrer efficacement sur les problèmes de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud pour assurer l'intégrité territoriale du pays. La fin du régime d'Abachidzé a aussi encouragé le gouvernement de Tbilissi à s'orienter vers l'Occident.



BIBLIOGRAPHIE**LES OUVRAGES**

- ACAR Ahmet, Tarihte Hamşioğulları, Ankara, Turizm Geliştirme Vakfi Yayınları, 1995
- AFANASYAN Serge, L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique, 1917-1923, Paris, L'Harmattan, 1981
- ALLEN W.E.D. et MURATOFF Paul, 1828-1921 Türk-Kafkas Sınırındaki Harplerin Tarihi , Ankara, Genelkurmay Basımevi, 1966
- ASSATIANI Nodar et BENDIANACHVILI Alexandre, Histoire de la Géorgie, L'Harmattan, Paris, 1997
- AVES Jonathan, Georgia : From Chaos to Stability ?, Londres, The Royal Institute of International Affaires, 1996
- BACQUE Jean Louis, Les Ottomans, les Safavides et la Georgie (1514-1524), Istanbul, Isis Press
- BAEV Pavel, Russia's policies in the Caucasus, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1997
- BENNIGSEN Alexender and WIMBUSH S. Enders, Muslims of the Soviet Empire: A Guide, Bloomington, Indiana University Press, 1986
- BRZEZINSKI Zbignew, Büyük Satranç Tahtası, trad: Ertuğrul Dikbaş et Ergun Kocabıyık, Istanbul, Sabah Yayınları, 1998
- BUTTANRI Bilge, Bölgesel Güç Karadeniz, Istanbul, IQ Yayıncılık, 2004
- CEBESOY Ali Fuat, Moskova Hatıraları, Ankara, Kültür ve Turizm Bakanlığı Yayınları, 1982
- COPPIETERS Bruno, Federalism and Conflict in the Caucasus, The Royal Institute of International Affaires, Londres, 2001
- ÇİLOĞLU Fahrettin, Gürcülerin Tarihi, Istanbul, Ant, 1993
- ÇİLOĞLU Fahrettin, Rusya Federasyonu'nda ve Transkafkasya'da Etnik Çatışmalar, Istanbul, Sinalta, 1998
- ÇOCİEV B. et DZOEV M., Güney Osetya'da Gürcü Saldırıları 1988-1992, trad: Ahmet Yılal, Murat Papsu, Tshinvali, Alan Kültür ve Yardım Vakfi, 1996
- ÇOKER Fahri, Türk Parlamento Tarihi Milli Mücadele ve TBMM I. Dönem, (1919-1923), Vol: I, Ankara, TBMM Vakfi Yayınları, 1994

DEMİR Ali Faik Demir, Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya, İstanbul, Bağlam, 2003

DJALILI Mohammad-Reza et KELLNER Thierry, Géopolitique de la nouvelle Asie centrale de la fin de l'URSS à l'après-11 septembre, Paris, PUF, 2001

DUGIN Aleksandr, Rus jeopolitiği Avrasyacı Yaklaşım, trad:Vügar İmanov, İstanbul, Küre, 2003

ERDOĞAN Aydoğan - ORTAK Şaban (ed. by), Dr. İbrahim Tali Bey'in Günlüğü, İstanbul, Arba Yayınları, 2000

ERKİN Feridun Cemal, Les relations turco-soviétiques et la question des détroits, Ankara, Başnur Matbaası, 1968

GÖKDEMİR Ahmet, Cenub-i Garbi Kafkas Hükümeti, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 1998

GÜRÜN Kamuran, Türk Sovyet İlişkileri (1920-1953), Ankara, Türk Tarih Kurumu Yayınları, 1991

HERZIG Edmund, The New Caucasus Armenia, Azerbaijan and Georgia, Londres, International Institute of International Affaires, 1999

HOLMES Leslie, Post komünizm, trad: Yavuz Alogan, İstanbul, Mavi Ada Yayınları, 1997

KARABEKİR Kazım, İstiklal Harbimiz ed.by :Faruk Özerengin, Vol :II, İstanbul, Emre Yayınları, 1995

KARAM Patrick et MOURGUES Thibaut, Les Guerres du Caucase des Tsars à la Tchétchénie, Paris, Perrin, 1995

LANG David Marshall, Gürcüler, trad: Neşener Domaniç, İstanbul, Ceylan, 1997

LESSER Ian O. et FULLER Graham E., Balkanlar'dan Batı Çin'e Türkiye'nin Yeni Jeopolitik Konumu, trad: Meral Gönenç, İstanbul, Alfa, 2000

LYNCH Dov, Russian peacekeeping strategies in the CIS: the cases of Moldova, Georgia and Tajikistan, New York, St. Martin's Press, 2000, p.18

MACFARLANE Neil, Western Engagement in the Caucasus and Central Asia, Londres, International Institute of International Affaires, 1999

MIMINOSVILI Otari, Gürcistan'da Etnik Yolculuk, trad: Hacer Özkan, İstanbul, Çiviyazıları, 1999

NUR Rıza, Hayatım ve Hatıratım, Vol :III, İstanbul, Altındağ Yayınevi, 1968

ORAN Baskın, Türk Dış Politikası Kurtuluş Savaşı'ndan Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Vol: II, İstanbul, İletişim Yayınları, 2002

- ÖZTÜRK Osman Metin, Rusya Federasyonu Askeri Doktrini, ASAM, Ankara, 2001
- REFİK Ahmet, Kafkas Yollarında İki Komite İki Kıtal, ed.by : Osman Selim Kocahanoğlu, w.place, Temel Yayıncılık, w.date
- SUNY Ronald Grigor, The Making of The Georgian Nation, Bloomington, Indiana University Press, 1994
- TANSEL Selahattin, Mondros'tan Mudanya'ya Kadar, Vol.I, İstanbul, MEB Yayınları, 1991
- THUAL François, Le Caucase : Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchénie, Paris, Flammarion, 2001
- TOFT Monica Duffy, The Geography of Ethnic Violence: Identity, Interests and the Indivisibility of Territory, Princeton, Princeton University Press, 2003
- TOGAN Zeki Velidi, Umumi Türk Tarihine Giriş, Vol :I, İstanbul, Enderun Kitabevi, 1981
- YAPICI Utku, Küresel Süreçte Türk Dış Politikasının Yeni Açılımları Orta Asya ve Kafkasya, İstanbul, Otopsi, 2004
- WIXMAN Ronald, The Peoples of The USSR: An Ethnographic Handbook, New York, Macmillan, 1984
- YANAR Savaş, Türk-Rus ilişkilerinde gizli güç Kafkasya, İstanbul, IQ Yayıncılık, 2002
- YERASİMOS Stephane, Ekim Devrimi'nden Milli Mücadele'ye Türk-Sovyet İlişkileri, İstanbul, Gözlem Yayınları, 1979
- YERASIMOS Stephane, Milliyetler ve Sınırlar, Balkanlar, Kafkasya ve Orta-Doğu, trad : Şirin Tekeli, İstanbul, İletişim Yayınları, 1994
- ZEYREK Yunus, Acaristan ve Acarlar, Ankara, sans maison d'édition, 2001

LES ARTICLES

- ADAMIA Revaz, "NATO: Caucasus in the context of partnership for peace", Perceptions, mars-mai 1999, p.98
- AĞACAN Kamil, "Acaristan Krizi ve Saakaşvili'nin mevzi kazanımı", Vol: 4 No: 48, avril 2004, p.64
- AĞACAN Kamil, "Gürcistan'da Örtülü Devrim", Stratejik Analiz, Vol:IV, No: 45, janvier 2004, p.56
- AĞACAN Kamil, "Kardeş Devletler", Avrasya Dosyası, Vol: 7, No: 1, Printemps 2001, pp.321-322

AĞACAN Kamil, "Rus Liberal İmparatorluk Stratejisi, Güney Kafkasya ve ABD", 2023, No:31, novembre 2003, p.28

BANGERT Yvanne, "Güney Osetya Anlaşmazlığı", Kafkasya Yazıları, No: 4, été 1998, p.63
 BAYDAR AYDINGÜN Ayşegül, "A deported Nationality: The Ahıska Turks", Perceptions, décembre 1998-février 1999, pp.121-129. L'agence Anatolie, le 14 novembre 2002

BIRCH Lulian, "Ossetiya, Land of uncertain frontiers and manipulative elite", Central Asian Survey, No: 18(4), 1999, p.501

BONNET François, "Les experts russes redéfinissent les relations stratégiques avec Washington", le Monde, le 05 juin 2000

CARLEY Felix, "Between Gamsakhurdia and Gorbachev: tree documents", Central Asian Survey No: 16(2), 1997, p.269

CHIGORIN Alexandre, "Russian-Georgian Relations", International Affairs, Vol. 49, no. 4, 2003, p. 125

CORNELL Svante E., "The devolution of the concept of autonomy: national minorities in the former Soviet Union", Central Asian Survey, No: 18(2), 1999, p.190

CORNELL Svante E., (et.al.), "Regional Security in the South Caucasus, The Role of NATO", Central Asia-Caucasus Institute, Washington, p.37

CROW Suzanne, "The theory of peecakeeping in the former USSR", in RFE/RL Research Report, Vol: 1 no: 38, le 18 septembre 1992, pp.33-34

ÇELEBİ Fevzi, "Mesele Ne?", Çveneburi, No:42, octobre-décembre 2001, p.2-4

DARTCHIACHVILI David et URJEWICZ Charles, "L'Adjarie, carrefour de civilisations et d'empires", Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien, No: 27 janvier-juin 1999, p.264

DARTCHIACHVILI David (et. al.), "The Capital and The Regions of Georgia", Building Democracy in Georgia, Discussion Paper 10, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), Stockholm, mai 2003, p.20

DEMİRCİOĞLU İsmail H., "Trabzon'daki İngiliz Konsolosu Alfred Bilatti'nin raporunda Batum'dan Trabzon'a Göçler", Toplumsal Tarih Dergisi, No: 226, octobre 2002, p.9

DERLUGIAN Georgi M., "The Tale of Two Resorts: Abkhazia and Ajaria Before and Since The Soviet Collapse", in the Myth of Ethnic Conflict; Politics, Economics and Cultural Violence, Beverly Crawford et Ronnie D. Lipschutz (ed.by.), Berkeley, 1998

EKİCİ Gökçen, "Irak Kafkasya'ya Emsal Olabilir mi?", Stratejik Analiz, Vol: 4, No:37, mai 2003, p.73

ERSOY Hayri, "Abhazlar üzerine tarihçe", Kafkasya Yazıları, No: 1, Printemps 1997, p.40

FULLER Elizabeth, "Aslan Abashidze, Georgia's Next Leader" in RFE/RL, Research Report, Vol:2, no: 44, le 5 novembre 1993, p.23-24

FULLER Elizabeth, "Brinkmanship in Batumi" in RFE/RL Caucasus Report, Vol:7, No:12, le 19 mars 2004, p.11

FULLER Elizabeth, "Georgia's Adzhar Crises", in RFE/RL Report on the USSR no: 32, le 9 août 1991, p.9

FULLER Elizabeth, "Ministerial Appointment May Transform Georgian Political Landscape" in RFE/RL Caucasus Report, Vol :III, No: 39, le 6 septembre 2000, p.6

GEGSHIDZE Archil, "Georgia's Regional Vulnerabilities and The Ajaria Crisis", Insight Turkey, Vol:VI, No: 2, avril-juin 2004, p.70

GEORGE Bruce, "NATO, OSCE and Regional security issues in Central Asia and the Caucasus", Perceptions, décembre 1997-janvier 1998, p.139

GETSADZE Ghia et NODIA Ghia, "The Constitutional System in Georgia", Building Democracy in Georgia, Discussion Paper 2, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), Stockholm, mai 2003, p.9

GIRAGOSIAN Richard, "Seeking Security Over Strategy in Georgia", in RFE/RL Research Report, Vol: 6, No: 40, le 01 mars 2002, p.9

GURETSKI Voitsekh, "The question of Javakheti", Caucasian Regional Studies, Vol. 3, No: 1, 1998, p.14

GÜLTEKİN Burcu et TAVITIAN Nicolas, "Les relations arméno-turques, la porte close de l'orient", Bruxelles, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), w.date, p.18

HEWITT George, "Abkhazia, Georgia and the Circassians (NW Caucasus)", Central Asian Survey, No: 18(4), 1999, p.463

HEWITT George, "Appendix to documents from the KGB archive in Sukhum, Abkhazie", Central Asian Survey, No: 15(2), 1996, p.283

ISMAILOV Eldar et KENGERLİ Ziya, "Küreselleşen dünyada Kafkasya: Entegrasyonun yeni modeli", Avrasya Dosyası, Vol: 9, No:3, automne 2003, pp.47-48

JONES Stephan F., "Georgia: A failed Democratic Transition", in I.Bremmer et R. Taras (ed. by.), Nation and Politics in the Soviet Successor States, Cambridge, Cambridge University Press, 1993 p.295

JONES Stephan F., "Georgian-Armenian relations in 1918 to 1920 and 1991 to 1994: A comparison", in Transcaucasia, Nationalism and Social Change, essays in the history of Armenia, Azerbaijan and Georgia, (ed by) Ronald Grigor Suny, Michigan University Press, Michigan, 1999, pp.443-444

KANBOLAT Hasan Kanbolat, "Gürcistan'daki Rus Üslerinin Tasfiyesinde Mehter Adımları: Bir ileri iki ileri", *Stratejik Analiz* Vol: 2 No: 16, p.58

KANBOLAT Hasan - GÜL Nazmi, "Kafkasya'da Cavaheti ve Krasnodar Ermenilerinin Jeopolitiği ve Özerklik Arayışları", *Stratejik Analiz*, Vol: 1 No :6, octobre 2000, pp.5-14

KHAZANOV Anatoly, "Meskhetians Turks in search of self-identity", *Central Asian Survey*, No: 11(4), 1992, p.4.

KRAUZE Jan, "L'Armée russe va s'interposer entre Géorgiens et Abkhazes", *le Monde*, 17 mars 1994

KUZIO Taras Kuzio, "Bağımsız Devletler Topluluğu İçinde Jeopolitik Çoğulculuk: GOUAM'ın Ortaya Çıkışı", in *Kadim Komşumuz Yeni Rusya*, Yılmaz Tezkan (ed. by), İstanbul, Ülke Yayınları, 2001

LYNCH Dov, "Vers une stratégie de l'Union", in Pavel Baev (et al.), *Le Sud Caucase: un défi pour l'UE*, Institut d'Etudes et Sécurité, Chailers de chaillot No: 65, Paris décembre 2003, p.55

MİKADZE Ekatherina Meiering, "L'Islam en Adjarie", *Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, No: 27 janvier-juin 1999, p.243

NICOLAS M. Jaime, (et al.), "Observations sur le projet de Constitution de la République de Géorgie", *Commission de Venise, Venise*, le 12 mai 1994, p. 26

NODIA Ghia, "Georgian Identity Crises", *Journal of Democracy*, Vol: 6 No:1, 1995, p.106

NODIA Ghia, "Two Attempts to Establish Democracy in Georgia: Summarizing a 15 Year-Long Journey", *Building Democracy in Georgia*, Discussion Paper 1, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), Stockholm, mai 2003, p.16

NOXLAMS Çhutha, "Güneybatı Kafkasyalı Kardeş Halklar", *Özgür Üniversite Forumu*, No: 10, janvier-mars 2000, p.160

PELKMANS Mathijs, "Religion, nation and state in Georgia: Christian expansion in Muslim Ajaria", *Journal of Muslim Minority*, Vol: 22, No: 2, 2002, p.254

PEUCH Jean-Christophe, "Georgia: Saakashvili's Anticorruption Tactics Raising Eyebrows" in *RFE/RL*, 14 janvier 2004

PHILLIPS David L., "Stability, security and sovereignty in the republic of Georgia", *Council on Foreign Relations*, New York, janvier 2004, p.22

PONSARD Lionel, "La Géorgie à la croisée des intérêts russes et américains", *NATO Defense College Publications*, Research Paper, No:3, Rome, avril 2004, pp.3-4

RADVANYI Jean et BEROUTCHCHVILI Nicolas, "L'Adjarie, atout et point sensible de la Géorgie", *Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, No: 27 janvier-juin 1999, p.231

RADVANYI Jean, "La Géorgie aux prises avec ses archaïsmes", *Le Monde diplomatique*, janvier 1996, p.5

RADVANYI Jean, "La Maison Caucasienne, fondement d'une recomposition régionale?", *Notes et études documentaires*, No: 5040-41, 1996, p.32

RADVANYI Jean, "Transport et géostratégie au sud de Russie", *le Monde diplomatique*, juin 1998, pp.18-19

RONDELI Alexander, "Regional Security Prospects in the Caucasus", in G. K. Bertsch, (ed. by), *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York, Routledge, 2000, pp.48-54

RONDELİ Alexandre, "Security Threats in the Caucasus: Georgia's View", *Perceptions*, juin-août 1998, p.47

SAGRAMOSO Domitilla, "l'ONU, l'OSCE et l'OTAN", in Pavel Baev (et. al.), *Le Sud Caucase: un défi pour l'UE*, Institut d'Etudes et Sécurité, Chailliers de chaillot, No: 65, Paris, décembre 2003, p.82

SAMMUT Dennis, "Population displacement in the Caucasus", *Central Asian Survey*, No: 20(1), 2001 p.57

SANIKIDZE Guiorgu, "Islam and the Muslims in Georgia", *International Research Center for East-West Relations*, Tbilissi, 1999, pp.16-17

SEZGİN Mahmut Niyazi, "Avrupa Birliği'nin Güney Kafkasya Politikası", *Stratejik Analiz*, Vol: 4, No: 43, novembre 2003, p.62

SHAFFER Brenda, "La politique américaine", in Pavel Baev (et al.), *Le Sud Caucase: un défi pour l'UE*, Institut d'Etudes et Sécurité, Chailliers de chaillot No: 65, Paris, décembre 2003, p.55

SIMONIAN Hovann H., "The vanished Khemshins: return from the brink", *Journal of Genocide Research*, No: 4(3), 2002, p.375

TANRISEVER Oktay F., "Gürcistan parlamento seçimleri ve Gürcistan'ın istikrarı açısından önemi", 2023, No :31, novembre 2003, p.24

TANRISEVER Oktay F., "Sovyet Sonrası Dönemde Rusya'nın Kafkas Politikası, Türkiye ve Komşuları", (ed. by) Mustafa Türkeş et İlhan Üzgel, Ankara, İmge Yayınları, 2002, pp.386-391

TAŞTEKİN Fehim, "Büyük Fırtınanın Küçük Vadisi Pankisi", *Istanbul, Kafkas Vakfı Raporları*, avril 2002, pp.7-9

TEVZADZE Gigi, "Ethnic Conflicts and Breakaway Regions in Georgia", *Building Democracy in Georgia, Discussion Paper 9*, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), Stockholm, mai 2003, p.10

URJEWICZ Charles, "Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie, les évolutions intérieures : du rêve démocratique aux dérives autoritaires", Notes et Etudes documentaires, No : 5040-41 printemps 1996, p.23

URJEWICZ Charles, "La Géorgie à la croisée des chemins d'archaïsme et modernité", Hérodote, No: 54, 1989, pp. 202

USUPASHVILI David et NODIA Ghia, "Electoral Processes in Georgia", Building Democracy in Georgia, Discussion Paper 4, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), Stockholm, mai 2003, p.10

VALDEZ Jonathan, "The New Abroad, the West and National Identity in Russian Foreign Policy", (ed. by) Adeed Dawisha ve Karen Dawisha, The Making of Foreign Policy in Russia and the New States of Eurasia, New York, M.E. Sharpe, 1995, pp.84-109

WEIT Cory, "Georgia under the new regime", CSIS Report, Washington, le 13 janvier 2004, p.12

WINROW Gareth M., "Turkey, EU and the South Caucasus", Insight Turkey, vol: 6, No: 2, Avril-Juin 2004, p.17

YERASIMOS Stephane, "Caucase: le retour de la Russie", Politique étrangère, No:1, printemps 1994, p.63

LES ENCYCLOPEDIES ET LES DICTIONNAIRES

Grand Larousse, Vol:III, Paris, Larousse, 1992

Dictionnaire de géopolitique des Etats, sous la direction de Yves Lacoste, Paris, Flammarion, 1995

Dictionnaire Géopolitique: Etats, Concepts, Auteurs, Sous la direction de Aymeric Chauprade et François Thual Paris, Ellipses, 1998

LES RAPPORTS ET LES DOCUMENTS

La Constitution géorgienne de 1921

La Constitution géorgienne de 1995

La conférence du ministre d'Etat, Mehmet Aydın, à TBMM, le 06 juillet 2004

DEIK , (Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu), Gürcistan Ülke Bülteni, mai 2004

Droits civils et politiques, notamment la question de l'intolérance religieuse sous la direction d'Amor Abdelfattah, le rapport de la commission des droits de l'homme des Nations-Unies, 16 décembre 2003

Gürcistan-Abhazya Anlaşmazlığı Dünü bugünü ve çözüm perspektifleri, Diaspora ve Entegrasyon Enstitüsü Raporu, trad: Murat Papşu, Moscou, 1998

Kızıl Acaristan Salnamesi, Batoumi, 1922

Note sur la situation politique et économique de la Géorgie et ses relations avec l'Union européenne, Parlement européen, Luxembourg, le 15 mars 2002

La nouvelle Question Arménienne et les rivalités internationales; enjeux et risques au Djavakhk, Extrait d'une étude prospective réalisée par Horizon 2025, la cellule géopolitique de l'ADL France, Paris, décembre 2002

Le rapport de BOTAŞ en 2001

“Saakashvili's Ajara Success: Repeatable Elsewhere in Georgia?” International Crisis Group, Europe Briefing, Tbilissi/Brussel, 18 août 2004

LES THESES ET LES MEMOIRES

FERRARI Mariapaula, “Les Républiques du Caucase entre passés soviétiques et mondialisation”, Institut Européen des Hautes Etudes Internationales, le mémoire de master en relations internationales, Nice, 2002

MOURAVI George Tarkhan, “The making and the re-making of the Georgian nation: Challenges internal and external”, A Paper for the 6th Annual World Convention of the Association for the Study of Nationalities "Nation-Making, Past and Present: Community, Economy, Security", New York, Columbia University, 5-7 Avril 2001

TSOULOUKIANI Théa, “La réforme de l'organisation territoriale et administrative de la Géorgie pendant la période post-communiste”, le mémoire de master en administration publique, l'Ecole Nationale d'Administration, Tbilissi, février 2000

L'INTERNET

<http://www.adjara-ar.org>, le site officiel de la République

<http://www.amcham.ge>, EKBERG Allison, “Realizing Georgia's transit potential Combating the barriers to Georgia's growth”

<http://www.batuminews.com>

<http://www.blackseafor.org>

<http://www.byegm.gov.tr>, Güney Kafkasya'da barış istikrar ve kalkınma

<http://www.ceri-sciences-po.org>, SERRANO Silvia, “La vallée de Pankissi ou les avantages et les dangers de l’Etat faible”, novembre 2000

<http://www.eia.doe.gov>, Oil Export Routes and Options in the Caspian Sea Region, Energie Information Administration

www.geotimes.ge, MELKADZE Tamuna, “11 long years after the start of Abkhazia war”, le 18 août 2003

<http://www.globalsecurity.org>, Ajara Autonomous Republic

<http://www.internationalreports.net> Constitution of Adjara and its procedures for democratic governance

<http://www.internationalreports.net>, Entretien d’Aslan Abachidzé avec Barry Jagoda

<http://www.internationalreports.net> The Port of Batumi has an important history and a bright future

<http://www.mfa.gov.tr>, Türkiye’nin Güney Kafkasya Ülkeleri ile ilişkileri

<http://www.mfa.gov.tr>, le Traité de Kars

<http://news.bbc.co.uk>, Ajaria's 'revolution' - in quotes le 6 mai 2004

<http://news.bbc.co.uk>, ARNOLD Chloe, “Ajaria clouds Saakashvili poll victory”, le 29 mars 2004

<http://news.bbc.co.uk>, EKE Steven, “The Georgian president has called him a ‘narcobaron’”, le 04 mai 2004

<http://news.bbc.co.uk>, HASLETT Malcolm, “Ajaria stand-off tests Georgian president”, le 14 mars 2004

<http://www.gouam.org>

<http://www.inogate.org>

<http://www.nato.int>, La conférence de Chevardnadzé au sommet de Prague en 2002

<http://www.nato.int>, La conférence du secrétaire général de l’OTAN, George Robertson, au parlement géorgien

<http://www.ntvmsnbc.com>: Le texte d’émission télévisée “Ateş Çemberi”, daté le 16 mai 2002

<http://www.opendemocracy.net>, FRASIER Sabine, “The pillars of Georgia’s political transition”

<http://www.parlement.ge>, Changements et amendements de la Constitution de la Géorgie

<http://portal.tika.gov.tr>

<http://www.regard-est.com>, Entretien d'Aslan Abachidzé avec Max Chamka, le 5 avril 2003

<http://www.regard-est.com>, GREMY François, "L'Adjarie et les visées politiques de son président", no: 20, mars-avril 2000

<http://www.regard-est.com>, SIECA-KOZLOWSKI Elisabeth, "La coopération militaire Turquie-pays de l'ex-URSS"

<http://www.rferl.org>, HILL Don, "Caucasus: Georgia's Neighbors Look Wairly to Tbilisi As Political Crises Shakes Itself Out", le 25 novembre 2003

<http://www.rferl.org>, PEUCH Jean-Christophe, "Javakheti Armenians call for autonomy has Tbilisi on guard", le 25 novembre 2002

www.stradigma.com, TANRISEVER Oktay F., "Rusya - Gürcistan ilişkilerindeki artan gerilim: Bir sağırlar diyalogu mu?", no:7, août 2003

<http://www.traceca.org>

<http://www.transparency.org>, The 2003 Corruption Perceptions Index, Berlin, août 2003

<http://www.undp.org.ge> Samskthe-Javakheti Integrated Development Programme

LES QUOTIDIENS ET LES AGENCES

L'agence Anatolienne

Agence France Press

Cumhuriyet

Interfax

Izvestia

Le Monde

Radikal

Reuters

Yeni Şafak, Entretien d'Aslan Abachidzé avec Ramazan Aydın, le 26 décembre 2003

ANNEXES

Annexe 1. Le Traité de Kars de 1921

LE GOUVERNEMENT DE LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE DE TURQUIE, d'une part, ET LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'ARMENIE, DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'AZERBAIDJAN, DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS DE GEORGIE, d'autre part:

D'accord sur le principe de la fraternité des nations et sur le droit des peuples à disposer librement de leur sort; animés du désir de voir régner, toujours entre eux les rapports cordiaux et les relations de sincère amitié, basées sur les intérêts réciproques; ont décidé de procéder aux négociations avec la participation de

LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE,

pour conclure un traité d'amitié et à cet effet ont nommé leurs Plénipotentiaires:

LE GOUVERNEMENT DE LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE DE TURQUIE:

KIAZIM KARA BÉKIR PACHA, député d'Andrinople à la Grande Assemblée Nationale, Commandant du Front d'Orient,

VÉLY BEY, député de Bordour à la Grande Assemblée Nationale,

MOUHTAR BEY, ancien Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics,

MEMDOUH CHEVKET BEY, Représentant Plénipotentiaire de Turquie en Azerbaïdjan.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS D'ARMENYE:

ASKANAS MRAVIAN, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères,

POGOS MAKINZIAN, Commissaire du Peuple aux Affaires Intérieures,

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE SOVIETS D'AZERBAIDJAN:

BEHBOUD CHAHTAHTINSKY, Commissaire du Peuple pour le contrôle d'Etat.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DES SOVIETS DE
GÉORGIE:

CHALVA ELIAVA, Commissaire du Peuple à la Guerre et à la Marine,

ALEXANDRE SVANIDZÉ, Commissaire du Peuple aux affaires Etrangères et
Commissaire du Peuple aux Finances,

ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE
DES SOVIETS DE RUSSIE:

JACQUES HANETZKZ, Représentant Plénipotentiaire en Lettonie;

LESQUELS, après s'être communiqué leurs Pleins Pouvoirs, trouvés en bonne et due
forme, ont arrêté les dispositions suivantes:

Article 1.

LE GOUVERNEMENT DE LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE DE
TURQUIE ET LES GOUVERNEMENTS DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES DES
SOVIETS D'ARMÉNIE, D'AZERBAIDJAN et de GÉORGIE considèrent comme nuls
et non avenus les traités conclus entre les Gouvernements qui ont antérieurement
exercé les droits de souveraineté sur le territoire faisant actuellement partie du territoire
des Parties Contractantes et concernant les territoires précités ainsi que les traités
conclus avec les Etats tiers et concernant les Républiques Transcaucasiennes. Il est bien
entendu que le Traité Turco-russe signé à Moscou le 16 Mars 1921-1337 fait exception
à la teneur de cet article.

Article 2.

Les Parties Contractantes sont d'accord à ne reconnaître aucun traité de paix ou autre
acte international qu'on voudrait imposer à l'une d'elles. En vertu de cet accord, les
Gouvernements des Républiques Socialistes des Soviets d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de
Géorgie, acceptent de ne reconnaître aucun acte international concernant la Turquie qui
ne soit pas reconnu par le Gouvernement National de la Turquie, représenté
actuellement par sa Grande Assemblée Nationale. (Sont entendue par le terme de
Turquie dans le sens du présent Traité les territoires compris dans le Pacte Nationale
turc du 28 Janvier 1920 (1336) élaboré et proclamé par la Chambre des députés
ottomane à Constantinople et communiqué à la presse et à tous les Etats). De son côté, le

Gouvernement de la Grande Assemblée Nationale de Turquie accepte de ne reconnaître aucun acte international concernant l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie qui ne soit pas reconnu par les Gouvernements respectifs de ces pays, représentés actuellement par les Soviets d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie.

Article 3

Les Gouvernements des Républiques Socialistes des Soviets d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie reconnaissant le régime des capitulations comme incompatible avec le libre essor du développement national de tout pays ainsi qu'avec le plein exercice de ses droits souverains considèrent nul et abrogé l'exercice en Turquie de toutes fonctions et de tous droits ayant avec ce régime quelque rapport.

Article 4

La frontière nord-est de la Turquie (d'après la carte de l'Etat Major russe au 1: 210.000,5 verstes au pouce) est déterminée par la ligne qui commençant du village de Sarpe situé sur la Mer noire, passe par le Mont Khedis Mata, ligne du partage des eaux de la montagne Chavchet-Mont Kanny Dag, de là suit toujours les anciennes frontières administratives septentrionales des Sandjaks d'Ardahan et Kars-le thalweg d'Arpa-Tchai et celui de l'Araxe jusqu'à l'embouchure de Nijni Kara sou. (Pour les détails de la frontière et les questions y afférentes voir les annexes I et II et la carte incluse signée par les deux Parties Contractantes. En cas de divergences entre le texte du Traité et la Carte, le texte du traité prévaut sur la Carte).

Une commission mixte de délimitation composée d'un nombre égal de membres avec la participation d'un Représentant de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie est chargée de fixer en détail et d'établir sur le terrain, la frontière d'Etat ainsi que de poser les bornes de frontière. (Annex IV: la carte).

Article 5

Le Gouvernement Turc et les Gouvernements des Soviets d'Arménie et d'Azerbaïdjan sont d'accord que la région de Nahitchévan, dans les limites spécifiées par l'Annexe III du présent traité, constitue un territoire autonome sous la protection d'Azerbaïdjan.

Article 6

La Turquie consent à céder à la Géorgie la suzeraineté de la ville et du port de Batoum avec le territoire se trouvant au nord de la frontière indiquée dans l'Article 4 du présent Traité et ayant fait partie du district de Batoum à condition que:

1<198>) La population des lieux spécifiés dans l'Article présent jouisse d'une vaste autonomie administrative locale garantissant à chaque communauté ses droits culturels et religieux et cette population ait la possibilité d'introduire dans les lieux précités un régime agraire conforme à ses désirs.

2x) La Turquie soit assurée du libre transit des marchandises et de toutes matières à destination ou en provenance de la Turquie par le port de Batoum, sans douane, sans aucune entrave, avec l'exemption de tous droits et charges et avec le droit pour la Turquie d'utiliser le port de Batoum, sans frais spéciaux. Pour l'application de cet Article, sera créé, immédiatement après la signature du présent Traité, une Commission des Représentants des Parties Intéressées.

Article 7

Le Gouvernement de la Grande Assemblée Nationale de Turquie et le Gouvernement de la République Socialiste des Soviets de Géorgie s'engagent à faciliter aux habitants des zones limitrophes le passage de la frontière à condition de l'observation des règles de faveur douanières, policières et sanitaires qui seront établies à ce sujet par une Commission Mixte.

Article 8

Le Gouvernement de la Grande Assemblée Nationale de Turquie et le Gouvernement de la République Socialiste des Soviets de Géorgie prenant en considération la nécessité pour les habitants des contrées limitrophes des deux pays de se servir des pâturages d'été et d'hiver se trouvant sur l'autre côté de la frontière, acceptent d'accorder à ces habitants le droit de faire passer la frontière à leurs bestiaux et de jouir de pâturages habituels. Les formalités douanières ainsi que les mesures policières, sanitaires et autres à appliquer lors du passage de la frontière seront déterminés par une Commission Mixte.

Article 9

En vue d'assurer l'ouverture et la liberté de passage des Détroits pour les transactions commerciales de tous les peuples, la Turquie et la Géorgie sont d'accord pour remettre

l'élaboration définitive du statut international de la Mer Noire et des Détroits à une Conférence ultérieure composée des Délégués des Etats riverains sans que les décisions qui en découleraient puissent porter atteinte à la souveraineté de la Turquie et à la sécurité de la Turquie et de Constantinople, sa capitale.

Article 10

Les Parties Contractantes s'engagent à ne point admettre sur leurs territoires la formation ou le séjour d'organisations ou de groupements prétendant assumer le rôle du Gouvernement de l'autre pays ou d'une partie de son territoire ainsi que le séjour des groupements ayant pour but de lutter contre l'autre pays. Il est bien entendu que le territoire Turc précité dans le présent Article est le territoire qui se trouve sous l'administration directe civile et militaire du Gouvernement de la Grande Assemblée Nationale de Turquie.

Article 11

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes résidant sur le territoire de l'autre partie seront traités sur la base des droits et des obligations découlant des lois du pays où ils résident, exceptées celles concernant la défense nationale dont ils seront exemptes. Les questions relatives au droit des familles, de succession et de capacité juridique des nationaux respectifs font aussi exception du présent Article. Elles seront résolues par la voie d'un accord spécial.

Article 12

Les Parties Contractantes appliqueront le régime de la nation la plus favorisée aux nationaux de l'une des Parties Contractantes résidant sur le territoire de l'autre. Cet article ne vise point les droits accordés réciproquement par les Républiques des Soviets sur leurs territoires aux citoyens des autres Républiques des Soviets alliées ainsi que les droits accordés par la Turquie aux nationaux des Etats musulmans alliées de la Turquie.

Article 13

Tout habitant des territoires ayant fait partie de la Russie avant l'année 1918 et sur lesquels la souveraineté de la Turquie est affirmée aura la faculté, dans le cas où il voudrait sortir de la nationalité turque, de quitter librement la Turquie en emportant avec lui ses effets, ses biens ou leurs montants. De même, tout habitant du territoire dont la suzeraineté a été cédée à la Géorgie par la Turquie aura la faculté dans le cas où

il voudrait sortir de la nationalité géorgienne de quitter librement le territoire géorgien en emportant avec lui ses effets, ses biens ou leurs montants. Les habitants mentionnés aux paragraphes ci-dessus jouiront d'un ajournement d'un mois de leur service militaire à partir de la date à laquelle ils auraient fait connaître, en due forme, leur désir de quitter les territoire en question.

Article 14

Les Parties Contractantes s'engagent à conclure dans un délai de six mois à partir de la signature du présent traité des arrangements spéciaux relatifs aux réfugiés des guerres de 1918 et 1920.

Article 15

Chacune des Parties Contractantes s'engage à promulguer immédiatement après la signature du présent traité une amnistie complète aux citoyens de l'autre partie pour les crimes et délits commis par suite de la guerre sur le front du Caucase.

Article 16

Les Parties Contractantes consentent à effectuer réciproquement dans un délai de deux mois à partir de la signature du présent Traité le rapatriement d'anciens prisonniers militaires et civils résidant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes.

Article 17

Afin d'assurer la non interruption des rapports entre leurs pays, les Parties Contractantes s'engagent à prendre d'un commun accord toutes les mesures nécessaires pour maintenir et développer le plus vite possible les communications ferroviaires, télégraphiques et autres ainsi que pour assurer le libre transit des personnes et des marchandises sans aucune entrave. Il est entendu, toutefois, que pour le trafic de l'entrée et de la sortie des voyageurs et des marchandises auront application intégrale toutes les dispositions établies à ce sujet dans chacun des pays des Parties Contractantes.

Article 18

Dans le but d'organiser des rapports commerciaux et de régler toutes les questions, économiques et financières ou autres nécessaires pour affermir entre les pays

contractants les relations d'amitié, une Commission des Représentants des pays intéressés sera convoquée à Tiflis immédiatement après la signature du présent Traité.

Article 19

Les Parties Contractantes s'engagent à conclure des conventions consulaires dans un délai de trois mois à partir de la signature du présent Traité.

Article 20

Le présent Traité conclu entre les Gouvernements de la Turquie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie sera soumis à ratification. L'échange des ratifications aura lieu à Erivan dans le plus bref délai possible.

Le présent Traité entrera en vigueur à partir du moment de l'échange des actes de ratifications, exception faite des articles 6, 14, 15, 16 18 et 19 qui entrent en vigueur immédiatement après la signature du Traité.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

FAIT en cinq exemplaire à Kars, 13 Octobre mille neuf cent vingt et un (mille trois cent trente sept).

(L.S.) KIAZIM KARA BÉKIR. (L.S.) MRAVIAN.

(L.S.) VÉLY. (L.S.) MAKINZIAN.

(L.S.) MOUHTAR. (L.S.) CHANTAHTINSKY.

(L.S.) MEMDOUH CHEVKET. (L.S.) ELIAVA.

(L.S.) SVANIDZÉ.

(L.S.) HANETZKY.

Annexe 2. La Distribution de la Population de la Géorgie par Région et Confession - 2001

Les figures sont des taux de pourcentages.

| | Tbilissi | Adjarie | Guoria | Iméreti | Samegrelo- Zémo Svanéti | Racha- Leckhumi Kvémo Svanéti | Shida Karthlie | Samstkhe Djavakhétie | Kvémo Karthlie | Mtskheta Mtianéti | Kakhétie |
|------------|----------|---------|--------|---------|-------------------------------|--|-------------------|-------------------------|-------------------|----------------------|----------|
| Orthodoxe | 96.1 | 46.9 | 100 | 99.4 | 98.9 | 100 | 100 | 90 | 89.5 | 97.9 | 98.1 |
| Juif | 0.4 | - | - | 0.6 | - | - | - | - | - | - | - |
| Musulman | 0.4 | 43.2 | - | - | - | - | - | - | 6.3 | - | - |
| Grégorien | 1.6 | 1.2 | | | | | | 1.4 | 2.4 | 2.1 | |
| Athéist | - | 7.4 | - | - | 1.1 | - | - | - | 0.8 | - | - |
| Jéhovah | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.8 | - | 1.1 |
| Catholique | - | 1.2 | - | - | - | - | - | - | 8.6 | - | - |
| Autre | 1.5 | 0.1 | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.8 |

Source : Le bureau des Statistiques du Ministère des Affaires Etrangères de la Géorgie,
<http://www.idea.int>

Annexe 3. Le Taux de la Pauvreté dans les Régions de la Géorgie - 2001

| | Tbilissi | Adjarie | Guoria | Iméreti | Samegrelo- Zémo Svanéti | Racha- Leckhumi Kvémo Svanéti | Shida Karthlie | Samstkhe Djavakhétie | Kvémo Karthlie | Mtskheta Mtianéti | Kakhétie |
|-----------------------------|----------|---------|--------|---------|-------------------------------|--|-------------------|-------------------------|-------------------|----------------------|----------|
| La pauvreté incidente | 38.04 | 38.27 | 65.85 | 60.74 | 34.07 | 52.58 | 54.95 | 57.14 | 56.45 | 45.83 | 66.30 |
| La pauvreté profonde | 14.50 | 8.80 | 26.30 | 25.02 | 9.46 | 14.85 | 21.83 | 21.66 | 18.28 | 12.24 | 28.41 |
| La pauvreté sévère | 7.76 | 3.10 | 13.65 | 13.53 | 4.03 | 5.10 | 11.74 | 11.12 | 8.53 | 5.08 | 16.41 |

Source : Le bureau des Statistiques du Ministère des Affaires Etrangères de la Géorgie,
<http://www.idea.int>

Annexe 4. La Contribution des Régions à l'Economie géorgienne Par Rapport aux Secteurs
 Ces figures sont en millions LARI, dans les prix de marché, excluant TVA

998

| | Ag. | Ind. | Con. | Com. | Trans. | Pub. | Ed. | San. | Ser. | Tot. |
|---|------|------|------|------|--------|------|-----|------|------|------|
| Abskhétie | 206 | 4517 | 10 | 33 | 20 | 11 | 15 | 13 | 55 | 437 |
| Abkhétie | 161 | 3 | 112 | 166 | 212 | 82 | 42 | 89 | 396 | 1321 |
| Abkhétie et Abkhétie Mtianéti | 181 | 42 | 8 | 50 | 33 | 16 | 10 | 20 | 41 | 429 |
| Abkhétie Karthlie | 192 | 123 | 17 | 62 | 21 | 11 | 13 | 13 | 73 | 555 |
| Abkhétie Djavakhétie | 71 | 16 | 10 | 12 | 7 | 15 | 5 | 9 | 23 | 178 |
| Abkhétie | 113 | 35 | 23 | 53 | 47 | 20 | 11 | 20 | 58 | 400 |
| Abkhétie | 78 | 25 | 1 | 11 | 6 | 5 | 5 | 5 | 13 | 161 |
| Abkhétie-Zémo Svanéti | 165 | 37 | 12 | 50 | 38 | 13 | 14 | 17 | 43 | 413 |
| Abkhétie, Racha-Leckhumi Kvémé Svanéti | 323 | 126 | 40 | 89 | 64 | 23 | 26 | 42 | 123 | 907 |
| Totale | 1345 | 622 | 234 | 526 | 449 | 196 | 141 | 227 | 825 | 4800 |

999

| | Ag. | Ind. | Con. | Com. | Trans. | Pub. | Ed. | San. | Ser. | Tot. |
|---|------|------|------|------|--------|------|-----|------|------|------|
| Abskhétie | 227 | 70 | 20 | 41 | 24 | 9 | 20 | 12 | 62 | 518 |
| Abkhétie | 8 | 219 | 79 | 206 | 252 | 77 | 55 | 95 | 444 | 1470 |
| Abkhétie et Abkhétie Mtianéti | 180 | 50 | 12 | 62 | 39 | 8 | 13 | 17 | 46 | 457 |
| Abkhétie Karthlie | 213 | 110 | 14 | 77 | 25 | 14 | 17 | 17 | 82 | 603 |
| Abkhétie Djavakhétie | 85 | 25 | 9 | 15 | 9 | 14 | 7 | 10 | 26 | 212 |
| Abkhétie | 132 | 58 | 29 | 66 | 56 | 24 | 14 | 20 | 66 | 488 |
| Abkhétie | 85 | 28 | 4 | 14 | 8 | 3 | 7 | 5 | 15 | 181 |
| Abkhétie-Zémo Svanéti | 176 | 38 | 14 | 62 | 45 | 6 | 18 | 13 | 48 | 448 |
| Abkhétie, Racha-Leckhumi Kvémé Svanéti | 294 | 148 | 30 | 111 | 77 | 40 | 34 | 52 | 138 | 963 |
| Totale | 1402 | 736 | 212 | 654 | 533 | 196 | 185 | 241 | 926 | 5339 |

000

| | Ag. | Ind. | Con | Com. | Trans | Pub. | Ed. | San. | Ser. | Tot. |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Abkhétie | 184 | 58 | 15 | 48 | 31 | 12 | 22 | 16 | 64 | 478 |
| Abkhétie | 9 | 263 | 121 | 240 | 335 | 79 | 62 | 116 | 459 | 1712 |
| Abkhétie et Abkhétie Mtianéti | 159 | 96 | 10 | 73 | 52 | 13 | 15 | 35 | 48 | 527 |
| Abkhétie Karthlie | 153 | 91 | 21 | 90 | 33 | 10 | 20 | 20 | 85 | 547 |
| Abkhétie Djavakhétie | 69 | 21 | 5 | 17 | 11 | 12 | 7 | 11 | 27 | 191 |
| Abkhétie | 100 | 36 | 22 | 76 | 74 | 17 | 16 | 18 | 68 | 447 |
| Abkhétie | 71 | 21 | 4 | 16 | 10 | 6 | 8 | 10 | 16 | 173 |
| Abkhétie-Zémo Svanéti | 168 | 70 | 10 | 72 | 60 | 8 | 21 | 15 | 49 | 499 |
| Abkhétie, Racha-Leckhumi Abkhétie Svanéti | 287 | 164 | 17 | 129 | 102 | 32 | 39 | 54 | 142 | 1104 |
| Abkhétie | 201 | 821 | 225 | 762 | 708 | 188 | 210 | 296 | 957 | 5589 |

001

| | Ag. | Ind. | Con | Com. | Trans. | Pub. | Ed. | San. | Ser. | Tot. |
|--|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|
| Abkhétie | 216 | 59 | 13 | 56 | 35 | 16 | 21 | 24 | 50 | 530 |
| Abkhétie | 7 | 283 | 114 | 270 | 292 | 89 | 69 | 111 | 497 | 1773 |
| Abkhétie et Abkhétie Mtianéti | 183 | 109 | 35 | 85 | 71 | 21 | 17 | 23 | 82 | 667 |
| Abkhétie Karthlie | 164 | 86 | 22 | 82 | 39 | 8 | 26 | 22 | 93 | 575 |
| Abkhétie Djavakhétie | 90 | 12 | 2 | 15 | 21 | 10 | 9 | 4 | 35 | 214 |
| Abkhétie | 94 | 29 | 9 | 97 | 68 | 29 | 19 | 33 | 85 | 488 |
| Abkhétie | 83 | 35 | 4 | 19 | 21 | 6 | 5 | 7 | 27 | 223 |
| Abkhétie-Zémo Svanéti | 202 | 42 | 16 | 70 | 59 | 14 | 14 | 26 | 62 | 544 |
| Abkhétie, Racha-Leckhumi Abkhétie Svanéti | 329 | 157 | 26 | 142 | 108 | 31 | 46 | 41 | 157 | 1104 |
| Abkhétie | 1369 | 811 | 241 | 834 | 714 | 225 | 228 | 290 | 1089 | 6119 |

g. = Agriculture; Ind. = Industrie; Con. = Construction; Com. = Commerce; Trans. = Transport et communications; Pub. = Administration Publique; Ed. = Education; San = Santé; Ser. = Services.

Source: Le bureau des Statistiques du Ministère des Affaires Etrangères de la Géorgie,
<http://www.idea.int>

Annexe 5. Les listes des dirigeants de l'Adjarie

Les secrétaires généraux du Parti communiste de l'Adjarie ;

| | |
|------------------|-------------------------------------|
| 192. - 1927 | Nikolay Samssónovich Svanidzé |
| 1932 - 1937 | Artemy Grigorevich Geurkov |
| 1937 - 1937 | Iosif Dmitriyevich Kochlamuzashvili |
| 1938 - 1938 | A.I. Taplashvili |
| 1945 -195. | Kiril Georgyevich Bechvaya |
| 195. - 1953 | Bindsibadzé |
| 1954 - 1961 | Davyd Mikhailovich Mamuladzé |
| 1961 - 1975 | Aleksandr Dursunovich Tkhilaishvili |
| 1975 - 19.. | Vakhtang Rafayelovich Papunidzé |
| Août 1986 - 1991 | G.K. Emiridzé |
| Mai 1991 - | Ilya Tsulukidzé |

Les présidents de l'Etat de RASS de l'Adjarie ;

| | |
|------|------------------------|
| 1921 | Hasan Lordkinpanidzé |
| 1921 | Hamsizade Hasan Tahsin |

Le président du comité révolutionnaire régional de Batoumi ;

16 Juillet 1921 - 8 Septembre 1921 Sergey Ivanovich Kavtaradze

Les membres du comité révolutionnaire de l'Adjarie ;

8 Septembre 1921 - 15 Novembre 1921 Hasan Lordkipanidzé
 + Z. Kharazi
 + M. Kontselidzé
 + D. Pagava
 + Zakariya D. Lordkipanidzé
 + Kh. Beridzé
 + A. G. Gambarov
 + T. G. Zhgenti
 + K. V. Sadzhaya

Les présidents de la Présidium de Soviet suprême de l'Adjarie ;

| | |
|-------------|-------------------------------|
| 1938 - 1941 | Ismail Khasanovich Futkaradzé |
| 1947 - 19.. | Davud Aliyevich Davitadzé |
| 1969 - 198. | David Dursunovich Diamidzé |

Le président du Conseil suprême de l'Adjarie ;

| | |
|------------------------------|---|
| 15 Mars1991 - 6 Mai 2004 | Aslan Abachidzé |
| 7 May 2004 - 20 Juillet 2004 | Levan Varshalomidzé (Le président du Conseil par intérim) |
| 20 Juillet 2004 - | Mikheil Makharadzé |

Les présidents du Conseil des commissaires du peuple de l'Adjarie ;

| | |
|-------------|-------------------------------|
| 1921 - 1928 | Shimnashvili |
| 1928 - 1941 | Levan Gogobaridzé |
| 1941 - 1946 | Ismail Khasanovich Futkaradzé |

Les présidents du Conseil des ministres de l'Adjarie ;

| | |
|------------------|-------------------------------------|
| 1946 - 19.. | Ismail Khasanovich Futkaradzé |
| 1953 - 1954 | Davyd Mikhailovich Mamuladzé |
| 1954 - 1961 | Aleksandr Dursunovich Tkhilaishvili |
| 1961 - 1975 | Levan Mikhailovich Davitadze |
| 1975 - 1977 | Irakli Azizovich Dzhashi |
| 1977 - 198. | Yuri Gedevanovich Ungiadzé |
| 1990 - Août 1993 | Guram Chigogidzé |
| Août 1993 | Aslan Abachidzé |
| Août 1993 - 1994 | Guram Varshalomidzé |
| 1994 - 199. | Jemal Nakashidzé |

Les premiers ministres de l'Adjarie ;

| | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| 16 Novembre 1996 - 1999 | Avtandil Gorgiladzé |
| Mai 1999 - 2002 | Georgy Tsintskiladze |
| 2002 - 13 Juillet 2003 | Eduard Rasimovich Kakabadzé |
| 13 Juillet 2003 - Août 2003 | Aslan Abashidzé |
| Août 2003 - 6 Avril 2004 | Rezo Shamilishvili |
| 6 Avril 2004 - 6 Mai 2004 | Rostom Japaridzé |
| 20 Juillet 2004 -: | Levan Varshalomidzé |

Source : <http://www.worldstatesmen.org>

Annexe 6. Les drapeaux de l'Adjarie



Gouvernement temporaire de Caucase du sud-ouest (1918-1919)



La République autonome socialiste soviétique de l'Adjarie (1937-1950, 1978-1992)



La République autonome de l'Adjarie sous le régime d'Aslan Abachidzé (2000-2004)



La République autonome de l'Adjarie après la chute d'Aslan Abachidzé (2004-)

Prof. Dr. JALE GÜVİLİR

Jale Güvölir

Yrd. Doç. Dr. A. Faik DEMİR

A. Faik Demir

Doç. Dr. Erhan Büyükkökten

Erhan Büyükkökten

Doç. Dr. İdil KAYA
Galatasaray Üniversitesi
Sosyal Bilimler Enstitüsü
Müdürü